



UN LIBRARY
1975
UN/54 COLLECTION

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**PREMIER RAPPORT
SUR LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME
POUR
LA PÉRIODE BIENNALE 1974-1975**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/9008)

NATIONS UNIES

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

**PREMIER RAPPORT
SUR LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME
POUR
LA PÉRIODE BIENNALE 1974-1975**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/9008)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

		<u>Pages</u>
NOTE DU PRESIDENT		xi
PREFACE		xiii
<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	
I. LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR LA PERIODE BIENNALE 1974-1975	1 - 89	1
Considérations générales	1 - 8	1
Institution de la budgétisation par programme .	9 - 22	3
Comparaison des crédits demandés pour 1974-1975 et des crédits ouverts pour 1972-1973	23 - 25	9
Tableau 1. Comparaison des crédits demandés pour 1974-1975 et des crédits ouverts pour 1972-1973		11
Dépenses supplémentaires probables en 1974-1975	26	16
Observations sur l'avant-propos du Secrétaire général au projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975	27 - 29	18
Exécution du budget de 1972 et perspectives pour 1973	30 - 35	19
Questions relatives au personnel	36 - 66	21
Tableau 2. Récapitulation des postes permanents - Budget ordinaire		23
Abattement au titre des délais de recrutement	42	26
Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés au moyen des crédits ouverts pour du personnel temporaire	43	27
Contributions du personnel	44 - 46	27
Reclassements de postes	47 - 64	28
L'échelon le plus élevé	65 - 66	34
Organisation	67 - 80	35
Calcul des coûts standards	69 - 80	36
Gestion des crédits ouverts	81 - 84	38
Coopération avec d'autres organes et d'autres organismes des Nations Unies	85 - 89	39

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
II. PROJETS DE RESOLUTION	90 - 103	40
Tableau 3. Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif ..		41
III. RECOMMANDATIONS DETAILLEES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME :		
PREVISIONS DE DEPENSES	1.1 - IS3.13	46
<u>Titre premier. Politiques, direction et coordi-</u> <u>nation d'ensemble</u>	1.1 - 2.13	46
Chapitre premier. Organes directeurs	1.1 - 1.9	46
Chapitre 2. Services relevant directement du Secrétaire général	2.1 - 2.13	48
<u>Titre II. Activités politiques et maintien de la</u> <u>paix</u>	3.1 - 5.13	53
Chapitre 3. Organes directeurs (Activités politiques et maintien de la paix)	3.1 - 3.6	53
Chapitre 4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	4.1 - 4.16	56
Chapitre 5. Missions spéciales	5.1 - 5.13	59
<u>Titre III. Activités économiques et sociales</u>	6.1 - 19.7	62
Chapitre 6. Organes directeurs - Activités économiques et sociales	6.1 - 6.8	62
Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales	7.1 - 7.43	63
A. Direction exécutive et administration	7.10	67
B. Planification, projections et politiques relatives au développement	7.11 - 7.13	67
C. Finances publiques et institutions financières	7.14	68
D. Statistiques	7.15 - 7.17	68

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales (<u>suite</u>)		
E. Administration publique	7.18 - 7.19	69
F. Transports et tourisme	7.20	69
G. Ressources naturelles	7.21 - 7.23	69
H. Economie des océans et océanologie	7.24 - 7.26	70
I. Science et technique	7.27 - 7.28	71
J. Développement social et affaires humanitaires	7.29 - 7.34	71
K. Population	7.35 - 7.36	73
L. Peuplements humains	7.37	74
M. Gestion des activités de coopération technique	7.38 - 7.39	74
N. Administration et services communs	7.40 - 7.41	75
Chapitre 8. Commission économique pour l'Europe ..	8.1 - 8.13	78
Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	9.1 - 9.12	81
Chapitre 10. Commission économique pour l'Amérique latine	10.1 - 10.11	83
Chapitre 11. Commission économique pour l'Afrique	11.1 - 11.11	86
Chapitre 12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	12.1 - 12.6	90
Chapitre 13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	13.1 - 13.18	91
Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	14.1 - 14.19	97
Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	15.1 - 15.24	103
Chapitre 16. Programme des Nations Unies pour l'environnement	16.1 - 16.15	111
Chapitre 17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	17.1 - 17.15	117

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants	18.1 - 18.15	122
Chapitre 19. Programme ordinaire d'assistance technique	19.1 - 19.7	126
<u>Titre IV. Droits de l'homme</u>	20.1 - 20.15	129
Chapitre 20. Droits de l'homme	20.1 - 20.15	129
<u>Titre V. Egalité des droits et autodétermination des peuples</u>	21.1 - 23.8	132
Chapitre 21. Organes directeurs (Egalité des droits et autodétermination des peuples)	21.1 - 21.4	132
Chapitre 22. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	22.1 - 22.8	132
Chapitre 23. Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	23.1 - 23.8	135
<u>Titre VI. Justice internationale</u>	24.1 - 24.6	138
Chapitre 24. Cour internationale de Justice	24.1 - 24.6	138
<u>Titre VII. Activités juridiques</u>	25.1 - 26.10	140
Chapitre 25. Commissions, comités et conférences juridiques	25.1 - 25.10	140
Chapitre 26. Service juridique	26.1 - 26.10	142
<u>Titre VIII. Services communs</u>	27.1 - 30.8	146
Chapitre 27. Information	27.1 - 27.26	146
Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux	28.1 - 28.91	154
A. Politique générale et direction	28.3	156
B. Service de gestion administrative	28.4 - 28.8	156
C. Service de vérification intérieure des comptes	28.9 - 28.12	157

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux (suite)		
D. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (New York)	28.13 - 28.17	158
E. Bureau des services financiers	28.18 - 28.29	159
F. Bureau des services du personnel, New York	28.30 - 28.39	161
G. Services administratifs et financiers, Genève	28.40 - 28.44	164
H. Service de recrutement pour l'assistance technique	28.45 - 28.47	166
I. Formation du personnel	28.48 - 28.54	167
J. Bureau des services généraux, New York ...	28.55 - 28.64	168
K. Division des services généraux, Genève ...	28.65 - 28.77	170
L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités de coordination administrative financées en commun	28.78 - 28.81	175
M. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses relatives au Corps commun d'inspection	28.82	176
N. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	28.83 - 28.84	176
O. Centre international de calcul	28.85 - 28.87	177
Chapitre 29. Services de conférence	29.1 - 29.34	179
A. Département des conférences	29.8 - 29.15	181
B. Service des conférences, Genève	29.16 - 29.25	183
C. Reproduction de documents et publications par les soins du Secrétariat	29.28 - 29.34	187
Chapitre 30. Bibliothèques - New York et Genève	30.1 - 30.8	189

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
<u>Titre IX. Dépenses spéciales</u>	31.1 - 32.6	192
Chapitre 31. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	31.1	192
Chapitre 32. Dépenses diverses	32.1 - 32.6	192
<u>Titre X. Locaux</u>	33.1 - 33.17	195
Chapitre 33. Travaux de construction, transfor- mation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	33.1 - 33.17	195
A. Travaux de construction	33.3 - 33.10	195
B. Transformation et amélioration des locaux	33.11 - 33.13	197
C. Gros travaux d'entretien	33.14 - 33.17	198
<u>Titre XI. Contributions du personnel</u>	34.1 - 34.2	200
Chapitre 34. Contributions du personnel	34.1 - 34.2	200

PREVISIONS DE RECETTES

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	IS1.1	201
Chapitre 2 des recettes. Recettes générales ..	IS2.1 - IS2.7	202
Chapitre 3 des recettes. Activités productrices des recettes	IS3.1 - IS3.13	204

Liste des graphiques

Graphique 1. Comparaison des crédits demandés pour 1974-1975 et des crédits ouverts pour 1972-1973	10
Graphique 2. Pourcentage d'augmentation ou de diminution des crédits demandés pour 1974-1975 par rapport aux crédits ouverts pour 1972-1973, par chapitre	13
Graphique 3. Répartition des crédits demandés pour 1974-1975 par titres principaux du budget	15
Graphique 4. Dépenses effectives nettes de 1972, par monnaie	17

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

Liste des graphiques (suite)

Graphique 5.	Répartition des crédits demandés pour 1974-1975 par principaux objets de dépense	22
Graphique 6.	Répartition des postes d'administrateur et d'agent des services généraux demandés pour 1975 (selon les propositions faites par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme)	25
Graphique 7.	Composition du Secrétariat pour 1975 : administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (selon les propositions faites par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme)	32

NOTE DU PRESIDENT

1. Le Comité consultatif se compose des membres suivants :

M. John I. M. Rhodes (Président);

M. Mohamed Alwan;

M. Paulo Lopes Corrêa;

M. Mohsen S. Esfandiary;

M. Lucio García del Solar;

M. Anatoly V. Grodsky;

M. Hsing Sung-yi;

M. Ahmed Tewfik Khalil;

M. Mario Majoli;

M. C. S. M. Mselle;

M. André Naudy;

M. David L. Stottlemeyer;

M. József Tardos.

2. Nous nous sommes réunis à New York, du 8 mai au 17 juillet 1973, où nous avons examiné le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour 1974-1975 et le plan à moyen terme pour 1974-1977.

3. Nous avons également examiné :

a) Le projet de budget des services administratifs et services d'appui du Programme des Nations Unies pour le développement pour 1974;

b) Le projet de statut du PNUD;

c) Les questions relatives au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;

d) Le projet de budget des services administratifs et services d'appui aux programmes du Fonds pour l'environnement pour 1973 et 1974;

e) Un projet de "Procédures générales régissant les opérations du Fonds des Nations Unies pour l'environnement" et une note du Secrétaire général sur les dispositions administratives relatives au Fonds;

f) Le texte révisé des règles de gestion financière applicables aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

g) Les rapports financiers et les comptes de l'exercice 1972 et les rapports correspondants du Comité des commissaires aux comptes.

Des rapports sur ces questions ont été ou seront soumis aux organes compétents.

4. Nous avons décidé, pour les raisons qui sont exposées dans le corps du présent rapport, de ne pas nous rendre à Genève cette année, mais nous avons l'intention de le faire le printemps prochain. Entre-temps, nous nous réunirons avec les représentants des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à New York, cet automne, pour examiner les budgets administratifs de ces organisations.

5. Nous avons examiné les questions de politique générale en matière administrative et budgétaire avec le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, et le chef par intérim du Bureau des services financiers. Comme le programme et le budget ont été fusionnés, nous avons modifié nos méthodes de travail et la présentation de notre rapport, et nous avons eu des entretiens avec un plus grand nombre de chefs de département et de division que nous ne le faisons d'habitude. Nous apprécions vivement le concours de tous ceux qui nous ont aidés dans nos délibérations. Nous tenons aussi à remercier le Directeur et le personnel de la Division du budget qui nous ont aidés une fois encore pendant toute la durée de notre session; le fait que nous avons critiqué ce premier budget-programme ne diminue en rien leurs efforts très réels et ce qu'ils ont réussi à faire dans cette période de transition délicate.

6. Le nouveau système de budget-programme a aussi imposé un surcroît de travail aux fonctionnaires qui assurent le secrétariat de notre Comité. Ils y ont fait face avec leur dévouement et leur efficacité habituels et nous les remercions tous des efforts soutenus qu'ils ont faits pour nous aider.

Le Président,

(Signé) John I. M. RHODES

Le 17 juillet 1973

PREFACE

Les principales attributions du Comité consultatif, qui sont définies dans la résolution 14 A (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, sont les suivantes :

"a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et faire rapport sur ce budget;

b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui seraient renvoyées;

c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions;

d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et faire rapport à l'Assemblée à leur sujet."

Aux termes de l'article 158 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les membres du Comité consultatif, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large répartition géographique des sièges et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels.

Comme par le passé, des crédits sont prévus à certains chapitres du projet de budget pour 1974-1975 pour des dépenses au sujet desquelles certains Etats Membres ont formulé des objections de principe. Certains membres du Comité ont réitéré ces objections en exposant leurs raisons. Toutefois, les membres du Comité ont considéré que la controverse concernant ces dépenses n'est pas de la compétence du Comité consultatif qui, aux termes de l'article 159 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, est "chargé de soumettre le budget de l'Organisation à un examen technique".

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR LA PERIODE BIENNALE 1974-1975

CONSIDERATIONS GENERALES

1. Conformément à la résolution 3043 (XXVII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a modifié tant le mode de présentation que la périodicité du projet de budget. Jusqu'à présent, les crédits à ouvrir étaient, pour la plupart, présentés par objet de dépenses. Dans la nouvelle présentation, les dépenses sont indiquées par service et par programme. Plus loin, dans les paragraphes 9 à 22, le Comité consultatif présente des observations de caractère général sur le nouveau système et formule des suggestions pour l'améliorer à l'avenir.
2. Pour faciliter les comparaisons entre l'ancien système et le nouveau, le Secrétaire général a indiqué pour chacun des nouveaux chapitres la part des crédits ouverts pour 1972 et 1973 qui correspondait à ces chapitres. Le Comité consultatif s'est servi de ces chiffres pour établir ses propres comparaisons.
3. Le Secrétaire général a aussi ventilé entre les deux années considérées les crédits demandés pour la période biennale 1974-1975. Etant donné l'adoption d'une budgétisation biennale, le Comité consultatif estime qu'il faudrait procéder autrement. Le Comité a donc établi toutes ses comparaisons sur une base biennale et il a considéré la période biennale 1974-1975 comme un tout lorsqu'il a élaboré ses observations et recommandations sur le projet de budget du Secrétaire général.
4. Dans le projet de budget pour la période biennale 1974-1975 1/, le Secrétaire général prévoit des dépenses d'un montant brut de 513 440 000 dollars, contre un montant de 431 406 000 dollars représentant le total des crédits ouverts pour les deux années 1972 et 1973 par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2947 A (XXVII) du 8 décembre 1972 et 3044 A (XXVII) du 19 décembre 1972, respectivement, ledit montant étant ajusté aux fins de comparaison de la manière indiquée dans les notes de l'Annexe I à l'avant-propos du Secrétaire général au projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975. Les crédits demandés pour 1974-1975 dépassent donc de 82 034 000 dollars, soit de 19 p. 100, le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973.
5. Le Secrétaire général estime les recettes de toutes provenances pour 1974-1975 à 82 762 000 dollars, soit 14 582 000 dollars de plus que le total (ajusté aux fins de comparaison) des prévisions de recettes (68 180 000 dollars) que l'Assemblée générale a approuvées pour 1972 et 1973 dans ses résolutions 2947 B (XXVII) et 3044 B (XXVII). En conséquence, on compte que le montant net des prévisions de dépenses pour 1974-1975, sur la base duquel seront calculées les quote-parts des Etats Membres, s'élèvera à 430 678 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 18,6 p. 100 par rapport au montant net des prévisions de dépenses pour les deux années 1972 et 1973 (363 226 000 dollars).

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 (A/9006).

6. En 1974-1975, les Etats Membres seront également appelés à verser des contributions aux budgets des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres. Le Comité consultatif présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport sur les budgets administratifs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

7. Le Comité consultatif soumet dans le présent rapport ses observations et recommandations concernant le projet de budget-programme du Secrétaire général pour 1974-1975. Le rapport est fondé sur un examen approfondi des pièces budgétaires concernant les demandes de crédit présentées, examen au cours duquel le Comité a demandé au Secrétaire général et à ses représentants, tant oralement que par écrit, des renseignements très détaillés; le Comité a étudié certaines pratiques administratives et opérationnelles qui influent sur le montant des prévisions et il a examiné le rapport du Comité du programme et de la coordination^{2/} ainsi que les rapports d'autres organes délibérants.

8. Le Comité consultatif recommande au chapitre III du présent rapport de réduire les prévisions de dépenses d'un montant total de 12,1 millions de dollars et de réduire les prévisions de recettes de 1 221 000 dollars. Ces réductions sont récapitulées par chapitre du budget dans le tableau qui figure en annexe au chapitre II.

^{2/} Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364).

INSTITUTION DE LA BUDGETISATION PAR PROGRAMME

9. Pour la première fois, le Secrétaire général présente le programme et le budget dans un document unique, qui porte sur la période 1974-1975 et est accompagné d'un plan à moyen terme pour la période 1974-1977. Ce changement est l'aboutissement de longues discussions qui ont eu lieu dans diverses instances de l'Organisation et a été considérablement facilité par des travaux comme ceux du Corps commun d'inspection. Il a pour objet d'améliorer la gestion des ressources de l'Organisation des Nations Unies. Dans son avant-propos, le Secrétaire général a déclaré :

"Je suis convaincu que la nouvelle conception ... a des mérites particuliers qui, s'ils sont exploités au maximum, permettront à coup sûr de disposer d'une base beaucoup plus logique et efficace que dans le passé pour déterminer la nature et l'ampleur des activités de l'Organisation aussi bien que pour évaluer l'exécution par le Secrétariat des programmes arrêtés par les Etats Membres." 3/

10. Comme le Comité consultatif l'a fait observer dans son rapport de l'an dernier sur cette question, "le mode de présentation du budget-programme n'est pas une fin en soi" (A/8739, par. 33). Le Comité ajoutait que cette présentation "doit répondre à des besoins précis des organes délibérants et du Secrétariat" de façon :

"a) ... à permettre aux organes délibérants de décider en toute connaissance de cause du programme d'ensemble, du montant total des crédits à ouvrir pour la période budgétaire et de l'allocation de ces crédits dans les limites du total approuvé;

b) ... à être pour le Secrétariat un instrument de gestion pendant toute la période budgétaire;

c) ... à fournir les éléments de base pour évaluer les résultats obtenus à la fin de la période couverte par le budget-programme."

11. Dans les observations qu'il a formulées sur le projet de budget-programme du Secrétaire général, le Comité consultatif a examiné dans quelle mesure le nouveau système de planification, de programmation, de budgétisation et d'évaluation ainsi que ses éléments constitutifs répondent à ces besoins.

12. Le Comité a reconnu que le présent projet de budget-programme devait être envisagé dans le contexte de "la transition d'une technique budgétaire fondamentale à une autre" 4/, et que, vu le peu de temps dont le Secrétariat avait disposé et les problèmes techniques et de fond auxquels il s'était heurté, cette première mesure sur la voie de l'amélioration de la gestion des ressources devait être considérée comme étant encore au stade embryonnaire.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 (A/9006), Avant-propos, par. 3.

4/ Ibid., par. 2.

13. Le nouveau système permet de mieux juger de la structure et des fonctions de l'Organisation. Il a assurément donné au Comité consultatif une meilleure idée des travaux de fond des départements et lui a permis d'en discuter en connaissance de cause avec les chefs desdits départements. De leur côté, les chefs des départements sont maintenant plus sensibles aux considérations budgétaires. Cette interaction à l'échelon tant des organes délibérants que du Secrétariat devrait assurément faciliter le processus qui consiste à concilier les besoins des programmes et les ressources disponibles. Même si le nouveau mode de présentation du budget est encore loin de correspondre à une budgétisation par programme, il a déjà mis en lumière plusieurs secteurs dans lesquels une meilleure coordination ou une meilleure délimitation des fonctions permettrait d'améliorer les travaux de l'Organisation. L'inclusion de données sur les ressources extra-budgétaires dans le budget-programme permet aussi de beaucoup mieux juger de l'effort total qui est déployé dans les différents domaines d'activité.

14. Le Comité consultatif estime que ces avantages apparaîtront encore plus clairement à mesure que l'expérience pratique permettra d'affiner le nouveau système. On ne pourra toutefois tirer parti de tous ces avantages que si les organes intergouvernementaux chargés de l'élaboration des programmes peuvent faire prendre leurs vues en considération plus tôt que cela n'a été possible cette année.

15. Le Comité ne sous-estime pas l'ampleur de la tâche à laquelle le Secrétaire général et ses collaborateurs ont dû faire face lorsque l'Assemblée générale a décidé de changer le mode de présentation du budget et d'adopter un cycle budgétaire biennal. Le Comité rend hommage en particulier aux efforts accomplis par le Directeur de la Division du budget et ses collaborateurs dont la tâche a été très lourde. Le projet de budget présenté par le Secrétaire général a néanmoins un certain nombre de défauts au sujet desquels le Comité consultatif estime devoir faire des observations. Ces observations, fondées sur l'examen par le Comité d'une documentation abondante et sur les nombreux entretiens qu'il a eus avec les directeurs des programmes au cours de ses dix semaines de session, sont présentées dans un esprit de critique constructive. Elles ont pour objet d'indiquer de quelle manière le Secrétaire général pourrait améliorer la présentation du budget dans les années à venir.

16. Tout d'abord, le Comité considère toujours qu'il faut "réexaminer le mécanisme actuel des organes intergouvernementaux et des organes d'experts qui s'occupent de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et le budget" (A/8739, par. 5). Le Comité demeure toutefois convaincu que "l'expérience pratique peut être un meilleur guide que les recherches théoriques" (A/8739, par. 67) et qu'il faut attendre, pour procéder à ce nouvel examen, de connaître les résultats que donnera le projet de budget-programme.

17. Deuxièmement, le projet de budget présenté par le Secrétaire général, du fait qu'il est fondé sur les divers services du Secrétariat, est moins un véritable budget-programme qu'une étape importante sur cette voie. En outre, même dans cette optique, le Secrétaire général n'indique pas le coût total des programmes dans les divers chapitres du budget-programme. Admettant ce défaut parmi d'autres, le Secrétaire général a déclaré que "De nouveaux perfectionnements et améliorations de la présentation ... seront introduits à la prochaine occasion" et que "le Secrétariat sera guidé par les réactions de ceux qui sont appelés à examiner et à commenter ce premier budget-programme" 5/. A cet égard, le Comité invite

5/ Ibid., par. 2.

instamment le Secrétaire général à pourvoir immédiatement les deux postes du Bureau des services financiers que l'Assemblée générale a prévus à sa dernière session, en y nommant des personnes connaissant bien les techniques de budget-programme (voir plus loin, par. 28.25).

18. Troisièmement, sur la base des entretiens qu'il a eus avec le Secrétaire général et ses représentants, le Comité consultatif est parvenu aux conclusions suivantes :

a) Le pouvoir et la responsabilité de faire fonctionner le système de la budgétisation par programme doivent être conférés au Secrétaire général ou au fonctionnaire désigné pour le représenter. Ce principe doit être reconnu et admis dans toute l'Organisation par les chefs de tous les services, lesquels doivent eux-mêmes être tenus responsables de l'application des directives publiées à ce sujet.

b) La plupart des directeurs de programme n'ont pas accordé la priorité nécessaire à leur participation directe au processus de la budgétisation par programme. Cela peut s'expliquer par le rôle moins important qu'ils avaient dans l'ancien système, par leur manque de compréhension du nouveau système, par le fait qu'ils ne conçoivent pas clairement leur rôle de directeur de programme et par une résistance bureaucratique naturelle à de nouvelles méthodes qu'ils ont tendance à considérer comme de vieilles formules présentées sous un jour nouveau.

c) Les hauts fonctionnaires chargés d'administrer le système du budget-programme doivent redoubler d'efforts pour :

- i) Veiller à ce que des informations suffisantes soient données au personnel pour lui permettre de mieux comprendre le système;
- ii) Donner la formation nécessaire à un groupe de fonctionnaires ayant une connaissance pratique des techniques telles que l'analyse des coûts et des rendements;
- iii) Créer au Secrétariat un mécanisme permettant des échanges de vues sur la manière dont le système fonctionne; et
- iv) Instituer une procédure qui garantisse que les connaissances et les données d'expérience acquises à ce jour seront utilisées de manière systématique pour améliorer la budgétisation par programme.

d) La notion d'un système moderne de gestion des ressources - qui implique des éléments de planification, de programmation, de budgétisation, d'évaluation et de contrôle qui peuvent être identifiés séparément mais qui forment un tout intégré sur le plan fonctionnel - n'a pas été parfaitement comprise au Secrétariat. Il est indispensable qu'elle le soit pour que le budget-programme devienne une réalité aussi bien quant à la forme que quant au fond. On peut même craindre que, si cette notion n'est pas admise, le passage à un budget-programme ne se traduise en définitive par un changement purement formel. Les avantages réels que ce système pourrait présenter pour le Secrétariat et les Etats Membres seraient alors perdus. Ne pas saisir cette occasion serait compromettre gravement l'amélioration de l'utilisation des ressources à l'Organisation des Nations Unies, problème qui préoccupe de plus en plus tous les Etats Membres.

e) Le Secrétariat ne semble pas encore bien comprendre que le système de budget-programme offre un moyen efficace de contrôler l'exécution des programmes et de faire en sorte que les ressources disponibles soient employées au mieux pour atteindre les objectifs de l'Organisation tels qu'ils sont définis par les Etats Membres.

f) Dans le cadre d'un système intégré, le plan à moyen terme présenté par le Secrétaire général laisse beaucoup à désirer. Dans son rapport à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, le Comité consultatif s'est demandé si l'Organisation des Nations Unies possédait l'expérience et les connaissances spécialisées nécessaires pour planifier et programmer ses activités sur six ans, et il a recommandé qu'au début le plan à moyen terme ne porte que sur quatre ans (A/8739). Les événements ont amplement confirmé cette opinion et ont prouvé que le mécanisme de planification de l'Organisation des Nations Unies était encore très rudimentaire. Il semblerait en fait que l'on ne comprenne pas toujours parfaitement le principe fondamental. Ainsi, comme le Comité du programme et de la coordination le laisse entendre dans son rapport sur sa quatorzième session, le plan à moyen terme semble n'être guère plus qu'une projection du budget-programme pour 1974-1975 6/. La conception du plan ne porte certainement pas à croire que l'on a examiné de façon approfondie les moyens qui permettent à l'Organisation d'atteindre ses buts. De l'avis du Comité consultatif, un tel examen, fondé sur une analyse critique des programmes en cours et des résultats des programmes, est une condition préalable à la planification efficace des activités futures et à l'utilisation optimale des ressources disponibles. Le Comité veut espérer qu'il sera possible de consacrer plus de temps et d'attention à ces questions avant que le prochain plan à moyen terme soit proposé. Il conviendra alors d'examiner le budget-programme pour 1976-1977 dans le contexte du plan à moyen terme pour 1976-1979, dont il constituera véritablement un élément. En attendant, force a été au Comité consultatif d'examiner le budget-programme pour 1974-1975 en soi.

19. Si le Secrétaire général reconnaît que "Idéalement, il aurait fallu établir, à partir d'une base zéro hypothétique, les propositions qui ont été élaborées", il admet que "le point de départ /a été/ le montant des ressources mises jusqu'à présent à la disposition de l'Org isation ... le facteur d'augmentation /étant seul calculé/" 7/. Le Comité convient que s'il est théoriquement possible de partir d'une base zéro absolue pour établir le budget-programme, on ne peut le faire dans la pratique pour toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies. Il estime toutefois que la base aurait dû être analysée plus attentivement au cours de l'établissement du budget-programme. Cela aurait permis de déterminer quelles sont les activités actuelles qui pourraient être remplacées par des activités nouvelles ou plus importantes. On aurait pu examiner également d'autres moyens d'atteindre les objectifs fixés. Cette méthode n'ayant pas été suivie, les organes délibérants sont amenés à accepter la base existante et à financer de nouvelles activités en augmentant les crédits. Le Comité veut espérer que le Secrétaire général, lorsqu'il établira le prochain budget-programme biennal,

6/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 25.

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 (A/9006), Avant-propos, par. 16.

entreprendra "l'évaluation minutieuse de l'efficacité de tous les programmes en cours, la réévaluation de l'ordre de priorité et une nouvelle répartition éventuelle des ressources", ce qu'il n'a pu faire cette année pour des raisons d'ordre pratique 8/.

20. Le Comité consultatif tient en particulier à attirer l'attention de l'Assemblée générale sur certaines parties du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa quatorzième session 9/. Du fait que le budget-programme a été soumis à une date tardive, le Comité du programme et de la coordination a dû ajourner et écourter son examen de la question et le Comité consultatif n'a pas eu l'avantage de connaître les vues du Conseil économique et social. Toutefois, grâce aux efforts particuliers du Comité du programme et de la coordination, le Comité consultatif a pu tenir compte de la plupart des vues exprimées par ce comité. A titre de première observation, le Comité consultatif est parvenu à une conclusion semblable à celle que le Comité du programme et de la coordination a consignée au paragraphe 16 de son rapport :

"Les délégations ... se sont mises d'accord, d'une façon générale, sur le fait que le projet de budget-programme ..., bien que loin d'être parfait, représentait un premier pas important sur la voie de l'instauration d'un système intégré de programmation, de planification et de budgétisation qui permettrait aux Etats Membres de relier aisément les programmes et les objectifs aux ressources nécessaires pour les réaliser ... Il était normal que le processus de changement de système budgétaire soit lent et que les objectifs visés ne puissent être atteints d'un seul coup..."

21. Dans les paragraphes 17 à 25 de son rapport, le Comité a identifié "des faiblesses apparentes et des possibilités d'amélioration". Outre ces observations auxquelles il souscrit d'une façon générale, le Comité consultatif voudrait appeler l'attention sur ce qui suit :

a) Le tableau des dépenses pour la plupart des services est incomplet, car les dépenses indirectes (coût des services d'administration, des services de conférence et des services généraux, par exemple) ne sont pas réparties entre les divers services organiques mais font l'objet de chapitres distincts du budget. Dans son avant-propos au projet de budget, le Secrétaire général reconnaît ce défaut et exprime l'intention de le corriger à l'avenir; en attendant, il a dans une certaine mesure compensé ce défaut dans l'annexe II à son avant-propos, dans laquelle il a regroupé par grandes catégories de programme les dépenses relatives aux programmes qui font l'objet des divers chapitres.

b) Il n'est pas possible de saisir le rapport entre les moyens et les réalisations avec toute la précision qui serait nécessaire pour que l'on puisse tirer de la budgétisation par programme tout le parti possible. Cette difficulté tient en partie à un manque de clarté dans la définition des programmes et des projets. Elle est aggravée du fait que le volume de travail à effectuer pour les projets en cours n'est pas quantifié et du fait que même les demandes de personnel supplémentaire sont souvent présentées en termes très généraux.

8/ Ibid.

9/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364).

c) La présentation du budget-programme pourrait être améliorée à d'autres égards. On devrait pouvoir réduire le nombre des chapitres, et leur uniformisation en faciliterait la compréhension. Il serait utile également que des indications sur le pourcentage d'augmentation soient données pour les principaux éléments d'un chapitre et non pas seulement pour l'ensemble du chapitre. Le budget serait aussi plus facile à comprendre si des renseignements plus nombreux y étaient donnés sur l'origine et l'utilisation des ressources extra-budgétaires.

d) Même avec un "budget-programme comportant le calcul d'un facteur d'augmentation", les demandes de crédits relatives à cette augmentation, en particulier dans les prévisions initiales du Secrétaire général, étaient souvent mal justifiées. Ce défaut non seulement a compliqué la tâche du Comité consultatif mais, même compte tenu des justifications orales et écrites supplémentaires, a montré que lesdites demandes n'avaient pas fait l'objet d'une analyse critique suffisante au Secrétariat.

e) Tout en admettant qu'il est souvent difficile de prévoir les besoins une ou plusieurs années à l'avance, le Comité estime que, dans un certain nombre de cas, la préparation du budget-programme aurait pu être plus poussée et plus sérieuse aux divers échelons de l'Organisation. Il veut espérer que l'on pourra corriger ce défaut en se conformant au principe énoncé plus haut au paragraphe 18 a). En outre, le Comité compte qu'une bonne préparation du budget-programme permettrait d'éviter, sauf dans certaines circonstances peu nombreuses, les demandes de crédit révisées et de crédits additionnels (A/8739, par. 22-25).

f) Le Comité du programme et de la coordination et le Comité consultatif ont tous deux demandé que des renseignements supplémentaires soient inclus dans le prochain budget-programme biennal, mais, du point de vue du Comité consultatif tout au moins, cette observation vise davantage la qualité que la quantité. Les longs développements sur l'historique des programmes qui figurent dans le projet de budget pour 1974-1975 pourraient être remplacés en partie par les renseignements demandés. De plus, le Comité, estimant qu'"il n'en faudrait pas moins veiller à ce que le document relatif au budget-programme ne soit pas trop volumineux" (A/8739, par. 51), suggère que l'on utilise davantage les tableaux et les graphiques. Le Secrétaire général devrait, en outre, examiner la possibilité de réduire le volume de la documentation officielle en communiquant certains des renseignements les plus détaillés au Comité consultatif dans des documents de travail.

22. Enfin, le Comité consultatif s'est enquis de la mesure dans laquelle le traitement électronique de l'information pourrait faciliter l'établissement et la gestion du budget-programme. Les représentants du Secrétaire général l'ont informé que des travaux avaient été entrepris afin de tirer pleinement parti du traitement électronique de l'information et que le système de comptabilité nécessaire pour appuyer le nouveau budget-programme serait adapté progressivement au traitement électronique de l'information. Le Comité consultatif veut espérer que ces efforts seront poursuivis.

COMPARAISON DES CREDITS DEMANDES POUR 1974-1975 ET DES CREDITS
OUVERTS POUR 1972-1973

23. Comme il est indiqué plus haut, dans les paragraphes 4 et 5, les crédits initialement demandés accusent une augmentation brute de 19 p. 100, soit une augmentation nette de 18,6 p. 100, par rapport au total des crédits ouverts pour les deux années précédentes. Lorsqu'on examine l'ordre de grandeur de cette augmentation, il faut tenir compte des considérations générales qui suivent :

a) Une comparaison portant sur une période de deux ans tend à accentuer l'augmentation.

b) Les crédits ouverts pour la période biennale 1972-1973 reflètent les mesures d'austérité adoptées par le Secrétaire général en 1972.

c) Les pressions inflationnistes et l'instabilité monétaire ont des répercussions plus marquées sur les crédits demandés pour la période biennale 1974-1975.

24. Le tableau 1 et les graphiques 1 et 2 ci-après permettent de comparer les crédits initialement demandés par le Secrétaire général pour la période biennale 1974-1975 et les crédits ouverts pour 1972-1973. Les montants indiqués pour 1973 et pour 1974-1975 sont toutefois sujets à modification comme suite aux décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-huitième session.

Graphique 1

Comparaison des crédits demandés pour 1974-1975
et des crédits ouverts pour 1972-1973

(En millions de dollars)

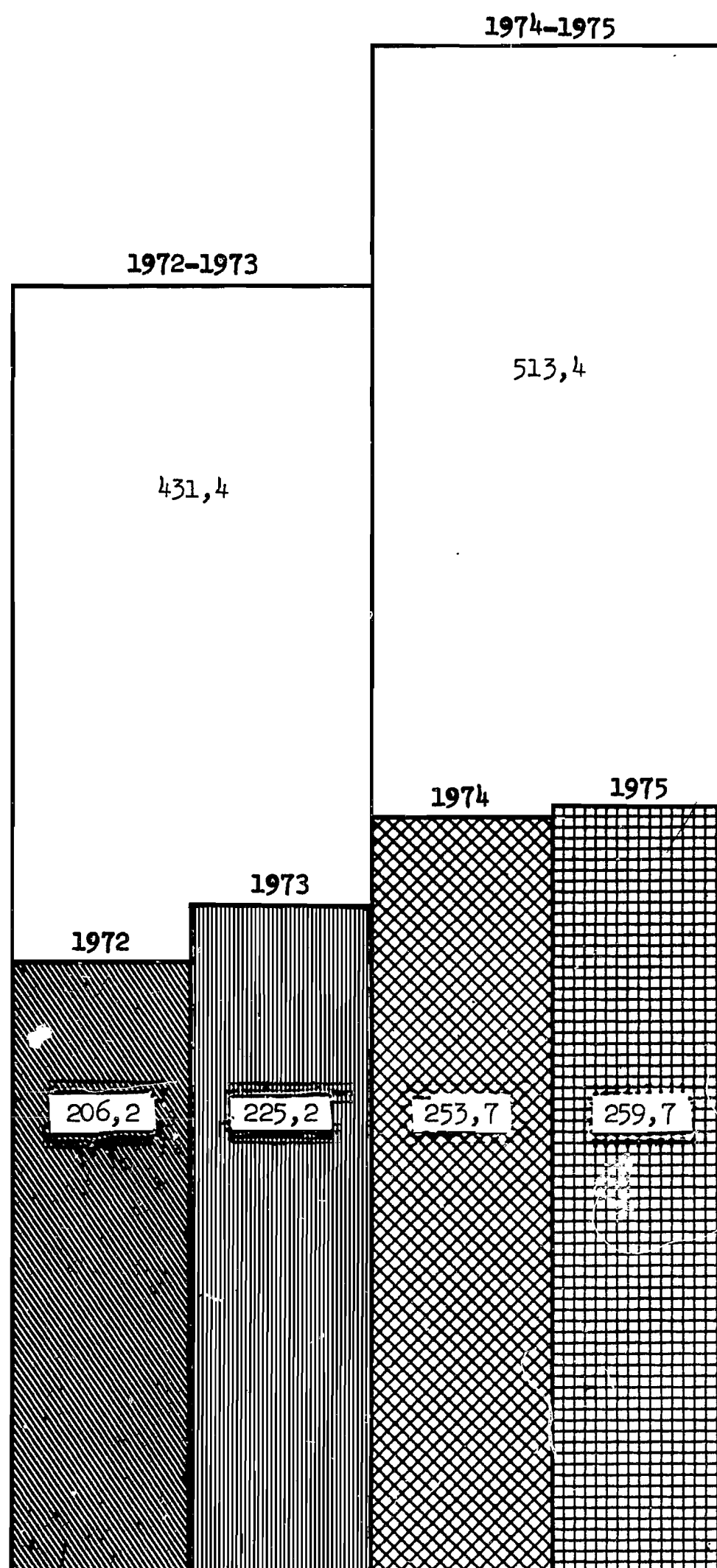


Tableau 1. Comparaison des crédits demandés pour 1974-1975 et des crédits ouverts pour 1972-1973

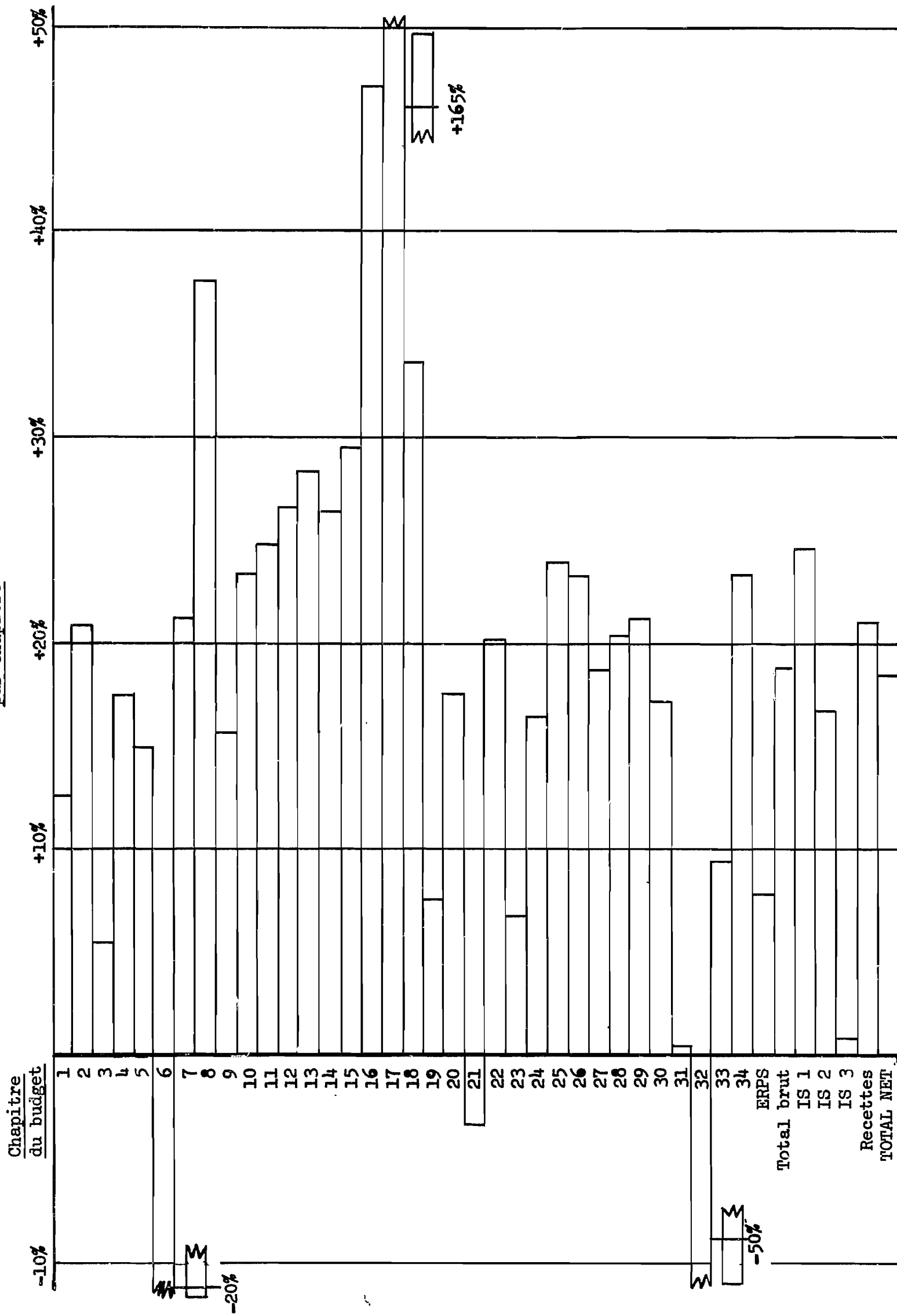
Titres et chapitres du budget	1974-1975 Crédits demandés	1972-1973 Crédits ouverts	1974-1975 augmentation ou (diminution) par rapport à 1972-1973
	(Milliers de dollars des Etats-Unis)		
Titre premier. Politiques, direction et coordination d'ensemble			
Chapitre premier. Organes directeurs (l'Assemblée générale et ses organes subsidiaires)	7 583	6 734	849
Chapitre 2. Services relevant directement du Secrétaire général	7 134	5 906	1 228
TOTAL, titre premier	14 717	12 640	2 077
Titre II. Activités politiques et maintien de la paix			
Chapitre 3. Organes directeurs	2 625	2 491	134
Chapitre 4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	5 805	4 945	860
Chapitre 5. Missions spéciales	17 042	14 837	2 205
TOTAL, titre II	25 472	22 273	3 199
Titre III. Activités économiques et sociales			
Chapitre 6. Organes directeurs	1 384	1 745	(361)
Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales	33 411	27 556	5 855
Chapitre 8. Commission économique pour l'Europe	10 698	7 783	2 915
Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	10 892	9 419	1 473
Chapitre 10. Commission économique pour l'Amérique latine	13 170	10 697	2 473
Chapitre 11. Commission économique pour l'Afrique	13 678	10 951	2 727
Chapitre 12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	1 504	1 188	316
Chapitre 13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	10 782	8 404	2 378
Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	27 489	21 755	5 734
Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	31 744	24 520	7 224
Chapitre 16. Programme des Nations Unies pour l'environnement	3 965	2 698	1 267
Chapitre 17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	1 215	452	763
Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants	2 869	2 146	723
Chapitre 19. Programme ordinaire d'assistance technique	17 466	16 231	1 235
TOTAL, titre III	180 267	145 545	34 722
Titre IV. Droits de l'homme			
Chapitre 20. Droits de l'homme	3 687	3 138	549
TOTAL, titre IV	3 687	3 138	549
Titre V. Egalité des droits et autodétermination des peuples			
Chapitre 21. Organes directeurs	396	410	(14)
Chapitre 22. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	2 830	2 354	476
Chapitre 23. Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	864	809	55
TOTAL, titre V	4 090	3 573	517
Titre VI. Justice internationale			
Chapitre 24. Cour internationale de Justice	3 719	3 191	528
TOTAL, titre VI	3 719	3 191	528
Titre VII. Activités juridiques			
Chapitre 25. Commissions, comités et conférences juridiques	1 097	885	212
Chapitre 26. Service juridique	5 074	4 116	958
TOTAL, titre VII	6 171	5 001	1 170
Titre VIII. Services communs			
Chapitre 27. Service de l'information	23 129	19 469	3 660
Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux	84 585	70 184	14 401
Chapitre 29. Services de conférence	62 969	51 903	11 066
Chapitre 30. Bibliothèques	7 061	6 026	1 035
TOTAL, titre VIII	177 744	147 582	30 162

Tableau 1 (suite)

Titres et chapitres du budget	(Milliers de dollars des Etats-Unis)		
	1974-1975 Crédits demandés	1972-1973 Crédits ouverts	1974-1975 augmentation ou (diminution) par rapport à 1972-1973
(Milliers de dollars des Etats-Unis)			
Titre IX. Dépenses spéciales			
Chapitre 31. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	17 313	17 226	87
Chapitre 32. Dépenses diverses	762	1 595	(883)
TOTAL, titre IX	18 075	18 821	(746)
Titre X. Locaux			
Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	19 228	21 218	(1 990)
TOTAL, titre X	19 228	21 218	(1 990)
Titre XI. Contributions du personnel			
Chapitre 34. Contributions du personnel	64 030	51 908	12 122
TOTAL, titre XI	64 030	51 908	12 122
Imprimerie : Economie réalisée grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat	(3 760)	(3 484)	(276)
TOTAL BRUT DES DEPENSES	<u>513 440</u>	<u>431 406</u>	<u>82 034</u>
RECETTES			
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	65 200	52 293	12 907
Chapitre 2 des recettes. Recettes générales	11 248	9 627	1 621
Chapitre 3 des recettes. Activités productrices de recettes	6 314	6 260	54
TOTAL DES RECETTES	<u>82 762</u>	<u>68 180</u>	<u>14 582</u>
TOTAL NET DES DEPENSES	<u>430 678</u>	<u>363 226</u>	<u>67 452</u>

Graphique 2

Pourcentage d'augmentation ou de diminution des crédits demandés pour 1974-1975 par rapport aux crédits ouverts pour 1972-1973, par chapitre



25. Dans les paragraphes 58 à 67 de son avant-propos et dans l'annexe III au projet de budget-programme 10/, le Secrétaire général analyse les principaux facteurs auxquels est imputable l'augmentation des crédits demandés pour 1974-1975 par rapport au total des crédits ouverts pour 1972-1973. Le Secrétaire général indique les changements par rapport aux crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 3044 (XXVII) pour 1973, qu'il prend comme année de base. Ces ouvertures de crédits dépassaient de 17 millions de dollars le montant révisé des crédits ouverts pour 1972 que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 2947 (XXVII). En conséquence, l'augmentation cumulative indiquée dans l'annexe III est plus faible que si elle portait sur la période 1972-1973 et non sur le seul exercice 1973. D'après l'analyse faite par le Secrétaire général, la principale raison de l'augmentation prévue pour 1974-1975 par rapport à l'année de base 1973 est le coût accru du maintien pendant ces deux années de l'effectif approuvé pour 1973 (34,8 millions de dollars en chiffres cumulatifs). Le Secrétaire général estime à 17,4 millions de dollars l'effet cumulatif du réalignement des monnaies et à 8,4 millions de dollars celui des "autres augmentations inévitables". L'effet cumulatif de l'expansion du programme (12,6 millions de dollars) est en partie compensé par des réductions (10 millions de dollars) imputables principalement à l'achèvement de grands projets de construction. L'annexe III indique clairement la mesure dans laquelle le Secrétaire général a fait porter le facteur "expansion du programme", qu'il a inclus dans le projet de budget-programme, sur l'année 1974 au lieu de le répartir plus également sur les deux années de la période biennale. Le graphique 3 indique la répartition des crédits demandés pour 1974-1975 par principaux domaines d'activité (titres du budget).

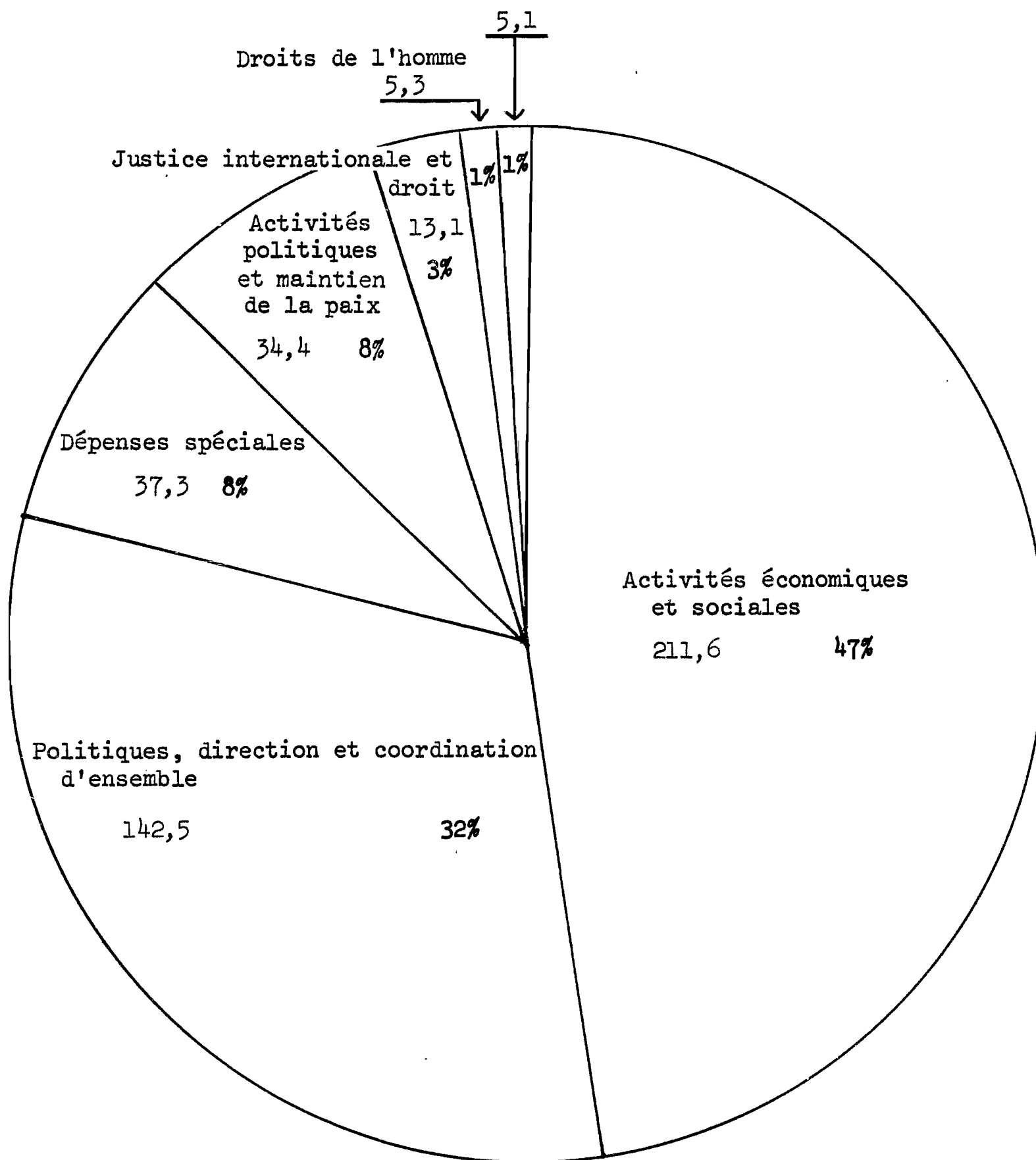
10/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 (A/9006).

Graphique 3

Répartition des crédits demandés pour 1974-1975
par titres principaux du budget

(En millions de dollars)

Egalité des droits et autodétermination



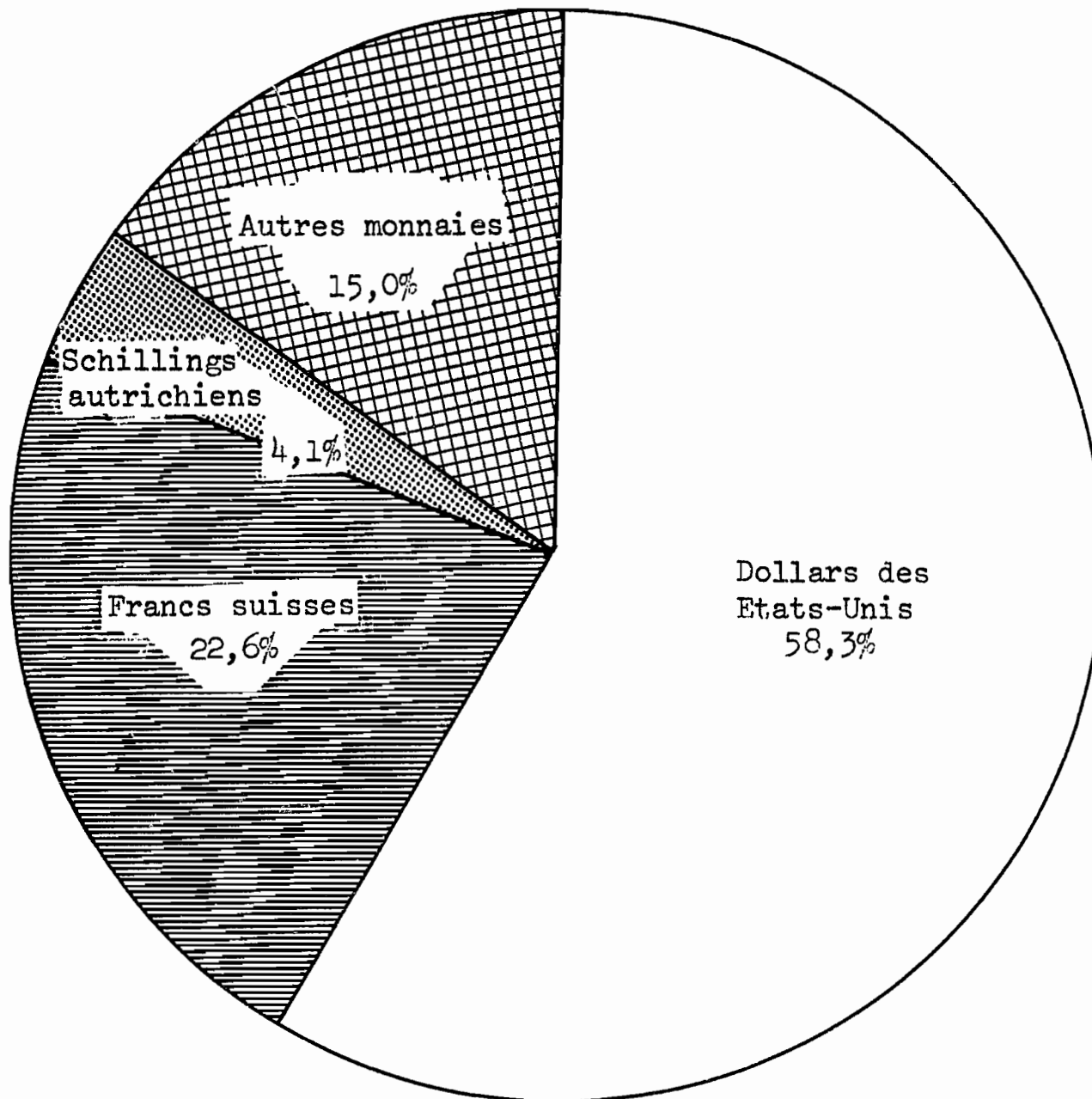
DEPENSES SUPPLEMENTAIRES PROBABLES EN 1974-1975

26. Au paragraphe 77 de son avant-propos, le Secrétaire général indique que, comme suite aux décisions prises dans le courant de l'année par le Conseil économique et social, le Conseil du commerce et du développement et le Conseil du développement industriel, le budget proposé pour la période biennale devra peut-être être augmenté de 8,3 millions de dollars. Sur ce montant, le Secrétaire général attribue une augmentation de 5,3 millions de dollars à deux éléments : les dépenses que l'Organisation devra engager en prévision de la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les peuplements humains, qui se tiendra en 1976, et la proposition de créer une commission économique régionale pour l'Asie occidentale, à compter du 1er janvier 1974. Le Comité consultatif formulera des observations sur ces dépenses lorsque le Secrétaire général présentera des demandes de crédits révisées. Abstraction faite, toutefois, des dépenses précises de cette nature, le Secrétaire général laisse prévoir qu'il faudra ouvrir des crédits supplémentaires importants du fait de la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport à d'autres monnaies que l'Organisation utilise beaucoup 11/. Le Comité consultatif s'est enquis de l'ordre de grandeur éventuel des crédits supplémentaires qui seraient nécessaires à ce titre en 1974-1975. Toute estimation ne peut être que très provisoire, puisqu'il est impossible de prévoir l'évolution future des taux de change. Les chiffres suivants donnent toutefois une idée de l'ordre de grandeur possible des crédits supplémentaires. Lorsque le projet de budget a été établi, le taux de change utilisé était de 3,40 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, ce qui était le taux de change applicable au 1er mars 1973 pour comptabiliser les opérations de l'ONU. Lorsque le Comité consultatif a achevé d'examiner le projet de budget, le taux de change fixé pour comptabiliser les opérations de l'ONU était de 3,03 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis. D'autres monnaies dans lesquelles l'Organisation règle certaines dépenses avaient réagi de la même manière. En réponse aux questions posées par le Comité consultatif, le Secrétaire général a indiqué que, si ces derniers taux se maintenaient pendant toute la période biennale 1974-1975, la dépense supplémentaire que cela entraînerait pour l'Organisation pourrait être de l'ordre de 17,5 millions de dollars. L'ONU n'est pas seule à se heurter à ce problème. La plupart des institutions spécialisées sont touchées dans une plus ou moins large mesure. Le Comité consultatif croit savoir que le Comité administratif de coordination a récemment étudié cette question et que le Secrétaire général rendra compte de ces délibérations à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. Il serait toutefois prématuré de présumer que l'on trouvera une solution simple ou complète au problème. En conséquence, le Comité suggère dans les paragraphes qui suivent des moyens de compenser l'effet que l'évolution de la situation monétaire a sur le budget.

11/ Le graphique 4 indique la répartition, par monnaie, des dépenses effectives nettes de 1972.

Graphique 4

Dépenses effectives nettes de 1972, par monnaie



OBSERVATIONS SUR L'AVANT-PROPOS DU SECRETAIRE GENERAL AU PROJET DE
BUDGET-PROGRAMME POUR LA PERIODE BIENNALE 1974-1975

27. Dans son avant-propos, le Secrétaire général indique que, sur l'augmentation totale qu'accuse le budget, 3 p. 100 environ seulement (2,4 p. 100 en 1974 et 0,6 p. 100 en 1975) peuvent être attribués à un accroissement du programme. Le Comité consultatif estime que des calculs de ce genre doivent être considérés avec circonspection. Comme il l'a fait observer plus haut, le Comité considère que des comparaisons d'une année à l'autre sont incompatibles avec la notion de budgétisation biennale. Des divergences d'opinions sont, en outre, possibles quant à ce qui constitue un accroissement réel et à ce qui constitue des augmentations inévitables. Des variations fortuites comme celles qui résultent de l'échelonnement des dépenses de construction et du cycle des grandes conférences contribuent également à obscurcir la situation. De plus, le Comité consultatif considère que c'est après que les organes délibérants ont pris leurs décisions, et non avant, qu'il faudrait normalement prévoir des augmentations pour les programmes. La pratique qui consiste à inclure un élément "accroissement du programme" dans le projet de budget et à présenter aussi des demandes de crédit révisées pour faire face aux dépenses supplémentaires imputables aux décisions prises par les organes délibérants est donc contestable. La tendance à assimiler de nouveaux programmes à un accroissement est tout aussi contestable : les programmes périmés devraient faire place à des programmes nouveaux.

28. Quel que soit le point de vue qu'on adopte quant aux proportions respectives de l'accroissement réel et de l'accroissement apparent, il n'en demeure pas moins que l'augmentation totale pour la période biennale est déjà très importante et qu'elle deviendra un sujet de grave préoccupation si les tendances monétaires et inflationnistes actuelles ne s'inversent pas. Le Comité consultatif est conscient du dilemme devant lequel s'est trouvé le Secrétaire général : comment tenir la balance égale entre la nécessité de faire le maximum d'économies et la nécessité de demander des crédits suffisants pour exécuter les programmes de travail approuvés. Le Comité consultatif est néanmoins convaincu que la situation monétaire, ainsi que la situation financière précaire de l'Organisation, exigent une attitude beaucoup plus hardie et moins passive que celle qui est actuellement envisagée dans l'avant-propos au projet de budget. Le Comité espère donc qu'avant de présenter des demandes de crédit révisées le Secrétaire général redoublera d'efforts pour trouver des moyens de réaliser des économies qui permettent de faire face aux dépenses nouvelles. Il pourrait à cette fin recourir aux moyens suivants :

a) Maintenir, en partie au moins, des mesures d'austérité comme celles qu'il a adoptées en 1972. Le Secrétaire général estime que des mesures de ce genre ne peuvent être appliquées impunément que pendant des périodes relativement courtes, mais le Comité consultatif n'a rien trouvé qui prouve que les mesures de 1972 aient nui gravement ou de façon durable aux programmes. Eliminer toutes les restrictions dans la situation difficile qui existe à l'heure actuelle semble certes prématuré.

b) Examiner plus à fond les activités actuelles de l'Organisation. Comme le Secrétaire général le reconnaît au paragraphe 16 de son avant-propos, idéalement, le projet de budget-programme aurait dû être établi à partir d'une base zéro hypothétique. Le Comité consultatif comprend bien pourquoi il n'a pas été possible de réaliser cet idéal dès ce premier essai de budgétisation par programme. Mais il doute qu'il ait été nécessaire de passer d'un extrême à l'autre et de laisser se poursuivre toutes les activités actuelles de l'Organisation.

c) Reconnaître le fait que, dans toute entreprise humaine, une certaine érosion naturelle des programmes est inévitable. C'est là un facteur qui a été reconnu par certaines des institutions spécialisées lorsqu'elles se sont trouvées aux prises avec des problèmes semblables à ceux auxquels l'Organisation des Nations Unies se heurte actuellement.

d) Assurer l'utilisation plus efficace et plus économique des services de conférence, grâce aux mesures suivantes :

i) Déconseiller les séances de nuit;

ii) Raccourcir les sessions, en améliorant l'organisation des travaux et en faisant respecter les horaires;

iii) Tenir davantage compte des dépenses pour décider du lieu des réunions;

iv) Rationaliser la production des publications et de la documentation.

e) Prendre des mesures plus fermes pour faire en sorte que les organes délibérants tiennent pleinement compte dans leurs décisions des incidences financières de leurs propositions.

f) Eviter les chevauchements des efforts.

g) Améliorer la productivité.

h) Veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies se prévale intégralement de son droit à l'exonération d'impôts.

29. Le Comité consultatif reconnaît que certaines de ces suggestions exigent une coopération entre le Secrétaire général et les Etats Membres. Le Comité estime qu'avec cette coopération, il devrait être possible de réaliser des économies importantes pendant la période biennale 1974-1975, qui pourraient venir en déduction de toutes demandes de crédits révisées que le Secrétaire général pourra présenter du fait des réalignements monétaires. Ces économies éventuelles s'ajouteraient aux réductions recommandées par le Comité consultatif à divers chapitres du budget, et le Comité compte qu'elles seront reflétées dans les demandes de crédits révisées. A long terme, le Comité se propose de contrôler, au cours de ses sessions à venir, l'accueil qui aura été réservé à ces suggestions.

EXECUTION DU BUDGET DE 1972 ET PERSPECTIVES POUR 1973

30. Le montant révisé des crédits ouverts pour 1972, que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 2947 A (XXVII), s'élevait à 208,7 millions de dollars, soit 4,5 millions de dollars de moins que les crédits initialement ouverts par la résolution 2899 A (XXVI). Le résultat effectif en fin d'exercice a été très proche du montant révisé. Des dépassements de crédits d'un montant total de 375 691 dollars sont apparus aux chapitres 2, 4, 10, 11, 14, 16, 17 et 20 des dépenses. Avec l'assentiment du Comité consultatif, le Secrétaire général a viré des crédits des chapitres 3 (314 950 dollars) et 5 (60 741 dollars), sur lesquels des

économies avaient été réalisées, aux chapitres susmentionnés. Le solde inutilisé des crédits ouverts au budget s'élevait à 255 046 dollars en fin d'exercice. Les recettes provenant des contributions du personnel ont dépassé les prévisions de près de 830 000 dollars, mais les autres recettes ont été inférieures de presque 400 000 dollars au montant prévu, principalement du fait que les ventes de timbres-poste de l'ONU ont été inférieures aux prévisions.

31. Le montant des crédits ouverts au budget pour 1973 par la résolution 3044 (XXVII) de l'Assemblée générale s'élève à 226 millions de dollars. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, sur la base des dépenses et des engagements comptabilisés pour les quatre premiers mois de l'année, il prévoyait qu'il faudrait ouvrir des crédits additionnels d'un montant total de 6,6 millions de dollars à divers chapitres de dépenses. D'autre part, il pourrait y avoir aux chapitres 12 et 13 un solde inutilisé de 1,1 million de dollars, du fait que plusieurs Etats Membres ont offert des monnaies qui ne peuvent être utilisées que dans une mesure limitée pour couvrir la part de leur contribution qui correspond au programme ordinaire d'assistance technique.

32. Le Secrétaire général prévoit que les recettes provenant des contributions du personnel dépasseront d'environ 900 000 dollars le montant estimatif approuvé. Les recettes provenant du remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de cotisations versées par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dépasseront de 185 000 dollars le montant estimatif approuvé, en partie pour des raisons d'ordre technique (modification de l'exercice financier de la Caisse), mais ce montant sera vraisemblablement contrebalancé par l'accroissement des dépenses de l'Administration postale de l'ONU relatives au personnel temporaire et par un déficit probable de 100 000 dollars en ce qui concerne les restaurants et services annexes.

33. Etant donné le rapport sur les activités productrices de recettes que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session (A/C.5/1479), ainsi que ses propres observations à ce sujet 12/, c'est avec inquiétude que le Comité consultatif considère le déficit prévu au titre des restaurants et services annexes, et il recommande que le Secrétaire général prenne les mesures correctives nécessaires d'ici la fin de l'année en cours.

34. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que la principale raison pour laquelle il faudrait ouvrir les crédits additionnels mentionnés au paragraphe 31 était la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse, au schilling autrichien et à d'autres monnaies. Les effets de cette dévaluation (calculés sur la base du taux en vigueur au mois d'avril, soit 3,23 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis) ont été estimés par le Secrétaire général à 7,8 millions de dollars. Si l'on tient compte des économies imputables aux mesures de restriction (2 millions de dollars) et à la dévaluation de l'escudo chilien (215 000 dollars), l'effet net de la dévaluation du dollar des Etats-Unis se chiffre à 5,6 millions de dollars.

12/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.22, par. 4.

35. Depuis le mois d'avril, le dollar des Etats-Unis s'est encore déprécié par rapport aux monnaies européennes. Dans ces conditions, l'effet total des réalignements monétaires sur les crédits nécessaires pour 1973 sera vraisemblablement plus important que ne l'indique le chiffre susmentionné de 5,6 millions de dollars. Le Secrétaire général réexaminera la situation avant de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, son rapport sur le budget additionnel.

QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

36. Les dépenses de personnel continuent d'augmenter tant en chiffres absolus que par rapport au total du budget ordinaire. D'après le tableau reproduit au paragraphe 68 de l'avant-propos du Secrétaire général, ces dépenses représentent plus de 75 p. 100 du total des dépenses prévues au projet de budget pour la période biennale 1974-1975 (voir graphique 5).

37. L'augmentation des dépenses de personnel est imputable à l'effet des tendances inflationnistes et des réalignements monétaires ainsi qu'à l'augmentation du nombre des postes. Le tableau 2 indique, par chapitre du budget, le nombre de postes approuvés pour 1973 et le nombre de postes que le Secrétaire général demande pour 1974 et 1975. Ce tableau indique aussi le nombre de postes recommandés par le Comité consultatif pour la période biennale.

38. Sur les 248 postes nouveaux d'administrateur et les 275 postes nouveaux d'agent des services généraux et d'agent local que le Secrétaire général demande, le Comité consultatif recommande d'en approuver 144 et 156. On trouvera dans les observations que le Comité présente sur chacun des chapitres du budget un exposé détaillé des motifs de ses recommandations. Mais certaines considérations plus générales ont aussi influé sur l'attitude du Comité. C'est ainsi que le Comité a appris qu'au 30 avril, 249 postes d'administrateur inscrits au budget ordinaire se trouvaient vacants. En conséquence, même compte tenu des mouvements normaux de personnel, il était possible d'augmenter considérablement les ressources en personnel tout en demeurant dans les limites de l'effectif approuvé. Le Comité ne pouvait pas non plus faire abstraction des ressources en personnel financées au moyen de fonds extra-budgétaires qui sont mises à la disposition du Secrétaire général (voir graphique 6). Si les modalités de répartition de ces ressources ne sont pas toujours claires, le nouveau mode de présentation du budget permet incontestablement de mieux évaluer l'importance qu'elles présentent pour les divers programmes.

Graphique 5

Répartition des crédits demandés pour 1974-1975 par principaux objets de dépense
(En millions de dollars)

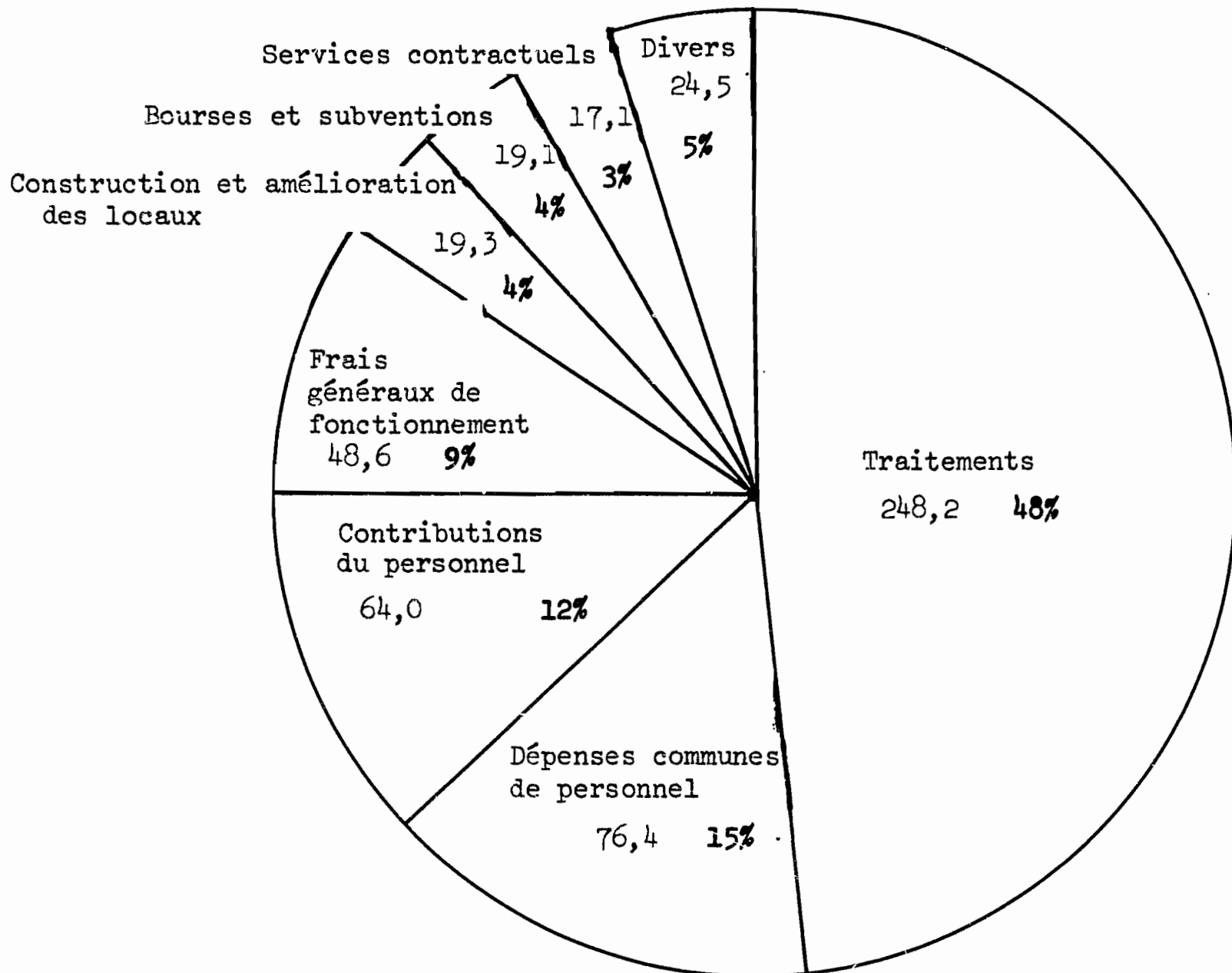


Tableau 2. Récapitulation des postes permanents - Budget ordinaire

Chapitre	1973				1974				1975				Recommandation du Comité consultatif pour 1974-1975	
	Postes approuvés		Postes demandés		Postes approuvés		Postes demandés		Postes demandés		Postes demandés		Postes demandés	
	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux	Adminis- trateurs	Services Généraux
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total
2. Services relevant directement du Secrétaire général a/	58	69	127	73	67	73	140	67	73	140	61	69	130	
4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	70	38	108	45	76	45	121	76	45	121	74	43	117	
5. Missions spéciales b/	13	460	473	463	13	463	476	13	463	476	13	463	476	
7. Département des affaires économiques et sociales	364	330	694	346	385	346	731	399	353	752	384	340	724	
8. Commission économique pour l'Europe	112	118	230	122	117	122	239	120	124	244	116	121	237	
9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	161	290	451	293	166	293	459	169	295	464	164	292	456	
10. Commission économique pour l'Amérique latine ...	152	332	484	344	158	344	502	161	348	509	156	339	495	
11. Commission économique pour l'Afrique	160	257	417	263	165	263	428	168	266	434	164	261	425	
12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	18	29	47	32	20	32	52	20	32	52	20	30	50	
13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	94 c/	185 c/	279 c/	185	95	185	280	95	185	280	95	185	280	
14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	225	264	489	270	237	270	507	237	270	507	231	270	501	
15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	299	412	711	435	320	435	755	336	453	789	320	434	754	
16. Programme des Nations Unies pour l'environnement	34	64	98	64	34	64	98	34	64	98	34	64	94	
17. Secours en cas de catastrophe	3	3	6	7	8	7	15	8	7	15	6	5	11	
18. Contrôle des stupéfiants	27	24	51	28	31	28	59	33	29	62	30	26	56	
20. Droits de l'homme	40	28	68	28	40	28	68	40	28	68	40	28	68	
22. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	34	21	55	25	41	25	66	41	25	66	40	21	61	
23. Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	7	8	15	8	8	8	16	8	8	16	7	8	15	
24. Cour internationale de Justice	16	18	34	18	16	18	34	16	18	34	16	18	34	
26. Service juridique	49	37	86	41	51	41	92	52	42	94	51	41	92	
27. Service de l'information	186	363	549	388	191	388	579	193	413	606	191	393	584	

Tableau 2 (suite)

Chapitre	1973			1974			1975			Recommandation du Comité consultatif pour 1974-1975	
	Postes approuvés			Postes demandés			Postes demandés				
	Adminis- trateurs	Services généraux	Total	Adminis- trateurs	Services généraux	Total	Adminis- trateurs	Services généraux	Total	Adminis- trateurs	Services généraux
28. Administration, gestion et services généraux	289	1 209	1 498	330	1 266	1 596	334	1 270	1 604	310	1 246
29. Services de conférence, New York et Genève	700	892	1 592	745	903	1 648	745	903	1 648	738	899
30. Bibliothèques, New York et Genève	78	100	178	78	102	180	78	102	180	78	102
32. Dépenses diverses	-	5	5	-	5	5	-	5	5	-	5
Chapitre 3 des recettes. Activités productrices de recettes	30	140	170	30	143	173	30	144	174	30	143
TOTAUX	3 219	5 696	8 915	3 422	5 897	9 319	3 473	5 955	9 438	3 369 ^{d/}	5 846
											9 215

a/ Non compris le poste de Secrétaire général.

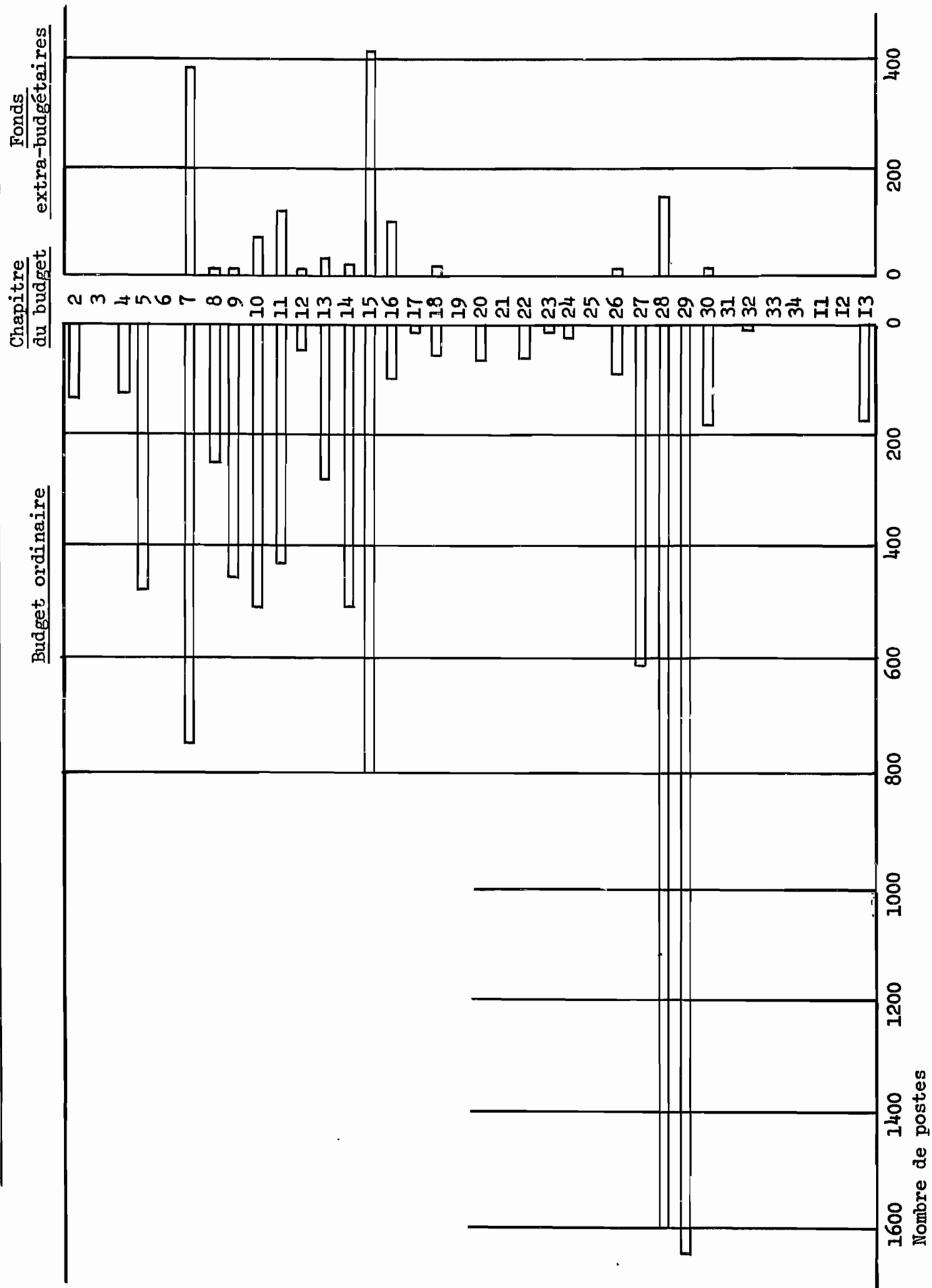
b/ Non compris les observateurs militaires de l'ONUST et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan.

c/ Non compris les postes qui en 1973 étaient financés par la subvention au budget ordinaire prélevée sur les contributions volontaires.

d/ Y compris les six reclassements de postes d'agent des services généraux et d'agent local demandés par le Secrétaire général; ce total est donc sujet à réduction (ce qui augmenterait d'autant le total des postes d'agent des services généraux) vu la recommandation du Comité consultatif relative aux reclassements.

Graphique 6

Répartition des postes d'administrateur et d'agent des services généraux demandés pour 1975
(Selon les propositions faites par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme)



39. Le Comité consultatif ne suggère pas d'utiliser des fonds extra-budgétaires pour alléger la part des dépenses de personnel qui doit normalement être imputée sur le budget ordinaire. Inversement, il ne faudrait pas alourdir le budget ordinaire en y inscrivant des dépenses qu'il serait plus approprié de couvrir au moyen de fonds extra-budgétaires. Mais, lorsqu'un programme est effectivement financé par des fonds provenant de ces deux sources, les deux éléments ne peuvent être envisagés isolément. Il est souvent impossible d'établir une distinction quant à la nature des travaux accomplis par des fonctionnaires dont la rémunération provient de sources différentes, et la latitude dont le Secrétaire général dispose de ce fait pour gérer les programmes devrait incontestablement permettre une efficacité et des économies accrues.

40. Lorsqu'il a examiné les postes supplémentaires demandés, le Comité consultatif a aussi évoqué ce que le Secrétaire général avait dit dans son avant-propos au projet de budget pour 1973. A propos de l'adoption imminente du système de budget-programme, le Secrétaire général déclarait :

"En attendant, je suis convaincu que la preuve la plus efficace de modération et de gestion avisée que le Secrétariat puisse donner est de s'abstenir, pour l'instant, de demander de nouvelles ressources en personnel. Cette politique est indispensable, non seulement en raison de la situation financière mais aussi parce que nous espérons adopter de meilleures méthodes pour déterminer l'utilisation optimale des ressources et l'établissement des priorités." 13/

Ces paroles ne sont guère moins vraies aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a un an. Si, dans l'intervalle, la budgétisation par programme a été adoptée, elle n'est malheureusement pas encore au point.

41. Outre les considérations qui précèdent, qui ont incité le Comité consultatif à examiner d'un oeil critique toutes les demandes de postes nouveaux, le Comité souhaite faire les observations ci-après au sujet d'autres aspects des propositions en matière de personnel.

Abattement au titre des délais de recrutement

42. Il était d'usage jusqu'à présent d'appliquer au coût des postes des abattements de 40 p. 100 et de 20 p. 100, respectivement, pour tenir compte du retard avec lequel les nouveaux postes d'administrateur et d'agent des services généraux seraient pourvus. Le Secrétaire général a appliqué cette formule à chacune des deux années (1974 et 1975) en fondant ses calculs sur le nombre des nouveaux postes qu'il demandait pour chaque année. Le Comité consultatif estime qu'aux fins de ce calcul, la période biennale devrait être considérée comme un tout et que, dans la situation actuelle, il y aurait lieu d'appliquer des abattements de 50 p. 100 et de 35 p. 100 au coût des nouveaux postes d'administrateur et d'agent des services généraux qui seront approuvés, tous ces postes pouvant alors être considérés comme ayant été approuvés à compter du début de la période biennale. C'est sur cette base que le Comité consultatif a calculé le montant des ouvertures de crédits qu'il recommande.

13/ Ibid., Supplément No 6 (A/8706), vol. I, Avant-propos, par. 16.

Transformation en postes permanents de postes antérieurement financés au moyen des crédits ouverts pour du personnel temporaire

43. Ces dernières années, le Comité consultatif a mis en garde contre le fait d'utiliser des crédits ouverts pour du personnel temporaire pour financer des postes de manière continue. S'il peut y avoir lieu de recourir à cette procédure lorsqu'on n'est pas vraiment sûr de ce que seront les besoins à long terme, il ne faudrait pas l'utiliser sans l'approbation expresse de l'Assemblée générale. Sinon, on en arrive à se soustraire aux contrôles normaux applicables à la création de postes permanents. Le Comité s'est donc inquiété de trouver dans de nombreux chapitres du projet de budget des propositions visant à transformer en postes permanents des postes qui étaient financés jusqu'à présent au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Le Comité n'accepte ces propositions que parce qu'elles sont l'aboutissement de mesures prises antérieurement et reflètent le désir du Secrétaire général de régulariser la situation. Le Comité considérera avec méfiance à l'avenir toutes demandes de ce genre et examinera d'un oeil très critique toutes les demandes de crédits relatives à du personnel temporaire. En examinant les demandes présentées pour la période biennale 1974-1975, le Comité a aussi tenu compte du fait que les ressources en personnel que procurera immédiatement la transformation en postes permanents de postes antérieurement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire seront plus importantes que celles que permettra d'obtenir l'approbation de nouveaux postes permanents. La raison en est qu'il n'est pas appliqué d'abattement au titre des délais de recrutement au coût des postes ainsi transformés en postes permanents.

Contributions du personnel

44. Jusqu'à présent, les dépenses de personnel imputées sur les divers chapitres du budget étaient calculées sur la base des traitements bruts. Avec l'adoption de la budgétisation par programme, les dépenses de personnel imputées sur les divers chapitres ont été calculées déduction faite des contributions du personnel, qui sont inscrites sous forme d'un montant global à un nouveau chapitre (chap. 34). Le crédit demandé à ce chapitre est compensé par le montant porté en recettes au chapitre premier des recettes, lequel montant, toutefois, comprend aussi les recettes provenant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes.

45. Le Comité s'est enquis de l'effet que les changements dans les taux des quotes-parts auraient sur le Fonds de péréquation des impôts. Il a appris que, lorsque la quote-part d'un Etat Membre est réduite, la proportion des contributions du personnel à porter au crédit du compte de cet Etat Membre au Fonds de péréquation des impôts est réduite en conséquence, ce qui augmente d'autant le montant à répartir entre les autres Etats Membres. Le Comité étudiera cette question de plus près l'an prochain après que le nouveau barème des quotes-parts aura été approuvé.

46. Le coût des postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires est indiqué lui aussi sur la base des traitements nets; comme le système du Fonds de péréquation des impôts ne s'applique pas à ces postes, tout remboursement d'impôts nationaux perçus sur le revenu de fonctionnaires occupant des postes extra-budgétaires est imputé sur les contributions volontaires qui servent à financer lesdits postes.

Reclassements de postes

47. Dans le projet de budget-programme pour 1974-1975, le Secrétaire général demande le reclassement de 91 postes pour 1974 et de 4 postes pour 1975, moyennant un coût total de 531 000 dollars pour la période biennale. Ces reclassements se répartissent comme suit entre les diverses classes :

<u>De</u>	<u>A</u>	<u>Nombre de reclassements</u>	<u>Effet net</u>
Agents des services généraux et agents locaux	P-2/1	6	- 6 agents des services généraux et agents locaux
P-2/1	P-3	22	
P-2	P-4	1	- 17 P-2/1
P-3	P-4	19	
P-3	P-5	1	+ 2 P-3
P-4	P-5	25	- 5 P-4
P-5	D-1	13	+ 13 P-5
D-1	D-2	4	+ 9 D-1
D-2	SSG	4	+ 4 SSG ^{a/}

^{a/} Les reclassements proposés à Sous-Secrétaire général font l'objet des paragraphes 65 et 66.

48. Les demandes de reclassement de postes sont une rubrique régulière du projet de budget du Secrétaire général. Ces dernières années, le nombre des demandes de reclassement à la catégorie des administrateurs et aux catégories supérieures ou à l'intérieur desdites catégories s'est établi comme suit :

Projet de budget pour 1968	81 [≠] (64 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 17 reclassements de la catégorie des agents des services généraux et des agents locaux à la catégorie des administrateurs)
----------------------------	---

[≠] Uniquement au chapitre 3 du budget.

Dans l'immense majorité des cas, il s'agit bien de reclassement des postes (et non de déclassement).

Projet de budget pour 1969	73 ^z (64 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 9 reclassements de la catégorie des agents des services généraux et des agents locaux à la catégorie des administrateurs)
Projet de budget pour 1970	70 ^z (61 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 9 reclassements de la catégorie des agents des services généraux et des agents locaux à la catégorie des administrateurs)
Projet de budget pour 1971	47 ^z (33 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 14 reclassements de la catégorie des agents des services généraux et des agents locaux à la catégorie des administrateurs)
Projet de budget pour 1972	50 ^z (42 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 8 reclassements de la catégorie des agents des services généraux à la catégorie des administrateurs)
Projet de budget pour 1973	40 (38 reclassements à l'intérieur de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 2 reclassements de la catégorie des agents des services généraux à la catégorie des administrateurs)

z Uniquement au chapitre 3 du budget.

Dans l'immense majorité des cas, il s'agit bien de reclassement des postes (et non de déclassement).

49. A maintes reprises, le Comité consultatif s'est senti obligé de faire des observations sur les demandes de reclassement. C'est ainsi que, dans son premier rapport à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, il a déclaré qu'il avait l'impression que les reclassements de postes étaient un élément essentiel du processus de promotion; à cet égard, le Comité indiquait qu'il n'était en aucune façon opposé à ce qu'un fonctionnaire soit promu en égard aux responsabilités accrues qui lui incombait, mais qu'il ne saurait accepter de reclassement de poste qui ait avant tout pour objet de promouvoir le titulaire de ce poste 14/. L'année suivante, le Comité a indiqué qu'il n'ignorait pas que les possibilités d'avancement jouaient un rôle important lorsqu'il s'agissait de recruter et de conserver un personnel qualifié; cependant, il demeurait d'avis que la répartition des effectifs entre les différentes classes devait être essentiellement fonction des besoins du programme de travail de l'Organisation 15/. Un an après, le Comité a exprimé de

14/ Ibid., vingt-deuxième session, Supplément No 7 (A/6707 et Corr.1, 2 et 3), par. 181.

15/ Ibid., vingt-troisième session, Supplément No 7 (A/7207), par. 145.

nouveau, comme il l'avait déjà fait à maintes reprises, l'inquiétude que lui causait le grand nombre des demandes de reclassement présentées par le Secrétaire général 16/.

50. Les demandes de reclassement sont étroitement liées à la structure hiérarchique du Secrétariat de l'ONU et de ses diverses subdivisions. Pendant les premières années d'existence de l'Organisation, on s'était efforcé de mettre au point un classement rigoureux des postes. Au bout de quelques années, les demandes de reclassement à une classe supérieure étaient devenues monnaie courante et impossibles à contrôler. En 1958, on a adopté un nouveau mode de présentation du budget, fondé sur la notion de "tableau d'effectifs global", qui donnait au Secrétaire général le pouvoir de transférer des postes d'un département à un autre. En théorie, le tableau d'effectifs global offrait le moyen de faciliter le processus de promotion lorsque celui-ci se trouvait bloqué.

51. La disposition 104.14 f) iii) A du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies prévoit que, pour choisir les fonctionnaires remplissant les conditions requises pour être promus, le Comité des nominations et des promotions "procède, normalement une fois par an, à un examen général, classe par classe, du cas de tous les fonctionnaires à l'égard de qui il a compétence. Chaque fois que cela est possible, le Comité établit et tient à jour des tableaux d'avancement où sont consignés les résultats de son examen. Ces tableaux sont arrêtés eu égard au nombre total des vacances certaines et probables qui devront être, dans chaque classe, pourvues par voie de promotion avant le prochain examen général."

52. Pour donner de bons résultats, le système des tableaux d'avancement exige une mobilité considérable du personnel, de façon qu'un fonctionnaire inscrit au tableau d'avancement puisse, le cas échéant, être muté dans un département où il y a un poste vacant dans la classe immédiatement supérieure. Dans la pratique, toutefois, ces mutations sont très rares. Au lieu de muter le fonctionnaire à promouvoir, on prête un poste de la classe supérieure au département où travaille l'intéressé, lequel continue souvent à s'acquitter en gros des mêmes tâches. Tout naturellement, les départements répugnent à perdre des postes de classes supérieures pour recevoir en échange des postes de classes moins élevés, d'autant qu'il est souvent impossible de leur garantir que le poste prêté pourra leur être restitué à telle ou telle date. Le prêt de postes entraîne, en outre, des difficultés administratives considérables quant au contrôle du tableau d'effectifs et crée parfois une situation telle que la répartition effective du personnel ne correspond guère au tableau d'effectifs officiel; un cas extrême a été relevé à cet égard par le Service de gestion administrative lorsqu'il a étudié les effectifs du Service de l'information.

53. La nécessité de trouver des solutions plus permanentes lorsqu'il faut restituer des postes aux départements qui les ont prêtés est l'un des facteurs qui suscitent des demandes de reclassement de postes.

54. Grâce aux efforts que le Service de gestion administrative a déployés ces dernières années pour établir des tableaux d'effectifs adéquats pour les départements et leurs subdivisions, et du fait des difficultés administratives

16/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 8 (A/7608), par. 141.

susmentionnées, le nombre des postes prêtés aux fins de promotion a beaucoup diminué. Dans ces conditions, et étant donné le manque général de mobilité du personnel entre les départements, la notion de tableaux d'avancement perd beaucoup de sa pertinence, et l'on en est arrivé au point où la promotion d'un fonctionnaire dépend davantage de l'existence éventuelle de postes vacants dans sa division, ou même dans sa section, que de ses compétences. Dans les services où il y a peu de vacances probables, les pressions exercées pour obtenir le reclassement de postes se sont intensifiées en conséquence.

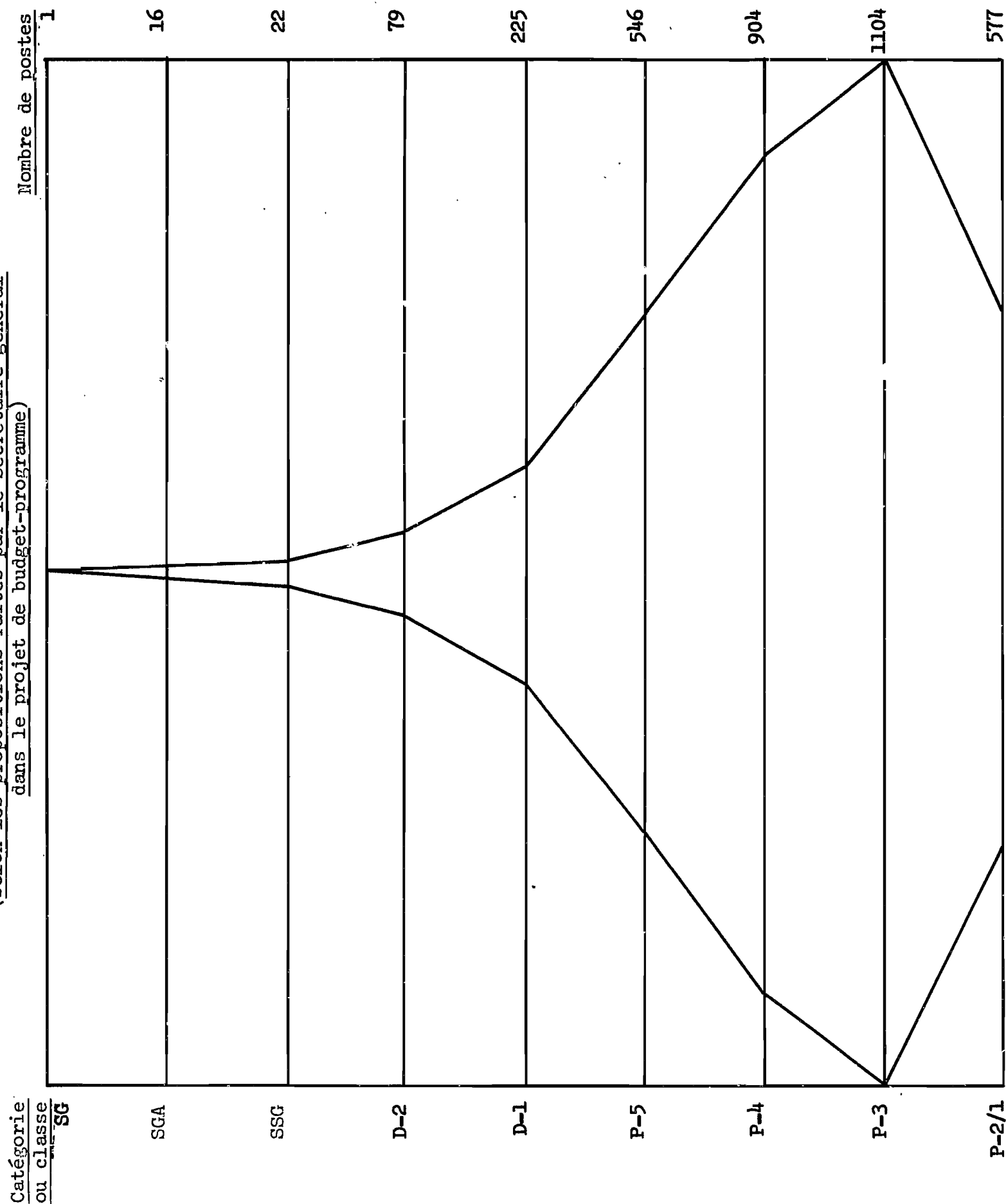
55. Au cours des dix dernières années, trois autres facteurs ont contribué à accroître les pressions visant à obtenir le reclassement de postes. L'un d'eux est l'augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation, qui fait qu'il faut offrir des postes aux ressortissants des nouveaux Etats Membres, tout en offrant des perspectives d'avancement aux fonctionnaires en poste. Le deuxième est la création de nouvelles unités administratives (CNUCED, ONUDI, PNUD, PNUE) qui ont toutes affirmé qu'elles avaient besoin d'une proportion de postes supérieurs plus élevée que celle qui avait été jugée appropriée pour les services créés antérieurement. La perspective de perdre leurs fonctionnaires les plus compétents a naturellement amené ces derniers à chercher à rétablir l'équilibre en reclassant leurs propres postes. Enfin, la pratique de plus en plus courante à l'Organisation qui consiste à recruter de nouveaux fonctionnaires en leur offrant des postes de la classe P-3 ou de classes supérieures et à utiliser les classes de début normales (P-1 et P-2) pour promouvoir les agents des services généraux qui ont beaucoup d'ancienneté a contribué au "mouvement ascendant" des postes dans tout le Secrétariat (voir graphique 7) 17/. En s'efforçant de trouver une solution organisationnelle (au moyen de reclassements de postes) à un problème de planification des carrières et de gestion du personnel le Secrétaire général a souvent été amené à invoquer des arguments que le Comité consultatif a jugés peu convaincants. Ainsi, lorsque le Comité a examiné l'effectif demandé au chapitre 7, les représentants du Secrétaire général l'ont informé qu'un poste d'administrateur général (D-1) était demandé pour le Secrétaire du Conseil économique et social 18/.

17/ Sur les 191 nominations (à l'exclusion des engagements pour une mission ou des mutations) signalées dans les circulaires ST/ADM/SER.A/1656, 1659, 1666, 1674, 1678, 1683, 1689 et 1696 pour la période allant d'octobre 1972 à mai 1973, 11 seulement étaient des nominations à un poste de la classe P-1 et 68 des nominations à un poste de la classe P-2 (y compris 36 postes des services linguistiques, dont les titulaires sont automatiquement promus administrateurs de 2ème classe (P-3) lorsqu'ils ont terminé leur période de stage si leurs services ont donné satisfaction). Les autres nominations se répartissaient comme suit : 47 à un poste de la classe P-3, 29 à un poste de la classe P-4, 17 à un poste de la classe P-5, 7 à un poste de la classe D-1, 8 à un poste de la classe D-2 et 4 à des postes de Sous-Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint.

18/ Voir par. 7.312 du projet de budget-programme.

Graphique 7

Composition du Secrétariat pour 1975 : administrateurs
et fonctionnaires de rang supérieur
(selon les propositions faites par le Secrétaire général
dans le projet de budget-programme)



Or, dans le projet de budget pour l'exercice 1970, le Secrétaire général avait demandé le reclassement du poste de Secrétaire du Conseil d'administrateur général (D-1) à Directeur (D-2), eu égard aux responsabilités et aux fonctions accrues qui s'attachaient à ce poste 19/.

56. Lorsqu'il a examiné les reclassements de postes proposés pour 1974-1975, le Comité consultatif a pu constater que, dans plusieurs cas, ces propositions étaient le résultat de recommandations faites dans les études du Service de gestion administrative (comme, par exemple, plusieurs reclassements demandés au chapitre 13 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), voir plus loin par. 13.11 à 13.13) ou qu'elles étaient motivées par un accroissement des responsabilités. Quant au reste des reclassements proposés, le Comité a conclu qu'ils correspondaient essentiellement à une tentative d'amélioration des perspectives d'avancement et non à un véritable accroissement des responsabilités qui s'attachaient aux postes en question.

57. Dans ces conditions, le Comité a décidé d'examiner les incidences budgétaires de l'ensemble des reclassements proposés et de ne faire d'observations sur des postes particuliers que dans le cas des demandes de reclassement à Directeur (D-2) et à Sous-Secrétaire général.

58. Le Secrétaire général propose de reclasser quatre postes à Directeur (D-2). A cet égard, le Comité consultatif ne voit pas d'objection au reclassement du poste de Directeur de la Division des affaires concernant le désarmement, vu l'importance particulière des attributions qui s'y attachent et étant donné que le précédent titulaire du poste avait rang de Directeur (D-2) (le poste en question étant alors prêté à la Division par le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité par suite d'une nouvelle répartition des postes à l'intérieur de ce département).

59. Par contre, le Comité consultatif a des réserves à faire quant à la proposition de reclasser à Directeur (D-2) le poste de Chef du Programme de la condition de la femme. Le Comité rappelle à cet égard que ce n'est qu'en 1969 que le poste en question a été reclassé d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) 20/. Le niveau des responsabilités qui s'attachent à ce poste ne semble pas avoir changé de manière assez significative au cours des cinq dernières années pour justifier le nouveau reclassement proposé par le Secrétaire général.

60. Le reclassement du poste de Directeur adjoint du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement serait la conséquence du reclassement à Sous-Secrétaire général du poste de Directeur du Centre. Si les attributions du Directeur adjoint demeurent essentiellement celles d'un adjoint, le reclassement de ce poste à Directeur (D-2) ne serait pas justifié.

19/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 6 (A/7606), vol. I, par. 292.

20/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 5 (A/7205), chap. 3, par. 88 b).

61. Le quatrième reclassement proposé est celui du poste de Chef du Service des publications. Le Comité consultatif ne peut appuyer cette proposition dans la mesure où les responsabilités qui s'attachent à ce poste n'ont guère changé quant au fond.

62. Le Comité étudie les propositions de reclassement à Sous-Secrétaire général dans les paragraphes 65 et 66 ci-après.

63. En ce qui concerne les reclassements à Administrateur général (D-1) et à des classes inférieures, le Comité recommande de réduire de 50 p. 100 le crédit demandé pour 1974-1975, pour le ramener de 463 000 dollars à 232 000 dollars, et de réduire aussi de moitié le nombre des postes à reclasser. Le Comité n'a pas voulu répartir la réduction qu'il recommande entre les divers chapitres du budget. Il estime que le choix de ces postes doit être laissé au Secrétaire général, étant entendu que les reclassements seront répartis équitablement entre les diverses classes.

64. Etant donné les considérations qui précèdent, le Comité invite instamment le Secrétaire général, d'ici à la date à laquelle il soumettra le projet de budget pour 1976-1977, à faire établir, conjointement avec la Commission de la fonction publique internationale, selon qu'il conviendra, un système approprié de classement des emplois au Secrétariat de façon qu'à l'avenir toutes propositions de reclassement ou de déclassement de postes soient fondées sur des bases rationnelles.

L'échelon le plus élevé

65. Vers la fin de la vingt-septième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté des demandes de crédits révisées dans lesquelles il demandait le reclassement de deux postes à Sous-Secrétaire général (A/C.5/1490 et Corr.1). Sur les conseils du Comité consultatif, l'examen de ces reclassements a été reporté à plus tard, en attendant que le Secrétaire général présente un plan complet de réorganisation de l'échelon le plus élevé 21/. Dans le projet de budget qui est actuellement examiné, le Secrétaire général demande des crédits pour le reclassement à Sous-Secrétaire général de quatre postes (le poste de Chef du Centre de la planification, des projections et des politiques, au Département des affaires économiques et sociales et ceux des adjoints du secrétaire général de la CNUCED, du Directeur exécutif de l'ONUDI et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés). Toutefois, lorsqu'il a examiné ses propositions avec le Comité consultatif, le Secrétaire général a indiqué qu'il avait l'intention d'opérer dans un avenir proche des remaniements et des changements considérables à l'échelon le plus élevé. Le Comité croit savoir que le Secrétaire général espère procéder à cette réorganisation sans créer beaucoup de postes à l'échelon le plus élevé, en sus des quatre postes de Sous-Secrétaire général mentionnés plus haut, mais le Comité estime néanmoins qu'il serait prématuré de prendre une décision partielle sans savoir en quoi consistera effectivement la réorganisation d'ensemble. Il faut, en outre, signaler à cet égard que la création des quatre postes en question, outre qu'elle susciterait des pressions en vue du reclassement, par voie de conséquence, des postes des subordonnés, constituerait un précédent puisqu'elle

21/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.30, par. 12.

aurait pour effet de donner rang de Sous-Secrétaire général aux adjoints d'un certain nombre de chefs d'unités administratives. Jusqu'à présent, à de rares exceptions près, on avait coutume de réserver les postes de Secrétaire général adjoint et de Sous-Secrétaire général à des hauts fonctionnaires chargés de la direction de ces unités administratives ou de départements.

66. Etant donné les considérations qui précèdent, le Comité consultatif ne s'estime pas en mesure, à l'heure actuelle, de recommander le reclassement projeté à Sous-Secrétaire général des quatre postes de Directeur (D-2) en question. Le Comité a été informé par le Secrétaire général, toutefois, que la création de postes à l'échelon le plus élevé et les nominations à ces postes sont des questions qui sont régies autant par des considérations politiques que par des considérations de gestion. Comme cette tendance peut avoir des incidences administratives et budgétaires importantes pour l'ensemble du Secrétariat, le Comité consultatif compte être tenu au courant de toute l'évolution de la situation.

ORGANISATION

67. L'examen du budget-programme montre que l'on pourrait faire davantage pour rationaliser et renforcer la structure de l'Organisation des Nations Unies. Dans un autre passage du présent rapport, le Comité a appelé l'attention sur des cas dans lesquels l'organisation des travaux semble avoir été déterminée par des raisons de convenance politique plus que par le souci d'une saine gestion administrative et financière. Cela est particulièrement vrai, par exemple, du partage diffus des responsabilités quant aux affaires africaines, aux droits de l'homme et au transfert des techniques. Le Comité a aussi présenté des observations sur l'incertitude qui pèse sur l'avenir du Service de gestion administrative. Il semble que l'on répugne à tirer pleinement parti des possibilités de ce service lorsque des changements de structure sont envisagés. Le Comité consultatif reconnaît que l'efficacité fonctionnelle n'est que l'un des critères qui déterminent la structure de l'Organisation, que ce soit à l'échelon des organes délibérants ou à celui du Secrétariat. Il faut toujours tenir compte des considérations d'ordre politique. Mais on risque d'aller à l'encontre de l'objectif visé si l'on donne trop de poids à ce dernier facteur, car la perte d'efficacité opérationnelle qui résulte d'une fragmentation de l'effort risque d'empêcher la réalisation des objectifs politiques, économiques et sociaux de l'Organisation. Le Comité ne tient pas à dramatiser les dangers inhérents à cette situation. Mais il manquerait à son devoir s'il passait sous silence une particularité que le nouveau système de budget-programme a mise en relief. De plus, les observations citées ci-après, que le Secrétaire général a faites à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, confirment le Comité dans son opinion :

"Toute évaluation impartiale du système des Nations Unies oblige à admettre que nous sommes aujourd'hui mieux équipés pour nous attaquer aux parties qu'au tout, et le réconfort que peut nous apporter le fait de savoir que nous avons des connaissances spécialisées hors de pair est contrebalancé par la conscience aiguë du danger que nous courons de perdre notre chemin par suite d'une fragmentation excessive.

Il ne suffit pas que les divers éléments du système des Nations Unies fonctionnent bien, chacun de son côté. Ce qu'il faut, ce qui, en fait, est peut-être plus important encore, c'est une cohérence générale d'une direction d'ensemble du système. Après des années d'évolution parallèle et d'efficacité accrue dans chaque organisation, nous commençons à comprendre la nécessité urgente d'une planification collective et d'un travail collectif. Le système tout entier peut avoir une utilité et une efficacité plus grandes que la somme de ses parties.

Dans le cas de l'Organisation des Nations Unies, la croissance a été irrégulière et marquée par des tendances centrifuges, qui se sont traduites par une autonomie sectorielle de plus en plus grande, tant à l'échelon inter-gouvernemental qu'à celui du Secrétariat. Je crois que le moment est venu pour les gouvernements de rechercher sérieusement des moyens d'arrêter et de renverser cette tendance." 22/

68. Le Comité consultatif partage ces sentiments, qui laissent penser que ses propres préoccupations s'inscrivent dans le cadre d'un problème plus vaste qui exige l'attention des Etats Membres.

Calcul des coûts standards

69. Le coût budgétaire net d'un poste d'administrateur de n'importe quelle classe dépend non seulement du barème des traitements arrêté par l'Assemblée générale, mais aussi du lieu d'affectation de son titulaire dont dépend l'ajustement (indemnité de poste ou déduction) et de sa situation de famille; sa nationalité est aussi un facteur qui entre en jeu à l'occasion du congé dans les foyers. Le coût des postes d'agent des services généraux, de travailleur manuel et d'agent local dépend aussi du lieu d'affectation et d'autres variables.

70. Dans un budget présenté par objet de dépense, les divers éléments constitutifs des dépenses de personnel peuvent être répartis entre les traitements et salaires, les dépenses communes de personnel (avec leurs diverses subdivisions), les frais de voyage pour le congé dans les foyers. Dans le cadre d'un tel système, des variations du type décrit dans le paragraphe précédent sont sans importance.

71. Dans un véritable budget-programme, par contre, ces variations fortuites risquent de compromettre la comparabilité des programmes. Pour éviter ces distorsions, il devient nécessaire d'utiliser des coûts standards qui annulent les variations particulières en en faisant la moyenne.

72. Le mode de présentation suivi par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme pour 1974-1975 exige aussi l'utilisation de coûts standards. Toutefois, comme le projet de budget-programme est établi par service, ces coûts standards n'ont pas besoin d'être uniformes pour toute l'Organisation mais peuvent être calculés séparément pour chaque lieu d'affectation. C'est ce que le

22/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Séances plénières, 1859ème séance.

Secrétaire général a fait^{23/}. En outre, pour chaque lieu d'affectation, des coûts standards distincts ont été calculés pour le traitement de base correspondant à chaque classe de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures et à la 2ème classe de la catégorie des agents des services généraux (ou agents locaux); pour les autres classes de la catégorie des services généraux, une seule moyenne a été utilisée.

73. Les moyennes d'août 1972 ont été utilisées comme point de départ, et on a établi des projections du mouvement du classement des lieux d'affectation aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions) et des taux des traitements et salaires locaux. Pour Genève, le Secrétaire général a présumé que cette ville serait rangée dans la classe 12 à partir du 1er décembre 1973, et qu'elle passerait ensuite, tous les six mois, dans la classe immédiatement supérieure. Pour Vienne, les calculs ont été établis sur la base de la classe 9 jusqu'au 30 avril 1974, de la classe 10 à partir du 1er mai 1974 et de la classe 11 à partir du 1er mars 1975. Pour la CEAE0 et la CEPAL, les hypothèses étaient les suivantes : classe 2 en 1974 et classe 3 en 1975; pour Beyrouth et Mexico : classe 4 en 1974 et classe 5 en 1975; pour la CEA : classe 7 en 1974 et classe 8 en 1975.

74. Pour les raisons qui sont exposées plus loin au paragraphe 34.1, on a utilisé les montants estimatifs nets (c'est-à-dire déduction faite des contributions du personnel) pour calculer les crédits nécessaires aux divers chapitres.

75. Les dépenses communes de personnel (y compris, pour la première fois, les frais de voyage pour le congé dans les foyers) ont été calculées comme un pourcentage du traitement, y compris l'ajustement (indemnité de poste ou déduction). Toutefois, l'élément principal des dépenses communes de personnel est la cotisation de 14 p. 100 versée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; cette cotisation est fonction de la rémunération soumise à retenue pour pension qui, dans le cas des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, comporte un élément qui est en rapport avec une moyenne mondiale (voir par. 77 ci-après). En outre, plusieurs autres prestations et indemnités sont des montants annuels fixes qui ne sont pas modifiés par l'ajustement (indemnité de poste ou déduction). En conséquence, il a fallu utiliser des pourcentages différents pour calculer les dépenses communes de personnel dans les différents lieux d'affectation, le pourcentage étant plus faible dans une région où l'indemnité de poste est élevée et plus élevé là où l'indemnité de poste est faible.

76. Lors de l'établissement du projet de budget, le Secrétaire général a dû modifier ses hypothèses, compte tenu en particulier des relèvements de l'indemnité de poste à Genève à la suite du réalignement du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que lorsque les prévisions de dépenses des services établis à Genève avaient été recalculées, on avait omis de réduire comme il le fallait (pour la raison exposée dans le paragraphe précédent) le pourcentage correspondant aux dépenses communes de personnel. Il s'ensuit que le montant des dépenses prévues à plusieurs chapitres a été surestimé.

^{23/} Des coûts standards distincts ont été utilisés pour New York, Genève, Vienne, Bangkok, Santiago (et les bureaux extérieurs autres que celui de Mexico), Mexico, Addis-Abeba, Beyrouth, les centres d'information (moyenne mondiale) et les délégations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (moyenne mondiale).

77. Toutefois, le montant correspondant à cette surestimation a été largement contrebalancé par un autre fait nouveau, à savoir l'accélération du mouvement de la moyenne pondérée des ajustements (indemnités de poste ou déductions), qui entraînera une augmentation de dépenses dans tous les lieux d'affectation en ce qui concerne les cotisations à la Caisse commune des pensions, parce que la rémunération soumise à retenue pour pension des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sera plus élevée qu'on ne l'avait prévu initialement (traitement de base brut, majoré de 20 p. 100, au lieu de 10 p. 100, comme prévu initialement).

78. Compte tenu des deux faits susmentionnés, les prévisions de dépenses sont maintenant surestimées d'un montant net de 607 000 dollars.

79. Le Comité consultatif a tenu compte de ces éléments lorsqu'il a formulé ses recommandations sur les divers chapitres du budget.

80. Le Comité sait que les nouveaux réalignements monétaires intervenus depuis le 31 mars 1973 (date limite aux fins de l'établissement du projet de budget) entraîneront des dépenses supplémentaires dans plusieurs lieux d'affectation, en particulier à Genève. Le Comité n'a pas essayé de tenir compte de ces mouvements récents dans ses recommandations, puisqu'ils feront l'objet de demandes de crédits révisées que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session.

GESTION DES CREDITS OUVERTS

81. Le Secrétaire général a indiqué séparément dans le projet de budget les crédits demandés pour 1974 et pour 1975, mais son intention est que l'ouverture des crédits budgétaires (qu'il s'agisse du montant total ou des crédits ouverts à chaque chapitre) porte sur les montants nécessaires pour toute la période biennale. Aux fins de la gestion des crédits ouverts et de la tenue de la comptabilité y relative, le Secrétaire général continuera toutefois à allouer les crédits chaque année et à tenir des comptes annuels.

82. Les crédits alloués chaque année dans les limites des montants prévus aux divers chapitres (lignes de crédit) seront répartis par objet de dépense, et des ajustements entre objets de dépense ne pourront être opérés qu'avec l'assentiment préalable du Bureau des services financiers. Cet assentiment ne sera pas nécessaire pour les virements d'un programme à l'autre, à l'intérieur d'un chapitre donné, qui n'impliqueront pas de virements entre objets de dépense et que le fonctionnaire responsable dudit chapitre sera habilité à opérer.

83. La pratique de la mise en recouvrement et de l'acquittement annuels des contributions sera conservée. Les contributions dues pour chaque année seront calculées sur la base de la moitié du total des crédits ouverts pour la période biennale, déduction faite de la moitié des prévisions de recettes, y compris le montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel. Comme le barème des quotes-parts n'est modifié que tous les trois ans, il est possible que les montants que les divers Etats Membres auront à acquitter pour une année donnée diffèrent un peu des montants qu'ils auraient à acquitter si les contributions dues par eux étaient calculées sur la base du montant net des dépenses

à faire pendant ladite année de la période biennale. De l'avis du Comité consultatif, ce n'est pas là une question très inquiétante. Mais, si l'opinion contraire prévalait, on pourrait remédier à la situation en modifiant le barème des quotes-parts tous les quatre ans. Quoi qu'il en soit, la question ne se pose pas pour la période biennale 1974-1975, puisqu'un nouveau barème des quotes-parts sera appliqué à compter du 1er janvier 1974.

84. Des modifications devront être apportées au Règlement financier pour donner effet aux nouvelles procédures exposées ci-dessus.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES ET D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

85. Le Comité consultatif s'est entretenu avec le Comité des commissaires aux comptes des rapports de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies pour 1972. Un rapport distinct sera présenté sur ce sujet.

86. Le Comité s'est également entretenu avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement et a soumis un rapport (DP/L.287) sur le projet de budget des services administratifs et services d'appui au Programme pour l'exercice 1974 qui sera examiné par le Conseil d'administration.

87. Le Président du Comité consultatif a assisté à la session de printemps du Comité administratif de coordination. Le Comité consultatif examinera les budgets des institutions spécialisées ainsi que d'autres questions concernant le régime commun lorsqu'il reprendra ses réunions en septembre.

88. Le Comité a décidé de ne pas se rendre à Genève en 1973. L'adoption par l'Organisation des Nations Unies d'un système de budget-programme biennal a imposé un volume de travail plus lourd au Comité, qui a dû prolonger sa session à New York. En revanche, le Comité devrait avoir moins de temps à passer à New York pour examiner les questions budgétaires en 1974 et pourra donc consacrer plus de temps aux questions générales de coordination. En conséquence, le Comité a l'intention de se réunir à Genève pendant plusieurs semaines au printemps de 1974.

89. Le Comité ne s'étant pas rendu à Genève, sa réunion annuelle avec le Corps commun d'inspection n'a malheureusement pu avoir lieu. Cette situation fâcheuse sera toutefois rectifiée en 1974. Dans l'intervalle, la liaison entre les deux organes sera maintenue au moyen d'entretiens officiels.

CHAPITRE II

PROJETS DE RESOLUTIONS

90. Dans le projet de budget-programme, le Secrétaire général présente des projets de résolutions concernant respectivement le budget pour 1974-1975, les dépenses imprévues et extraordinaires et le Fonds de roulement.

Projet de résolution relatif au budget

91. Conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 3043 (XXVII) de l'Assemblée générale relatif au mode de présentation du budget de l'Organisation des Nations Unies et à la durée du cycle budgétaire, le Secrétaire général, dans le projet de résolution I (part. A et B), présente les crédits qu'il propose d'ouvrir et les prévisions de recettes sous forme de montants globaux pour toute la période biennale, et non de montants distincts pour chacune des deux années considérées.

92. Le Comité consultatif a suivi la même méthode pour formuler ses recommandations sur les divers chapitres. Ces recommandations sont exposées plus loin dans le chapitre III. Si elles sont acceptées par l'Assemblée générale, les montants indiqués dans le projet de résolution présenté par le Secrétaire général seront modifiés en conséquence. D'autres modifications devront être apportées compte tenu des décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-huitième session.

93. Dans ces conditions, le Comité consultatif a décidé de suivre la pratique qu'il a récemment adoptée et de ne pas présenter lui-même de projet de résolution relatif au budget. Par contre, pour aider l'Assemblée générale à examiner le projet de budget-programme pour 1974-1975, le Comité soumet ci-après un tableau (tableau 3) dans lequel il indique, par chapitre, les crédits initialement demandés par le Secrétaire général et les crédits recommandés par le Comité consultatif. Les graphiques 1 et 2, qui figurent plus haut, permettent de comparer les crédits demandés pour 1974-1975 et le total des crédits ouverts pour 1972-1973.

94. Une nouvelle caractéristique du projet de résolution I est l'insertion dans le dispositif d'un paragraphe (par. 3 de la partie A) qui prévoit que, par dérogation à l'article 4.5 du règlement financier, le montant total net des crédits ouverts pour les travaux contractuels d'imprimerie sera géré comme un tout sous la direction du Comité des publications de l'Organisation des Nations Unies, afin d'assurer l'utilisation la plus économique possible desdits crédits. Comme il le dit plus loin au paragraphe 29.34, le Comité consultatif ne voit pas d'objection à cette proposition.

95. La partie C du projet de résolution I présenté par le Secrétaire général prévoit que la moitié du montant net des dépenses prévues au budget pour toute la période biennale sera mise en recouvrement auprès des Etats Membres au début de chacune des deux années civiles considérées. Des propositions visant à modifier en conséquence les dispositions de l'article 5.2 du règlement financier seront présentées à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. Le Comité consultatif approuve la procédure proposée.

Tableau 3. Tableau comparatif des crédits demandés par le Secrétaire général et des crédits recommandés par le Comité consultatif

Prévisions de dépenses

		<u>Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1974-1975</u>	<u>Crédits recommandés par le Comité consultatif</u>	<u>Augmentations ou (diminutions)</u>
(En milliers de dollars)				
<u>Titre premier. Politiques, direction et coordination d'ensemble</u>				
<u>Chapitres</u>				
1.	Organes directeurs	7 583	7 526	(57)
2.	Services relevant directement du Secrétaire général ..	7 134	6 903	(231)
<u>Titre II. Activités politiques et maintien de la paix</u>				
<u>Chapitres</u>				
3.	Organes directeurs	2 625	2 444	(181)
4.	Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	5 805	5 607	(198)
5.	Missions spéciales	17 042	17 022	(20)
<u>Titre III. Activités économiques et sociales</u>				
<u>Chapitres</u>				
6.	Organes directeurs	1 384	1 324	(60)
7.	Département des affaires économiques et sociales	33 411	32 298	(1 113)
8.	Commission économique pour l'Europe	10 698	10 033	(665)
9.	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	10 892	10 902	10
10.	Commission économique pour l'Amérique latine	13 170	12 297	(873)
11.	Commission économique pour l'Afrique	13 678	13 461	(217)
12.	Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	1 504	1 467	(37)
13.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	10 782	10 785	3
14.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	27 489	26 983	(506)
15.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	31 744	30 471	(1 273)
16.	Programme des Nations Unies pour l'environnement	3 965	3 983	18
17.	Secours en cas de catastrophe	1 215	614	(601)
18.	Contrôle des stupéfiants	2 869	2 605	(264)
19.	Programme ordinaire d'assistance technique	17 466	17 466	-
<u>Titre IV. Droits de l'homme</u>				
<u>Chapitre</u>				
20.	Droits de l'homme	3 687	3 593	(94)
<u>Titre V. Egalité des droits et autodétermination</u>				
<u>Chapitres</u>				
21.	Organes directeurs	396	396	-
22.	Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	2 830	2 707	(123)
23.	Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	864	835	(29)

Tableau 3 (suite)

		<u>Crédits demandés par le Secrétaire général pour 1974-1975</u>	<u>Crédits recommandés par le Comité consultatif</u>	<u>Augmentations ou (diminutions)</u>
(En milliers de dollars)				
<u>Titre VI.</u>	<u>Justice internationale</u>			
<u>Chapitre</u>				
24.	Cour internationale de Justice	3 719	3 687	(32)
<u>Titre VII.</u>	<u>Activités juridiques</u>			
<u>Chapitres</u>				
25.	Commissions, comités et conférences juridiques	1 097	997	(100)
26.	Service juridique	5 074	5 046	(28)
<u>Titre VIII.</u>	<u>Services communs</u>			
<u>Chapitres</u>				
27.	Service de l'information	23 129	22 708	(421)
28.	Administration, gestion et services généraux	84 585	82 826	(1 759)
29.	Services de conférence (New York et Genève)	62 969	61 806	(1 163)
30.	Bibliothèques (New York et Genève)	7 061	7 006	(55)
<u>Titre IX.</u>	<u>Dépenses spéciales</u>			
<u>Chapitres</u>				
31.	Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	17 313	17 313	-
32.	Dépenses diverses	762	752	(10)
<u>Titre X.</u>	<u>Locaux</u>			
<u>Chapitre</u>				
33.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	19 228	18 828	(400)
<u>Titre XI.</u>	<u>Contributions du personnel</u>			
<u>Chapitre</u>				
34.	Contributions du personnel	64 030	62 730	(1 300)
Economie réalisée grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat		(3 760)	(3 850)	(90)
Economie imputable à la diminution du nombre des reclassements à Administrateur général (D-1) et à des classes inférieures				(231)
<u>Récapitulation</u>			<u>Dollars</u>	
Crédits demandés par le Secrétaire général			513 440 000	
Réductions recommandées par le Comité consultatif			12 100 000	
Crédits recommandés par le Comité consultatif			<u>501 340 000</u>	

Tableau 3 (suite)

Prévisions de recettes

	<u>Crédits demandés</u> <u>par le Secrétaire</u> <u>général pour</u> <u>1974-1975</u>	<u>Crédits</u> <u>recommandés</u> <u>par le Comité</u> <u>consultatif</u>	<u>Augmentations</u> <u>ou</u> <u>(diminutions)</u>
<u>(En milliers de dollars)</u>			
<u>Chapitres des recettes</u>			
1. Contributions du personnel	65 200	63 900	(1 300)
2. Recettes générales	11 248	11 248	-
3. Activités productrices de recettes	6 314	6 393	79

Dollars

Récapitulation

Montants estimatifs prévus par le Secrétaire général	82 762 000
Réductions recommandées par le Comité consultatif	1 221 000
Montants estimatifs recommandés par le Comité consultatif	<u>81 541 000</u>

Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires

96. Le projet de résolution présenté par le Secrétaire général suit le texte de la résolution 3045 (XXVII) de l'Assemblée générale relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1973, sauf dans la mesure nécessaire pour tenir compte de l'adoption d'un cycle budgétaire biennal et si ce n'est que les alinéas c) et d) qui figuraient dans le paragraphe 1 de la résolution 3045 (XXVII) sont supprimés.

97. Aux rubriques i), ii) et iii) de l'alinéa b) du paragraphe 1 du dispositif, qui concernent les engagements qui doivent être attestés par le Président de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a inséré des montants doubles de ceux qui sont prévus dans la résolution 3045 (XXVII), le montant indiqué dans le cas de la désignation de juges ad hoc étant ajusté en prévision d'augmentations de dépenses. Le Comité consultatif accepte cette modification. Pour que le texte soit plus clair, il recommande cependant d'ajouter les mots "pour la période biennale" après chacun des trois montants indiqués.

98. Au paragraphe 2 du dispositif, le Secrétaire général prévoit qu'il sera rendu compte à l'Assemblée générale des dépenses initialement engagées en vertu de ladite résolution. Comme des dépenses pourront également être ainsi engagées entre la vingt-neuvième et la trentième session de l'Assemblée, le Comité recommande de modifier ce paragraphe de manière que le passage correspondant se lise comme suit : "à sa vingt-neuvième et à sa trentième session".

99. Au paragraphe 17.11 plus loin, le Comité consultatif recommande que l'assistance d'urgence aux gouvernements au titre des secours en cas de catastrophe continue à être financée au moyen de sommes prélevées sur le Fonds de roulement plutôt que de crédits ouverts au budget ordinaire, comme le Secrétaire général l'a proposé. Si l'Assemblée générale accepte la recommandation du Comité consultatif, il faudra insérer un paragraphe à cet effet dans le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de la période biennale 1974-1975.

100. Il faudra peut-être aussi ajouter une disposition semblable en ce qui concerne l'assistance pour l'élaboration de plans de protection contre les catastrophes, selon la décision que l'Assemblée générale prendra à sa vingt-huitième session sur le fond de la question.

Projet de résolution relatif au Fonds de roulement

101. Abstraction faite des modifications qui résultent de l'adoption d'un cycle budgétaire biennal, le texte proposé par le Secrétaire général est identique à celui de la résolution 3046 (XXVII) de l'Assemblée générale, relative au Fonds de roulement pour l'exercice 1973.

102. L'une de ces modifications est l'insertion, à l'alinéa c) du paragraphe 5, des mots "pour l'une quelconque des deux années de la période biennale" après le chiffre "150 000 dollars". De l'avis du Comité consultatif, les mots ainsi ajoutés

sont superflus, puisque ce chiffre est un plafond fixé pour un fonds d'avances remboursables et non une limite imposée au total des dépenses engagées pendant une période déterminée. Le Comité recommande donc de supprimer les mots ainsi ajoutés.

103. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général ne propose pas de modifier le montant du Fonds, ce qui est conforme à la disposition de la partie C du projet de résolution I qui prévoit que la moitié du montant net des dépenses prévues au budget pour toute la période biennale sera mise en recouvrement auprès des Etats Membres au début de chacune des deux années considérées (voir par. 95 ci-dessus).

CHAPITRE III

RECOMMANDATIONS DETAILLEES CONCERNANT LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME

PREVISIONS DE DEPENSES

TITRE PREMIER. POLITIQUES, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

Chapitre premier. Organes directeurs

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	7 583 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	7 526 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	6 734 000

1.1 Au chapitre premier du projet de budget, le Secrétaire général demande des crédits pour les sessions de l'Assemblée générale et celles de ses organes subsidiaires dont le mandat a trait à des questions qui concernent les activités de toute l'Organisation (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, Comité des contributions, Comité des commissaires aux comptes) ou à des questions particulières distinctes des autres activités de fond de l'Organisation (Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, Comité consultatif scientifique des Nations Unies, Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants). Le crédit de 7 583 000 dollars demandé pour la période biennale 1974-1975 dépasse de 849 000 dollars, soit de 12,6 p. 100, le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973.

1.2 Toutefois, le montant susmentionné ne représente pas le total des dépenses relatives aux organes en question : il ne comprend pas le coût du personnel permanent qui les dessert ni les dépenses, autres que les frais d'impression, relatives à la documentation. Dans l'annexe II au projet de budget-programme, le Secrétaire général ventile tous les crédits par programme, y compris l'appui aux programmes. Cela aidera certainement l'Assemblée générale à examiner le budget-programme pour 1974-1975, mais le Comité consultatif espère que, dans tous les chapitres du projet de budget pour 1976-1977, le Secrétaire général jugera possible d'imputer sur chaque programme la totalité des dépenses imputables audit programme, que ce soit directement ou indirectement.

1.3 Il ressort du tableau 1-1 du projet de budget que l'essentiel du crédit demandé au chapitre premier doit permettre de couvrir les dépenses relatives à l'Assemblée générale elle-même (6 459 000 dollars), les dépenses relatives aux autres organes ne représentant guère qu'un peu plus d'un million de dollars. Par rapport aux crédits ouverts pour 1972-1973, les crédits demandés accusent une augmentation de 11,7 p. 100 dans le cas de l'Assemblée générale, de 14,5 p. 100 dans le cas du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de 2,3 p. 100 dans le cas du Comité des contributions, de 28 p. 100 dans le cas du Comité des commissaires aux comptes et de 20 p. 100 dans le cas du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Il n'est pas

prévu de dépenses dans le cas du Comité consultatif scientifique (crédits ouverts pour 1972-1973 : 6 000 dollars), et le crédit demandé pour le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants accuse une diminution de 33,3 p. 100.

1.4 Le crédit demandé pour l'Assemblée générale doit permettre principalement de recruter du personnel temporaire pour les vingt-neuvième et trentième sessions (2 793 000 dollars), de payer les frais de voyage des représentants des Etats Membres qui assisteront à ces sessions (1 234 000 dollars) et d'imprimer les documents officiels de l'Assemblée (2 402 000 dollars). Le crédit demandé pour le personnel temporaire doit permettre de recruter 356 personnes engagées pour des périodes de courte durée tant en 1974 qu'en 1975 (135 administrateurs, 221 agents des services généraux), contre 357 en 1973 (129 administrateurs, 228 agents des services généraux) et 373 en 1972 (139 administrateurs, 234 agents des services généraux). Le crédit demandé pour les dépenses d'imprimerie est un montant brut, calculé compte non tenu des économies qui résulteront de la reproduction de nombreux documents dans les ateliers du Secrétariat. En outre, ce crédit est demandé non seulement pour l'impression des documents officiels de l'Assemblée elle-même mais aussi pour l'impression des documents de tous ses organes subsidiaires, y compris ceux pour lesquels des crédits sont demandés à d'autres chapitres. Le Comité consultatif espère qu'à l'avenir les anomalies budgétaires de ce genre seront éliminées.

1.5 Le Secrétaire général demande que le crédit prévu pour la période biennale pour la réception annuelle de l'Assemblée générale et les déjeuners de travail hebdomadaires organisés par le Président de l'Assemblée soit porté de 24 000 à 30 000 dollars. Comme les ressources budgétaires sont restreintes à l'heure actuelle, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée de n'ouvrir qu'un crédit de 20 000 dollars, soit le double du montant approuvé pour 1973.

1.6 Le Comité approuve les crédits demandés dans les paragraphes 1.8 à 1.16 et 1.21 à 1.24 pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Comité des contributions et le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

1.7 Le crédit demandé pour le Comité des commissaires aux comptes accuse une augmentation de 28 p. 100, passant de 572 000 dollars pour 1972-1973 à 732 000 dollars pour 1974-1975. Le Secrétaire général a calculé ce crédit en fonction de certaines hypothèses quant à la répartition des travaux de vérification et en presumant que la durée des opérations de vérification demeurerait la même qu'auparavant. Le Comité consultatif a eu des entretiens préliminaires avec les commissaires aux comptes pour essayer de trouver des arrangements plus efficaces et plus économiques et il se propose de poursuivre plus à fond l'examen de cette question l'an prochain. Pour l'instant, le Comité recommande d'ouvrir un crédit de 685 000 dollars pour la période biennale, soit 20 p. 100 de plus que le total des crédits ouverts pour 1972-1973.

1.8 Les deux autres organes dont les travaux sont indiqués comme des programmes au chapitre premier (le Comité consultatif scientifique et le Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants) sont différents des autres en ce qu'ils ne s'occupent pas d'activités intéressant l'Organisation tout entière. Le Comité consultatif scientifique ne s'est pas réuni depuis 1971, et le Comité consultatif a appris qu'on ne prévoyait pas de le réunir dans un proche avenir. Le Comité croit savoir que le Secrétaire général se préoccupe activement de l'avenir du Comité consultatif scientifique, y compris de sa dissolution éventuelle. Le

Comité invite instamment le Secrétaire général à faire une recommandation à ce sujet, en tenant compte de ce que, ces dernières années, deux autres organes responsables de questions scientifiques (le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et le Comité de la science et de la technique au service du développement) ont été créés et de ce que d'autres organismes des Nations Unies ont aussi des activités dans ce domaine. Le cas du Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants est un peu différent, puisque l'Assemblée générale a expressément renouvelé son mandat par sa résolution 2905 (XXVII). Mais, vu la nature des activités du Comité, il ne semble pas qu'il convienne d'inscrire les dépenses qu'elles entraînent au chapitre premier, et le Comité consultatif suggère que le Secrétaire général, lorsqu'il établira le projet de budget pour 1976-1977, voie s'il ne vaudrait pas mieux inscrire ces dépenses à l'un des chapitres du budget qui concerne les activités politiques, les activités sociales ou le Programme pour l'environnement.

1.9 Etant donné les observations qui précèdent, en particulier celles qu'il présente dans les paragraphes 1.5 et 1.7, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 7 526 000 dollars au chapitre premier pour 1974-1975, c'est-à-dire de réduire le crédit demandé de 57 000 dollars.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre premier. Organes directeurs 57 000

Chapitre 2. Services relevant directement du Secrétaire général

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	7 134 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	6 903 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	5 906 000

2.1 Les services dont les activités font l'objet du chapitre 2 (où il est également demandé des crédits pour le Secrétaire général lui-même) sont le Cabinet du Secrétaire général, ainsi que les cabinets du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, du Conseiller spécial pour les questions africaines, du Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations et du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. Les dépenses prévues pour la période biennale, d'un montant estimatif de 7 134 000 dollars, accusent une augmentation de 1 228 000 dollars, soit de 20,8 p. 100, par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Cet important accroissement tient pour l'essentiel à l'augmentation des dépenses de personnel, qui est imputable d'une part au relèvement des traitements et de l'indemnité de poste et d'autre part au fait que le Secrétaire général propose de créer 13 postes, dont 9 postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur (1 poste de Secrétaire général adjoint, 2 postes D-1, 1 poste P-5, 1 poste P-4, 2 postes P-3, 2 postes P-2/1). L'effectif de l'ensemble des services passerait ainsi de 128 à 141 (68 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 72 agents des services généraux, dont 19 agents de 1ère classe (G-5); un travailleur manuel). Plusieurs des postes supplémentaires demandés doivent permettre de transformer en postes permanents des postes dont le coût était financé jusqu'à présent au moyen de crédits ouverts pour du personnel

temporaire, si bien que les crédits demandés au titre de ce dernier chef de dépenses accusent une diminution importante. Par contre, les crédits demandés pour des services de consultants représentent le double du total des crédits ouverts à ce titre pour 1972 et 1973, et le crédit demandé au titre des frais de voyage accuse une augmentation d'un tiers.

2.2 Les augmentations de dépenses prévues ne se répartissent pas également entre les sept services, puisqu'elles vont de 15,2 p. 100 dans le cas du Cabinet du Secrétaire général à 58,4 p. 100 dans le cas du Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale et à 68,5 p. 100 dans le cas du Cabinet du Conseiller spécial pour les questions africaines. Les pourcentages d'augmentation élevés enregistrés pour ces deux derniers cabinets sont dus principalement au fait qu'ils ont été créés dans le courant de 1972, de sorte qu'il n'a été engagé de dépenses que pour une partie de cette année-là. Entre ces deux extrêmes, on trouve le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales (augmentation de 23,8 p. 100), le Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (augmentation de 20,5 p. 100) et le Cabinet du Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations (augmentation de 20,3 p. 100). Les crédits demandés pour le Secrétaire général lui-même sont légèrement inférieurs aux crédits ouverts pour 1972 et 1973, car les dépenses faites ces deux années-là pour louer et aménager la nouvelle résidence du Secrétaire général ne se renouvelleront pas.

2.3 Abstraction faite de la diminution susmentionnée des dépenses relatives à la résidence du Secrétaire général, la seule modification importante des crédits demandés pour le Secrétaire général est une augmentation des crédits prévus pour les frais de voyage, qui passeraient de 95 000 à 122 000 dollars pour les raisons qui sont exposées au paragraphe 2.8 du projet de budget. Ce montant doit permettre de couvrir non seulement les frais de voyage du Secrétaire général lui-même, mais aussi ceux des collaborateurs immédiats qui l'accompagnent dans ses déplacements; ce crédit ne couvre pas les frais de voyage des autres fonctionnaires qui peuvent accompagner le Secrétaire général, lesdits frais étant imputés sur les crédits prévus pour les services dont relèvent les fonctionnaires en question.

2.4 Pour le Cabinet du Secrétaire général, la seule modification importante proposée serait la création d'un poste d'administrateur général (D-1) dont le titulaire serait chargé des recherches à faire et des projets de textes à rédiger pour les déclarations publiques et allocutions du Secrétaire général. Le Comité consultatif croit savoir que ces fonctions étaient jusqu'à présent réparties entre plusieurs fonctionnaires supérieurs du Secrétariat.

2.5 Une indemnité pour dépenses spéciales est payable à un directeur (D-2) au Cabinet du Secrétaire général. Le Comité consultatif a appris que c'était là le seul et dernier cas dans lequel le paiement d'une indemnité de ce genre était prévu dans le projet de budget pour 1974-1975.

2.6 Pour le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, le Secrétaire général demande deux postes d'administrateur supplémentaires, l'un de 1ère classe (P-4), dont le titulaire seconderait le Secrétaire général adjoint et serait chargé de tâches spéciales, l'autre de la classe P-2, qui serait destiné à un assistant pour les activités dans le domaine des droits de l'homme, les affaires relatives aux organisations non gouvernementales, les affaires politiques générales et les secours en cas de

catastrophe. Le nombre total des postes permanents d'administrateur attribués à ce cabinet passerait ainsi de 9 à 11. Le Comité consultatif a rappelé qu'un poste d'administrateur général (D-1) avait été ajouté en 1973 au tableau d'effectifs du Cabinet du Secrétaire général adjoint, poste dont le titulaire devait seconder le Secrétaire général adjoint pour tout ce qui concerne les catastrophes naturelles, l'assistance humanitaire et les travaux de l'Assemblée générale (A/C.5/1490, par. 64; A/8708/Add.30, par. 10 24/). Ayant étudié les attributions du Cabinet, le Comité consultatif a conclu que, pour 1974-1975, le renforcement de l'effectif devrait se limiter à la création d'un poste d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2).

2.7 Le crédit demandé pour le Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales devrait permettre de couvrir le coût de deux postes supplémentaires (1 P-5, 1 G-4/1) attribués au secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (le coût des réunions du Comité, qui seront désormais moins fréquentes, est imputé sur le chapitre premier; voir plus haut, par. 2.1). Le Secrétaire général demande en outre pour la période biennale un crédit de 166 000 dollars pour engager des consultants, alors que le total des crédits ouverts à ce titre pour 1972 et 1973 était de 36 000 dollars. A l'appui de cette demande de crédit, le Secrétaire général fait valoir (par. 2.18) que le Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants décidera vraisemblablement à sa prochaine session d'entreprendre l'élaboration d'un nouveau rapport de fond très complet destiné à l'Assemblée générale, et qu'il en résultera un surcroît de travail considérable. Le Comité consultatif a rappelé toutefois que, lorsque le Comité scientifique avait établi son dernier rapport complet (en 1970 et 1971), le montant annuel des crédits nécessaires pour les services de consultants n'avait été que de 50 000 dollars environ. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire le crédit demandé à ce titre pour 1974-1975 et de le ramener à 110 000 dollars. Le Comité considère d'autre part que, puisque l'établissement du nouveau rapport sera étalé sur deux ou trois ans, il y a là une raison suffisante d'ajouter des postes nouveaux au secrétariat du Comité scientifique.

2.8 Le Cabinet du Secrétaire général adjoint, qui est Conseiller spécial pour les questions africaines, a été créé dans le courant de 1972. A ce moment-là, il avait été décidé que le Conseiller spécial serait secondé par quatre fonctionnaires (1 D-1, 1 P-2 et 2 agents des services généraux). Pour 1973, l'Assemblée générale a approuvé une demande de crédit révisée (A/C.5/1490, par. 65) tendant à couvrir le coût de ces postes au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Dans le projet de budget pour 1974-1975, le Secrétaire général demande la transformation des cinq postes en postes permanents, ainsi que la création d'un poste d'agent des services généraux dont le Comité a appris qu'on avait omis, par inadvertance, de l'inclure dans la demande de crédits révisée pour 1973. De plus, le poste d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2) est devenu un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3). Le Secrétaire général demande, en outre, un crédit de 6 000 dollars pour les frais de voyage du Conseiller spécial et de ses collaborateurs immédiats.

24/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 A (A/8708/Add.1 à 30).

2.9 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il continuait de considérer les arrangements pris pour le Cabinet du Conseiller spécial comme des arrangements transitoires auxquels avait donné lieu le remaniement qu'il avait opéré en 1972 à l'échelon le plus élevé du Secrétariat pour répartir différemment certaines attributions. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande de ne pas créer de nouveaux postes et de continuer à couvrir le coût du personnel du Cabinet au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire.

2.10 Les principaux changements proposés dans le projet de budget en ce qui concerne le Cabinet du Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations sont le rétablissement d'un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) supprimé en 1973 25/ et l'ouverture d'un crédit de 30 000 dollars pour le recrutement de consultants qui seront appelés à participer à l'élaboration d'un répertoire des décisions prises par les organismes des Nations Unies en matière de coordination. Le Comité consultatif doute que l'intérêt d'un tel répertoire justifie les dépenses envisagées et recommande que l'on en reconsidère l'utilité. Au cas où le Secrétaire général déciderait que le projet doit être poursuivi, le Comité consultatif estime qu'il devrait l'être dans le cadre des travaux courants du Cabinet, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des consultants. Le Comité consultatif ne voit pas d'objections au rétablissement du poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) mentionné plus haut.

2.11 Les seules modifications importantes proposées en ce qui concerne le Cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève sont une augmentation de 40 p. 100 des crédits prévus pour les frais de voyage (qui passeraient de 25 000 dollars pour 1972-1973 à 35 000 dollars pour 1974-1975) et la création d'un poste d'administrateur (P-2/1) dont le titulaire aiderait à exécuter les tâches administratives du Cabinet. Le Comité consultatif reconnaît que les activités de l'Office de Genève sont de plus en plus nombreuses et complexes, mais il ne pense pas que cela justifie nécessairement un renforcement de l'effectif du Cabinet du Directeur général, qui comprend déjà 10 postes d'administrateur (dont 7 postes d'administrateur hors classe (P-5) ou postes supérieurs) et 14 postes d'agent des services généraux.

2.12 Le tableau 2-2 du projet de budget indique que les dépenses prévues pour les frais de voyage du personnel au chapitre 2 seraient de 237 000 dollars pour 1974-1975, soit 33 p. 100 de plus que les crédits ouverts pour 1972 et 1973. Pour certains services inscrits à ce chapitre, l'augmentation serait même plus grande. Vu les conclusions du Corps commun d'inspection sur l'utilisation des fonds prévus pour les frais de voyage (A/8900), le Comité consultatif conteste ces augmentations; il recommande de réduire le crédit demandé de 11 000 dollars.

2.13 Les réductions que le Comité consultatif recommande dans les paragraphes 2.6, 2.7 et 2.11 ci-dessus en ce qui concerne le personnel demandé, ainsi que l'augmentation de l'abattement au titre des délais de recrutement qu'il recommande au paragraphe 42 du chapitre premier, entraîneront des économies d'un montant total de 122 000 dollars pour la période biennale. En recalculant les dépenses communes

25/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 3.13.

de personnel (voir plus haut, chap. premier, par. 76-77), on réalisera une autre économie de 12 000 dollars. Compte tenu aussi des autres observations qu'il a formulées dans les paragraphes 2.7, 2.10 et 2.12 ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 2 un crédit de 6 903 000 dollars, c'est-à-dire de réduire de 231 000 dollars le crédit demandé.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 2. Services relevant directement du Secrétaire général ... 231 000

TITRE II. ACTIVITES POLITIQUES ET MAINTIEN DE LA PAIX

Chapitre 3. Organes directeurs (Activités politiques et maintien de la paix)

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	2 625 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 444 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	2 491 000

3.1 Le crédit demandé au présent chapitre comprend le montant estimatif des dépenses qui sont nettement imputables aux sessions du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires ainsi que de plusieurs organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Des services fonctionnels sont fournis à tous ces organes par le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, pour lequel des crédits sont demandés au chapitre 4. Le coût de ceux des services de conférence qui seront assurés par du personnel permanent est inscrit au chapitre 29. Pour l'ensemble du chapitre 3, les dépenses à faire varient d'année en année, car elles dépendent de décisions spéciales prises selon les besoins (par exemple, la tenue de réunions du Conseil de sécurité hors du Siège ou l'organisation d'une conférence au cours d'une année donnée).

3.2 Les crédits demandés pour le Conseil de sécurité et ses organes subsidiaires (541 000 dollars pour la période biennale) concernent exclusivement le coût de l'impression des documents officiels. Au paragraphe 3.8 du projet de budget, le Secrétaire général indique que l'augmentation de 157 000 dollars par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 (384 000 dollars) est imputable en partie à l'augmentation des frais d'impression et en partie à l'augmentation probable du volume de la documentation à imprimer, notamment celle du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité concernant la question de la Rhodésie du Sud. Il est impossible de prévoir avec la moindre précision le volume de la documentation du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires, du fait que ces organes se réunissent principalement en fonction d'événements particuliers. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime qu'il est justifié de prévoir une marge pour tenir compte des deux facteurs mentionnés par le Secrétaire général, mais que le montant des crédits demandés au présent chapitre ne peut être tel qu'il permette de faire face à toutes les éventualités. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 41 000 dollars le crédit demandé au projet de budget.

3.3 Le crédit demandé pour la Conférence du Comité du désarmement (864 000 dollars pour la période biennale) a été inscrit au présent chapitre parce qu'on présume que l'Assemblée générale décidera que la Conférence poursuivra ses travaux en 1974 et en 1975. Malgré la hausse des coûts unitaires, le crédit demandé est inférieur de 167 000 dollars au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 (1 031 000 dollars) parce que, comme le Secrétaire général demande au chapitre 29 de transformer en postes permanents pour les services de conférence de Genève des postes antérieurement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire (voir plus loin par. 29.17), on compte recruter pour la Conférence 23 personnes de moins parmi le personnel linguistique engagé pour des périodes de courte durée. Le

Secrétaire général a présumé, pour déterminer le montant des crédits demandés, que la Conférence se réunirait six mois par an au total. Le Comité consultatif a rappelé que, dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1973, il avait déclaré que l'on ne pouvait déterminer avec précision le montant des crédits nécessaires pour la Conférence, car il dépendait de la durée de la session ou des sessions, tenues au cours d'une année donnée. Dans le même rapport, le Comité avait demandé que l'on réduise le nombre des personnes engagées pour des périodes de courte durée spécialement pour la Conférence, puisque cet organe ne se réunissait généralement pas plus de deux fois par semaine, et il avait relevé, à titre d'exemple, le nombre excessif d'huissiers (sept) recrutés pour la Conférence 26/. Le Secrétaire général a communiqué au Comité un tableau détaillé indiquant le nombre et la nature des fonctions des personnes engagées pour des périodes de courte durée dont les services sont prévus par le Secrétaire général dans le projet de budget pour 1974-1975. Il ressort d'une comparaison entre ce tableau et celui qui avait été fourni au Comité en 1972 que l'on ne prévoit pas de réduire le nombre des agents des services généraux engagés pour des périodes de courte durée et qu'il n'a pas été tenu compte de la recommandation du Comité consultatif relative au nombre des personnes affectées à la documentation et à d'autres services d'appui. Etant donné la forte augmentation des traitements des agents des services généraux de Genève, il est désormais plus nécessaire que jamais de faire preuve de l'économie la plus stricte dans le recrutement du personnel engagé pour des périodes de courte durée. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 75 000 dollars le montant des crédits demandés pour la Conférence pour la période biennale.

3.4 La rubrique la plus importante du chapitre 3 est le crédit demandé pour la session de 1974 de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, soit un montant de 1 036 000 dollars, dont 771 000 dollars pour couvrir le coût de la Conférence elle-même, 200 000 dollars pour l'impression des documents de la Conférence et 65 000 dollars pour les services d'un secrétariat spécial pendant six mois de l'année (le représentant spécial du Secrétaire général, qui aura rang de Secrétaire général adjoint, un assistant, une secrétaire et 25 000 dollars pour des services de consultants). On a présumé, pour calculer le montant des crédits demandés, que la Conférence durerait huit semaines; le nombre de personnes prévu pour les services linguistiques permettra de tenir trois séances simultanément (soit un maximum de six séances par jour). Comme la Conférence se tiendra à Santiago, il n'y aura pas d'autres tâches auxquelles on pourra affecter le personnel qui n'aura pas à travailler pour la Conférence lorsqu'une séance sera annulée. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime que le nombre de fonctionnaires envoyés à la Conférence (en particulier de fonctionnaires des services linguistiques) ne doit pas dépasser le minimum indispensable pour assurer efficacement le service de la Conférence. Le Comité consultatif est conscient du fait que le Secrétaire général, lorsqu'il a établi le projet de budget, ne pouvait avoir suffisamment de renseignements détaillés sur l'organisation de la Conférence. Le Comité recommande qu'un rapport complet sur cette question soit présenté à l'Assemblée à sa vingt-huitième session. En attendant que ces nouvelles prévisions de dépenses soient présentées, le Comité recommande de réduire de 50 000 dollars le montant des crédits demandés pour 1974 pour la Conférence sur le droit de la mer.

26/ Ibid., par. 2.4 et 2.5.

3.5 Comme le Secrétaire général l'explique au paragraphe 3.28 du projet de budget, l'essentiel du crédit demandé pour le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concerne 1974, année pendant laquelle le Sous-Comité juridique, qui se réunit alternativement à New York et à Genève, se réunira à Genève. Le crédit demandé comprend un montant de 114 000 dollars pour le recrutement de personnel de conférence pour une période de courte durée. Le Comité a demandé une liste détaillée du personnel que le Secrétaire général compte recruter. Il a constaté que le personnel prévu comprend cinq secrétaires, soit une pour chacun des administrateurs des services organiques qui assisteront à la conférence. Etant donné, en particulier, que ces administrateurs passeront une grande partie de leur temps dans la salle de conférence, la proportion envisagée, soit une secrétaire par administrateur, est de toute évidence excessive. De même, le Comité estime qu'il n'y a pas lieu de demander 14 fonctionnaires pour s'occuper des documents et pour d'autres services d'appui. Pour calculer les crédits demandés pour les services de traducteurs, réviseurs, éditeurs et sténo-dactylographes, on a présumé que des comptes rendus analytiques seraient établis pour toutes les séances du Sous-Comité. Le Comité a rappelé qu'en 1972 le crédit ouvert avait été bien inférieur (60 000 dollars) parce qu'à sa 108ème séance, le 20 décembre 1971, le Comité de l'espace extra-atmosphérique avait décidé, à titre d'essai, que pour les séances de 1972 de son Sous-Comité juridique, il ne serait établi de comptes rendus analytiques que pendant la dernière semaine de la session. Le Comité consultatif a appris qu'à cette session, le Sous-Comité avait décidé de revenir en 1973 à l'ancien système et que des comptes rendus analytiques seraient établis pour toute la durée des sessions. Le Comité consultatif estime qu'il faudrait faire davantage appel au personnel permanent des services linguistiques de l'Office de Genève pour assurer le service du Sous-Comité. Pour les raisons susmentionnées, le Comité consultatif recommande de réduire de 15 000 dollars le crédit demandé pour le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

3.6 Pour les raisons qu'il indique plus haut dans les paragraphes 3.2 à 3.5, le Comité recommande de réduire de 181 000 dollars le crédit demandé au chapitre 3 du projet de budget. Le Comité a appris que ce crédit pourrait subir diverses modifications, en fonction des décisions que les divers organes intéressés doivent encore prendre.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 3. Organes directeurs (Activités politiques et maintien de la paix	181 000

Chapitre 4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	5 805 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	5 607 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	4 945 000

4.1 Le crédit demandé au présent chapitre accuse une augmentation de 860 000 dollars, soit de 17,4 p. 100, par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Toutefois, les deux chiffres ne sont pas absolument comparables du fait que, dans le projet de budget pour 1974-1975, il n'est pas demandé de crédit pour continuer à verser une subvention au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, pour lequel un crédit de 200 000 dollars avait été ouvert pour 1972-1973. Compte tenu de cet ajustement, l'augmentation qui apparaît au chapitre 4 par rapport à 1972-1973 est de 1 060 000 dollars, soit de 22,3 p. 100.

4.2 Moins de la moitié de l'augmentation du crédit demandé est imputable aux augmentations de traitements et de prix. Le reste de l'augmentation est imputable en majeure partie aux facteurs suivants :

- a) Proposition de créer 13 postes nouveaux (2 P-5, 1 P-4, 3 P-3 et 7 postes d'agent des services généraux), tous en 1974;
- b) Huit reclassements de poste;
- c) Augmentation considérable du crédit demandé pour les experts et consultants engagés à titre personnel (178 000 dollars pour 1974-1975, contre 76 000 dollars pour 1972-1973);
- d) Augmentation des subventions à verser aux participants à diverses réunions sur les applications des techniques spatiales et augmentation de diverses dépenses connexes (162 000 dollars en 1974-1975, contre 126 000 dollars en 1972-1973).

4.3 Le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité a été étudié pendant l'été 1971 par le Service de gestion administrative, qui a soumis des recommandations quant à la manière de faire face aux besoins en 1972. Lorsque le Comité consultatif a examiné le chapitre 4, le Secrétaire général n'avait pas encore fini d'examiner le rapport du Service de gestion administrative et n'avait pas encore abouti à des conclusions définitives à ce sujet. Le Comité espère qu'en examinant ce rapport, le Secrétaire général accordera une attention particulière à l'amélioration de la structure du Département. A la demande du Comité, toutefois, le Secrétaire général a indiqué les grandes lignes des principales conclusions du Service de gestion administrative, sur la base desquelles ce service avait recommandé pour le Département en 1972 un tableau d'effectifs comprenant 69 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 36 postes d'agent des services généraux, soit 111 postes au total. Le Comité consultatif a tenu compte des vues du Service de gestion administrative lorsqu'il a examiné les crédits demandés au chapitre 4.

4.4 Pour le programme "Direction exécutive et administration", le Secrétaire général demande un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) au Cabinet de l'adjoint du Secrétaire général adjoint et un poste G-5 pour le Service administratif. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ces deux demandes, qui sont conformes aux recommandations du Service de gestion administrative.

4.5 Le Comité consultatif ne voit pas non plus d'objection à la création d'un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) à la Division des affaires concernant le désarmement où, d'après le paragraphe 4.35 du projet de budget, un arriéré de travaux s'accumule pour ce qui est de l'établissement d'études et de mémoires analytiques. Des retards considérables dans l'exécution du programme de travail de la Division avaient également été constatés par le Service de gestion administrative.

4.6 Pour la Division de l'espace extra-atmosphérique, le Secrétaire général demande un poste d'administrateur hors classe (P-5) supplémentaire et un poste d'agent des services généraux. Il demande aussi que le coût du poste d'administrateur général (D-1) qu'occupe l'expert des applications des techniques spatiales soit désormais imputé sur les crédits ouverts au titre du personnel temporaire, comme l'avait recommandé le Service de gestion administrative, lequel toutefois ne prévoyait pas forcément la nécessité de cette dépense au-delà de 1972. Le Secrétaire général demande à présent que cet arrangement soit maintenu en 1974-1975. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le renforcement proposé de l'ensemble des ressources en personnel de la Division soit entièrement justifié; dans ces conditions, il ne peut appuyer la proposition de créer le poste P-5 demandé.

4.7 Le Comité consultatif approuve la proposition du Secrétaire général de créer à la Section des affaires concernant le fond des mers et des océans un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'agent des services généraux, vu l'expansion des activités de l'Organisation relatives au fond des mers et des océans.

4.8 Par contre, le Comité n'est pas convaincu qu'il y ait lieu de doter le Groupe de l'information politique de la Division des affaires politiques de 3 postes supplémentaires d'agent des services généraux et il recommande de ramener à deux le nombre des postes nouveaux. Le Comité est convaincu qu'il est possible d'améliorer l'efficacité des services de dépouillement de la presse et autres services analogues de rassemblement de l'information qui sont actuellement assurés de façon dispersée dans plusieurs divisions et départements du Secrétariat.

4.9 Le Secrétaire général propose de créer un nouveau groupe, qui relèverait de l'adjoint du Secrétaire général adjoint et qui serait responsable du Programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe. Jusqu'à présent, le Département a fait exécuter ces tâches en répartissant différemment des postes dont il disposait. Le Secrétaire général demande 3 postes (1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux) pour ce groupe. Tout en reconnaissant l'importance des travaux en question, le Comité met en garde contre un compartimentage excessif. Il recommande de ne pas créer le poste P-3, étant entendu que d'autres fonctionnaires du Département aideront, en cas de besoin, ceux qui s'occupent du Programme.

4.10 Dans les paragraphes précédents, le Comité consultatif a recommandé de réduire de 4 (1 P-5, 1 P-3 et 2 postes d'agent des services généraux) les postes nouveaux

demandés au chapitre 4; le Comité a mentionné les services qui pourraient être touchés par ces réductions, mais il sait naturellement que le Secrétaire général est habilité à transférer des postes d'un programme à l'autre à l'intérieur du chapitre, en fonction du volume de travail.

4.11 Au paragraphe 42 du chapitre premier, le Comité consultatif a recommandé qu'on applique au coût de tous les postes nouveaux qui seront approuvés un abattement pour délais de recrutement pour toute la période biennale, et non pour chacune des deux années. Cette recommandation et les recommandations qui sont résumées au paragraphe 4.10 entraîneraient une réduction de 198 000 dollars du crédit demandé au chapitre 4.

4.12 Le Secrétaire général demande au chapitre 4 le reclassement de 8 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur : 1 D-1 à D-2, 2 P-5 à D-1, 1 P-4 à P-5, 3 reclassements à P-4 (dont 2 P-3 à P-4 et 1 P-2 à P-4) et 1 P-2 à P-3. Cela revient à reclasser pratiquement un poste sur huit parmi les postes d'administrateur général (D-1) et d'administrateur des classes inférieures qui ont été approuvés pour 1973. Les recommandations du Comité consultatif à ce sujet sont exposées plus haut dans le chapitre premier (par. 58 et 63).

4.13 L'augmentation considérable du crédit demandé pour les experts et consultants engagés à titre personnel [voir plus haut, par. 4.2 c)] est principalement due au fait que le poste d'administrateur général (D-1) de l'Expert des applications des techniques spatiales, qui était inscrit au tableau d'effectifs en 1972 et 1973, sera désormais financé à l'aide de ce crédit. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce changement. Il est convaincu, toutefois, qu'il faudrait faire preuve de modération dans l'utilisation de fonds prévus pour les consultants et il recommande de réduire de 15 000 dollars le crédit demandé à ce titre.

4.14 L'augmentation du crédit demandé pour couvrir les frais des participants à diverses réunions sur les applications des techniques spatiales et d'autres dépenses connexes [voir plus haut, par. 4.2 d)] est plus importante que la hausse des coûts ne paraît le justifier. Le Comité consultatif recommande donc de réduire de 10 000 dollars le crédit demandé pour la période biennale.

4.15 Pour les raisons qui sont exposées plus haut, au paragraphe 77 du chapitre premier, il faut prévoir au chapitre 4, pour les dépenses communes de personnel, un montant supplémentaire, que le Secrétaire général estime à 25 000 dollars.

4.16 Dans les paragraphes 4.11, 4.12 et 4.14 ci-dessus, le Comité consultatif a recommandé des réductions d'un montant total de 223 000 dollars pour la période biennale. Compte tenu du montant supplémentaire nécessaire pour les dépenses communes de personnel, le Comité recommande de réduire de 198 000 dollars le crédit demandé au chapitre 4, pour le ramener à 5 607 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	198 000

Chapitre 5. Missions spéciales

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	17 042 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	17 022 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	14 837 000

5.1 Le crédit demandé au chapitre 5 concerne quatre missions spéciales des Nations Unies, à savoir : l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et le Dépôt de l'ONU à Pise. Le crédit demandé à ce chapitre doit toutefois permettre de couvrir les dépenses relatives aux missions politiques et de maintien de la paix en général, et si d'autres missions spéciales étaient instituées au cours de la période biennale, les dépenses correspondantes seraient également inscrites au chapitre 5 27/. Contrairement à l'ancien chapitre 17 qui concernait aussi les missions spéciales, le chapitre 5 ne comprend pas certaines missions pour lesquelles, dans le cadre du nouveau mode de présentation du budget établi par programme, des crédits sont prévus séparément au titre du programme auquel chacune d'elles se rapporte 28/.

5.2 Le Secrétaire général ne peut pas prévoir si l'évolution de la situation politique ou d'autres faits nouveaux nécessiteront une modification de l'effectif ou du caractère des missions pour lesquelles des crédits sont demandés au chapitre 5. Il a calculé le montant des crédits qu'il demande en partant de l'hypothèse que ces missions continueront d'exister pendant toute la période biennale et qu'elles auront le même volume d'activités qu'à l'heure actuelle.

5.3 Les crédits nécessaires pour la période biennale se chiffrent à 17 042 000 dollars, soit environ 2,2 millions de dollars de plus que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Cette augmentation est de l'ordre de 15 p. 100, et elle tient principalement aux augmentations probables du coût des biens et services, y compris les traitements et salaires. D'autres facteurs qui contribuent à cette augmentation sont la proposition d'acheter certains éléments de matériel, pour lesquels il n'avait pas été demandé de crédits en 1972 et en 1973, et la création de 8 postes à l'ONUST et d'un poste au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, comme il est indiqué plus loin. Des ajustements de moindre importance sont également proposés, comme la suppression de deux postes d'agent local à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée. Le Comité consultatif a appris que, l'année dernière,

27/ On trouvera dans la note du tableau 5-2 du projet de budget une liste de six missions de ce type, pour lesquelles des dépenses ont été engagées en 1972.

28/ C'est ainsi que les crédits demandés pour le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sont inscrits au Titre V du budget (Egalité des droits et autodétermination des peuples).

le Service de gestion administrative avait étudié les effectifs des quatre missions et que, s'il n'a pas encore fini de rédiger ses rapports, les propositions concernant les effectifs sont néanmoins conformes à ses conclusions.

5.4 Le pourcentage d'augmentation le plus élevé est celui des crédits demandés pour l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (18,9 p. 100); ce pourcentage est plus faible pour le Dépôt de l'ONU à Pise (13,5 p. 100) et pour le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (5,3 p. 100). Le crédit demandé pour la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée est du même montant que le crédit ouvert pour 1972-1973.

5.5 La direction administrative centrale des quatre missions est assurée, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, par le Service des missions (Bureau des services généraux), pour lequel des crédits sont demandés non pas au chapitre 5 mais au chapitre 28-J. D'autre part, la direction d'ensemble des opérations, quant au fond, est confiée au Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, dont les dépenses sont inscrites au chapitre 2 (Services relevant directement du Secrétaire général). Au chapitre premier du présent rapport, le Comité consultatif a fait des observations sur la nécessité d'améliorer le nouveau mode de présentation du budget de manière que les crédits demandés pour chaque activité correspondent, autant que possible, à toutes les dépenses directement et indirectement imputables à ladite activité, et non pas seulement à une partie de ces dépenses, comme c'est le cas à l'heure actuelle.

5.6 A l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, le Secrétaire général propose d'ajouter à l'effectif approuvé pour 1973 quatre observateurs militaires et quatre agents du Service mobile. Toutefois, cette augmentation de l'effectif a pris effet le 30 mars 1973, comme suite à la décision de renforcer l'Organisme pour lui permettre d'établir et de desservir trois postes d'observation supplémentaires dans le secteur Israël-Liban (S/10824/Add.1 et S/10907). En conséquence, des crédits sont demandés pour 1974-1975 pour maintenir l'effectif actuel dont cette mission dispose en fait. Un nouveau crédit de 80 000 dollars est demandé pour l'installation d'un nouvel émetteur et de matériel connexe afin de moderniser le terminal du réseau de télétype-radio H. F. des Nations Unies à Jérusalem, comme l'a recommandé le consultant qui a étudié le réseau de communications des Nations Unies.

5.7 En ce qui concerne le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, un crédit est demandé pour créer un poste d'opérateur radio, vu l'augmentation du volume des communications acheminées sur le réseau radio de l'ONU, dont fait partie la station utilisée par le Groupe d'observateurs à Rawalpindi. Le seul autre changement important proposé est le remplacement, moyennant 81 000 dollars, du matériel radio de Rawalpindi, dans les mêmes conditions qu'à Jérusalem, et sur la base du rapport du même consultant.

5.8 Le seul changement important en ce qui concerne les crédits demandés pour la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée est la suppression de deux postes d'agent local, comme le Service de gestion administrative l'a recommandé.

5.9 Si l'on fait abstraction de l'incidence des augmentations des coûts, les crédits demandés pour le Dépôt de l'ONU à Pise sont du même montant que les crédits ouverts pour 1973-1974. Le crédit demandé pour l'achat de matériel accuse toutefois une augmentation de 10 000 dollars, car il est proposé de remplacer trois véhicules en 1975.

5.10 Trois cent cinquante-sept véhicules des Nations Unies sont affectés aux quatre missions spéciales pour lesquelles des crédits sont demandés au chapitre 5 (323 à l'ONUST, 25 au Groupe d'observateurs militaires dans l'Inde et le Pakistan 29/, 5 à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et 4 au Dépôt de l'ONU à Pise). Après s'être renseigné sur l'utilisation de ces véhicules, le Comité consultatif a conclu que, dans certains cas, il serait possible d'en réduire le nombre sans compromettre l'aptitude des missions à remplir leur mandat. En conséquence, le Comité recommande de réduire de cinq le nombre d'automobiles à l'ONUST, et de prévoir une automobile de moins pour la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et pour le Dépôt de l'ONU à Pise, ce qui entraînerait une économie de 22 000 dollars.

5.11 Etant donné la réduction du volume des activités de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, le Comité a également cherché d'autres moyens de réaliser des économies sur le budget de cette mission, qui est estimé à 529 000 dollars pour la période biennale. Il a appris qu'il serait possible de faire des économies si toutes les sessions de la Commission se tenaient à Séoul, qui est le siège de la Commission, puisque le coût d'une session à Séoul est quatre fois moins élevé qu'à Tokyo. Le Comité recommande donc que les sessions de la Commission aient lieu à Séoul, ce qui entraînerait une économie de 8 000 dollars.

5.12 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, pour les raisons qui sont exposées au paragraphe 77 du chapitre premier, il fallait prévoir un montant supplémentaire de 10 000 dollars au chapitre 5 pour les dépenses communes de personnel.

5.13 Compte tenu des observations qu'il a formulées dans les paragraphes 5.10, 5.11 et 5.12 ci-dessus, le Comité consultatif a conclu que l'on pourrait réduire de 20 000 dollars le crédit demandé au chapitre 5 pour 1974-1975 et le ramener à 17 022 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 5. Missions spéciales	20 000

29/ En outre, le Gouvernement indien et le Gouvernement pakistanais mettent gracieusement 66 véhicules à la disposition du Groupe d'observateurs militaires.

TITRE III. ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Chapitre 6. Organes directeurs - Activités économiques et sociales

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 384 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 324 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	1 745 000

6.1 Les crédits demandés au chapitre 6 doivent permettre de couvrir les dépenses relatives au personnel temporaire (principalement pour les services linguistiques), les frais de voyage et les frais d'impression qu'entraînent les sessions du Conseil économique et social, de ses organes subsidiaires et d'organes connexes, à l'exception de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires, de la Commission des stupéfiants et des commissions économiques régionales, qui font l'objet des chapitres 20, 18 et 8 à 11, respectivement. Les services fonctionnels nécessaires aux organes pour lesquels des crédits sont demandés au chapitre 6 (à l'exception du Conseil d'administration du PNUD) sont assurés par les fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales (chap. 7); en outre, le Département des conférences du Siège et le Service des conférences de Genève (chap. 29) assurent la plus grande partie des services de conférence dont les divers organes en question ont besoin.

6.2 Depuis l'établissement des demandes de crédits initiales pour le chapitre 6, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 1768 (LIV) du 18 mai 1973, dont le paragraphe 16 concerne la périodicité des sessions des organes subsidiaires du Conseil. Les décisions que le Conseil sera en conséquence amené à prendre à sa cinquante-cinquième session à propos du calendrier des conférences pour 1974 et 1975 nécessiteront peut-être une modification des crédits demandés au chapitre 6.

6.3 Si l'on compare des chiffres comparables (c'est-à-dire si l'on déduit du total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 un montant de 544 000 dollars correspondant à des réunions qui ne sont pas prévues pour 1974-1975), le crédit demandé au présent chapitre accuse une augmentation de 183 000 dollars, soit d'environ 15 p. 100, par rapport au crédit ouvert pour 1972-1973.

6.4 Le crédit demandé pour le Conseil d'administration du PNUD (229 000 dollars) pour la période biennale est le plus élevé des crédits prévus au chapitre 6, après le crédit demandé pour le Conseil économique et social lui-même. Le crédit demandé ne concerne que les dépenses relatives au personnel temporaire nécessaire pour les sessions du Conseil d'administration à Genève. Ainsi, la dépense totale à inscrire au budget ordinaire de l'ONU pour assurer les services de conférence nécessaires pour les sessions du Conseil d'administration du PNUD à New York et à Genève dépasse de beaucoup le montant du crédit demandé au chapitre 6.

6.5 Le crédit demandé pour le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (170 000 dollars pour la période biennale) a été calculé sur la base de deux sessions du Comité proprement dit et d'une session de chacun des quatre groupes de travail par an. Le Comité consultatif espère que la décision que le Conseil économique et social prendra à sa cinquante-cinquième session, comme suite à sa résolution 1768 (LIV), permettra de réaliser d'importantes économies sur les dépenses prévues.

6.6 Pour calculer le crédit demandé au chapitre 6, on est parti de l'hypothèse que tous les membres des organes assisteraient à toutes les séances prévues. Or, l'expérience prouve que les membres des organes subsidiaires qui ont droit au remboursement de leurs frais de voyage ou à une indemnité de subsistance ou aux deux n'assistent pas tous aux diverses sessions du commencement à la fin; aussi, le montant des crédits effectivement nécessaires sera-t-il probablement moins élevé.

6.7 Le Secrétaire général devrait, en outre, pouvoir réaliser des économies supplémentaires s'il réduisait le nombre des fonctionnaires envoyés aux sessions des divers organes. A cet égard, le Comité consultatif a tenu compte des recommandations formulées dans le rapport du Corps commun d'inspection sur l'utilisation des fonds prévus pour les frais de voyage à l'Organisation des Nations Unies (A/8900). En outre, il faudrait faire appel le plus possible au personnel permanent pour assurer le service des divers organes, de façon à avoir moins besoin de personnel temporaire.

6.8 Pour les raisons qu'il a exposées dans les deux paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif recommande de réduire de 60 000 dollars le crédit demandé au chapitre 6.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 6. Organes directeurs - Activités économiques et sociales	60 000

Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	33 411 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	32 298 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	27 556 000

7.1 Le chapitre 7 concerne le Département des affaires économiques et sociales et est le principal chapitre du budget-programme qui soit consacré à des activités de fond. Le Secrétaire général demande pour la période biennale un crédit de 33 411 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 5 855 000 dollars (environ 21,2 p. 100) par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Ce pourcentage d'augmentation est un peu plus élevé que pour l'ensemble du projet de budget.

7.2 L'essentiel des crédits demandés à ce chapitre doit permettre de couvrir le coût de onze programmes d'activités de fond, le reste des crédits étant attribué à la direction exécutive et à l'administration, ainsi qu'à l'appui aux programmes. Toutefois, les programmes qui constituent le chapitre 7 diffèrent considérablement les uns des autres, tant par leur ampleur que par le taux d'expansion prévu pour eux en 1974-1975. Cela ressort clairement du tableau ci-après, qui indique, par catégorie de programme et par programme, a) le total global des crédits ouverts au budget ordinaire pour 1972 et 1973, b) les crédits demandés pour 1974-1975, c) le pourcentage d'augmentation, et d) l'importance respective des crédits inscrits au budget ordinaire qui seront alloués en 1974-1975 à chaque catégorie de programme ou programme, exprimée en pourcentage du total des crédits demandés au chapitre 7.

7.3 En réponse aux questions du Comité consultatif, le Secrétaire général a indiqué que l'augmentation prévue pour 1974-1975 était principalement imputable au coût accru des biens et des services. Toutefois, un montant d'environ 1,6 million de dollars, soit 5,8 p. 100 du total des crédits ouverts pour 1972 et 1973, représente, de l'avis du Secrétaire général, une augmentation réelle des moyens dont dispose le Département.

7.4 Avant d'examiner le chapitre 7, le Comité consultatif a attendu d'être saisi des observations fort judicieuses du Comité du programme et de la coordination (CPC), qui s'est réuni spécialement en juin 1973 pour examiner les aspects du programme de travail et budget pour 1974-1975 et du plan à moyen terme pour 1974-1977 qui concernent les activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme 30/. A cette session, le Comité a concentré son attention sur les propositions relatives au Département des affaires économiques et sociales.

7.5 Dans son rapport, le Comité du programme et de la coordination a relevé un certain nombre de défauts dans la présentation du budget-programme et a formulé des recommandations pour y remédier. D'une manière générale, ses conclusions sont analogues à celles auxquelles le Comité consultatif est parvenu lui-même et qu'il a exposées plus haut, dans les paragraphes 9 à 22 du chapitre premier, au sujet du budget-programme dans son ensemble. Dans le cas du chapitre 7, certains défauts de présentation ont particulièrement préoccupé le Comité consultatif car, du fait de ces défauts, il lui était difficile de déterminer si les avantages des programmes étaient en rapport avec leur coût, si les programmes pourraient être exécutés par des moyens plus économiques, et s'il ne serait pas avantageux de remplacer certains programmes par d'autres. Bien que le Secrétaire général ait informé le Comité consultatif et le Comité du programme et de la coordination 31/ qu'il avait eu initialement l'intention d'établir le programme et les demandes de crédits pour le chapitre 7 à partir d'une "base zéro", c'est-à-dire une base impliquant le réexamen des raisons d'être et du coût de toutes les activités actuelles, en même temps que l'examen des propositions concernant des activités nouvelles, les prévisions établies sont bien loin de correspondre au but ainsi visé, et rien ne donne à penser qu'on a mis un terme

30/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364).

31/ Ibid., par. 9 et 13.

<u>Catégorie de programme et programme</u>	<u>Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973</u> (milliers de dollars)	<u>Crédits demandés pour 1974-1975</u>	<u>Pourcentage d'augmen- tation</u>	<u>Pourcentage du total des crédits demandés au chapitre 7 pour 1974-1975</u>
<u>Direction exécutive et administration</u>	365	367	0,5	1,1
<u>Programmes d'activités :</u>				
Planification, projections et poli- tiques relatives au développement	3 647	5 029	37,9	15,1
Finances publiques et institutions financières	813	908	11,7	2,7
Statistiques	4 982	5 785	16,1	17,3
Administration publique	1 195	1 558	30,4	4,7
Transports et tourisme	553	716	29,5	2,1
Ressources naturelles	1 792	2 136	19,2	6,4
Economie des océans et océanologie .	326	662	103,1	2,0
Science et technique	849	993	17,0	3,0
Développement social et affaires humanitaires	3 602	4 143	15,0	12,4
Population	1 915	1 933	0,9	5,8
Peuplements humains	1 850	2 319	25,4	6,9
<u>Appui aux programmes</u>				
Gestion des activités de coopération technique	2 828	3 041	7,5	9,1
Administration et services communs .	2 839	3 821	34,6	11,4
Total	<u>27 556</u>	<u>33 411</u>	<u>21,2</u>	<u>100,0</u>

aux activités d'intérêt marginal pour les remplacer par des tâches plus urgentes. En fait, le Secrétaire général reconnaît cet état de choses dans le paragraphe 16 de son avant-propos au projet de budget-programme. On n'a pas attribué expressément d'ordre de priorité aux programmes ou éléments de programme, encore que les ressources que le Secrétaire général propose d'allouer à chacun d'eux donnent une indication de l'importance qu'il leur accorde, compte tenu des objectifs fixés par les organes intergouvernementaux compétents.

7.6 Environ 93 p. 100 des dépenses prévues au chapitre 7 correspondent aux traitements et dépenses connexes, et la majeure partie de l'augmentation des moyens dont dispose le Département, que le Comité a mentionnée plus haut au paragraphe 7.3, consisterait en personnel supplémentaire. Le Secrétaire général propose d'ajouter au Département 35 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 23 postes d'agent des services généraux (certains pour toute la période biennale et d'autres à partir de 1975). L'effectif du Département passerait ainsi de 694 (364 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 330 agents des services généraux), chiffre approuvé pour 1973, à 752 (399 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 353 agents des services généraux) (projet de budget, tableau 7-3). Le Secrétaire général propose en outre de reclasser 10 postes, tous dans la catégorie des administrateurs et dans les catégories supérieures, dont un poste de Directeur (D-2) qui serait reclassé à Sous-Secrétaire général. Les recommandations du Comité consultatif relatives à ces reclassements sont formulées dans les paragraphes 59, 60, 63 et 66 du chapitre premier.

7.7 A cet égard, le Comité consultatif a rappelé que le Service de gestion administrative avait terminé en 1971 son étude initiale des effectifs du Département des affaires économiques et sociales. Le Secrétaire général a ensuite commencé à appliquer un certain nombre de recommandations découlant de cette étude, en faisant appel à cette fin à une série de "groupes d'action" (A/C.5/1380 et Corr.1). Toutefois, la réorganisation du Département qu'il proposait a été remise à plus tard (A/8408/Add.13 32/ et A/C.5/1430). Le Comité consultatif a appris que le Service de gestion administrative avait entrepris depuis lors une étude des besoins en personnel du Département et que ses conclusions seront probablement connues vers la fin de 1973. En attendant, le Comité consultatif a eu quelque difficulté à évaluer les besoins en personnel du Département, en particulier parce que l'une des principales faiblesses du projet de budget-programme pour 1974-1975 est qu'il n'établit pas de rapport cohérent entre ces besoins et les programmes.

7.8 Le Comité n'a toutefois pas perdu de vue le fait que le total global des ressources en personnel dont dispose le Département est beaucoup plus important que le total des ressources qui consistent en postes permanents. Ces ressources globales comprennent en particulier pour 1974-1975 environ 375 postes (dont plus de 200 seraient des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur) qui sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires diverses (PNUD, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Fonds d'affectation spéciale, etc.) représentant un montant total d'environ 15,5 millions de dollars. Dans bien des cas, ces postes sont destinés à appuyer des activités opérationnelles

32/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8A (A/8408/Add.1 à 30).

mais, dans d'autres cas, ils sont utilisés sensiblement de la même manière que les postes inscrits au budget ordinaire et leurs titulaires accomplissent, pour l'essentiel, le même genre de travail. De plus, le Département a toujours eu à sa disposition des ressources importantes pour engager des consultants à titre personnel et financer des groupes spéciaux d'experts - les crédits demandés à ces fins pour 1974-1975 s'élèvent respectivement à 1 413 000 dollars et 494 000 dollars - ce qui augmente sensiblement le nombre d'années de travail de fonctionnaire dont le Secrétaire général dispose pour exécuter les programmes prévus au chapitre 7.

7.9 Ce sont là certaines des considérations générales que le Comité consultatif avait présentes à l'esprit lorsqu'il a formulé les recommandations qu'il expose ci-après au sujet des divers programmes et éléments de programme prévus au chapitre 7.

a) Direction exécutive et administration

7.10 Le Comité consultatif approuve le crédit demandé pour ce programme, qui est maintenu en gros au même montant qu'en 1972 et 1973.

b) Planification, projections et politiques relatives au développement

7.11 Ce programme est l'un des plus importants que le Département des affaires économiques et sociales exécute et l'augmentation qu'accuse le crédit demandé (37,9 p. 100) est parmi les plus élevées. Le Secrétaire général demande 16 postes nouveaux (dont 8 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur) dont 10 seraient créés en 1974 et les autres en 1975. Le poste de Directeur du Centre, actuellement poste de Directeur (D-2), serait reclassé à Sous-Secrétaire général. Le crédit ouvert pour les frais de voyage du personnel en mission accuserait une augmentation d'environ 37 p. 100 (passant de 27 000 à 37 000 dollars).

7.12 Au cours des délibérations du Comité consultatif, il est apparu que, dans la plupart des cas, si le Secrétaire général demandait des postes nouveaux pour ce programme, c'était parce que : a) le Centre devait assumer des responsabilités plus étendues en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement et certaines activités de planification sous-régionale; b) certaines fonctions en matière de planification sociale qui incombaient jusqu'à présent à la Division du développement social avaient été confiées au Centre, sans que tous les postes correspondants y aient été transférés, et c) un groupe distinct avait été créé, à la demande du Comité de la planification du développement, pour desservir ce comité. Le Comité consultatif partage la préoccupation que le Comité du programme et de la coordination a exprimée au sujet de ce dernier arrangement qui, à première vue, ne semble pas être de nature à favoriser l'utilisation la plus efficace possible du personnel du Centre 33/. Le Comité admet que le Centre a un rôle capital à jouer dans l'analyse et le contrôle du développement économique et social, mais il note que les commissions économiques régionales jouent elles aussi un rôle actif dans ce domaine; en fait,

33/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 36.

l'examen des programmes des commissions donne à penser qu'il n'y a pas toujours de distinction nette entre ces programmes et certaines des activités du Centre au Siège. Le Comité consultatif a conclu que les effectifs du Centre devraient être renforcés dans des proportions plus modestes que ne le proposait le Secrétaire général : il recommande la création de 5 postes d'administrateur (2 P-5, 2 P-4, 1 P-3) et de 4 postes d'agent des services généraux.

7.13 Tout en reconnaissant l'importance de ce programme, le Comité consultatif estime que l'augmentation des crédits prévus pour les frais de voyage du personnel est excessive, vu en particulier les conclusions du Corps commun d'inspection à ce sujet (A/8900) 34/. Le Comité recommande de réduire de 7 000 dollars le crédit demandé pour les frais de voyage.

c) Finances publiques et institutions financières

7.14 Le Secrétaire général ne demande pas de postes nouveaux ni de reclassements de postes pour ce programme, et l'augmentation du crédit demandé est principalement imputable à la hausse des coûts. Le Comité consultatif approuve le montant demandé. Cependant, il espère que le Secrétaire général examinera de près les défauts du programme qui ont été relevés par le Comité du programme et de la coordination.

d) Statistiques

7.15 Pour ce qui est des ressources à prévoir au budget ordinaire, c'est là le plus vaste programme du Département des affaires économiques et sociales. Le Secrétaire général propose de créer 14 postes (8 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, et 6 postes d'agent des services généraux) dont 3 étaient antérieurement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Huit des postes nouveaux seraient créés en 1974 et les autres en 1975. Le Secrétaire général demande également le reclassement de deux postes P-2 à P-3. Le crédit ouvert pour les frais de voyage du personnel augmenterait d'environ 42 p. 100 (passant de 19 000 dollars en 1972 et 1973 à 27 000 dollars en 1974-1975).

7.16 Le Comité consultatif a appris qu'un grand nombre des postes nouveaux sont demandés pour permettre de réorganiser et de réorienter certaines activités du Bureau de statistique. Le Comité estime qu'on n'a pas tenu suffisamment compte des économies que cette réorganisation permettrait de réaliser. D'autre part, lorsque le Comité a examiné d'autres programmes de l'ONU dans les domaines économique et social, il a constaté que ces programmes comportaient de multiples activités en matière de statistique ou dans des domaines connexes, et il a suggéré qu'on en tirerait meilleur parti si elles étaient plus étroitement coordonnées. En conséquence, le Comité recommande de prévoir un rythme d'expansion un peu plus lent pour le programme de statistique du Département des affaires économiques et sociales et de s'attacher davantage à améliorer la division du travail entre les nombreux services intéressés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Département. Il approuve la création de 7 postes nouveaux (1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux).

34/ Voir aussi résolution 3048 (XXVII) de l'Assemblée générale.

7.17 Pour des raisons semblables à celles qu'il a exposées au paragraphe 7.13 ci-dessus, le Comité recommande de réduire de 6 000 dollars le crédit demandé pour les frais de voyage du personnel au titre du programme de statistique.

e) Administration publique

7.18 Il s'agit là d'un des programmes les plus limités du Département des affaires économiques et sociales, mais le taux d'accroissement du crédit demandé (30 p. 100 environ) est l'un des plus élevés. Deux postes d'administrateur seraient ajoutés aux 16 postes actuels, l'un en 1974 et l'autre en 1975. Le reste de l'augmentation est imputable à la hausse des coûts et à des modifications du programme de publications.

7.19 Le Comité du programme et de la coordination a été frappé de la fragmentation manifeste de ce programme et a recommandé d'appeler l'attention de la troisième réunion d'experts du programme des Nations Unies en matière d'administration publique sur la nécessité de concentrer davantage les efforts 35/. D'autre part, les recherches faites par le Comité consultatif lui-même indiquent qu'il faudrait lier plus étroitement ce programme aux activités des commissions économiques régionales, en particulier de la Commission économique pour l'Afrique, dans le domaine de l'administration publique. Dans ces conditions, le Comité estime qu'il serait prématuré à ce stade d'accroître les ressources du programme.

f) Transports et tourisme

7.20 L'augmentation qu'accuse le crédit demandé pour ce programme, l'un des plus modestes que le Département des affaires économiques et sociales exécute, est principalement imputable à la proposition de créer en 1975 2 postes d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux; le nombre des fonctionnaires affectés au programme dont les postes sont inscrits au budget ordinaire passerait ainsi de 12 à 15. Etant donné l'intérêt qu'un grand nombre de gouvernements portent à ce programme, en particulier à l'élément transports, le Comité consultatif approuve les postes nouveaux. Il a l'intention d'examiner de près les arrangements qui seront pris pour coordonner l'élément tourisme du programme avec les activités de l'organisation mondiale du tourisme lorsqu'elle aura été créée 36/.

g) Ressources naturelles

7.21 Pour ce programme, le Secrétaire général demande 4 postes d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux de plus, dont 2 postes d'administrateur seraient créés en 1974, les autres l'étant en 1975. Compte tenu du transfert d'un poste d'agent des services généraux aux services administratifs du Département des affaires économiques et sociales, l'effectif inscrit au budget ordinaire passerait de 38 à 42 (25 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 17 agents des services généraux). Le coût de 51 autres postes (dont 32 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur) serait imputé sur des ressources

35/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 44 et 97.

36/ Ibid., par. 45.

extra-budgétaires (projet de budget, tableau 7.17). Les crédits demandés pour les frais de voyage du personnel augmenteraient d'environ deux tiers (passant de 19 000 dollars en 1972-1973 à 32 000 dollars pour la prochaine période biennale).

7.22 Tout en approuvant ce programme d'une manière générale, le Comité du programme et de la coordination a eu l'impression qu'il englobait peut-être trop d'activités d'intérêt marginal ou dont d'autres organismes pourraient s'occuper plus efficacement. Le Comité s'est aussi inquiété de l'importance des ressources allouées à l'élément formulation et direction du programme (618 000 dollars pour la période biennale, soit plus qu'aucun des éléments de fond du programme dans le secteur des ressources naturelles) ^{37/}. Le Comité consultatif note que le programme devra être revu compte tenu des nombreuses décisions que le Conseil économique et social a prises dans le domaine des ressources naturelles à sa cinquante-quatrième session. On aura ainsi l'occasion de rationaliser le programme de la façon suggérée par le Comité du programme et de la coordination, non seulement pour qu'il réponde mieux aux besoins exprimés par les gouvernements, mais aussi pour en réduire le coût. Dans ces conditions, le Comité consultatif a estimé qu'il n'y avait pas de raison d'augmenter le personnel affecté à ce programme dans les proportions proposées par le Secrétaire général; il recommande la création d'un poste P-4.

7.23 Le Comité recommande de réduire de 8 000 dollars le crédit demandé pour les frais de voyage au titre de ce programme, pour les mêmes raisons que celles qu'il a exposées dans le paragraphe 7.13 ci-dessus.

h) Economie des océans et océanologie

7.24 Bien qu'il s'agisse là du programme de fond le plus modeste du chapitre 7, le pourcentage d'augmentation qu'accuse le crédit demandé (plus de 100 p. 100 pour la période biennale) est le plus élevé. Deux postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux seraient créés, dont la moitié en 1974 et le reste en 1975. Le nombre de postes attribués à ce programme passerait ainsi de 11 à 15, dont 9 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur. Le nombre de postes d'administrateur approuvés était seulement de 4 en 1972 et de 7 en 1973. Le Secrétaire général propose de reclasser à P-3 un poste P-2.

7.25 Le Comité consultatif a relevé, au paragraphe 7.170 du projet de budget, que les travaux préparatoires à la prochaine Conférence sur le droit de la mer et la nécessité d'assurer le service de cette conférence sont l'une des principales raisons pour lesquelles des postes supplémentaires sont demandés. Le Comité a appris que l'on avait omis de tenir compte de ces besoins l'année dernière lorsque le Secrétaire général avait présenté à l'Assemblée générale un état des incidences administratives et financières du projet de résolution (A/C.5/1496) qui est devenu par la suite la résolution 3029 A (XXVII) de l'Assemblée générale. Le Comité espère que l'importance accrue donnée à la planification et l'adoption de la budgétisation par programme permettront d'éviter à l'avenir les omissions de ce genre.

^{37/} Ibid., par. 47.

7.26 Bien que les ressources que le Secrétaire général propose d'allouer à ce programme en 1974-1975 soient relativement réduites (662 000 dollars pour la période biennale), il faut les envisager compte tenu des activités poursuivies par d'autres organismes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, dans le domaine de l'économie des océans et de l'océanologie, c'est ce qu'a indiqué le Comité du programme et de la coordination dans ses observations sur le programme 38/. A ce propos, le Comité consultatif a constaté que les crédits demandés pour le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité et les crédits demandés pour le Service juridique ont été, dans les deux cas, calculés compte tenu des travaux à faire pour la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer [projet de budget, par. 4.69 et 26.30 c) iii)]. Lorsqu'on évalue la nécessité de nouveaux postes permanents, il faut également tenir compte du fait que le volume de travail qui résultera de cette conférence sera peut-être moins lourd que lorsqu'il s'agira de faire les préparatifs pour la Conférence et d'en assurer le service. En outre, il est peu vraisemblable que la création des postes demandés pour 1974 contribue au succès de la première session de la Conférence (avril/mai 1974), car il serait difficile de recruter d'ici là les fonctionnaires nécessaires. Ces considérations ont amené le Comité consultatif à conclure que, pour l'instant, 2 postes supplémentaires devraient suffire (1 poste P-5 et un poste d'agent des services généraux). Le Secrétaire général demande pour ce programme un total de 40 mois de travail de consultant pour la période biennale, ce qui devrait permettre de répondre à tous les besoins supplémentaires que la Conférence pourrait entraîner pendant cette période.

i) Science et technique

7.27 Le Secrétaire général ne demande pas de postes nouveaux pour ce programme en 1974-1975, mais il demande le reclassement de 2 postes (1 P-4 à P-5 et 1 P-2 à P-3). De plus, le crédit demandé pour les frais de voyage du personnel accuse une augmentation de 40 p. 100 (il passerait de 10 000 dollars à 14 000 dollars).

7.28 Pour les mêmes raisons que celles qu'il a exposées dans les paragraphes 7.13, 7.17 et 7.23 ci-dessus au sujet d'autres programmes, le Comité consultatif recommande de réduire de 2 000 dollars le crédit demandé pour les frais de voyage du personnel. Il espère que le programme sera revu compte tenu des observations que le Comité du programme et de la coordination a faites sur le choix des activités du programme et la nécessité d'éviter les doubles emplois avec d'autres programmes 39/.

j) Développement social et affaires humanitaires

7.29 Ce programme relève du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, qui a à sa tête un sous-secrétaire général. Le Centre, qui a été créé en 1972 par le Secrétaire général à l'occasion d'une réorganisation administrative, cumule les activités dont s'occupait auparavant la Section de la condition de la femme de la Division des droits de l'homme et la plupart des tâches qui étaient confiées jusqu'alors à la Division du développement social du Département

38/ Ibid., par. 49 et 50.

39/ Ibid., par. 51.

des affaires économiques et sociales 40/. La Section de la condition de la femme est devenue le Service de la promotion de l'égalité des hommes et des femmes, dirigé par un directeur adjoint, qui dépend du Sous-Secrétaire général. La Division du développement social ne comprend plus que trois sections : la Section du développement des institutions et de la participation de la population, la Section de l'intégration et de la protection sociales, et la Section de la prévention du crime et de la justice pénale. Elle a à sa tête un directeur, qui dépend également du Sous-Secrétaire général. Une petite division des affaires sociales rattachée à l'Office des Nations Unies à Genève relève, pour les questions de fond, du Directeur de la Division du développement social.

7.30 Les propositions concernant les effectifs du Centre au Siège figurent au paragraphe 7.209 du projet de budget. Les seules modifications notables seraient la création de deux postes (1 P-3 et 1 P-2) et le reclassement d'administrateur général (D-1) à directeur (D-2) du poste de chef du Service de la promotion de l'égalité des hommes et des femmes. A Genève, deux nouveaux postes (1 P-3 et 1 G-5) seraient créés et le poste de chef du service serait reclassé d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1) (projet de budget, par. 7.234). L'effectif total du Centre, compte tenu du transfert de deux postes d'agent des services généraux aux services administratifs du Département, et y compris les fonctionnaires en poste à Genève, passerait de 86 (51 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 35 agents des services généraux) à 88 (54 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 34 agents des services généraux).

7.31 Lorsqu'il a examiné les postes nouveaux demandés par le Secrétaire général pour ce programme, le Comité consultatif a constaté que, sur la base de son étude de la Division des droits de l'homme, le Service de gestion administrative avait recommandé de supprimer un poste d'administrateur à la Section de la condition de la femme, dont le mandat a depuis lors été confié au Centre du développement social et des affaires humanitaires. Le Comité, en outre, a tenu compte du fait que certaines des attributions de la Division du développement social ont été confiées au Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement sans que tous les postes correspondants aient été transférés au Centre (voir par. 7.12 ci-dessus). Il a noté par ailleurs que le Comité du programme et de la coordination n'était pas entièrement satisfait du programme du Centre et avait recommandé de lutter contre la tendance à une dispersion des efforts. Les risques de double emploi, qui ont également été évoqués au Comité du programme et de la coordination 41/, préoccupent particulièrement le Comité consultatif, notamment en ce qui concerne les responsabilités dans le domaine des droits de l'homme. Le Comité n'a pas trouvé de répartition nette des responsabilités entre le Centre (qui s'occupe notamment de la justice pénale, de la jeunesse et de l'égalité de droits et de chances pour les deux sexes) et la Division des droits de l'homme. En outre, le Comité a pu constater que certains fonctionnaires supérieurs des services intéressés partageaient son incertitude. Il recommande donc que les fonctionnaires du Secrétariat qui ont des responsabilités dans le domaine des droits de l'homme aient des consultations, sous les auspices du Secrétaire général,

40/ Les autres attributions de la Division du développement social, y compris celles des sections des études sociales et de la planification sociale, ont été transférées (ainsi que certains des fonctionnaires de ces services) au Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement.

41/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 53 et 54.

afin de délimiter officiellement leurs domaines de compétence respectifs, compte tenu des désirs des organismes intergouvernementaux qu'ils desservent. Le projet de budget-programme pour les périodes biennales à venir pourrait tenir compte de l'accord intervenu.

7.32 Le Comité consultatif a noté que, bien qu'elle relève, pour les questions de fond, de la Division du développement social du Siège, la Division des affaires sociales de Genève était placée depuis 1966 sous la supervision générale du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (ST/SGB/128). Comme les travaux de la Division concernent essentiellement l'Europe (ST/SGB/128/Amend.10), il y aurait peut-être avantage à la rattacher plus étroitement à la Commission pour les questions de fond. Le Comité consultatif croit savoir que telle avait été la conclusion préliminaire du Service de gestion administrative lorsqu'il avait étudié les deux services en question, mais que l'on n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

7.33 Compte tenu des observations ci-dessus, le Comité consultatif a conclu qu'il suffirait, pour renforcer ce programme en 1974-1975, de créer un poste de P-3 au Siège.

7.34 Le crédit de 45 000 dollars demandé pour les frais de voyage du personnel au titre de ce programme est supérieur de 73 p. 100 aux crédits ouverts pour 1972-1973 et, comme il l'a fait dans le cas d'autres programmes, le Comité consultatif recommande de le réduire de 15 000 dollars.

k) Population

7.35 Pour ce programme, le Secrétaire général propose un certain nombre d'ajustements dans les ressources en personnel (projet de budget, par. 7.241), dont l'effet net serait d'ajouter un poste d'administrateur (P-2) 42/ et un poste d'agent des services généraux et de reclasser un poste d'administrateur hors classe (P-5) à administrateur général (D-1). On prévoit une augmentation des dépenses d'imprimerie, mais elle serait presque entièrement compensée par une forte réduction des dépenses au titre des frais de voyage du personnel. Le total des ressources allouées au programme pour 1974-1975 serait sensiblement égal au montant des crédits ouverts pour 1972-1973. En revanche, les ressources extra-budgétaires dont pourrait disposer le programme augmenteraient d'environ 58 p. 100 (passant de 1 558 000 dollars à 2 464 000 dollars).

7.36 Comme le Comité du programme et de la coordination 43/, le Comité consultatif a eu du mal à faire la distinction entre les activités de caractère permanent prévues à ce programme et les activités liées au Congrès mondial de la population de 1974, qui seront en majeure partie financées par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Il n'a donc pas été facile d'évaluer les besoins en personnel inscrits au budget ordinaire par rapport aux besoins en

42/ Transféré du programme concernant l'administration et les services communs.

43/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 55.

personnel dont le coût est imputé sur le Fonds. Ces difficultés ont été aggravées encore par le fait qu'il n'est pas aisé d'établir une correspondance entre les ajustements en matière de personnel exposés au paragraphe 7.241 du projet de budget et le volume de travail de la Division de la population. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas de justification suffisante pour créer de nouveaux postes pour ce programme.

1) Peuplements humains

7.37 L'augmentation d'environ 25 p. 100 qu'accuse le crédit demandé pour le programme relatif aux peuplements humains est principalement imputable à la proposition de créer 5 postes nouveaux (2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux) 44/, à une augmentation du programme de publications (qui passerait de 73 000 dollars pour 1972 et 1973 à 120 000 dollars pour 1974-1975) et à la hausse des coûts. Les observations du Comité du programme et de la coordination sur ce programme ont consisté, en substance, à dire que celui-ci était trop dispersé et qu'il fallait se concentrer davantage sur les tâches prioritaires si l'on voulait que les activités soient en rapport avec les ressources disponibles. Ce comité a également constaté l'interdépendance étroite existant entre ce programme et de nombreux autres programmes du système des Nations Unies, notamment ceux du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des commissions économiques régionales 45/. Le Comité consultatif approuve la création des 2 postes d'administrateur demandés, mais recommande de ramener de 3 à 1 le nombre des postes d'agent des services généraux.

m) Gestion des activités de coopération technique

7.38 Abstraction faite du transfert de deux postes d'assistant administratif (avec les attributions qui s'y attachent) aux services administratifs du Département, le Secrétaire général ne propose pas de modification de l'effectif alloué à ce programme pour 1974-1975. L'augmentation du coût estimatif du programme est entièrement imputable à la hausse des coûts.

7.39 Le Comité consultatif approuve le crédit demandé pour ce programme. Cependant, il partage l'opinion exprimée par le Comité du programme et de la coordination dans son rapport, à savoir que le programme de travail et budget devrait donner plus de renseignements sur les travaux réalisés au titre de ce programme et sur la manière dont les fonds pour frais généraux versés par le PNUD sont répartis entre ce programme et d'autres programmes du Département des affaires économiques et sociales 46/.

44/ Etant donné qu'un poste d'assistant administratif serait transféré, avec les attributions qui s'y attachent, aux services administratifs du Département, l'augmentation nette des effectifs serait de quatre postes.

45/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 12 (E/5364), par. 57.

46/ Ibid., par. 60 et 62.

n) Administration et services communs

7.40 En pourcentage, l'augmentation des crédits demandés pour ce programme est plus forte que pour la plupart des autres programmes du Département (34,6 p. 100). Cette augmentation est imputable à la proposition de créer 3 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, au transfert au programme de 9 postes d'agent des services généraux chargé de tâches administratives prélevés sur l'effectif d'un certain nombre de programmes de fond, et au reclassement d'un poste P-2 à P-3. L'inclusion d'un nouveau crédit pour des travaux contractuels d'édition (40 000 dollars pour la période biennale) contribue aussi à l'augmentation. Le Comité consultatif a rappelé qu'avant 1971 les travaux d'édition du Département des affaires économiques et sociales étaient confiés à trois fonctionnaires détachés du Service des conférences. Après que ce dernier service eut été étudié par le Service de gestion administrative, le Secrétaire général a recommandé de transférer les 3 postes d'administrateur en question au Département des affaires économiques et sociales. Toutefois, le Secrétaire général s'était engagé à l'époque à ne pas inscrire ces postes au tableau d'effectifs du Département des affaires économiques et sociales pour 1971 47/. Depuis lors, ces postes ont été financés à l'aide de crédits correspondant à des postes du tableau d'effectifs global demeurés vacants. Pour régulariser cette situation, le Secrétaire général demande maintenant deux postes d'administrateur de 1ère classe (P-4); il se propose de fournir le troisième éditeur en transférant un poste d'un autre service du Département. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création des nouveaux postes. Mais il recommande de supprimer le crédit demandé pour les travaux contractuels d'édition, à cet égard, le Comité estime qu'il faudrait instituer des arrangements permanents qui permettent à un service d'édition qui a besoin d'être renforcé provisoirement de faire appel aux ressources en personnel des services d'édition du Département des conférences et d'autres secteurs du Secrétariat.

7.41 Si les recommandations ci-dessus du Comité consultatif sont acceptées, le nombre des postes qui seraient ajoutés au tableau d'effectifs du Département des affaires économiques et sociales pendant la période biennale 1974-1975 serait réduit comme suit :

47/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8008/Add.1-15), document A/8008/Add.4, par. 23.

	<u>Postes nouveaux</u>	
	<u>Demandés par le</u> <u>Secrétaire général</u>	<u>Recommandés par le</u> <u>Comité consultatif</u>
D-1	5	2
P-5	7	6
P-4	9	7
P-3	11	5
P-2/1	2	0
	<hr/>	<hr/>
Total partiel	<u>34</u>	<u>20</u>
Agents des services généraux	22	10
TOTAL	<u>56</u>	<u>30</u>

En outre, des réductions d'un montant total de 38 000 dollars seraient apportées au crédit demandé pour les frais de voyage du personnel et le crédit de 40 000 dollars demandé pour les travaux contractuels d'édition serait supprimé. Il n'y aurait pas changement dans le tableau d'effectifs qui a été approuvé pour 1973 pour la Division des affaires sociales de Genève.

Consultants

7.42 Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a fait porter ses observations et recommandations sur chacun des programmes et éléments de programme prévus au chapitre 7. Toutefois, dans le cas de certains crédits budgétaires, notamment ceux qui sont demandés pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts, le nouveau budget-programme ne se prête pas encore facilement à une ventilation par programme. Les prévisions de dépenses au titre des consultants et des groupes spéciaux d'experts sont indiquées pour l'ensemble du chapitre 7 dans la note a) du tableau 7-2 du projet de budget. Elles s'élèvent à 1 413 000 dollars pour les consultants (soit une augmentation de 358 000 dollars, ou de 34 p. 100, par rapport aux crédits ouverts pour 1972 et 1973) et à 494 000 dollars pour les groupes spéciaux d'experts (soit une augmentation de 113 000 dollars, ou de 30 p. 100). Le Comité consultatif a demandé et obtenu des précisions sur ces prévisions de dépenses. A la demande de la Cinquième Commission, le Corps commun d'inspection étudie actuellement l'utilisation des crédits ouverts à ces fins et a publié un rapport intérimaire (A/8811). Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande de ramener le crédit demandé pour les consultants à 1 200 000 dollars et le crédit demandé pour les groupes spéciaux d'experts à 425 000 dollars.

Conclusion

7.43 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que le fait de recalculer les dépenses communes de personnel pour la raison indiquée plus haut au paragraphe 77 du chapitre premier se traduit par l'inscription d'une dépense supplémentaire de

112 000 dollars au chapitre 7. L'effet qu'auraient sur les crédits demandés à ce chapitre les réductions recommandées par le Comité consultatif, qui seraient en partie contrebalancées par l'augmentation des dépenses communes de personnel, s'établit comme suit :

	<u>Dollars</u>
Réduction du nombre des postes nouveaux et augmentation de l'abattement pour mouvements de personnel (voir chap. premier, par. 42)	844 000
Reclassements à Directeur (D-2) et à Sous-Secrétaire général (voir chap. premier, par. 59, 60 et 66)	21 000
Frais de voyage	38 000
Travaux contractuels d'édition	40 000
Consultants	213 000
Groupes spéciaux d'experts	<u>69 000</u>
	1 225 000
A déduire : Crédit supplémentaire nécessaire	<u>112 000</u>
Réduction nette	<u><u>1 113 000</u></u>

En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 32 298 000 dollars au chapitre 7.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales	1 113 000

Chapitre 8. Commission économique pour l'Europe

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	10 698 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	10 033 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	7 783 000

8.1 Le crédit demandé pour la Commission économique pour l'Europe est de 2 915 000 dollars, soit 37,5 p. 100 de plus que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Au paragraphe 8.5 du projet de budget, le Secrétaire général impute cette augmentation en grande partie au coût du maintien de l'effectif approuvé pour 1973. Deux facteurs ont joué à la fois dans l'accroissement de ce coût : la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse et les fortes poussées inflationnistes qui s'exercent à Genève. On a fait savoir au Comité consultatif que sur le montant de 1 055 000 dollars représentant le supplément de dépenses de 1974 par rapport à 1973, 920 000 dollars sont attribuables à ces deux facteurs (réalignement des taux de change : 479 000 dollars; inflation : 441 000 dollars).

8.2 Le Secrétaire général demande 9 nouveaux postes pour la CEE pour 1974 (5 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux) et 5 postes pour 1975 (3 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux), soit au total 14 postes (8 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux). Il demande aussi le reclassement de 2 postes et des crédits plus importants pour le personnel temporaire (36 000 dollars, contre 19 000 dollars pour 1972-1973) et pour les consultants (187 000 dollars, contre 126 000 dollars).

8.3 L'augmentation la plus considérable (5 postes pendant la période biennale, dont 3 postes d'administrateur) est proposée pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement. Si elle est approuvée, cette augmentation fera qu'en 1975, un sur 4 des administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur de la CEE sera affecté à ce programme. Le Comité consultatif s'est rappelé qu'au chapitre 7, le Secrétaire général a demandé que l'on renforce sensiblement les effectifs du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement au Siège (voir plus haut par. 7.11). Dans ces conditions, le Comité recommande de ne procéder qu'avec circonspection à la création de postes permanents dans le domaine de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, si l'on veut assurer une meilleure coordination entre les activités au Siège et celles des commissions économiques régionales.

8.4 La deuxième des augmentations, par ordre d'importance, est proposée pour les transports, pour lesquels le Secrétaire général demande 4 postes pour la période biennale (dont 2 postes d'administrateur).

8.5 Pour la science et la technique, le Secrétaire général demande 2 postes (dont un poste d'administrateur) compte tenu du programme de travail adopté par les conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique. C'est aussi à ce programme qu'est due en grande partie l'augmentation demandée au

titre des consultants. Il ressort du tableau 8-1 du projet de budget que le crédit demandé pour 1974 au titre de ce programme dépasse de 50 p. 100 le crédit ouvert au même titre pour 1973 et que, pour 1975, il est près du double du montant ouvert pour 1973. De plus, on laisse prévoir la création de 2 autres postes (dont un poste d'administrateur) pour 1976 ^{48/}. Le Comité a appris que le taux d'accroissement envisagé pour le programme relatif à la science et à la technique est dû au fait que le programme est relativement nouveau.

8.6 Les autres postes nouveaux sont demandés pour les ressources naturelles (un poste d'administrateur et un poste d'agent des services généraux) et pour le commerce international et le développement (un poste d'administrateur).

8.7 Le Comité consultatif a demandé si la CEE, lorsqu'elle approuvait ses programmes de travail, tenait compte des activités connexes d'autres services de l'ONU ou programmes des Nations Unies, comme le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED, l'ONUDI et le PNUE. Le Comité a appris que la Commission consulte préalablement tous les services ou organes compétents au sujet des programmes et que si l'on n'avait pas mentionné ces consultations dans le corps du chapitre 8, c'était dû à une erreur de présentation. Le Comité insiste sur la nécessité pour la CEE d'avoir maintenant des consultations particulièrement étroites avec le PNUE pour qu'il n'y ait pas de chevauchements ni de doubles emplois entre ce programme nouveau qui prend de l'expansion et la CEE et les autres commissions économiques régionales.

8.8 Les rapports annuels de la CEE au Conseil économique et social donne des indications assez détaillées sur le programme de travail de la Commission et son ordre de priorités; aussi le Comité consultatif a-t-il tenu compte de ces indications lorsqu'il a examiné les crédits demandés par le Secrétaire général au chapitre 8. Le Secrétaire général ne paraît pas cependant s'être efforcé de déterminer quantitativement le volume de travail à effectuer pour ce programme. Faute de renseignements de cette nature, il est difficile d'évaluer les besoins globaux de la CEE en personnel, d'autant que les justifications données au chapitre 8 sont insuffisantes. Comme il est indiqué plus haut, aux paragraphes 8.3 et 8.4, c'est pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement et pour les transports que le plus grand nombre de postes nouveaux sont demandés. Pour ce qui est des activités dans le premier domaine, le Secrétaire général, au paragraphe 8.18 du projet de budget, fonde sa demande sur le programme de travail qui devra être exécuté en vertu des résolutions 2 (XXVII) et 7 (XXVII) et de la décision E (XXVII) de la CEE; dans le cas des transports, il mentionne, au paragraphe 8.63, la résolution 3 (XXVII) et la décision E (XXVII) de la CEE. Pour justifier les postes supplémentaires pour les ressources naturelles, il se réfère à la résolution 2 (XXVII) et à la décision F (XXVII) (voir par. 8.37 du projet de budget). Ces justifications sont incompatibles avec l'assurance donnée par le secrétaire exécutif de la CEE qui, avant le vote sur les projets de décision et de résolution, soumis à la Commission à sa vingt-septième session, a déclaré que

^{48/} Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 6 A (A/9006/Add.1), tableau 24.

"l'application des décisions et résolutions qui seraient adoptées à la présente session n'entraîne aucune incidence financière supplémentaire" 49/. Une assurance semblable a été donnée par le secrétaire exécutif au sujet de la décision et des résolutions adoptées par la Commission à sa vingt-huitième session 50/.

8.9 Dans ces conditions et compte tenu également de ce que les Etats membres de la CEE aident le secrétariat de la Commission en particulier en mettant à sa disposition à titre gracieux des rapporteurs gouvernementaux, le Comité consultatif estime que l'on peut, sans compromettre le programme de travail, réduire le crédit que le Secrétaire général demande pour fournir à la CEE des ressources supplémentaires en personnel.

8.10 Le Comité recommande d'accorder au total 7 postes nouveaux, à savoir 4 postes d'administrateur (un P-5, un P-4, un P-3, un P-2) et 3 postes d'agent des services généraux. L'économie qui en résultera, compte tenu de celle qui découlera de l'application de l'abattement pour délais de recrutement recommandé plus haut par le Comité consultatif au paragraphe 42 du chapitre premier, sera de 203 000 dollars. Le Comité recommande également de réduire de 5 000 dollars le crédit demandé pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales et de 35 000 dollars celui qui est demandé au titre des consultants pour la période biennale; en faisant cette dernière recommandation, le Comité consultatif a tenu compte de ce que dans son rapport intérimaire sur l'emploi de consultants, le Corps commun d'inspection a recommandé que les crédits approuvés au titre des consultants pour 1973 ne soient pas dépassés en 1974 (A/8811, annexe, par. 9). La recommandation du Comité relative aux reclassements de postes figure plus haut au paragraphe 63 du chapitre premier.

8.11 Vu la nécessité d'exercer un contrôle rigoureux sur les frais de voyage et conformément aux recommandations faites par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur l'utilisation des fonds prévus pour les frais de voyage à l'Organisation des Nations Unies (A/8900), le Comité recommande de réduire de 15 000 dollars le crédit demandé pour les frais de voyage.

8.12 Le Comité consultatif croit savoir que le crédit prévu pour les dépenses communes de personnel au chapitre 8, a été surestimé de 407 000 dollars par le Secrétaire général pour la raison indiquée plus haut dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier. Le Comité recommande de réduire ledit crédit en conséquence.

8.13 Pour les raisons qu'il a exposées ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 10 033 000 dollars au chapitre 8, alors que le Secrétaire général demande un crédit de 10 698 000 dollars.

49/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément No 5 (E/5136), par. 262.

50/ Ibid., cinquante-cinquième session, Supplément No 10 (E/5276), par. 224.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 8. Commission économique pour l'Europe	665 000

Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	10 892 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	10 902 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	9 419 000

9.1 Le Secrétaire général attribue principalement à la hausse des prix et des salaires l'augmentation des dépenses prévues au chapitre 9, qui est de 1 473 000 dollars, soit de 15,6 p. 100. Contribuent également à cette augmentation la demande de 4 nouveaux postes d'administrateur et de 4 postes d'agent local pour 1974, ainsi que de 3 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent local pour 1975, soit un total de 13 postes nouveaux, ainsi que la demande de 4 reclassements de poste. Des crédits plus élevés sont également demandés pour les frais de voyage du personnel qui doit assurer le service des organes directeurs, pour la location et l'entretien des locaux et (en ce qui concerne 1974) pour l'achat de mobilier et de matériel.

9.2 Le Secrétariat a fait un effort louable pour donner dans le chapitre 9 un aperçu du programme de travail de chacun des services de la CEAE0 pour la période biennale 1974-1975. Le Comité a appris que la CEAE0 coopère étroitement avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège, la CNUCED, l'ONUDI et les institutions spécialisées dans leurs domaines de compétence respectifs. Le Comité recommande d'inclure des renseignements sur cette collaboration dans le projet de budget pour les prochaines périodes biennales, car le texte du chapitre 9 est actuellement incomplet à cet égard.

9.3 Sur les nouveaux postes demandés pour 1974, près de la moitié (2 postes d'administrateur et un poste d'agent local) sont liés au projet de création d'une section de l'environnement à la CEAE0. Les travaux relatifs aux problèmes de l'environnement ont été exécutés jusqu'ici, à temps partiel, par la Division de l'industrie et de l'habitation. Si les gouvernements des pays membres de la CEAE0 estiment que les problèmes de la région dans le domaine de l'environnement justifient la création d'une section de l'environnement à la CEAE0, le Comité consultatif n'y voit pas d'objection, étant entendu que la nouvelle section serait appelée à collaborer étroitement avec le PNUE. Le Comité est moins convaincu de la nécessité de créer de nouveaux postes permanents d'administrateur pour le programme relatif aux peuplements humains et surtout pour le programme d'administration publique.

9.4 Tous les nouveaux postes demandés pour 1975 concernent le programme relatif au commerce international et au développement. Le Comité estime que le renforcement en question pourrait être étalé sur deux périodes biennales.

9.5 En évaluant les besoins globaux de la CEAE0 en personnel, le Comité a tenu compte du nombre important de postes vacants d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur par rapport au tableau d'effectifs (au 30 avril 1973, 31 postes vacants sur 161, soit près d'un sur 5), phénomène qui n'a apparemment pas eu d'influence trop défavorable sur l'exécution du programme approuvé. Le Comité a appris que la CEAE0 éprouvait de sérieuses difficultés à recruter du personnel permanent et du personnel nommé pour une durée déterminée et qu'elle recourait très souvent à des engagements de courte durée pour assurer l'exécution des tâches qui lui étaient confiées. Le Comité consultatif suggère que le Secrétaire général cherche à déterminer si cette situation est de nature à durer; dans l'affirmative, il pourrait être souhaitable de réduire le nombre de postes permanents au secrétariat de la CEAE0 et d'accroître proportionnellement le crédit demandé pour recruter du personnel temporaire, ce qui donnerait dans l'ensemble une plus grande latitude pour affecter le personnel aux tâches prioritaires.

9.6 Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité consultatif recommande de ramener le nombre de nouveaux postes permanents à 2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux, soit un total de 5. Compte tenu de l'application de l'abattement pour délais de recrutement recommandé par le Comité consultatif au paragraphe 42 du chapitre premier, cette recommandation si elle est approuvée par l'Assemblée générale, entraînerait une réduction de 151 000 dollars du crédit demandé au chapitre 9. La réduction du nombre de postes nouveaux que le Comité consultatif recommande entraîne, par voie de conséquence, une réduction de 2 000 dollars du crédit demandé pour l'achat de mobilier et de matériel.

9.7 Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les reclassements de postes demandés par le Secrétaire général figurent plus haut, dans les paragraphes 47 à 64 du chapitre premier.

9.8 L'augmentation des frais de voyage du personnel qui doit assurer le service des organes directeurs est imputable au fait que la session de 1975 de la Commission doit avoir lieu en Nouvelle-Zélande. Le montant des frais de voyage pour cette session est estimé à 106 000 dollars, contre 45 000 dollars pour la session de 1974 (qui doit se tenir à Sri Lanka) et un total de 129 000 dollars pour les sessions de 1972 et 1973. Le Comité consultatif a appris que les frais de voyage ont été estimés sur la base de billets individuels. Le Comité recommande que l'on se préoccupe de rechercher des modalités de voyage plus économiques (par exemple, voyages de groupe) et de ramener à moins de 65, chiffre actuellement prévu, le nombre de fonctionnaires envoyés à la session. En conséquence, il recommande de réduire de 10 000 dollars le crédit demandé.

9.9. Dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1973^{51/}, le Comité consultatif a mentionné les résolutions par lesquelles la CEAE0, la CEPAL et la CEA étaient autorisées à tenir leurs sessions ailleurs qu'à leurs sièges respectifs. Le Comité note que le projet de budget pour 1974-1975 n'indique pas

^{51/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1) par. 2.12.

la nature ni le montant des dépenses que les gouvernements hôtes prendront à leur charge en ce qui concerne les sessions que la Commission tiendra au Sri Lanka et en Nouvelle-Zélande. Le Comité espère que les gouvernements des pays qui accueilleront sur leur territoire des sessions des commissions régionales seront en mesure de prendre à leur charge la plus grande partie possible des dépenses qu'entraîneront ces sessions de manière à réduire leurs incidences sur le budget ordinaire.

9.10 Le crédit demandé pour la location et l'entretien des locaux (193 000 dollars, contre un crédit total de 160 000 dollars ouvert pour 1972-1973) et le crédit demandé pour l'achat de mobilier et de matériel (147 000 dollars, contre 69 000 dollars) sont liés à l'installation du secrétariat de la CEAEO dans les nouveaux bâtiments actuellement en construction. Dans son rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, le Secrétaire général a indiqué que les bâtiments seraient prêts à être occupés à la fin de mars 1975 (A/C.5/1461, par. 9). Si ces prévisions s'avèrent optimistes et si les nouveaux bâtiments ne sont mis en service que plus tard, les crédits nécessaires au chapitre 9 pour la location et l'entretien des locaux et pour l'achat de mobilier et de matériel seront moins élevés que prévu. Le Comité réexaminera la question à sa session d'automne 1973, compte tenu du rapport intérimaire que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

9.11 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que le fait de recalculer les dépenses communes de personnel pour la raison indiquée plus haut au paragraphe 77 du chapitre premier se traduira par l'inscription d'une dépense supplémentaire de 173 000 dollars au chapitre 9.

9.12 Pour les raisons qu'il a exposées ci-dessus, dans les paragraphes 9.6, 9.8 et 9.11, le Comité consultatif recommande d'augmenter de 10 000 dollars le crédit demandé au chapitre 9, pour le porter à 10 902 dollars.

Augmentation recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient ..	10 000

Chapitre 10. Commission économique pour l'Amérique latine

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	13 170 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	12 297 000
Montant total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	10 697 000

10.1 Le crédit demandé au chapitre 10 s'élève à 2 473 000 dollars, soit environ 23 p. 100 de plus que le montant total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Au paragraphe 10.7 du projet de budget, le Secrétaire général analyse les raisons de cette augmentation, qui est imputable, pour l'essentiel, à la hausse des prix et des salaires. Il estime à 1 148 000 dollars leur effet cumulatif par rapport à 1973. De l'avis du Comité consultatif, ces projections doivent être considérées avec la plus grande prudence. La plupart des dépenses de la CEPAL sont engagées

au siège de la Commission. En conséquence, les projections doivent tenir compte des tendances du coût de la vie au Chili et du taux de change de l'escudo chilien par rapport au dollar des Etats-Unis. Ces deux indices évoluent traditionnellement de façon assez semblable si l'on considère une période d'une certaine durée. Mais, leurs fluctuations ne survenant pas à la même date, les prévisions dépendent du moment où elles sont faites. Le Comité consultatif a vérifié que les crédits demandés pour la CEPAL avaient été calculés à un moment où le coût de la vie augmentait plus rapidement que le taux de change entre l'escudo et le dollar. Cette tendance temporaire contraire à la situation normale est maintenant inversée en raison de nouvelles dévaluations considérables de l'escudo. De l'avis du Comité consultatif, il aurait été préférable que le Secrétaire général fonde ses estimations sur la tendance à long terme. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 700 000 dollars le crédit demandé au chapitre 10, étant entendu que, si l'évolution de la situation n'est pas conforme à cette tendance à long terme, le Secrétaire général pourra prévoir les montants supplémentaires qui s'avéreront éventuellement nécessaires dans les demandes de crédits révisées qu'il présentera à l'Assemblée générale.

10.2 Le deuxième facteur, par ordre d'importance, qui explique l'augmentation des crédits demandés pour la période biennale est la demande de 6 postes d'administrateur et de 12 postes d'agent local pour 1973 et de 3 postes d'administrateur et de 4 postes d'agent local pour 1975, dont la création entraînerait une dépense supplémentaire que le Secrétaire général estime à 276 000 dollars pour la période biennale. Le Secrétaire général énumère au paragraphe 10.8 du projet de budget les postes demandés.

10.3 Lorsqu'il a cherché à évaluer la demande de personnel supplémentaire présentée pour la CEPAL, le Comité consultatif a été gêné par l'absence quasi totale d'exposés motivant la création des postes demandés et par le peu de renseignements qu'il avait sur le programme de travail de la Commission pour 1974-1975 52/. Le Comité n'ignore pas qu'un programme de travail et un ordre de priorités pour 1973-1975 ont été examinés par la Commission à sa quinzième session en mars 1973 et approuvés, avec certaines modifications, dans la résolution 329 (XV) 53/, mais il ne disposait pas de ce programme de travail lorsqu'il a examiné le chapitre 10, et ledit programme, de toute façon, doit encore être revu par le nouveau secrétaire exécutif (voir ci-après, par. 10.9). En outre, le Comité du programme et de la coordination n'a pas examiné le chapitre 10 à sa quatorzième session 54/, aucun représentant de la CEPAL n'y ayant assisté.

52/ Ces renseignements essentiels ne manquent pas seulement dans le chapitre 10, mais aussi dans plusieurs autres chapitres du projet de budget.

53/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 8, vol. I (E/5275), par. 414 et 464.

54/ E/5364, par. 70.

10.4 Le Comité consultatif a constaté qu'une proportion relativement importante du personnel de la CEPAL était affectée à des bureaux sous-régionaux, dont le plus important est celui de Mexico. Si cette structure est peut-être valide pour des raisons géographiques, elle ne l'est certainement pas sur le plan économique. Il faudrait donc s'attacher tout particulièrement à identifier de façon précise les tâches confiées aux services hors siège, de façon à éviter les doubles emplois et les dépenses supplémentaires. Cela étant, le Comité propose que le secrétaire exécutif de la CEPAL réexamine la question de savoir si le maintien du Bureau de Washington continue de répondre à un besoin.

10.5 Au paragraphe 10.93 du projet de budget, le Secrétaire général demande la création d'un poste d'administrateur et de 2 postes d'agent local, "vu le volume croissant de la documentation établie par la CEPAL". Compte tenu des mesures décidées par l'Assemblée générale, notamment dans sa résolution 2836 (XXVI) relative aux publications et à la documentation de l'Organisation, le Comité consultatif estime que le secrétaire exécutif de la CEPAL devrait agir énergiquement pour éviter l'augmentation de la documentation prévue au paragraphe 10.93 du projet de budget.

10.6 Au paragraphe 10.96, le Secrétaire général demande l'inscription au tableau d'effectifs de la CEPAL de 2 postes d'administrateur et de 7 postes d'agent local pour le Centre latino-américain de documentation et de recherche, postes qui ont été financés en 1973 au moyen de crédits ouverts pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales; le Secrétaire général demande en outre au paragraphe 10.97 un poste de plus pour ce centre.

10.7 Le Comité consultatif rappelle que, dans le projet de budget pour l'exercice 1973, le Secrétaire général a indiqué que le Centre avait été créé en 1971 grâce à un don du Gouvernement néerlandais qui couvrirait les dépenses de construction de locaux pour le Centre ainsi que les dépenses de fonctionnement pendant les deux premières années de son existence en 1971 et 1972 55/. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies aux sièges des commissions économiques régionales, le Secrétaire général a indiqué que, pour que les travaux de construction du Centre progressent, il fallait attendre d'avoir examiné les possibilités d'obtenir des contributions volontaires, ainsi que les éléments du plan de construction d'ensemble (A/C.5/1461). Pendant qu'il examinait le chapitre 10 du projet de budget pour 1974-1975, le Comité consultatif a appris que le projet de construction était toujours bloqué et que le don de 500 000 dollars du Gouvernement néerlandais pour la construction et l'ameublement du Centre n'avait pas été utilisé et était maintenant insuffisant pour le projet. En attendant, le Centre continue d'occuper des locaux provisoires dans le bâtiment de la CEPAL.

10.8 Le Comité consultatif estime que, vu ces faits, il se pose, touchant l'avenir du Centre, une question de principe qui ne peut être tranchée que par l'Assemblée générale, avec l'avis de la CEPAL et du Conseil économique et social. En attendant que cette question soit résolue, le Comité consultatif ne peut approuver la proposition d'inscrire au tableau d'effectifs de la CEPAL le personnel supplémentaire demandé pour le Centre ni la création du nouveau poste d'administrateur que le Secrétaire général a recommandée au paragraphe 10.97.

55/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 6 (A/8706), vol. I, deuxième partie, par. 146.

10.9 Pendant qu'il examinait le chapitre 10, le Comité consultatif a appris que le nouveau secrétaire exécutif de la CEPAL se proposait de revoir le programme de travail de la Commission pour 1974 et 1975 ainsi que la structure de son secrétariat. Le Comité espère que ce réexamen entraînera l'élimination des projets de faible priorité et aidera à résoudre les problèmes que pose la structure du secrétariat de la CEPAL, qui a été récemment étudiée et par le Corps commun d'inspection et par le Service de gestion administrative.

10.10. Vu les observations qu'il a formulées dans les paragraphes précédents et vu, en particulier l'absence d'un exposé complet des motifs des demandes de personnel supplémentaire présentées pour la CEPAL, le Comité consultatif recommande d'augmenter de 4 postes d'administrateur (un P-5, un P-4 et 2 P-3) et de 7 postes d'agent local l'effectif permanent de la CEPAL pour la période biennale. Compte tenu de l'abattement pour délais de recrutement que le Comité recommande plus haut, au paragraphe 42 du chapitre premier, cette recommandation, si elle est approuvée par l'Assemblée générale, aura pour effet de réduire de 220 000 dollars le crédit demandé au chapitre 10. La réduction du nombre de postes nouveaux que le Comité recommande entraîne, par voie de conséquence, une réduction de 3 000 dollars du crédit demandé pour l'achat de mobilier et de matériel. En outre, le Comité consultatif recommande de réduire de 30 000 dollars le montant prévu pour les frais de voyage, de façon à le ramener approximativement au montant actuellement approuvé.

10.11 Pour la raison qui est exposée plus haut, au paragraphe 77 du chapitre premier, le Secrétaire général estime qu'il faudra prévoir au chapitre 10 un montant supplémentaire de 80 000 dollars pour les dépenses communes de personnel. Compte tenu de cette augmentation, la réduction que le Comité consultatif recommande au chapitre 10 est de 873 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 10. Commission économique pour l'Amérique latine	873 000

Chapitre 11. Commission économique pour l'Afrique

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	13 678 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	13 461 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	10 951 000

11.1 Les prévisions de dépenses au titre de ce programme se chiffrent à 13 678 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 727 000 dollars, soit de 24,9 p. 100, par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Le Secrétaire général indique que cette augmentation est due en majeure partie à la hausse probable des salaires et des prix et aux modifications des taux de change (par. 11.4 et 11.7 du projet de budget) et, pour le reste, à l'expansion du programme exécuté par la Commission économique pour l'Afrique (principalement, création de postes).

11.2 Le Comité consultatif a appris que les propositions relatives au programme et budget pour 1974-1975 découlent du programme de travail et ordre de priorités de la Commission économique pour l'Afrique pour 1974-1976, qui ont été approuvés par la Conférence des ministres de la Commission à sa deuxième réunion, en février 1973 56/. Toutefois, le Comité estime que le rapport entre ces deux documents n'est pas net et il espère que le lien voulu sera établi avec plus de rigueur lorsque l'on améliorera la présentation du projet de budget par programme.

11.3 D'une façon générale, le Comité consultatif a jugé la présentation de ce programme un peu plus cohérente et un peu plus complète que celle des autres programmes à entreprendre dans le domaine économique et social. Il regrette toutefois que le Secrétaire général, au lieu de ventiler par élément de programme les dépenses relatives au programme de publications de la CEA, comme il l'a fait dans d'autres chapitres du budget, les ait regroupées sous la rubrique des services administratifs, bien qu'il soit possible de rattacher directement la plupart d'entre elles à des éléments du programme de fond (par. 11.103 du projet de budget). On ne trouve pas non plus au chapitre 11 d'indications du genre de celles données au chapitre 10 (Commission économique pour l'Amérique latine) sur les bureaux sous-régionaux.

11.4 Le Secrétaire général propose de doter la Commission de 17 postes supplémentaires (8 postes d'administrateur et 9 postes d'agent local), dont 11 (5 postes d'administrateur et 6 postes d'agent local) sont demandés pour 1974, les autres pour 1975. Le programme relatif au commerce international et celui qui concerne la planification, les projections et les politiques relatives au développement se verraient allouer chacun deux des nouveaux postes d'administrateur, un poste étant attribué à chacun des programmes relatifs à l'industrie, aux ressources naturelles, aux statistiques, et aux transports, communications et tourisme (par. 11.5 du projet de budget). Six reclassements de postes d'administrateur sont demandés, dont un reclassement à Administrateur général (D-1). Le Comité consultatif constate, d'après le tableau 11-3, que ces propositions en matière de personnel augmenteraient à la CEA la proportion des postes d'administrateur hors classe (P-5) et de fonctionnaire de rang supérieur, qui passerait de 22 à 24 p. 100 du total des postes d'administrateur et postes supérieurs.

11.5 La Commission économique pour l'Afrique a du mal depuis plusieurs années à pourvoir tous les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur qui sont approuvés et, au 1er avril 1973, un de ces postes sur 5 était vacant. Néanmoins, le Comité consultatif n'a pas, dans sa recommandation touchant les nouveaux postes 57/, pris en considération ce grand nombre de postes vacants.

56/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 3 (E/5253), cinquième partie.

57/ Voir par. 11.8 ci-après.

11.6 Le projet de budget donne peu d'indications sur la mesure dans laquelle l'impossibilité où la Commission s'est trouvée de pourvoir un grand nombre de postes a influé sur l'exécution de son programme de travail en 1972 et en 1971. Cette lacune est l'un des signes que le projet de budget-programme de l'ONU pour 1974-1975 ne rattache pas les activités programmées aux postes, qu'il s'agisse des postes existants ou de postes nouveaux. Le Comité consultatif n'a pas eu suffisamment d'éléments pour déterminer si la Commission serait en mesure d'exécuter ses programmes dans le cas où tous les postes actuels seraient pourvus et pour déterminer, dans la négative, combien de nouveaux postes il faudrait prévoir.

11.7 La nouvelle présentation du projet de budget par programmes ou, plus exactement, par services, fait néanmoins beaucoup mieux ressortir qu'auparavant le fait que la Commission économique pour l'Afrique et les autres commissions économiques s'occupent de nombreux domaines sectoriels qui sont également de la compétence du Département des affaires économiques et sociales du Siège, de la CNUCED et de l'ONUDI, ainsi que de certaines des institutions spécialisées. Dans le domaine de l'agriculture, la CEA a un programme commun avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, lequel est exécuté par une division CEA/FAO de l'agriculture (projet de budget-programme, par. 11.19) arrangement qui doit permettre aux deux organisations d'éviter les doubles emplois dans leurs travaux respectifs. Un accord de principe a également été conclu, à l'échelon des secrétariats, touchant la création d'une division CEA/ONUDI de l'industrie, et la Conférence des ministres de la Commission s'est déclarée favorable à la conclusion d'arrangements analogues avec d'autres organisations /résolution 249 (XI) de la Conférence des ministres/.

11.8 Dans ces conditions, et compte tenu des doutes qu'il a exprimés plus haut au paragraphe 11.6, le Comité ne peut approuver la création de tous les postes demandés au chapitre 11. Il recommande une expansion plus modeste, à savoir la création de 4 postes d'administrateur (un P-5, 2 P-4, un P-2/1) et de 4 postes d'agent local. La réduction du nombre des postes nouveaux entraînerait, par voie de conséquence, une réduction de 3 000 dollars du crédit demandé pour l'achat de mobilier et de matériel.

11.9 La recommandation du Comité relative aux reclassements de poste figure plus haut, au paragraphe 63 du chapitre premier.

11.10 Comme il est indiqué dans la note b) du tableau 11-2 du projet de budget, le Secrétaire général prévoit pour les communications des dépenses de 389 000 dollars en 1974-1975, soit 26 000 dollars de plus que le total des crédits ouverts à ce titre pour 1972 et 1973. Comme les dépenses de la CEA relatives aux communications ont toujours été élevées, le Comité consultatif se réjouit de l'intention du Secrétaire général de chercher à les réduire.

11.11 Etant donné les recommandations qu'il a faites plus haut dans les paragraphes 11.8 et 11.9 et compte tenu de l'augmentation de l'abattement pour délais de recrutement qu'il recommande au paragraphe 42 du chapitre premier, le Comité consultatif recommande de réduire de 209 000 dollars le crédit demandé. En outre,

le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que le fait de recalculer les dépenses communes de personnel pour la raison exposée dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier se traduira par une diminution de 8 000 dollars des crédits nécessaires au chapitre 11. En conséquence, le Comité recommande d'ouvrir au chapitre 11 un crédit de 13 461 000 dollars, soit 217 000 dollars de moins que le montant demandé par le Secrétaire général.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 11. Commission économique pour l'Afrique	217 000

Chapitre 12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	1 504 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	1 467 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	1 188 000

12.1 Les crédits demandés pour ce programme s'élèvent à 1 504 000 dollars, alors que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 était de 1 188 000 dollars. L'augmentation se chiffre à 316 000 dollars, soit 26,6 p. 100, et est imputable aux trois facteurs suivants : augmentations probables des salaires et des prix, réalignements monétaires, création de 5 postes (2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent local).

12.2 Le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth ne relève pas directement d'un organe intergouvernemental chargé d'élaborer les programmes. Toutefois, il présente un rapport annuel sur ses activités au Conseil économique et social, qui généralement en prend note. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il établissait le programme du Bureau sur la base des résolutions du Conseil; dans la pratique, toutefois, le programme a souvent été ajusté par le Directeur du Bureau de façon à tenir compte des vœux des gouvernements des 12 Etats membres que le Bureau dessert actuellement.

12.3 Sur les 5 postes demandés pour la période biennale, 2 (1 P-4 et 1 poste d'agent local) seraient utilisés pour la planification, les projections et les politiques relatives au développement (dans le cadre du programme relatif à la planification économique et sociale générale), et 2 (1 P-4 et 1 poste d'agent local) pour le programme relatif au commerce international exécuté avec l'aide de la CNUCED, le poste d'agent local étant affecté à l'appui aux programmes. Il n'y aurait pas de changement dans le personnel permanent affecté aux autres programmes du Bureau. Le total de l'effectif permanent passerait de 47 à 52 (20 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 32 agents locaux). Aucun reclassement de poste n'est demandé.

12.4 Le Comité consultatif approuve la création des postes d'administrateur supplémentaires et d'un des postes d'agent local, mais il recommande que le Secrétaire général s'abstienne de créer les deux autres postes d'agent local et procède plutôt à une nouvelle répartition des tâches entre les fonctionnaires du Bureau.

12.5 En outre, le Comité estime que si l'on ajoute 3 postes à l'effectif permanent du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, il devrait être possible de réduire l'augmentation du crédit demandé pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales 58/ et pour les consultants 59/. Il recommande de réduire de 1 000 et 2 000 dollars respectivement les crédits demandés à ces fins.

58/ Crédits ouverts pour 1972 et 1973 : 16 000 dollars.
Crédits demandés pour 1974-1975 : 20 000 dollars.

59/ Crédits ouverts pour 1972 et 1973 : 21 000 dollars.
Crédits demandés pour 1974-1975 : 25 000 dollars.

12.6 Si les recommandations que le Comité a faites dans les paragraphes 12.4 et 12.5 ci-dessus sont acceptées, et compte tenu de l'application du nouvel abattement pour délais de recrutement que le Comité a recommandé plus haut au paragraphe 42 du chapitre premier, le crédit demandé au chapitre 12 serait réduit de 58 000 dollars. Cette réduction sera en partie contrebalancée, toutefois, par l'augmentation de 21 000 dollars que le Secrétaire général prévoit au titre des dépenses communes de personnel pour la raison qui est exposée plus haut, au paragraphe 77 du chapitre premier. En conséquence, le Comité recommande d'ouvrir un crédit de 1 467 000 dollars au chapitre 12.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	37 000
---	--------

Chapitre 13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	10 782 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	10 785 000
Crédits ouverts pour 1972 et 1973	8 404 000

13.1 Au chapitre 13, le Secrétaire général demande pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour la période 1974-1975 des crédits d'un montant total de 10 782 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 378 000 dollars (28,3 p. 100) par rapport au montant total des crédits ouverts pour 1972-1973. L'augmentation la plus importante concerne la première année de la période biennale (1974) et est imputable dans une large mesure aux augmentations de salaires et de prix résultant de l'inflation et des réalignements monétaires intervenus au début de 1973. Cependant, une certaine expansion des activités dont le coût est imputé sur le budget ordinaire est prévue, notamment la création d'un nouveau poste d'administrateur et l'expansion du Programme du Haut Commissariat dans le domaine de l'information. Seize reclassements de postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur sont également demandés. Au tableau 13-2 du projet de budget, on trouvera une analyse, par programme, des raisons auxquelles sont imputables les augmentations prévues pour 1974 par rapport à 1973; le tableau 13-4 donne une analyse par objet de dépenses. L'augmentation des dépenses inscrites au budget entre la première et la deuxième année de la période biennale (c'est-à-dire l'augmentation en 1975 par rapport à 1974) ne serait que de 5,6 p. 100 et serait imputable exclusivement aux augmentations de coûts qui sont prévues.

13.2 Dans les paragraphes 13.16 à 13.21 du projet de budget, le Secrétaire général et le Haut Commissaire proposent d'apporter certaines modifications au mode de présentation du budget ordinaire du Haut Commissariat. Ces modifications vont au-delà de celles qu'a entraînées la décision que l'Assemblée générale a prise l'an dernier de changer le mode de présentation de l'ensemble du budget de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agirait de changer trois éléments essentiels :

a) L'Assemblée générale approuverait le budget ordinaire du Haut Commissariat pour une période de quatre ans au lieu de deux ans, et pendant cette période, le montant du budget demeurerait constant en termes réels, les seuls changements étant ceux qui résulteraient des variations des salaires et des prix. Comme il est indiqué plus haut, les crédits demandés pour 1974-1975 reflètent cette politique en ce sens qu'il n'est proposé d'expansion des activités que pour la première année. Le Secrétaire général ne présente pas de prévisions de dépenses pour 1976 et 1977, mais il ne demandera pas de crédits pour de nouvelles activités dont le coût serait imputé sur le budget ordinaire en 1976 et 1977.

b) Comme corollaire à ce qui précède, le Secrétaire général et le Haut Commissaire proposent d'établir une distinction nette entre, d'une part, les dépenses d'administration normales et courantes du Haut Commissariat qui sont imputées sur le budget ordinaire conformément à l'article 20 du statut du Haut Commissariat (c'est-à-dire les dépenses relatives essentiellement à la protection des réfugiés qui sont du ressort du Haut Commissariat) et, d'autre part, les dépenses d'administration et d'appui au programme dont le montant varie en fonction des mouvements de réfugiés qui se produisent de temps à autre et pour faire face auxquels le Haut Commissaire dispose de contributions volontaires. Depuis 1968, les dépenses de cette dernière catégorie (y compris les dépenses connexes de personnel) sont inscrites au budget ordinaire, mais elles sont compensées chaque année par une "subvention" prélevée sur les contributions volontaires dont le montant représente 10 p. 100 de la moitié du coût des programmes d'assistance financés au moyen de contributions volontaires pendant la période biennale précédente. Dans le présent projet de budget, la subvention est supprimée et les dépenses dont elle constituait le remboursement sont indiquées séparément sous la rubrique "Autres ressources extra-budgétaires" (voir par exemple le tableau 13-1 du projet de budget, deuxième colonne pour chacune des années considérées). Cette modification ne change pas le montant net du budget ordinaire.

c) Le projet de budget ordinaire du Haut Commissariat continuerait d'être présenté tous les deux ans dans le cadre du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies et fournirait une indication, sur la base des tendances constatées au moment de l'établissement du projet de budget, de l'évolution probable des programmes opérationnels et des autres ressources extra-budgétaires pour les années à venir. Il en irait de même de la partie du plan quadriennal relative aux activités du Haut Commissariat. Toutefois, les projections relatives aux programmes opérationnels et aux autres ressources extra-budgétaires seraient mises à jour chaque année dans le budget-programme annuel du Haut Commissariat qui couvre toutes les activités financées au moyen de contributions volontaires. Ce budget-programme serait examiné chaque année par le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, comme c'est le cas actuellement, mais le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aurait la possibilité d'examiner les prévisions de dépenses relatives aux dépenses d'administration et d'appui au programme et de faire des recommandations au Comité exécutif.

13.3 L'argument invoqué à l'appui de ces innovations est le fait que, vu la nature des travaux du Haut Commissariat, "il n'est pas possible au Haut Commissaire de programmer ses activités pour deux ans à l'avance, ni même pour un an, 14 mois à l'avance" (projet de budget, par. 13.16). Toutefois, cette limitation ne vaut que pour les mouvements de réfugiés qui se produisent de temps à autre et pour faire face

auxquels le Haut Commissariat finance traditionnellement ses activités au moyen de contributions volontaires; il est évident que le Haut Commissaire devrait être à même de programmer les mesures de protection et mesures connexes qui font partie intégrante des activités permanentes du Haut Commissariat aux termes de son statut. En fait, dans le projet de budget pour 1974-1975, il est prévu de maintenir le petit groupe de planification qui a été constitué à cette fin en 1972 (par. 13.33). Le fait que le Secrétaire général et le Haut Commissaire proposent de n'apporter de modifications de fond au budget ordinaire du Haut Commissariat qu'une fois tous les quatre ans peut être considéré comme témoignant non de l'impossibilité de programmer les activités à l'avance, mais de la volonté de faire porter la planification sur une période plus longue.

13.4 A sa troisième session extraordinaire, les 28 et 29 mai 1973, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a adopté une décision, dans la partie A de laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver la proposition commune du Secrétaire général et du Haut Commissaire concernant la programmation, la budgétisation et le financement futurs des activités du Haut Commissariat (A/AC.96/486, par. 18).

13.5 Le Comité consultatif s'est enquis des incidences que pourrait avoir la proposition exposée plus haut dans le paragraphe 13.2 a) au cas où les circonstances obligerait à réduire les activités de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a appris que cette proposition ne signifiait pas que les mesures d'économie qui pourraient devenir nécessaires pour l'Organisation tout entière ne seraient pas appliquées au chapitre 13. Le Comité estime que l'arrangement proposé devrait être appliqué pendant la période 1974-1977 à titre expérimental et devrait être revu lors de l'établissement du projet de budget-programme pour 1978-1979, compte tenu de ce que ledit arrangement implique eu égard à l'adoption de la budgétisation par programme à l'Organisation des Nations Unies.

13.6 La proposition exposée plus haut au paragraphe 13.2 b) impliquerait un retour à la pratique budgétaire qui était suivie il y a quelques années, laquelle consistait à n'inscrire au budget ordinaire que les dépenses d'administration découlant des activités qui résultent des responsabilités confiées au Haut Commissaire en matière de protection des réfugiés aux termes du statut du Haut Commissariat, à l'exclusion des dépenses d'appui direct aux programmes financés au moyen de contributions volontaires et qui sont remboursées par prélèvement sur ces contributions. A l'époque, cette méthode présentait des inconvénients puisque le budget ordinaire ne donnait aucun renseignement sur l'ampleur des programmes opérationnels financés au moyen de ressources extra-budgétaires ni sur le personnel administratif nécessaire pour appuyer ces programmes, bien qu'il fût pratiquement impossible de distinguer ce personnel de celui dont le coût était imputé sur le budget ordinaire. En conséquence, le Comité consultatif avait recommandé des modifications qui ont finalement abouti à l'adoption du mode de présentation selon lequel les dépenses d'administration et d'appui au programme relatives aux activités financées au moyen de contributions volontaires étaient remboursées par la subvention inscrite au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, maintenant que le nouveau mode de présentation du budget de l'ONU permet de donner des renseignements sur les programmes extra-budgétaires [dans la mesure où il est possible de les programmer - voir plus haut par. 13.2 c)], les inconvénients que le Comité consultatif avait trouvés à la méthode initiale ont disparu. La situation est

analogue à celle qui existe dans de nombreux autres chapitres du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies où l'on a décidé d'éliminer du budget (mais d'indiquer à côté des crédits budgétaires) les frais généraux qu'entraîne pour l'ONU l'exécution de projets financés par le PNUD, lesquels sont remboursés par le PNUD. En conséquence, le Comité consultatif approuve la proposition formulée au paragraphe 13.2 b).

13.7 Comme le Comité consultatif sait combien il est difficile de prévoir longtemps à l'avance les mouvements de réfugiés qui risquent de se produire dans le monde, il accepte que les renseignements donnés dans le budget ordinaire biennal du Haut Commissariat sur les programmes opérationnels futurs soient considérés comme provisoires et sujets à révision, comme il est proposé dans les arrangements exposés plus haut dans le paragraphe 13.2 c). Quant à la proposition tendant à ce que le Comité consultatif fasse chaque année des recommandations au Comité exécutif du programme du Haut Commissaire au sujet du montant des dépenses correspondantes d'administration et d'appui au programme, le Comité consultatif est disposé à accepter cette responsabilité.

13.8 Outre les modifications de procédure et de présentation qui sont examinées dans les paragraphes qui précèdent, les principales caractéristiques des prévisions de dépenses relatives au Haut Commissariat pour 1974-1975 sont les propositions en matière de personnel (y compris les 16 reclassements de poste demandés), les arrangements proposés en matière de planification et d'évaluation et l'expansion prévue des activités d'information. Le Comité consultatif formule des observations sur ces questions dans les paragraphes qui suivent.

13.9 L'effectif permanent demandé au budget ordinaire pour 1974-1975 comprend 280 postes (95 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 185 postes d'agent des services généraux), soit 36 postes de moins que dans le tableau d'effectifs approuvé pour 1973; toutefois, ce dernier comprenait 37 postes (15 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 22 postes d'agent des services généraux) dont le coût était remboursé au moyen de la subvention : ces postes apparaîtraient désormais sous une rubrique distincte en tant que postes financés au moyen de ressources extra-budgétaires. Ainsi, en chiffres nets, le tableau d'effectifs prévu au budget ordinaire compte un seul poste de plus (1 P-2) 60/. Il y aurait un autre poste supplémentaire d'administrateur (P-3) dont le coût serait imputé sur les ressources extra-budgétaires 61/. Les postes demandés sont récapitulés dans le tableau 13.5 du projet de budget.

13.10 Comme le Secrétaire général le rappelle au paragraphe 13.22 du projet de budget, il a été décidé l'an dernier de conserver vacants six postes du Haut Commissariat en 1973 (trois postes d'administrateur et trois postes d'agent des services généraux), bien que leur inscription au tableau d'effectifs ait été recommandée par le Service de gestion administrative 62/. Deux de ces postes seraient maintenant réinscrits au tableau d'effectifs (voir paragraphe précédent), les quatre autres étant supprimés. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à l'inscription du nouveau poste P-2 au tableau d'effectifs prévu au budget ordinaire.

60/ Voir projet de budget, par. 13.63.

61/ Ibid., par. 13.45.

62/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 18-3.

13.11 D'autre part, parmi les reclassements de postes proposés, il y en a trois qui n'ont pas été recommandés par le Service de gestion administrative. Parmi ceux-ci, le plus important concerne le poste de Haut Commissaire adjoint, qui serait reclassé de Directeur (D-2) à Sous-Secrétaire général, pour les raisons exposées au paragraphe 13.32 du projet de budget. Le Comité consultatif a examiné cette demande de reclassement dans le contexte des changements que le Secrétaire général se propose d'apporter à l'échelon le plus élevé du Secrétariat; les observations et recommandations que le Comité présente à ce sujet figurent plus haut, dans les paragraphes 65 et 66 du chapitre premier.

13.12 L'une des recommandations du Service de gestion administrative découlant de son étude des effectifs du Haut Commissariat concernait la création d'un groupe intégré de planification et d'évaluation comprenant deux administrateurs (1 P-5 et 1 P-3). Le Haut Commissaire propose de reclasser à P-5 le poste P-3 (fonctionnaire chargé de l'évaluation) parce que ce poste doit être occupé par un fonctionnaire totalement indépendant, de préférence détaché d'une institution spécialisée pour une période limitée, et que l'on ne pourra attirer de candidats qualifiés si le poste n'est pas ainsi reclassé (projet de budget, par. 13.33). En outre, le Haut Commissaire considère que les fonctionnaires chargés de la planification et de l'évaluation devraient chacun relever directement de lui. Le Comité consultatif ne pense pas qu'il y ait suffisamment de bonnes raisons de s'écarter à ce point des recommandations du Service de gestion administrative. Il recommande que les fonctions interdépendantes de planification et d'évaluation soient confiées à un service unique, comme le prévoient les arrangements actuels. De plus, tout en reconnaissant que les travaux d'évaluation exigent de l'indépendance, il est convaincu que l'on peut recruter, en leur offrant des postes d'administrateur des classes intermédiaires, des fonctionnaires compétents en matière d'évaluation capables de se soustraire à toute influence injustifiée. Puisque le Haut Commissaire a pu utiliser en 1973 un poste P-4 pour le fonctionnaire chargé de cette fonction, le Comité consultatif suggère de reclasser P-4 le poste du fonctionnaire chargé de l'évaluation.

13.13 Lorsqu'il a étudié les effectifs du Haut Commissariat, le Service de gestion administrative a recommandé un plan pour le classement des postes des chefs des bureaux extérieurs du Haut Commissariat. D'après ce plan, certains des chefs de ces bureaux devraient être des administrateurs généraux (D-1), d'autres des administrateurs hors classe (P-5), d'autres des administrateurs de première classe (P-4), selon les responsabilités qui s'attachent à chaque poste. Le Haut Commissaire propose maintenant (projet de budget, par. 13.59) d'ajouter aux postes d'administrateur général (D-1) le poste du chef du bureau de Bangkok. Comme le Haut Commissaire a l'intention de renforcer ce bureau dont les activités s'étendraient désormais à toute la région de l'Asie du Sud-Est, le Comité consultatif approuve le reclassement proposé.

13.14 Les propositions du Secrétaire général relatives aux bureaux extérieurs sont toutes exposées dans les paragraphes 13.57 à 13.63 du projet de budget. Certains regroupements sont proposés, vu l'évolution de la situation concernant les réfugiés dans certains cas particuliers, et le nombre de bureaux dont le coût est imputé sur le budget ordinaire serait ramené de 33 à 31. Le Comité consultatif note qu'il ressort du paragraphe 13.60 qu'en dépit de l'arrivée récente de réfugiés dans certains pays d'Europe, il n'est pas proposé de modifier la représentation du Haut Commissariat en Europe en 1974.

13.15 L'expansion des activités d'information qui est proposée dans le budget entraînerait pour chacune des années de la période 1974-1975 une augmentation de dépenses de 23 000 dollars, dont 18 000 dollars sont demandés au budget ordinaire et 5 000 dollars proviendraient d'autres sources. On invoque à l'appui de cette proposition le fait que le public n'est pas suffisamment conscient et informé des problèmes relatifs aux réfugiés et que certains facteurs indiquent que l'appui aux activités du Haut Commissariat pourraient être considérablement augmenté si l'on produisait davantage de matériel d'information, si l'on améliorait la distribution de ce matériel et si l'on utilisait des techniques permettant d'éveiller l'intérêt de l'opinion publique (projet de budget, par. 13.77 et 13.78). Le Comité consultatif approuve ces propositions, mais il juge essentiel qu'en développant les activités d'information du Haut Commissariat, le Haut Commissaire travaille en étroite collaboration avec le Service de l'information de l'ONU.

13.16 Au paragraphe 66 du chapitre premier et au paragraphe 13.12 ci-dessus, le Comité consultatif fait des recommandations au sujet de deux reclassements de postes demandés au chapitre 13. Si ces recommandations étaient acceptées, il serait possible de réduire de 12 000 dollars le crédit demandé au chapitre 13.

13.17 Par contre, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que le fait de recalculer les dépenses communes de personnel pour la raison exposée plus haut dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier entraînerait l'inscription d'une dépense supplémentaire de 15 000 dollars au chapitre 13.

13.18 Pour les raisons qu'il a exposées dans les deux paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 10 785 000 dollars au chapitre 13.

Augmentation recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3 000

Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	27 489 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	26 983 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	21 755 000

Observations générales

14.1 Pour examiner le programme de travail et budget de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Comité consultatif a tenu compte du rapport du Groupe de travail de la douzième session du Conseil du commerce et du développement sur le programme de travail et budget (TD/B/441, annexe II) et d'un document d'information relatif au programme de travail et budget établi par le secrétariat de la CNUCED (TD/B/434). Afin de mieux comprendre les diverses activités qui constituent les principaux éléments de programme, le Comité a pu consulter les formules de demandes de crédits pour des activités déterminées, formules qui sont en fait les éléments à partir desquels le projet de budget-programme pour 1974-1975 a été établi 63/.

14.2 Bien que la documentation susmentionnée soit volumineuse et, dans certains cas, très détaillée, elle ne fournit pas tous les renseignements nécessaires pour pouvoir juger des ressources à consacrer pendant la période biennale 1974-1975 à chacune des différentes activités de la CNUCED et à la CNUCED dans son ensemble. Certaines de ces lacunes ne sont pas propres à la CNUCED et, dans la mesure où elles concernent le budget-programme et le plan à moyen terme dans leur ensemble, le Comité consultatif a présenté ses observations à ce sujet dans le chapitre premier du présent rapport.

14.3 Le Comité a eu l'avantage de connaître les vues du Groupe de travail du Conseil du commerce et du développement sur le budget-programme et il est reconnaissant au Conseil d'avoir ajusté son calendrier de façon à rendre cette collaboration possible. Le Comité a, en outre, bénéficié d'un entretien sur les activités de la CNUCED avec le Secrétaire général de la Conférence.

Analyse des demandes de crédits

14.4 Le crédit de 27 489 000 dollars demandé par le Secrétaire général au chapitre 14 dépasse de 26,4 p. 100 le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 (21 755 000 dollars). Si l'on considère uniquement le secrétariat de la CNUCED (c'est-à-dire abstraction faite de la part des dépenses du Centre du commerce

63/ Ces renseignements détaillés ont également été mis à la disposition du Groupe de travail du Conseil du commerce et du développement lorsqu'il a examiné le programme et budget.

international qui est à la charge de la CNUCED), le taux d'accroissement est légèrement moins élevé (24,9 p. 100) 64/; dans le cas des dépenses relatives au Centre du commerce international (celles qui figurent au programme "Promotion du commerce" dans le projet de budget), l'accroissement est de l'ordre de 40 p. 100 65/.

14.5 Une analyse de l'augmentation annuelle des crédits demandés (pour 1974 par rapport à 1973 et pour 1975 par rapport à 1974) figure au tableau 14-4 du projet de budget. Il ressort de ce tableau que l'augmentation est principalement imputable aux réalignements monétaires et à la hausse des coûts. Sur la base des calculs du Secrétaire général, l'augmentation des moyens dont dispose la CNUCED, principalement des ressources en personnel, correspond à une augmentation d'environ 2,5 p. 100 pour la première année de la période biennale (soit environ un sixième de l'augmentation totale pour cette année) et d'environ 1,2 p. 100 pour la seconde (un neuvième de l'augmentation totale). Le Comité consultatif a appris que l'augmentation des moyens de la CNUCED par rapport à 1973 pour les deux années combinées se traduirait en termes budgétaires par une augmentation d'un montant total d'environ 740 000 dollars, dont 620 000 dollars pour la CNUCED proprement dite et le reste pour le Centre du commerce international.

14.6 De plus amples renseignements analytiques sont donnés dans le document TD/B/434. On y estime que, pour la période 1970-1975, 91 p. 100 de l'augmentation du budget de la CNUCED 66/ sont imputables aux réalignements monétaires et à l'inflation et qu'en dollars constants l'augmentation totale pour cette période est de 8,1 p. 100, soit une moyenne annuelle d'un peu plus de 1,5 p. 100. Il va de soi que des projections de ce genre sont nécessairement très sujettes à révision. Dans le plan à moyen terme, on prévoit des dépenses de 31 110 000 dollars pour 1976-1977, c'est-à-dire une augmentation de 3,6 millions de dollars, soit de 13,2 p. 100 par rapport aux crédits demandés pour 1974-1975. Toutefois, ce montant ne comprend pas les dépenses relatives à la quatrième session de la Conférence, qui aura probablement lieu au cours de cette période biennale.

Propositions en matière de personnel

14.7 Les propositions ci-après sont faites en matière de personnel dans le projet de budget :

CNUCED (à l'exclusion du Centre du commerce international)

a) Transformation en postes permanents de 18 postes (12 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux), au lieu d'un crédit global ouvert spécialement par l'Assemblée générale pour 1973 pour recruter du personnel

64/ Crédits demandés pour 1974-1975 : 24 524 000 dollars
Crédits ouverts pour 1972 et 1973 : 19 637 000 dollars

65/ Crédits demandés pour 1974-1975 : 5 930 000 dollars
Crédits ouverts pour 1972 et 1973 : 4 236 000 dollars.

66/ A l'exclusion du Centre du commerce international.

temporaire afin de permettre à la CNUCED d'appliquer les résolutions et décisions adoptées par la Conférence à sa troisième session et par le Conseil du commerce et du développement à sa douzième session;

b) Augmentation de 226 000 dollars du crédit demandé au titre du personnel temporaire pour la période biennale au lieu de postes permanents, afin de renforcer certains programmes;

c) Reclassement, de Directeur (D-2) à Sous-Secrétaire général, du poste de Secrétaire général adjoint de la CNUCED;

d) Reclassement à agent de 1ère classe (G-5) de quatre postes d'agent des services généraux.

Centre du commerce international

a) Création de 7 postes (3 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux) au Centre du commerce international;

b) Reclassement de 3 postes (2 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux qui deviendrait un poste d'administrateur).

Comme le Comité consultatif ne disposait pas des demandes de crédits détaillées pour le Centre du commerce international lorsqu'il a examiné le chapitre 14, le Comité présentera ses observations à ce sujet dans un rapport distinct à l'Assemblée générale.

14.8 Le Comité a examiné ensemble les propositions qui figurent aux alinéas a) et b) du paragraphe 14.7 ci-dessus, car le crédit ouvert pour 1973 /170 000 dollars (montant brut), 135 000 dollars (montant net)/ pour les fonctionnaires dont les postes seraient transformés en postes permanents en 1974 était du même type (un crédit global "au lieu de postes permanents") que le crédit demandé pour 1974-1975. Le Comité a eu du mal à comprendre pourquoi, d'une part, le Secrétaire général souhaite éliminer les postes financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire (en les transformant en postes permanents) et pourquoi, d'autre part, il demande du personnel temporaire supplémentaire pour des postes du même genre. En outre, cette dernière proposition ne semble pas être conforme à la politique suivie dans le reste du budget-programme pour 1974-1975, qui consiste à ne pas utiliser de personnel temporaire au lieu de fonctionnaires nommés à des postes permanents dont on a besoin pendant toute l'année. La conséquence logique de cette politique serait que le type de crédit ouvert pour du personnel temporaire "au lieu de postes permanents" disparaisse du budget.

14.9 Lorsque, l'année dernière, le Secrétaire général a demandé un crédit global de 135 000 dollars (net) pour 1973, il a indiqué que, tant qu'il y aurait des postes vacants au secrétariat de la CNUCED, il ne jugeait pas approprié de demander de nouveaux postes. Il s'est engagé à ne pas utiliser le crédit ouvert tant que les postes vacants ne seraient pas pourvus (A/C.5/1501, par. 5). Toutefois, la demande d'un crédit de 226 000 dollars pour 1974-1975 n'est pas assortie d'un engagement de ce genre. En réponse aux questions qui lui ont été posées, le Secrétaire général de la CNUCED a informé le Comité que depuis que l'on avait levé les mesures de "gel" du recrutement à la fin de 1972, le nombre de postes vacants

à la CNUCED diminuait rapidement 67/ et qu'il prévoyait qu'ils seraient tous pourvus pendant l'année en cours, ce qui lui permettrait d'utiliser le crédit spécial dans les conditions approuvées par l'Assemblée générale. Le Comité consultatif reconnaît que cette situation justifie qu'on demande la transformation en postes permanents des postes financés au moyen de crédits ouverts pour 1973 au titre du personnel temporaire, mais il ne voit pas la raison de financer, en 1974-1975, des postes permanents supplémentaires au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire.

14.10 Indépendamment des considérations qui précèdent, toutefois, le Comité fait observer que la proposition de transformer en postes permanents les postes financés en 1973 au moyen du crédit de 135 000 dollars ouvert pour du personnel temporaire ne constituerait pas une simple modification d'ordre technique, mais augmenterait sensiblement les effectifs de la CNUCED ainsi que leur coût. La raison en est que, si le crédit global ouvert pour 1973 au titre du personnel temporaire était suffisant pour couvrir le coût de 6 postes d'administrateur et de 6 postes d'agent des services généraux pendant toute l'année 68/, le Secrétaire général demande maintenant la transformation en postes permanents non pas de 12 mais de 18 postes (12 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux). Ainsi, au cours de la période biennale, il y aurait une augmentation annuelle nette de l'effectif de la CNUCED d'au moins 6 postes permanents d'administrateur; l'augmentation serait plus importante si le crédit de 135 000 dollars n'était pas utilisé entièrement en 1973.

14.11 Le Comité consultatif s'est donc demandé si, pour s'acquitter de sa tâche au cours de la période biennale, la CNUCED avait besoin d'au moins trois postes permanents d'administrateur supplémentaires chaque année par rapport à 1973. Cette question n'est pas soulevée dans le projet de budget même, car la situation y est décrite comme une simple transformation de postes d'une catégorie en postes d'une autre. Le Comité s'est rappelé toutefois que, lorsque le Secrétaire général avait demandé l'an dernier un crédit global de 135 000 dollars (net), il avait déclaré que ce crédit "permettrait à la CNUCED de faire face à son nouveau programme de travail élargi, tel qu'il découle des résolutions et des décisions adoptées par la Conférence à sa troisième session et par le Conseil du commerce et du développement" (A/C.5/1501, par. 5). Comme les hypothèses sur lesquelles se fonde cette déclaration n'ont pas changé, le Comité consultatif présume qu'elle reste valable. Aussi le Comité estime-t-il que le nombre de nouveaux postes permanents devrait être limité à 6 postes d'administrateur et à 6 postes d'agent des services généraux, soit le même nombre d'années de travail de fonctionnaire dans chaque catégorie que celui qui a été approuvé pour 1973 69/.

14.12 Le Comité consultatif a expliqué plus haut, au paragraphe 14.8, pourquoi il conteste l'inscription au projet de budget de crédits demandés pour recruter du personnel temporaire pour toute une année. Le montant de 226 000 dollars demandé

67/ Il y avait 34 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur vacants à la CNUCED à la fin d'octobre 1972; il n'y en avait plus que 16 au 30 avril 1973.

68/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1-30), document A/8708/Add.29, par. 4.

69/ A condition que l'on n'opère pas d'abattement pour délais de recrutement en 1974.

à cette fin pour la CNUCED (alin. b) du paragraphe 14.7 ci-dessus) serait réparti entre cinq programmes, comme il est indiqué au paragraphe 14.7 du projet de budget. Malheureusement, le Comité, à la lecture des documents dont il a été saisi, n'est pas convaincu que a) du personnel supplémentaire soit nécessaire dans chaque cas 70/, et b) que, dans les cas où du personnel supplémentaire semble effectivement justifié, on continue d'en avoir besoin au-delà de 1975. Dans ces conditions, le Comité ne peut approuver la totalité du crédit demandé; il recommande d'ouvrir un crédit de 150 000 dollars pour la période biennale, afin de couvrir le coût de personnel temporaire affecté à des tâches générales pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe, et non en vue de la transformation ultérieure des postes occupés par ce personnel en postes permanents.

14.13 La proposition de reclasser le poste de Secrétaire général adjoint de la CNUCED est examinée plus haut par le Comité dans le contexte plus large de l'échelon le plus élevé du Secrétariat (chap. premier, par. 65 et 66). Le Comité fait aussi des recommandations dans ce chapitre au sujet des reclassements de postes de classes inférieures que le Secrétaire général demande dans le projet de budget.

Autres propositions budgétaires

14.14 Les crédits demandés pour les voyages en mission du personnel de la CNUCED s'élèvent à 437 000 dollars pour la période biennale, soit une augmentation apparente d'un peu plus de 10 p. 100 (projet de budget, tableau 14-2). Si l'on fait, toutefois, une comparaison stricte, l'augmentation est en réalité de l'ordre de 45 p. 100, car un nombre exceptionnellement important de fonctionnaires a dû se rendre en 1972 à la troisième session de la CNUCED 71/. Le Comité consultatif n'est pas convaincu qu'une augmentation d'une telle ampleur soit justifiée, compte tenu en particulier des conclusions du Corps commun d'inspection, qui a jugé que les voyages des fonctionnaires de l'ONU étaient excessifs et souvent inutiles (A/8900). Le Comité recommande de réduire de 75 000 dollars au total le montant prévu pour les frais de voyage, en effectuant des ajustements dans chacun des programmes inscrits au chapitre 14.

14.15 Le Comité consultatif s'inquiète également de l'augmentation prévue pour 1975 du volume de la documentation produite par la CNUCED, telle qu'elle ressort des tableaux 14-38, 14-40, 14-42 et 14-44 du projet de budget. Le nombre de pages tirées passerait d'environ 43 millions en 1974 à 54,6 millions en 1975, en raison surtout d'un programme de réunions beaucoup plus chargé pendant la deuxième année. L'Assemblée générale ayant nettement indiqué dans sa résolution 2836 (XXVI) qu'elle souhaitait voir réduire le volume de la documentation de l'ONU, le Comité consultatif recommande au Secrétariat de s'employer énergiquement à limiter la longueur des documents sur lesquels il peut exercer un contrôle; il recommande également de réduire en conséquence de 40 000 dollars le crédit demandé au chapitre 14.

70/ Le Secrétaire général motive ses demandes de personnel dans les paragraphes 14.17, 14.24, 14.28, 14.155 et 14.165.

71/ Tableau 14-2, organes directeurs.

14.16 Le Comité est heureux de constater que, tout en conservant une ligne de crédits secondaire distincte pour les services de conférence, le Secrétaire général de la CNUCED a pu indiquer, pour information, la répartition de ces dépenses par programme pour 1974 et 1975 (projet de budget, tableaux 14-41 et 14-45).

14.17 Le projet de budget révèle que, pendant la période biennale 1974-1975, la CNUCED dépensera environ 500 000 dollars pour les activités liées au commerce avec les pays socialistes. Des efforts considérables sont également déployés dans ce domaine par la Commission économique pour l'Europe (chap. 8) et le Comité consultatif s'étonne que cela ne soit pas mentionné dans la documentation relative au budget et au programme de travail de la CNUCED. Les activités de la CNUCED ne sont pas non plus évoquées dans le chapitre du projet de budget qui concerne la Commission 72/. Le Comité espère que ces omissions ne signifient pas que les deux organes travaillent indépendamment l'un de l'autre.

14.18 D'après la description du programme de la CNUCED relatif au transfert des techniques (projet de budget, par. 14.130 à 14.142; plan à moyen terme, CNUCED, chap. IV) 73/, le Comité a constaté que certains aspects de ce programme semblent n'avoir que peu ou pas de rapport avec le mandat fondamental de la CNUCED, qui est de favoriser l'expansion du commerce international. Le programme de travail actuel a été approuvé par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, organe de la CNUCED, en juin 1971. Depuis lors, une attention croissante a été accordée à cette question à l'échelon international et certains services à l'ONU (ONUDI, Département des affaires économiques et sociales) comme à l'extérieur ont intensifié leurs activités. Le Comité consultatif estime que la répartition des responsabilités entre ces services n'est pas toujours claire. C'est aux gouvernements qu'il appartient de décider si les arrangements actuels sont satisfaisants ou si les ressources qu'ils fournissent pour ces activités ne seraient pas mieux utilisées si la question était traitée de manière plus cohérente.

Conclusion

14.19 Compte tenu des observations qu'il a formulées dans les paragraphes 14.11 à 14.15 ci-dessus, le Comité recommande de réduire de 449 000 dollars le crédit demandé au chapitre 14 pour 1974-1975. Le fait de recalculer les crédits nécessaires pour les dépenses communes de personnel pour la raison exposée plus haut, dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier, entraîne une autre réduction de 57 000 dollars. Ainsi, sous réserve des observations que le Comité fera ultérieurement sur les crédits demandés pour le Centre du commerce international (voir par. 14.7 ci-dessus), le crédit qu'il recommande d'ouvrir au chapitre 14 serait de 26 983 000 dollars, soit 506 000 dollars de moins que le crédit demandé par le Secrétaire général.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	506 000

72/ Par. 8.29 à 8.33.

73/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6A (A/9006/Add.1).

Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	31 744 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	30 471 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	24 520 000

15.1 Le crédit demandé au chapitre 15 dépasse de 7 224 000 dollars, soit de 29,5 p. 100, le montant total des crédits ouverts pour 1972-1973. Cette augmentation est due, pour l'essentiel, à deux facteurs : a) les augmentations de prix et de salaires causées par l'inflation à Vienne et la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au schilling autrichien; b) l'augmentation très élevée du nombre des postes demandés pour chacune des années 1974 et 1975.

15.2 Le nombre des postes nouveaux demandés pour l'ONUDI s'élève à 37 postes d'administrateur et 41 postes d'agent des services généraux, soit au total 78. Si cette demande était approuvée, l'augmentation du nombre des postes atteindrait plus de 11 p. 100 par rapport aux effectifs permanents approuvés pour 1973. Le tableau suivant indique la répartition des nouveaux postes par programme :

Programme	1974			1975			Totaux		
	Adm.	Serv. gén.	Total	Adm.	Serv. gén.	Total	Adm.	Serv. gén.	Total
Secrétariat du Conseil du développement industriel	1	1	2	-	-	-	1	1	2
Direction exécutive et administrative	2	1	3	1	1	2	3	2	5
Technologie industrielle	5	3	8	4	2	6	9	5	14
Services et insti- tutions intéressant l'industrie	2	3	5	2	2	4	4	5	9
Politiques et programmation industrielles ...	3	1	4	1	-	1	4	1	5
Coopération hors Siège	-	-	-	2	1	3	2	1	3
Programme ONUDI/BIRD	1	2	3	2	-	2	3	2	5
Gestion des acti- vités de coopé- ration technique	4	3	7	1	3	4	5	6	11
Services administratifs ..	3	9	12	3	7	10	6	16	22
Services de conférence	-	-	-	-	2	2	-	2	2
	21	23	44	16	18	34	37	41	78

15.3 Pour analyser les besoins en personnel de l'ONUDI, le Comité consultatif a tenu compte du fait que les postes permanents (711 postes approuvés au total pour 1973, 755 postes demandés pour 1974 et 789 demandés pour 1975) ne constituent qu'une partie du total des ressources en personnel de l'ONUDI. L'ONUDI dispose aussi, outre les groupes spéciaux d'experts, de crédits importants pour recruter du personnel temporaire et des consultants (2 305 000 dollars demandés pour 1974-1975, contre un crédit de 2 029 000 dollars ouvert pour 1972-1973) et d'un nombre très élevé de postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires (364 postes approuvés pour 1973, 373 prévus pour 1974 et 413 pour 1975). En outre, les six conseillers interrégionaux dont le coût est imputé sur les crédits ouverts pour le programme ordinaire d'assistance technique sont affectés à Vienne, et non hors siège.

15.4 Depuis sa création, et pour des raisons diverses, l'ONUDI a toujours eu beaucoup de difficultés à recruter du personnel et à le conserver. En conséquence, le nombre des postes vacants de l'Organisation a constamment été supérieur à la moyenne. Bien que des difficultés de recrutement subsistent à l'ONUDI, le Comité consultatif a appris que la quasi-totalité des postes vacants avaient été pourvus. Le Comité a pu savoir que ce progrès résultait de la politique actuellement appliquée par l'ONUDI, qui consiste à imputer sur les

crédits ouverts pour des postes permanents le coût du personnel dont les services auraient été rémunérés au moyen des fonds pour frais généraux si les postes en question avaient été utilisés aux fins pour lesquelles ils avaient été créés. Cette politique entraîne une réduction des économies qui auraient pu être faites sur le budget ordinaire (économies qui auraient éventuellement été portées au crédit des Etats Membres proportionnellement à leurs contributions) et permet de réaliser des économies sur les frais généraux. Dans la pratique, l'utilisation de la totalité des crédits prévus au budget ordinaire entraîne par conséquent une augmentation des ressources dont l'ONUDI dispose pendant une année donnée.

15.5 A l'exception des postes demandés pour le secrétariat du Conseil du développement industriel, pour la direction exécutive et l'administration, pour le programme ONUDI/BIRD et pour les services administratifs et de conférence (voir à ce sujet les paragraphes 15.13 à 15.18 ci-après), les demandes de postes permanents supplémentaires qui sont récapitulées plus haut au paragraphe 15.2 découlent du fait qu'on prévoit une augmentation considérable de la valeur de l'assistance technique que l'ONUDI fournira affectivement en 1974 et en 1975 (par. 15.51, 15.57, 15.61, 15.65, 15.69, 15.73, 15.77, 15.81, 15.88, 15.93, 15.97, 15.101, 15.106, 15.110, 15.121, 15.125, 15.129, 15.134, 15.146, 15.162 et 15.167 du projet de budget).

15.6 Le Comité consultatif a rappelé que, dans le projet de budget pour 1973, le Secrétaire général était parti de l'hypothèse selon laquelle les ressources dont l'ONUDI disposerait pour ses programmes opérationnels en 1973 dépasseraient de 9 millions de dollars le montant prévu en 1972, pour atteindre un total de 31 millions de dollars ^{74/}. Il est clair maintenant que les ressources du programme opérationnel de 1973 seront bien inférieures à ces prévisions.

15.7 Selon les indications données dans le tableau 15.1 du budget programme, le Secrétaire général prévoit que les dépenses de l'ONUDI au titre des programmes opérationnels passeront de 21,1 millions de dollars en 1972 à 27,3 millions en 1973, 34,6 millions en 1974 et 41 millions en 1975. On trouvera ci-dessous la ventilation de ces totaux selon l'origine des fonds :

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
	(En millions de dollars)			
Programme ordinaire	1,5	1,5	1,5	<u>2^{75/}</u>
PNUD	13,1	19,5	26,2	31,3
Services industriels spéciaux	4,6	4	4	4,2
Fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI	1,1	1,5	2	2,5
Fonds d'affectation spéciale	<u>0,8</u>	<u>0,8</u>	<u>0,9</u>	<u>1</u>
	<u>21,1</u>	<u>27,3</u>	<u>34,6</u>	<u>41</u>

^{74/} Ibid., vingt-septième session, Supplément No 6 (A/8706), vol. II, titre VII, par. 16.3.

^{75/} A sa septième session, le Conseil du développement industriel a adopté la décision I (VII), par laquelle il recommande à l'Assemblée générale de porter de 1,5 à 2 millions de dollars, à compter de 1975, le montant des crédits affectés au programme ordinaire (voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 16 (A/9016), annexe II).

Il apparaît donc que dans ses prévisions, l'ONUDI table surtout sur une augmentation des fonds versés par le PNUD.

15.8 Le Comité consultatif s'est efforcé de vérifier le bien-fondé de ces prévisions. Il a appris que les projections de l'ONUDI étaient fondées sur une analyse des programmes par pays déjà connus et sur une projection établie à partir de ces données de manière à englober tous les pays en voie de développement. Les programmes par pays constituent certes des indicateurs utiles, mais leur interprétation à un stade aussi peu avancé de la programmation par pays présente des difficultés considérables. En premier lieu, une projection fondée sur un nombre relativement faible des programmes par pays qu'il est déjà possible d'analyser ne peut être considérée comme ayant une grande exactitude, étant donné qu'il n'existe aucune uniformité, si approximative soit-elle, en ce qui concerne le choix des priorités des divers gouvernements en matière de développement. En second lieu, les gouvernements sont souvent contraints de modifier ce choix en fonction de faits nouveaux. En troisième lieu, la mise en route de nouveaux projets est liée à l'existence de ressources disponibles, compte tenu des chiffres indicatifs de planification des différents pays.

15.9 Ce dernier point est, bien entendu, étroitement lié au taux de croissance anticipé de l'ensemble des ressources du PNUD. A cet égard, il convient de rappeler que dans le rapport sur les perspectives financières du PNUD de 1972 à 1976 qu'il a présenté au Conseil d'administration à sa seizième session le Directeur prévoit un déficit de 87 à 89 millions de dollars et déclare qu'en raison de la situation, il faut opposer une fin de non-recevoir à des demandes légitimes et bien fondées concernant le relèvement de certains chiffres indicatifs de planification, parce qu'il se sent obligé de se prononcer contre des mesures qui aggraveraient une situation financière déjà particulièrement difficile (DP/L.284, par. 5). A sa quinzième session, le Conseil d'administration a adopté une décision dans laquelle il a notamment observé que l'une des principales causes du déficit prévu était le taux de croissance insuffisant des contributions volontaires et s'est déclaré gravement préoccupé par le fait que, selon les propres estimations du Directeur (par. 14 du document DP/L.262 et Corr.1), les augmentations infimes, exprimées en dollars, du volume d'activité du programme correspondaient en valeur réelle à "un programme stationnaire, ou même en légère régression" 76/.

15.10 Dans ces conditions, un accroissement des ressources fournies à l'ONUDI par le PNUD n'est possible que si le PNUD réduit le montant des allocations qu'il verse à d'autres organisations chargées de l'exécution. Le Comité consultatif n'ignore pas que le PNUD prévoit une expansion considérable de son assistance dans le domaine de l'industrie (DP/L.277, par. 57 et 146), mais cette expansion n'intéressera pas exclusivement les projets de l'ONUDI. En 1972, 46 p. 100 environ des dépenses du PNUD relatives à des projets dans le domaine de l'industrie portaient sur des projets exécutés par l'ONUDI; d'autres organisations chargées de l'exécution, principalement l'OIT, la FAO et l'OMCI, étaient chargées des autres projets (DP/L.277, par. 100 et tableaux V et VII).

76/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2 (E/5256 et Corr.1), par. 159.

15.11 Pour 1973, le PNUD estime à 23 millions de dollars environ, soit 7,6 p. 100 du total, les dépenses que l'ONUDI fera pour des programmes opérationnels financés par le PNUD (y compris ceux qui relèvent des Services industriels spéciaux). Pour faire face au même type de dépenses, l'ONUDI recevrait 23,9 millions de dollars en 1974 et 25 millions de dollars en 1975. S'il y a lieu de s'attendre à une augmentation de la part du total des allocations du PNUD aux organisations que l'ONUDI recevra, le Comité consultatif a conclu néanmoins, sur la base des renseignements dont il disposait, que le volume des projets opérationnels que l'ONUDI sera appelée à exécuter pour le compte du PNUD (y compris les projets des Services industriels spéciaux) en 1974 et en 1975 ne correspondra vraisemblablement pas aux totaux de 30,2 et 35,5 millions de dollars que l'ONUDI prévoit (voir plus haut, par. 15.6).

15.12 De plus, étant donné les récents réalignements monétaires et les poussées inflationnistes, une part considérable de l'augmentation en dollars sera absorbée par l'augmentation des coûts. En conséquence, le nombre d'années de travail de fonctionnaire nécessaire pour l'appui administratif et technique aux projets financés par le PNUD ne sera sans doute que légèrement supérieur au chiffre total correspondant pour 1973; en fait, pour les Services industriels spéciaux, ce nombre d'années de travail de fonctionnaire sera vraisemblablement un peu inférieur au chiffre correspondant de 1973, en particulier du fait que l'ONUDI aura davantage recours à des sociétés de consultants avec lesquelles elle passera des contrats de sous-traitance (DP/L.277, par. 108).

15.13 Après avoir analysé les renseignements dont il disposait, le Comité consultatif a conclu que l'on avait assez considérablement surestimé le nombre de postes nouveaux nécessaires pour les programmes concernant la technologie industrielle, les services et institutions intéressant l'industrie, les politiques et la programmation industrielles, la coopération hors Siège et l'élément "Gestion des activités de coopération technique" de l'appui aux programmes. En conséquence, le Comité recommande de ramener le nombre de postes nouveaux demandés par le Secrétaire général pour ces programmes, à savoir 24 postes d'administrateur (3 D-1, 6 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 5 P-2/1) et 18 postes d'agent des services généraux, à 12 postes d'administrateur (1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 3 P-2/1) et 9 postes d'agent des services généraux pour la période biennale.

15.14 Le secrétariat du Conseil du développement industriel compte actuellement trois administrateurs et trois agents des services généraux. Il assure le service du Conseil et de son comité permanent, qui ne se réunissent qu'environ huit semaines par an en tout; quand le Conseil siège, le secrétariat est renforcé par du personnel temporaire (pour lequel le Secrétaire général demande un crédit de 28 300 dollars pour la période biennale). Le Comité consultatif considère que ces arrangements en matière de personnel devraient être adéquats. En fait, le Comité est convaincu que, pendant une bonne partie de l'année, ce secrétariat devrait pouvoir, avec son effectif actuel, prêter son concours au Directeur exécutif pour des travaux divers. Le Comité consultatif ne peut donc approuver la proposition de créer deux postes (dont un poste d'administrateur) pour ce service.

15.15 Pour la catégorie de programme intitulée Direction exécutive et administration, le Secrétaire général demande trois postes d'administrateur et deux postes d'agent des services généraux pour la période biennale pour un service d'évaluation, d'élaboration et de formulation des programmes. Le Comité consultatif constate que la Direction exécutive et administration compte déjà 17 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 15 postes d'agent des services généraux.

Le Comité sait que le Directeur exécutif de l'ONUDI utilise aussi des ressources prévues pour le programme ordinaire de coopération technique et des fonds extra-budgétaires pour renforcer ce programme. Dans ces conditions, le Comité recommande de ramener le nombre de postes nouveaux à 2 postes d'administrateur (1 P-5 et 1 P-2/1) et un poste d'agent des services généraux. La recommandation du Comité consultatif relative à la proposition de reclasser à Sous-Secrétaire général le poste de directeur exécutif adjoint figure dans les paragraphes 65 et 66 du chapitre premier.

15.16 Le Comité consultatif approuve la proposition de créer un poste d'administrateur et un poste d'agent des services généraux de plus pour 1974 et deux autres postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux de plus pour 1975 pour le nouveau programme de coopération ONUDI/BIRD. Le Comité considère, toutefois, qu'il faudra évaluer avec soin les réalisations accomplies au titre de ce programme avant d'envisager d'augmenter l'effectif plus qu'il n'est prévu au paragraphe 15.155 du projet de budget. Il recommande de donner davantage de renseignements sur ce programme dans les futurs projets de budget-programme.

15.17 Pour les services administratifs, le Secrétaire général demande 6 postes d'administrateur et 16 postes d'agent des services généraux en tout; la moitié des nouveaux postes d'administrateur serait destinée au Service du recrutement du personnel. Pour les raisons qu'il a exposées plus haut, dans les paragraphes 15.7 à 15.11, le Comité consultatif considère que les projets opérationnels que l'ONUDI sera effectivement appelée à exécuter en 1974-1975 exigeront moins de services d'appui administratif que ne le prévoit le Secrétaire général. Il recommande de réduire de 2 postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-2) et de 8 postes d'agent des services généraux le nombre de postes nouveaux demandés par le Secrétaire général.

15.18 Le Comité ne voit pas d'objection à la création de 2 postes d'agent des services généraux pour les services de conférence.

15.19 Dans les paragraphes 15.13, 15.14, 15.15 et 15.17, le Comité consultatif a recommandé d'apporter des modifications aux propositions faites par le Secrétaire général en matière de personnel. En termes budgétaires, les réductions recommandées se chiffrent à 543 000 dollars pour la période biennale. Le changement que le Comité, au paragraphe 42 du chapitre premier, recommande d'apporter à l'abattement pour délais de recrutement entraîne une réduction de 310 000 dollars. Ainsi, le total de la réduction recommandée quant au crédit demandé pour les postes permanents est de 853 000 dollars. Les recommandations du Comité sur la question des reclassements à Administrateur général (D-1) et à des classes inférieures figurent au paragraphe 63 du chapitre premier.

15.20 Dans le paragraphe 15.3, le Comité consultatif a appelé l'attention sur le montant considérable des crédits demandés pour le personnel temporaire, les groupes spéciaux d'experts et les consultants. Le Comité sait que l'ONUDI fait très souvent appel à des consultants et à du personnel engagé pour des périodes de courte durée pour leur confier des tâches dont l'exécution exige des compétences et des connaissances spécialisées que le personnel permanent ne possède pas, en particulier dans des secteurs où le volume de travail ne justifie pas que l'on recrute du personnel pour l'année entière ou dans les cas où les personnes qui possèdent les compétences nécessaires ne sont pas disposées à accepter de travailler

à plein temps à l'ONUDI. Mais la nécessité de recourir à ces services, que le Comité reconnaît, ne justifie pas l'augmentation constante des crédits demandés à ce titre. Le Comité consultatif estime que les crédits à mettre à la disposition de l'ONUDI pour 1974 et 1975 devraient être approximativement du même montant que les crédits correspondants ouverts pour 1973, sous réserve d'ajustements motivés par l'augmentation des coûts. En conséquence, le Comité recommande de réduire ces crédits de 400 000 dollars pour la période biennale.

15.21 Le crédit demandé pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit accuse aussi une augmentation beaucoup plus importante que celle que peut justifier l'augmentation des coûts qui est invoquée pour l'expliquer. Le Comité recommande de réduire le crédit demandé de 15 000 dollars.

15.22 Les dépenses relatives à la documentation demeurent un des éléments les plus importantes du budget de l'ONUDI, en dépit du désir que l'Assemblée générale a souvent exprimé de les voir réduites. Le Comité consultatif recommande de réduire de 25 000 dollars pour la période biennale le crédit demandé pour la documentation à fournir aux organes directeurs.

15.23 Le Comité consultatif recommande, en outre, les réductions ci-après dans le cas des services administratifs et services de conférence :

a) Communications : réduction de 100 000 dollars pour la période biennale. Le Secrétaire général demande un crédit de 809 000 dollars pour les communications pour 1974-1975, alors que les crédits ouverts pour 1972 et 1973 se chiffraient à 598 000 dollars. Le montant prévu représente un tiers de plus que le crédit demandé pour les communications pour tous les départements du Siège, à New York, (à l'exception des télégrammes, du service de la valise diplomatique et du transport de marchandises pour le service de l'information) (paragraphe 28.193 du projet de budget), y compris le Département des affaires économiques et sociales, qui exécute un programme opérationnel beaucoup plus important que celui de l'ONUDI. En outre, le crédit demandé pour les communications à l'ONUDI a été calculé compte tenu d'un programme opérationnel d'une ampleur qui, de l'avis du Comité consultatif, ne sera vraisemblablement pas atteinte (voir par. 15.6 à 15.12 ci-dessus);

b) Mobilier et matériel : réduction de 20 000 dollars pour la période biennale, du fait que le Comité consultatif a recommandé de réduire le nombre de postes nouveaux;

c) Travaux contractuels d'imprimerie : réduction de 30 000 dollars pour la période biennale, compte tenu de la mesure dans laquelle l'ONUDI a pu exécuter son programme de publications ces dernières années.

15.24 Dans les paragraphes 15.19 à 15.23 ci-dessus, le Comité consultatif a recommandé des réductions d'un montant total de 1 443 000 dollars au chapitre 15. Toutefois, le Secrétaire général a informé le Comité qu'en recalculant le crédit nécessaire pour les dépenses communes de personnel, on s'était aperçu qu'il avait été sous-estimé d'un montant de 170 000 dollars, pour les raisons exposées au paragraphe 77 du chapitre premier. En conséquence, le Comité recommande d'ouvrir un crédit de 30 471 000 dollars au chapitre 15 pour la période biennale 1974-1975.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	1 273 000
---	-----------

Chapitre 16. Programme des Nations Unies pour l'environnement

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	3 965 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 983 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	2 698 000 <u>77/</u>

16.1 Le crédit demandé au chapitre 16 doit permettre de continuer en 1974 et 1975 à couvrir le coût du secrétariat dont l'Assemblée générale a autorisé la création par sa résolution 2997 (XXVII) pour centraliser l'action en matière d'environnement et assurer la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies. Le crédit demandé pour 1974-1975 ne peut être comparé à la somme des crédits ouverts pour la période biennale précédente car le crédit ouvert pour 1972 devait permettre uniquement de couvrir les dépenses à engager cette année-là pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, puisque le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) n'avait pas encore été créé. Le crédit ouvert pour 1973 offre donc une meilleure base pour calculer l'augmentation de dépense envisagée pour la prochaine période biennale. Le tableau figurant au début du chapitre 16 du projet de budget indique que le crédit demandé pour la première année de la période biennale dépasse de 9,8 p. 100 le crédit ouvert pour 1973, tandis que le crédit demandé pour la deuxième année (1975) accuse une augmentation supplémentaire de 5,2 p. 100. Le Secrétaire général attribue entièrement ces augmentations à la hausse probable du coût des fournitures et des services (y compris l'augmentation des dépenses relatives aux traitements) et au fait qu'un abattement avait été appliqué au crédit demandé pour 1973 afin de tenir compte des délais de recrutement inhérents à la constitution du secrétariat pour l'environnement et à l'installation de son siège à Nairobi.

16.2 Dans le projet de budget, il n'est pas proposé d'apporter de changement au nombre des postes permanents du secrétariat dont le coût est imputé sur le chapitre 16 (98 postes au total, dont 34 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur). L'effectif actuel dudit secrétariat dont le coût est imputé sur le chapitre 16 représentera la moitié du personnel d'appui administratif et d'appui au programme du PNUE en 1974 78/. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 16.3 du projet de budget, le Secrétaire général indique qu'il a l'intention de présenter ultérieurement à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, "des prévisions plus détaillées, qui tiendront également compte d'un facteur de croissance raisonnable"; toutefois, le Comité consultatif, en réponse aux questions qu'il a posées, a reçu l'assurance que le Secrétaire général n'avait

77/ Les dépenses de 1972 se sont bornées au coût de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.

78/ Quatre-vingt-dix-huit postes sur 201; voir le tableau du paragraphe 16 ci-après.

pas l'intention d'augmenter le nombre des postes permanents dont le coût est imputé sur le chapitre 16, mais de prélever sur le Fonds des Nations Unies pour l'environnement les sommes nécessaires pour opérer tous ajustements en matière de personnel que les décisions du Conseil d'administration du PNUE pourraient rendre nécessaires. Néanmoins, le Secrétaire général pourrait proposer une légère augmentation des crédits qu'il a demandés dans le projet de budget pour assurer le service des réunions du Conseil d'administration et pour couvrir certains frais généraux (locaux et communications par exemple), si les dépenses effectives de 1973 indiquent que ces crédits risquent d'être insuffisants.

16.3 Dans un document destiné au Conseil d'administration du PNUE (UNEP/GC/8), le Directeur exécutif estime le montant brut des ressources du Fonds pour l'environnement à environ 11 millions de dollars pour 1973 et environ 18 millions de dollars pour 1974 (aucune prévision sûre ne pouvant encore être faite pour 1975). Les décaissements à effectuer par prélèvement sur le Fonds sont estimés à 7 898 000 dollars pour 1973 (dont 5,5 millions de dollars pour des projets et 1 573 000 dollars pour les dépenses d'administration et d'appui au Programme) et à 20 021 000 dollars pour 1974 (dont 16 millions de dollars pour des projets et 2 421 000 dollars pour les dépenses d'administration et d'appui au Programme). Le total des dépenses d'administration et dépenses d'appui au Programme imputées sur le Fonds en 1973 et 1974 dépasserait légèrement le montant des crédits ouverts à ce titre au budget ordinaire (chap. 16) pour ces deux années (4 millions de dollars contre 3,7 millions). On trouvera dans le tableau suivant un état récapitulatif desdites dépenses :

	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>Augmentation</u>
	Dollars	Dollars	(Pourcentage)
<u>I. Dépenses d'administration et d'appui au Programme</u>			
Budget ordinaire de l'ONU	1 761 000	1 932 000	9,8
Budget du Fond			
a) Administration	642 000	1 057 000	64,6
b) Appui au Programme	931 000	1 364 000	46,5
Total, dépenses d'administration et d'appui au Programme	<u>3 334 000</u>	<u>4 353 000</u>	<u>30,6</u>

II. Personnel

Budget ordinaire de l'ONU			
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	34	34	-
Agents des services généraux	64	64	-
Total, budget ordinaire	<u>98</u>	<u>98</u>	<u>-</u>

	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>Augmentation</u>
	Dollars	Dollars	(Pourcentage)
Budget du Fonds			
a) Administration			
Administrateurs et fonction-			
naires de rang supérieur	14	19	35,7
Agents des services généraux	18	23	27,8
Total partiel	<u>32</u>	<u>42</u>	<u>31,2</u>
b) Appui au Programme			
Administrateurs et fonction-			
naires de rang supérieur	21	27	28,6
Agents des services généraux	27	34	25,9
Total partiel	<u>48</u>	<u>61</u>	<u>27,1</u>
Total budget du Fonds	<u>80</u>	<u>103</u>	<u>28,7</u>
TOTAL GENERAL, PERSONNEL	<u>178</u>	<u>201</u>	<u>12,9</u>

16.4 De l'avis du Comité consultatif les dépenses imputées sur le budget ordinaire et les dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement ne peuvent être considérées indépendamment les unes des autres. Les deux catégories comprennent des dépenses d'administration et dépenses d'appui au programme, et le personnel du PNUE opérera de manière intégrée, quelle que soit l'origine des fonds servant à rémunérer les divers fonctionnaires 79/. Lorsqu'il a examiné les crédits demandés au chapitre 16, le Comité consultatif a donc tenu compte des propositions présentées par le Directeur exécutif au Conseil d'administration en ce qui concerne le

79/ Voir par exemple le document UNEP/GC/8, dans lequel le Directeur exécutif du PNUE indique qu'il n'a pas l'intention d'établir des services administratifs distincts pour le secrétariat dont le coût est imputé sur le budget ordinaire et pour le personnel chargé de gérer le Fonds (par. 21). Dans son rapport à l'Assemblée générale sur le Fonds pour l'environnement, le Comité consultatif a appelé l'attention sur la nécessité de traiter les deux groupes de fonctionnaires mutatis mutandis, sur un pied d'égalité (A/9068, par. 19).

Programme du Fonds pour 1973-1974 (UNEP/GC/8)^{80/}; de même, lorsqu'il a fait rapport séparément sur ces propositions au Conseil d'administration (UNEP/GC/L.9), le Comité a tenu compte des ressources disponibles ou demandées au chapitre 16.

16.5 On trouvera dans le tableau qui suit la ventilation, par classe, des postes demandés dont le coût sera imputé sur le chapitre 16 et de ceux dont le coût sera imputé sur le Fonds au titre des dépenses d'administration et d'appui au programme :

<u>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</u>	<u>1973</u>			<u>1974</u>			<u>1975</u>
	<u>Budget ordinaire</u>	<u>Fonds</u>	<u>Total</u>	<u>Budget ordinaire</u>	<u>Fonds</u>	<u>Total</u>	<u>Budget ordinaire</u> ^{1/}
Directeur exécutif	1	-	1	1	-	1	1
Sous-Secrétaire général	2	-	2	2	-	2	2
D-2	3	3	6	3	4	7	3
D-1	3	7	10	3	7	10	3
P-5	6	6	12	6	9	15	6
P-4/1	19	19	38	19	26	45	19
Total partiel	<u>34</u>	<u>35</u>	<u>69</u>	<u>34</u>	<u>46</u>	<u>80</u>	<u>34</u>
<u>Agents des services généraux</u>							
Toutes classes	64	45	109	64	57	121	64
	—	—	—	—	—	—	—
Total	<u>98</u>	<u>80</u>	<u>178</u>	<u>98</u>	<u>103</u>	<u>201</u>	<u>98</u>

^{1/} On ne dispose pas encore de prévisions quant aux dépenses à imputer sur le Fonds en 1975.

16.6 Le tableau ci-dessus fait notamment apparaître une proportion relativement élevée de postes des classes supérieures, qu'il s'agisse des postes dont le coût est imputé sur le budget ordinaire ou de ceux dont le coût est imputé sur le Fonds. Dans le cas des premiers, le tableau d'effectifs pour 1973 a été approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, et aucune modification de cet effectif n'est prévue dans le projet de budget pour 1974 et 1975. Dans les observations qu'il a présentées au Conseil d'administration sur les dépenses d'administration et dépenses d'appui au Programme du Fonds, le Comité consultatif a appelé l'attention sur la proportion élevée de postes supérieurs parmi les postes demandés.

^{80/} Au chapitre 16 du projet de budget, il n'est pas donné d'indications sur les programmes opérationnels ni sur les autres ressources extra-budgétaires dont on compte disposer en 1973, 1974 ou 1975.

16.7 Le Comité consultatif a également appelé l'attention du Conseil d'administration sur le taux de croissance élevé que l'on envisage pour l'appui administratif et l'appui au Programme du PNUE par rapport aux activités opérationnelles du Programme, même compte tenu de ce que le Programme jouera le rôle d'un catalyseur. Le Comité considère qu'il est dangereux de constituer un cadre administratif et d'appui au Programme en fonction d'un taux relativement élevé de dépenses pour les activités opérationnelles, sans savoir quels seront les montants effectifs que les contributions volontaires permettront d'obtenir pour lesdites activités (UNEP/GC/8, par. 3). C'est là une question à propos de laquelle non seulement le Conseil d'administration mais aussi l'Assemblée générale doivent se montrer vigilants. A ce propos, le Comité consultatif signale que les dépenses d'administration et d'appui au Programme prévues pour 1973, soit 3 334 000 dollars, représenteraient 37,7 p. 100 du montant total des dépenses (estimées à 8 834 000 dollars). En 1974, ce pourcentage tomberait à 21,4 p. 100, les dépenses d'administration et d'appui au Programme représentant 4 353 000 dollars sur un total de 20 353 000 dollars (UNEP/GC/8); mais toute augmentation de ce dernier chiffre dans les quelques années à venir sera relativement faible si les prévisions relatives aux contributions volontaires probables (100 millions de dollars pour la période 1973-1977) sont exactes.

16.8 Aux paragraphes 16.11 à 16.13 du projet de budget, le Secrétaire général décrit les attributions qui seraient confiées aux services chargés d'exécuter le Programme pour l'environnement, à savoir : les divisions du Programme I, du Programme II et du Programme III, ainsi que le groupe des relations extérieures les bureaux de liaison de Genève et de New York. Bien que les trois programmes principaux soient présentés au paragraphe 16.11 comme étant respectivement mondiaux, régionaux et nationaux, cette distinction ne ressort pas toujours clairement de la répartition des responsabilités qui est exposée dans le paragraphe 16.12. Le Secrétaire général a fait savoir au Comité consultatif que son intention avait été de répartir les secteurs de programme envisagés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 en trois entités maniables; il était parvenu à la conclusion que, si les programmes I, II et III devaient porter essentiellement sur les questions dont il fallait s'occuper aux échelons mondial, régional et national respectivement, ces critères géographiques ne seraient pas toujours exclusifs. Le Comité consultatif note que, dans le rapport au Conseil d'administration intitulé "Plan d'action pour l'environnement : élaboration du programme et priorités" (UNEP/GC/5), les différences quant à la portée géographique des questions intéressant l'environnement ne sont pas exposées explicitement. Comme bon nombre de ces questions ont des aspects mondiaux aussi bien que nationaux ou régionaux, il est indispensable que les responsables de l'application de ces trois éléments de programme aient une idée claire et précise des limites de leurs compétences respectives.

16.9 Le Comité consultatif n'est pas parvenu à se faire une idée très claire des rapports entre le nouveau secrétariat pour l'environnement, d'une part, et les institutions spécialisées et l'AIEA, d'autre part, en particulier de la mesure dans laquelle les organisations étaient parvenues à un accord au sujet de la répartition des attributions et de l'harmonisation de celles de leurs activités qui concernent l'environnement. Comme le Directeur exécutif l'explique, le Fonds "ne sera pas utilisé pour remplacer l'appui que fournissent actuellement les

institutions spécialisées ou les sources d'assistance aux programmes de développement, mais pour aider les institutions spécialisées à développer leurs activités en harmonie avec celles qui sont entreprises expressément dans le cadre du Programme pour l'environnement et au titre du Fonds pour l'environnement afin d'améliorer l'environnement..." (UNEP/GC/5, par. 17). Il est certain que le succès ou l'échec des activités entreprises par les organismes des Nations Unies pour améliorer l'environnement dépendra dans une large mesure de la volonté des institutions spécialisées de coopérer à cette entreprise commune.

16.10 A ce propos, le Comité consultatif relève dans le rapport annuel du Comité administratif de coordination /E/5289 (première partie)/ que le Comité de coordination pour l'environnement, créé par la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, a tenu sa première réunion en avril 1973. Ce comité a étudié la question de ses rapports avec le Conseil d'administration du PNUE et avec le Comité administratif de coordination et a examiné en particulier les arrangements à prendre pour les consultations relatives au programme et à la préparation de ses propres sessions. Le Directeur exécutif du PNUE a fait part au Comité de coordination pour l'environnement "de son désir d'associer très étroitement les organismes des Nations Unies à ce processus de consultations" /E/5289 (première partie), par. 69/. Le Comité consultatif note toutefois qu'à sa première réunion, le Comité de coordination pour l'environnement n'a pas eu le temps d'examiner à fond les propositions dont le Conseil d'administration devait être saisi à sa première session. Le Comité administratif de coordination s'est déclaré satisfait des résultats de la première session du Comité de coordination pour l'environnement, mais il a estimé qu'à sa deuxième session, ledit Comité serait en mesure de se concentrer sur les questions de fond et aurait la possibilité de formuler des observations sur les propositions relatives au Programme qui seront présentées au Conseil d'administration à sa deuxième session.

16.11 Lorsque le Comité consultatif a examiné le projet de budget pour 1974-1975 (mai-juillet 1973), le secrétariat du Programme pour l'environnement se trouvait encore à Genève, bien qu'un petit service fût déjà installé à Nairobi pour prendre les arrangements administratifs nécessaires au transfert du secrétariat dans cette ville plus tard dans l'année. Le Directeur exécutif a alors informé le Comité consultatif qu'il avait l'intention de transférer son propre cabinet à Nairobi d'ici la fin du mois d'août. Il comptait que le transfert de l'ensemble du secrétariat serait pratiquement achevé au début du mois d'octobre.

16.12 Une fois le secrétariat installé à Nairobi, un bureau de liaison demeurera à Genève, qui comptera 4 administrateurs et 5 agents des services généraux 81/. Il y aura aussi un bureau de liaison à New York, avec 2 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux (dont le coût sera imputé sur le budget ordinaire), et des bureaux de représentants régionaux ayant essentiellement des fonctions de liaison auprès des quatre commissions économiques régionales et du Bureau économique et social de Beyrouth. Dans les observations qu'il a présentées au Conseil d'administration du PNUE, le Comité consultatif a suggéré de réduire, en attendant qu'on sache mieux quelle est la situation, le nombre de postes demandés

81/ Trois postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux seront inscrits au chapitre 16; le coût des autres postes sera imputé sur le Fonds.

pour ces bureaux régionaux (un D-1, un P-4 et 3 postes d'agent des services généraux dans chaque bureau, le coût de tous ces postes étant imputé sur le Fonds). Le Comité a aussi exprimé l'opinion que, puisqu'il y aurait toujours un bureau de liaison à Genève, il paraissait inutile de prévoir un bureau distinct de représentant régional auprès de la CEE.

16.13 Dans le projet de budget pour 1974-1975, il n'est prévu de crédit que pour une seule session annuelle du Conseil d'administration (par. 16.8). Or, le Comité consultatif a appris qu'il pourrait s'avérer nécessaire de réunir le Conseil plus fréquemment. Comme le programme des réunions des organes de l'ONU est déjà très chargé, le Comité consultatif n'est pas favorable à l'idée de réunir plus souvent le Conseil d'administration, à moins que des raisons impérieuses ne l'exigent.

16.14 En dépit des observations qu'il a formulées plus haut dans les paragraphes 16.6 à 16.10, le Comité consultatif ne recommande pas de réduction du crédit demandé au chapitre 16.

16.15 Après lui avoir soumis les crédits demandés à ce chapitre, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, pour les raisons qui sont exposées plus haut dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier, un montant supplémentaire de 18 000 dollars devait être prévu au chapitre 16 pour les dépenses communes de personnel. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce que le crédit demandé soit majoré de ce montant.

Augmentation recommandée :

Dollars

Chapitre 16. Programme des Nations Unies pour l'environnement 18 000

Chapitre 17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour
les secours en cas de catastrophe

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	1 215 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	614 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	452 000

17.1 Le crédit que le Secrétaire général demande pour le Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe est presque trois fois plus élevé que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973; c'est là de loin le taux d'accroissement le plus élevé pour tout chapitre du projet de budget. Ce résultat est dû à la combinaison de trois facteurs, qui sont indiqués ci-après, selon l'ordre de grandeur des crédits demandés :

a) Le Secrétaire général demande que l'assistance d'urgence aux gouvernements, qui était jusqu'à présent financée initialement au moyen d'avances prélevées sur le Fonds de roulement, soit désormais financée au moyen de crédits ouverts au budget ordinaire. Le Secrétaire général demande à cette fin un crédit d'un montant total de 400 000 dollars;

b) Le Secrétaire général demande des postes supplémentaires, tous pour l'année 1974, dont le coût net est estimé à 279 000 dollars pour la période biennale;

c) Le Secrétaire général prévoit des augmentations des coûts, qu'il estime à 70 000 dollars pour la période biennale.

17.2 Au paragraphe 17.16 du projet de budget, le Secrétaire général dit qu'il ne demande pas de crédit, pour l'instant, pour l'assistance aux gouvernements aux fins de l'établissement de plans de protection contre les catastrophes, en attendant qu'un rapport sur cette question soit présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 29 de son rapport sur les activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (A/9063), le Secrétaire général exprime l'opinion qu'il semblerait que l'ouverture de crédits au budget ordinaire soit un moyen plus simple de répondre aux demandes d'assistance des gouvernements des Etats Membres que le prélèvement des sommes nécessaires sur le Fonds de roulement. Au paragraphe 27 du même rapport, le Secrétaire général semble s'attendre à une nouvelle demande de renforcement du personnel du Bureau du Coordonnateur, en particulier pour "le rassemblement et la diffusion d'informations concernant l'évolution de la technique". Dans le plan à moyen terme pour la période 1974-1977, le Secrétaire général prévoit deux postes de plus (un poste d'administrateur et un poste d'agent des services généraux) pour le Bureau du Coordonnateur, qui compterait ainsi un total de 17 postes 82/.

17.3 Le Comité consultatif a appelé l'attention sur le fait que le Bureau avait été créé initialement par l'Assemblée générale pour assurer la coordination des secours en cas de catastrophe et qu'il n'était pas conçu pour assumer des responsabilités opérationnelles.

17.4 Le Comité a rappelé que la pratique actuelle qui consiste à financer l'assistance d'urgence aux gouvernements au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies au moyen de sommes prélevées sur le Fonds de roulement a pour origine un rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale en application de la résolution 1049 (XXXVII) du Conseil économique et social 83/.

17.5 Le Conseil avait prié le Secrétaire général d'envisager, parmi les moyens possibles de réunir les ressources supplémentaires nécessaires pour l'assistance d'urgence, la création d'un fonds des Nations Unies pour l'assistance en cas de catastrophe naturelle, qui serait alimenté par des contributions volontaires. Pour les raisons qu'il avait exposées dans les paragraphes 23 à 26 de son rapport, le Secrétaire général s'était déclaré en faveur d'une méthode différente. Il avait

82/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6A (A/9006/Add.1), tableaux 48 et 49.

83/ Ibid., vingtième session, annexes, point 53 de l'ordre du jour, document A/5845.

exprimé l'opinion que, "si l'on engageait une somme aussi faible que celle qui était actuellement proposée pour les secours d'urgence des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle, tous les Membres de l'Organisation seraient disposés à contribuer à une telle assistance inscrite au budget ordinaire". Au paragraphe 27, le Secrétaire général recommandait le financement de cette assistance au moyen de prélèvements opérés sur le Fonds de roulement parce que cela offrait des avantages indéniables eu égard surtout au caractère exceptionnel des dépenses envisagées.

17.6 Dans ses observations correspondantes, le Comité consultatif appelait l'attention de l'Assemblée générale sur l'importance de cette proposition, qui constituerait une nouvelle dérogation à la pratique de l'Organisation, du fait que l'assistance, dans les cas dont il s'agit, serait financée par des quote-parts mises en recouvrement auprès des Etats Membres. De l'avis du Comité, cette solution constituerait un précédent qu'il fallait examiner de très près en raison de ses incidences possibles. Le Comité ajoutait que, tout compte fait, il serait disposé à recommander à l'Assemblée générale d'approuver la proposition du Secrétaire général, étant entendu, entre autres, "a) que, sur le plan financier, l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies serait symbolique", et "b) que les organismes bénévoles continueraient de prendre à leur charge la majeure partie du financement de l'assistance d'urgence, l'Organisation jouant essentiellement un rôle de coordination". Un facteur dont le Comité avait tenu compte pour parvenir à sa conclusion était le fait qu'il croyait savoir que la suggestion du Secrétaire général "n'était pas conçue comme devant aboutir à augmenter d'année en année les sommes qui seraient imputées sur le budget ordinaire" 84/.

17.7 Par le paragraphe 5 de sa résolution 2034 (XX) du 7 décembre 1965, l'Assemblée générale a conféré au Secrétaire général le pouvoir d'opérer des prélèvements sur le Fonds de roulement pour fournir une assistance d'urgence aux gouvernements. Elle a confirmé ce pouvoir dans des résolutions ultérieures.

17.8 Par le paragraphe 8 de sa résolution 2435 (XXIII) du 19 décembre 1968, l'Assemblée générale a en outre autorisé le Secrétaire général à consentir des avances par prélèvement sur le Fonds de roulement, dans des limites déterminées pour aider les gouvernements à prendre à l'échelon national des dispositions préalables pour parer aux catastrophes naturelles. L'Assemblée générale a également confirmé dans des résolutions ultérieures le pouvoir ainsi conféré au Secrétaire général.

17.9 La recommandation du Secrétaire général tendant à ce que le montant prévu pour l'assistance d'urgence aux gouvernements fasse partie intégrante des crédits ouverts au budget ordinaire, et sa suggestion de suivre la même méthode dans le cas de l'assistance à leur fournir pour les aider à prendre à l'échelon national des dispositions préalables pour parer aux catastrophes naturelles (voir par. 17.2 ci-dessus) rouvrent la question du rôle que l'Organisation des Nations Unies, et son budget ordinaire, doivent jouer dans l'assistance en cas de catastrophe naturelle. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 17.6, le Comité consultatif a toujours envisagé le rôle de l'Organisation des Nations Unies comme étant "essentiellement un rôle de coordination". La décision que l'Assemblée générale a prise, par sa

84/ Ibid., document A/5883.

résolution 2816 (XXVI) du 14 décembre 1971, de nommer un Coordonnateur des secours en cas de catastrophe confirme le Comité dans son opinion. En outre, il a toujours été entendu que l'assistance aux gouvernements imputée sur le budget ordinaire avait un "caractère exceptionnel" (voir plus haut le paragraphe 17.5).

17.10 Le Comité consultatif craint que l'inclusion dans les crédits à ouvrir au budget ordinaire d'un montant pour l'assistance aux gouvernements ne soit interprétée, qu'on le veuille ou non, comme une mesure prise en prévision d'un rôle opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en matière de secours en cas de catastrophe. Les incidences budgétaires d'une telle mesure seraient très considérables. A cet égard, il ne faut pas oublier que le Secrétaire général, à moins qu'une disposition expresse ne le lui interdise, aurait le pouvoir, en vertu du Règlement financier, de virer des crédits en excédant d'une rubrique à l'autre au chapitre 17 pour financer l'assistance aux gouvernements.

17.11 Le Comité estime qu'à moins que l'Assemblée générale ne décide que l'Organisation des Nations Unies, au moyen de son budget ordinaire, a un rôle opérationnel à jouer en matière de secours en cas de catastrophe, les crédits ouverts au budget ordinaire devraient servir uniquement à couvrir les dépenses du Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe et que l'assistance d'urgence aux gouvernements, représentant des montants symboliques, devrait continuer, en raison de son caractère exceptionnel, à être financée au moyen de sommes prélevées sur le Fonds de roulement. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'éliminer le crédit de 400 000 dollars demandé au chapitre 17 pour accorder cette assistance d'urgence pendant la période biennale.

17.12 Le Secrétaire général donne au paragraphe 17.5 du projet de budget des explications sur le personnel supplémentaire qu'il demande. Le total des postes qui seraient ajoutés au tableau d'effectifs se décompose en 5 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux (soit un total de 9 postes), dont 3 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux sont demandés à la place de crédits à ouvrir pour du personnel temporaire, les 4 autres postes (2 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux) représentant des ressources supplémentaires en personnel. Le Secrétaire général demande la transformation en postes permanents des postes susmentionnés qui étaient antérieurement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire parce qu'il ne compte pas recevoir de contributions de sources extra-budgétaires dans un avenir prévisible; le Comité consultatif accepte la demande du Secrétaire général.

17.13 Par contre, le Comité consultatif n'est pas convaincu qu'il y ait lieu de créer un poste permanent d'administrateur adjoint de première classe (P-2), pour un fonctionnaire qui serait chargé de rédiger les discours du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, ni un poste permanent d'administrateur hors classe (P-5) pour un fonctionnaire qui serait chargé des relations avec les pays donateurs, travaux qui devraient faire partie intégrante des activités du Coordonnateur et du Directeur du Bureau. Le Comité consultatif rappelle que le Conseil économique et social, par sa résolution 1612 (LI) du 23 juillet 1971, avait approuvé la création d'un petit bureau permanent et que l'expression "bureau permanent doté d'effectifs suffisants", qui figure au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2816 (XXVI)

de l'Assemblée générale, doit être considérée dans le contexte des incidences administratives et financières correspondantes qui avaient été soumises à ce moment-là 85/. En conséquence, le Comité consultatif recommande de ne pas créer ces deux postes, ni les deux postes correspondants d'agent des services généraux, ce qui entraînerait une réduction de 146 000 dollars du crédit demandé pour la période biennale.

17.14 Au paragraphe 17.12 du projet de budget, le Secrétaire général demande pour la période biennale un crédit de 32 000 dollars pour pouvoir engager des consultants spéciaux qui pourraient être envoyés sur les lieux de catastrophes naturelles afin de coordonner l'action entreprise. Le Comité consultatif ne peut donner son assentiment à cette demande de crédit, qui est incompatible avec ce que l'Assemblée générale a recommandé au paragraphe 4 de sa résolution 2816 (XXVI), à savoir que l'effectif du Bureau du Coordonnateur soit accru, selon les besoins, par le détachement, pour de courtes périodes, de fonctionnaires d'autres services pour répondre à des situations critiques.

17.15 Pour les raisons qu'il a exposées plus haut dans les paragraphes 17.11, 17.13 et 17.14, le Comité consultatif recommande de réduire de 578 000 dollars le crédit demandé au chapitre 17 pour la période biennale 1974-1975. La surestimation par le Secrétaire général du crédit nécessaire pour les dépenses communes de personnel (voir plus haut par. 76 et 77 du chapitre premier) entraîne une autre réduction de 23 000 dollars. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir un crédit de 614 000 dollars au chapitre 17.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 17. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	601 000

85/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8A (A/8408/Add.1-30), document A/8408/Add.1, par. 18-19 et A/8408/Add.18.

Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	2 869 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 605 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	2 146 000

18.1 Le crédit demandé au chapitre 18 concerne :

a) La Commission des stupéfiants, organe intergouvernemental comprenant 30 représentants 86/ élus par le Conseil économique et social. La Commission aide le Conseil à élaborer les politiques de l'ONU et à coordonner les efforts de la communauté internationale contre l'abus des stupéfiants. La Commission se réunit normalement à Genève.

b) La Division des stupéfiants, qui a pour attributions principales d'assurer le service de la Commission et de s'acquitter de certaines fonctions concernant l'application des traités relatifs au contrôle international des stupéfiants. La Division fait partie intégrante du Secrétariat de l'ONU et son statut ne diffère en rien de celui des autres divisions. Elle est établie à Genève.

c) L'Organe international de contrôle des stupéfiants, qui comprend onze experts élus par le Conseil économique et social. Sa tâche principale consiste à contrôler la production, la fabrication et le commerce des stupéfiants et à chercher à identifier les quantités de stupéfiants qui font l'objet du trafic illicite. L'Organe international de contrôle des stupéfiants a été créé en mars 1968, pour remplacer deux autres organes qui existaient du temps de la Société des Nations, le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants. L'Organe se réunit normalement à Genève. La "pleine indépendance technique" de l'Organe a été reconnue par le Conseil économique et social /Résolutions 1196 (XLII) et 1775 (LIV)/.

d) Le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Le Conseil économique et social a décidé que le secrétariat de cet organe ferait "partie intégrante" du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et que, tout en relevant entièrement, sur le plan administratif, du Secrétaire général, il était tenu d'exécuter les décisions de l'Organe de contrôle /résolution 1196 (XLII), annexe, par. 2; résolution 1775 (LIV), par. 1/.

18.2 Dans le projet de budget, les activités de la Commission et de la Division des stupéfiants sont présentées comme des programmes distincts, alors que celles de l'Organe de contrôle et de son secrétariat sont regroupées en un programme unique. Le quatrième programme mentionné dans le projet de budget concerne les activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, qui a été créé en 1971 et qui est financé au moyen de contributions volontaires; aucun crédit au titre de ce programme n'est inscrit au budget ordinaire (projet de budget, tableau 18-1). Le Fonds finance certaines des activités de la Division des stupéfiants et du secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants 87/.

86/ Conformément à la résolution 1663 (LII) du Conseil économique et social. Auparavant, la Commission comptait 24 membres.

87/ Tableau 18-1, "Autres ressources extra-budgétaires".

18.3 Le Comité consultatif s'est enquis des raisons pour lesquelles on trouvait côte à côte deux services du Secrétariat distincts l'un de l'autre alors qu'ils s'occupent pourtant l'un et l'autre, pour l'essentiel, de la même tâche, à savoir le contrôle des stupéfiants. Il a appris que cette situation était conforme aux vœux des gouvernements, puisque les dispositions administratives arrêtées par le Conseil économique et social pour l'Organe international de contrôle des stupéfiants prévoient expressément que son secrétariat sera "distinct de la Division des stupéfiants" /résolution 1196 (XLII), annexe, par. 1/. Le Comité consultatif voit un risque de double emploi dans une telle disposition et il se demande si le Conseil économique et social a suffisamment tenu compte de cet aspect de la question lorsqu'il a pris sa décision et lorsqu'il a décidé récemment que les dispositions administratives actuelles devaient être maintenues en vigueur /résolution 1775 (LIV)/. Le fait que cette dernière résolution a été adoptée à la même séance qu'une résolution dans laquelle le Conseil se déclarait préoccupé par l'insuffisance de la coordination des efforts visant à éliminer l'abus des drogues /Résolution 1777 (LIV)/ semble indiquer que le Conseil ne voit pas de rapport entre ce problème et les arrangements en matière de secrétariat à Genève. Mais lorsque le Service de gestion administrative a étudié l'Office des Nations Unies à Genève, il a conclu qu'il serait avantageux, sur le plan administratif, d'intégrer les deux services; s'il n'a pas recommandé l'adoption de cette mesure, c'est à cause de faits nouveaux qui venaient de se produire, comme la création du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, mais il a suggéré que le Secrétaire général continue d'étudier cette possibilité. Comme la Division fournit déjà certains services à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et à son secrétariat - comme ceux de son laboratoire - l'intégration des deux services semblerait réalisable sans que soit compromise la pleine indépendance technique de l'Organe de contrôle.

18.4 Le Comité consultatif note que, dans sa résolution 1777 (LIV), le Conseil demande au Secrétaire général d'essayer de résoudre le problème actuel de coordination et de faire rapport à ce sujet; il serait peut-être utile que dans le rapport qu'il établira, le Secrétaire général examine les avantages qui pourraient découler, sur le plan de l'efficacité et de l'économie, d'une modification des arrangements actuels en matière de secrétariat.

18.5 Le crédit de 2 869 000 dollars demandé au chapitre 18 dépasse de 723 000 dollars le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973, ce qui représente une augmentation de 33,7 p. 100 environ. En ce qui concerne la Division des stupéfiants, l'augmentation est du même ordre, mais dans le cas de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et de son secrétariat, elle atteint environ 56 p. 100. Ces augmentations tiennent aux relèvements des traitements et hausses de prix (y compris ceux qui sont occasionnés par des réalignements monétaires), au reclassement proposé de 6 postes et, enfin, à une expansion prévue des activités, au moyen principalement de la création de nouveaux postes. On note une réduction de 73 p. 100 environ du crédit demandé pour la Commission des stupéfiants parce que, quand le projet de budget a été établi, il n'était pas prévu que la Commission se réunirait en 1974. Toutefois, le Conseil économique et social a décidé ultérieurement, par sa résolution 1778 (LIV), que la Commission tiendrait une session extraordinaire en 1974, et le Secrétaire général se propose de présenter une demande de crédit révisée pour couvrir le coût de cette session.

18.6 Onze postes nouveaux, dont 6 postes d'administrateur, sont demandés au chapitre 18. Quatre de ces postes seraient attribués à la Division des stupéfiants et les sept autres au secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Le paragraphe 18.5 du projet de budget indique comment se répartiraient les postes supplémentaires demandés.

18.7 Lorsqu'il a étudié la Division des stupéfiants en 1971, le Service de gestion administrative n'a pas recommandé de modification de son effectif pour 1972, considérant que la plus grande partie ou la totalité des ressources supplémentaires dont elle aurait besoin seraient nécessaires pour des opérations découlant des activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (et payées par lui). En fait, les postes financés par le Fonds, qui étaient au nombre de 7 en 1972, sont au nombre de 13 cette année, nombre qui demeurerait le même en 1974 et 1975 (projet de budget, tableau 18-3). Il n'est toutefois pas établi de lien entre les nouveaux postes demandés pour 1974-1975 et la gestion d'activités financées par le Fonds (projet de budget, par. 18.10, 18.12 et 18.14). Le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité d'une augmentation aussi importante du personnel dont le coût est imputé sur le budget ordinaire et il recommande une augmentation plus modeste de 2 postes (1 P-2, 1 G-5). Les recommandations du Comité consultatif sur la question des reclassements de postes figurent plus haut, dans le paragraphe 63 du chapitre premier.

18.8 La création des 7 postes supplémentaires demandés pour le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants aurait pour effet d'accroître d'un tiers environ le personnel de ce service dont le coût est imputé sur le budget ordinaire et qui passerait ainsi de 20 à 27 fonctionnaires (voir projet de budget, tableau 18-4). Ces postes supplémentaires ont été demandés en raison des responsabilités et des attributions additionnelles de l'Organe qui découlent du Protocole de 1972 portant modification de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ainsi que du Protocole de 1971 sur les substances psychotropes (projet de budget, par. 18.17). Ni l'un ni l'autre de ces instruments n'est encore appliqué, mais le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'ils entreraient probablement en vigueur durant les trois ou quatre années à venir.

18.9 Le Comité s'est enquis des rapports qui existeraient apparemment entre les 7 postes supplémentaires demandés au budget ordinaire et l'élimination du budget, à partir de 1974, de 4 postes (3 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux) financés par le Fonds pour la lutte contre l'abus des drogues (voir projet de budget, tableau 18.4). Le Comité a appris que ces deux propositions étaient en effet liées, car plusieurs gouvernements, y compris des gouvernements qui contribuent au Fonds, estimaient que le coût du personnel supplémentaire du secrétariat de l'Organe de contrôle, qui est actuellement imputé sur le Fonds, devrait être imputé sur le budget ordinaire dès que possible 88/.

88/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 3 (E/5248), par. 317.

18.10 Le Comité consultatif n'a pas pu établir très clairement à partir des renseignements dont il disposait quelles seraient les fonctions du personnel supplémentaire et s'il convenait mieux que le coût de ces postes soit imputé sur le budget ordinaire ou sur le Fonds, ni s'ils seraient en fait nécessaires pendant les deux années à venir. Le Secrétaire général a informé le Comité que, conformément aux dispositions administratives approuvées par le Conseil économique et social [résolutions 1196 (XLII) et 1775 (LIV)], les crédits demandés pour l'Organe de contrôle, y compris son secrétariat, avaient été approuvés par l'Organe même afin d'être soumis au Comité consultatif et à l'Assemblée générale. Aux termes de ces dispositions, le Secrétaire général pouvait certes présenter des observations sur les crédits demandés, mais il n'était pas en mesure d'évaluer le volume de travail prévu pour le secrétariat de l'Organe de contrôle ni de déterminer dans quelle mesure et à quel moment il conviendrait de créer de nouveaux postes.

18.11 Le Comité consultatif rappelle toutefois qu'en 1971, le Service de gestion administrative a inclus le secrétariat de l'Organe de contrôle dans son étude de l'Office des Nations Unies à Genève, concluant que le programme de travail du secrétariat serait accru par l'entrée en vigueur de nouveaux instruments internationaux, par les activités du Fonds pour la lutte contre l'abus des drogues et par l'accroissement des demandes présentées par les gouvernements sollicitant une assistance au sujet de questions techniques concernant les traités. Pour ces raisons, le Service de gestion administrative a exprimé l'opinion que le secrétariat de l'Organe de contrôle pourrait avoir besoin pendant la période 1972-1974 de 2 ou 3 postes supplémentaires d'administrateur et de 4 à 6 postes supplémentaires d'agent des services généraux au maximum, ajoutant que les besoins effectifs devraient être déterminés en fonction de l'expérience. Pour 1972, le Service de gestion administrative a recommandé la création d'un poste d'administrateur et de 2 postes d'agent des services généraux, pour lesquels des crédits ont été inscrits au budget de ladite année.

18.12 Le Comité consultatif a appris que le Service de gestion administrative n'avait pas été consulté au sujet de la proposition de créer 4 postes en 1974 et 3 autres en 1975.

18.13 Dans ces conditions, le Comité consultatif manquait de certains des éléments nécessaires pour juger du nombre de postes inscrits au budget ordinaire dont l'Organe de contrôle aurait besoin. C'est pourquoi, considérant aussi que les dates d'entrée en vigueur des deux instruments internationaux mentionnés au paragraphe 18.8 ci-dessus ne peuvent pas être prévues avec certitude, le Comité préconise une augmentation plus faible de l'effectif, à savoir 2 postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-3) et un poste d'agent des services généraux. Le secrétariat de l'Organe de contrôle aurait ainsi du personnel supplémentaire pour faire face au surcroît de travail découlant de ces deux instruments, s'ils entraient en vigueur durant les deux années à venir, et l'établissement du projet de budget pour 1976-1977 permettrait de faire le point de la situation, compte tenu de l'expérience acquise, et d'ajuster le nombre de postes, si besoin était. Le Comité consultatif espère toutefois qu'à l'avenir les prévisions communiquées par l'Organe de contrôle seront accompagnées, en ce qui concerne les besoins en personnel et les besoins connexes de son secrétariat, de meilleurs exposés que ceux qui figurent dans le projet de budget pour 1974-1975.

18.14 Enfin, le Comité a examiné l'élément frais de voyage des crédits demandés au chapitre 18, qui dépasse de près de 33 p. 100 la somme des crédits ouverts à ce titre pour 1972 et 1973. Cette augmentation concerne en grande partie l'Organe de contrôle et son secrétariat, mais il y a aussi une forte augmentation des voyages envisagés pour le personnel de la Division des stupéfiants. Le Comité consultatif convient certes que l'inquiétude croissante que suscite l'usage illicite des drogues peut justifier une certaine augmentation du nombre des voyages effectués par le personnel, mais il considère que, pour calculer les crédits demandés, on n'a pas suffisamment tenu compte des conclusions du Corps commun d'inspection (A/8900), selon lesquelles les crédits ouverts au titre des frais de voyage n'ont pas toujours été utilisés avec de bons résultats. En outre, l'expérience des années 1972 et 1973 laisse penser que les besoins effectifs dans le cas des membres de l'Organe de contrôle seront inférieurs au montant demandé. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 20 000 dollars le montant des crédits demandés au titre des frais de voyage.

18.15 Sur la base des conclusions qu'il a formulées dans les paragraphes 18.7, 18.13 et 18.14, et compte tenu de sa recommandation sur l'abattement pour délais de recrutement à appliquer au coût des postes nouveaux (chapitre premier, par. 42), le Comité consultatif recommande une réduction de 187 000 dollars au chapitre 18. Une autre réduction de 77 000 dollars découle de ce que le Secrétaire général a dû recalculer le crédit nécessaire pour les dépenses communes de personnel (voir plus haut, chapitre premier, par. 76 et 77). En conséquence, le Comité recommande d'ouvrir un crédit de 2 605 000 dollars au chapitre 18.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants..	264 000

Chapitre 19. Programme ordinaire d'assistance technique

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	17 466 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	17 466 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	16 231 000

19.1 Le crédit demandé pour chaque année de la période biennale est du même montant que le crédit ouvert pour le programme ordinaire d'assistance technique en 1973 et que le crédit initialement ouvert pour 1972. Par sa résolution 2947 A (XXVII), relative au budget additionnel de 1972, toutefois, l'Assemblée générale a réduit de 1 235 000 dollars le crédit ouvert pour le programme ordinaire, le Secrétaire général n'étant pas en mesure d'utiliser intégralement les sommes en monnaie non convertible versées par plusieurs Etats Membres au titre de la part de leur contribution qui correspondait au programme. Cette réduction explique pourquoi le crédit demandé pour la période biennale est plus élevé que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973.

19.2 Le programme ordinaire comprend les trois principaux éléments suivants :

a) Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants (5 408 000 dollars par an; 10 816 000 dollars pour la période biennale);

b) Services consultatifs régionaux et sous-régionaux (sauf dans le domaine du développement industriel) (1 825 000 dollars par an, 3 650 000 dollars pour la période biennale);

c) Développement industriel (y compris les services consultatifs régionaux et sous-régionaux) (1,5 million de dollars par an; 3 millions de dollars pour la période biennale).

Dans chaque cas, les crédits demandés sont du même montant que les crédits ouverts par l'Assemblée générale pour 1973 et les crédits initialement ouverts pour 1972. Ils ne reflètent pas la décision prise ultérieurement par le Conseil du développement industriel, le 11 mai 1973, de recommander à l'Assemblée générale de porter de 1,5 à 2 millions de dollars, à compter de 1975, l'élément du programme ordinaire qui concerne l'ONUDI 89/. Le Secrétaire général indique au paragraphe 19.2 du projet de budget que chacun des éléments du programme sera géré séparément.

19.3 Les crédits demandés pour l'élément "Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants" sont utilisés pour des projets hors siège, les services consultatifs à court terme et la formation. Comme il ressort du tableau 19.2 du projet de budget, la ventilation par programme et par type d'activité n'indique aucun changement, par rapport à la répartition des crédits pour 1973.

19.4 Les crédits demandés pour l'élément "Services consultatifs régionaux et sous-régionaux" sont ventilés par service bénéficiaire (tableau 19-3 du projet de budget) et par élément de programme (tableau 19-4 du projet de budget). Là encore, aucun changement n'est proposé par rapport à la répartition des crédits pour 1973. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 19.20 du projet de budget, les sommes réservées aux commissions économiques régionales et au Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth sont mises à leur disposition directement et sont gérées par leurs chefs de secrétariat respectifs.

19.5 L'élément "Développement industriel" est géré par l'ONUDI. Le tableau 19-5 du projet de budget, qui donne la ventilation des dépenses par type d'activité, indique que des sommes de plus en plus importantes ont été progressivement consacrées aux services consultatifs régionaux. Comme le Comité consultatif l'a indiqué plus haut, dans les paragraphes 15.3 et 15.15, les services des conseillers qui sont financés au titre de cet élément sont parfois utilisés pour compléter ceux du personnel permanent au siège de l'ONUDI.

89/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 16 (A/9016), annexe II, décision I (VII).

19.6 Le Comité consultatif rappelle que, dans son premier rapport sur le projet de budget pour 1973, il a exprimé l'espoir qu'au cas où un cycle budgétaire triennal et un plan à moyen terme seraient adoptés, les procédures régissant le programme ordinaire seraient, dans la mesure du possible, adaptées aux exigences de la planification et de la programmation 90/. Le Comité note avec satisfaction que le Secrétaire général présente maintenant une ventilation beaucoup plus détaillée des crédits demandés que par le passé.

19.7 Les montants des crédits demandés au chapitre 19 et pour chacun des trois principaux éléments qui le composent ont été fixés dans chaque cas par des décisions antérieures de l'Assemblée générale. La recommandation du Comité consultatif relative au chapitre 19 doit donc être considérée comme signifiant que le Comité transmet les prévisions budgétaires à l'Assemblée générale pour que celle-ci prenne la décision appropriée.

90/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. V.1.

TITRE IV. DROITS DE L'HOMME

Chapitre 20. Droits de l'homme

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	3 687 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 593 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	3 138 000

20.1 Le crédit demandé au chapitre 20 concerne à la fois les organes directeurs dans le domaine des droits de l'homme et les dépenses relatives à la Division des droits de l'homme; conformément à la méthode suivie dans tout le projet de budget-programme, les crédits demandés au titre des organes directeurs ne comprennent pas le coût des services de conférence et de documentation et des services généraux lorsqu'ils sont assurés par le personnel permanent. Le crédit demandé pour 1974-1975 accuse une augmentation de 549 000 dollars, soit de 17,5 p. 100 environ, par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Le Comité consultatif a appris que ce dernier chiffre ne comprend pas les dépenses non renouvelables liées au transfert de la Division à Genève, pour lesquelles l'Assemblée générale a ouvert le crédit nécessaire à sa vingt-septième session.

20.2 Au paragraphe 20.5 du projet de budget, le Secrétaire général prévoyait que, comme suite à la décision de l'Assemblée générale, le transfert de la Division des droits de l'homme de New York à Genève serait achevé au cours du deuxième semestre de 1973. Aux fins du budget-programme, il a donc présumé que tous les services de la Division fonctionneraient normalement à Genève au début de 1974. Au paragraphe 20.6 du projet de budget, le Secrétaire général attribue l'augmentation des crédits qu'il demande au chapitre 20 aux augmentations de salaires et de prix qui résulteront du transfert de la Division à Genève. Les changements que ce transfert entraînera dans les voyages que les fonctionnaires faisaient auparavant pour se rendre à des sessions influent aussi sur le montant des crédits demandés.

20.3 Depuis lors, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il avait décidé, pour des raisons d'ordre budgétaire, d'ajourner le transfert de la Division des droits de l'homme à Genève en attendant qu'un rapport soit soumis à l'Assemblée générale et que l'Assemblée reconfirme cette décision à sa vingt-huitième session. Le Secrétaire général n'a pas demandé l'avis du Comité consultatif avant de prendre cette décision.

20.4 Dans les paragraphes qui suivent, le Comité consultatif examine uniquement les crédits que le Secrétaire général a demandés initialement en présumant, comme il l'indique au paragraphe 20.5 du projet de budget, que tous les services de la Division des droits de l'homme fonctionneraient normalement à Genève au début de 1974.

20.5 Le Secrétaire général ne propose pas de modification de l'ensemble des ressources en personnel de la Division, mais il propose, au paragraphe 20.5 du projet de budget, que 4 postes d'administrateur (2 P-5, 1 P-3, 1 P-2/1) et 2 postes d'agent des services généraux, antérieurement approuvés à titre provisoire, soient transformés en postes permanents. Les motifs de cette proposition ne sont pas indiqués.

20.6 Le Comité consultatif a rappelé que les postes en question avaient été approuvés à titre provisoire afin de renforcer la Division, pour les raisons que le Secrétaire général avaient exposées dans le projet de budget pour 1970 91/, en attendant que l'étude de l'utilisation des effectifs de la Division par le Service de gestion administrative soit achevée. Ce service a communiqué ses conclusions au Secrétaire général au cours de l'année 1972 et, le 1er septembre 1972, a soumis son rapport au Secrétaire général pour qu'il l'étudie (A/C.5/1446, annexe I).

20.7 Le Comité consultatif a appris que le Service de gestion administrative avait trouvé dans la structure et les méthodes de travail de la Division plusieurs défauts, dont l'un était un recours excessif aux services de consultants et de personnel temporaire. Vu ses conclusions, le Service de gestion administrative a recommandé au Secrétaire général de réduire l'effectif total de la Division de quatre postes d'administrateur et de trois postes d'agent des services généraux. Après que le Service de gestion administrative eut fait son étude, le Secrétaire général a transféré de la Division des droits de l'homme au Département des affaires économiques et sociales les questions relatives à la condition de la femme (voir plus haut, par. 7.29). Mais, huit seulement des neuf postes d'administrateur que comptait l'ancienne Section de la condition de la femme ont été transférés de la Division au Département, ce qui a libéré un poste pour d'autres travaux.

20.8 Le Service de gestion administrative a assorti ses recommandations en matière de personnel de propositions touchant une réorganisation de la structure de la Division. Il semble ressortir du paragraphe 20.7 du projet de budget que la Division n'a pas de structure organisationnelle bien définie; le Secrétaire général attribue cette situation au fait que les activités entreprises sont étroitement liées les unes aux autres.

20.9 Le Comité a relevé au paragraphe 20.7 du projet de budget que 25 p. 100 des administrateurs de la Division se consacreront à des travaux de "recherche", non précisés pour la plupart. Il semblerait y avoir un certain chevauchement entre la notion de "recherche" et les travaux d'établissement de la documentation à publier avant les sessions, dont il est tenu compte dans le chiffre de 72 mois de travail de fonctionnaire qui est indiqué pour les "organes directeurs". Le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que les effectifs ne sont pas pleinement utilisés dans ces deux secteurs. La décision que le Conseil économique et social a prise, dans sa résolution 1793 (LIV) du 18 mai 1973, de publier l'Annuaire des droits de l'homme tous les deux ans et non tous les ans, comme c'était l'usage jusqu'ici, libérera aussi des mois de travail de fonctionnaire.

20.10 En outre, sur les 40 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur que compte la Division, cinq concernent la direction exécutive, la gestion et l'administration. Dans ce secteur aussi, il devrait être possible de faire des économies.

20.11 Il ne faut pas non plus oublier que le Secrétaire général demande un crédit de 63 000 dollars pour des consultants pendant la période biennale; ces ressources supplémentaires en personnel ne sont pas comprises dans les calculs figurant au

91/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 6 (A/7606).

paragraphe 20.7 du projet de budget et elles constituent donc une réserve disponible pour entreprendre des activités en sus du programme sur lequel les prévisions initiales pour 1974-1975 sont fondées.

20.12 Pour les raisons exposées dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a conclu que les postes prévus au tableau d'effectifs demandé par le Secrétaire général étaient trop nombreux par rapport aux tâches de la Division, telles que le Secrétaire général les connaissait lorsqu'il a établi le projet de budget.

20.13 D'autre part, le Comité consultatif sait que le Conseil économique et social, à sa cinquante-quatrième session, a adopté la résolution 1795 (XXIV) par laquelle il a pris note du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session 92/. A cette session, la Commission a adopté la résolution 1 (XXIX) par laquelle elle a soumis au Conseil, pour qu'il le transmette à l'Assemblée générale, un projet de programme pour une décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Au paragraphe 5 de l'annexe III au rapport de la Commission, il est dit que le programme pour la décennie comprend un certain nombre de grands éléments de programme pour lesquels il faudra soumettre en temps voulu des états des incidences financières. Au paragraphe 6, il est dit que, lorsque la Commission a adopté sa résolution 1 (XXIX), elle disposait de données suffisamment précises au sujet de la convocation d'une session annuelle du Comité spécial qui serait créé dans le cadre du programme de la décennie et au sujet du personnel supplémentaire dont la Division des droits de l'homme aurait besoin (1 D-1, 2 P-4, 1 P-3 et 3 agents des services généraux en tout pour la période biennale, outre des consultants).

20.14 De l'avis du Comité consultatif, la Division est nettement en mesure de faire les travaux relatifs à la décennie proposée sans recevoir de postes supplémentaires, en utilisant les services des fonctionnaires en poste dont le Comité a conclu, en examinant le projet de budget, qu'ils auront moins de travail que prévu ou moins de travail qu'auparavant. Dans ces conditions, et en presumant que l'Assemblée générale approuvera le projet de programme à sa vingt-huitième session, le Comité consultatif est disposé à approuver le crédit demandé au chapitre 20, y compris la proposition de transformer des postes provisoires en postes permanents. Si l'Assemblée générale remet sa décision à plus tard, le Comité consultatif reverra la situation et recommandera de réduire le nombre de postes prévus au tableau d'effectifs de la Division des droits de l'homme.

20.15 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'en recalculant le crédit nécessaire pour les dépenses communes de personnel au chapitre 20, il avait découvert que ledit crédit avait été surestimé de 94 000 dollars pour les raisons qui sont exposées plus haut dans les paragraphes 76 et 77 du chapitre premier. Le Comité consultatif recommande de réduire de ce montant le crédit demandé au chapitre 20.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 20. Droits de l'homme	94 000

92/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 6 (E/5265).

TITRE V. EGALITE DES DROITS ET AUTODETERMINATION DES PEUPLES

Chapitre 21. Organes directeurs (Egalité des droits et autodétermination des peuples)

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	396 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	396 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	410 000

21.1 Ce chapitre concerne les crédits nécessaires pour 1974-1975 pour le Conseil de tutelle (66 000 dollars) et pour le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (330 000 dollars).

21.2 Le Secrétaire général indique que ces crédits sont fondés sur le montant des crédits ouverts pour 1973 et qu'ils pourront être modifiés en fonction des décisions que les organes compétents pourraient prendre.

21.3 Le Comité consultatif reconnaît qu'il est difficile de prévoir de façon détaillée le programme et les dépenses d'organes tels que le Conseil de tutelle et le Comité spécial, et il accepte le montant des crédits demandés. Dans le contexte de la budgétisation biennale, le Comité espère toutefois que l'on s'efforcera davantage, en établissant le projet de budget pour 1976-1977, d'indiquer le montant exact des crédits nécessaires à ces deux organes.

21.4 Le montant estimatif de 396 000 dollars ne comprend pas le coût de la documentation et des services de conférence qui font l'objet du chapitre 29. Le Comité a appris que les dépenses de cet ordre relatives aux activités qui sont inscrites au chapitre 21 seraient d'environ 2 115 000 dollars pour 1974-1975 (290 000 dollars pour le Conseil de tutelle et 1 825 000 dollars pour le Comité spécial).

Chapitre 22. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	2 830 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	2 707 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	2 354 000

22.1 Le crédit demandé au chapitre 22 dépasse de 476 000 dollars, soit d'un peu plus de 20 p. 100, le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Cette augmentation concerne exclusivement les traitements et les dépenses communes de personnel et elle est imputable d'une part à l'augmentation des coûts et d'autre part à la proposition d'ajouter en 1974 plusieurs postes permanents au tableau d'effectifs du Département. Cette proposition aurait pour effet net de porter l'effectif du Département de 55 fonctionnaires (34 administrateurs et fonctionnaires

de rang supérieur et 21 agents des services généraux) à 66 (41 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 25 agents des services généraux). Les incidences financières de cette proposition se trouvent réduites du fait qu'en 1973 le Secrétaire général a mis 3 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux à la disposition du Département en les finançant au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales.

22.2 Au paragraphe 22.3 du projet de budget, le Secrétaire général indique qu'en 1972 et au début de 1973 il a procédé à une réorganisation complète du Département. A ce propos, le Comité consultatif a rappelé que l'étude des effectifs du Département faite par le Service de gestion administrative avait amené le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale, tout à fait à la fin de 1971, des propositions impliquant "une vaste réorganisation du Département et un remaniement profond de la répartition de son personnel" (A/C.5/1406, par. 28 et suivants). A cette occasion, le Secrétaire général avait indiqué qu'il était "convaincu que la réorganisation envisagée ainsi que la nouvelle répartition du personnel contribueraient à la solution des problèmes résultant des chevauchements de compétences, des déséquilibres dans la répartition entre les fonctionnaires des tâches inscrites au programme de travail, et de la difficulté qu'il avait à réaffecter le personnel en fonction de l'évolution de la répartition du volume de travail sous l'influence de facteurs cycliques ou autres, et qu'elles permettraient une délimitation plus nette des domaines de compétence et des responsabilités". A l'exception du reclassement de deux postes, le Service de gestion administrative n'avait pas recommandé de changements dans le tableau d'effectifs global du Département. "A titre temporaire, en 1972", c'est-à-dire jusqu'à ce que la réorganisation ait permis, comme prévu, d'augmenter l'efficacité des services, deux postes d'agent des services généraux avaient été prêtés au Département par le Bureau du Commissaire pour la Namibie et trois postes (1 P-4, 1 P-2 et 1 G-5) financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire avaient été mis à sa disposition.

22.3 Dans le projet de budget pour 1973, le Secrétaire général s'était finalement borné à demander un seul poste (P-4) pour renforcer provisoirement le Département 93/. Aussi le Comité consultatif a-t-il été surpris de constater, au paragraphe 22.5 du projet de budget pour 1974-1975, qu'en 1973 le Secrétaire général prévoyait en fait pour le Département sept postes en surnombre (1 P-5, 2 P-4, 1 G-5, 3 G-4/1), en grande partie financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire.

22.4 Si le nouveau renforcement du Département que le Secrétaire général demande pour 1974 était accepté, il en résulterait une augmentation totale de 20 p. 100 du nombre des postes par rapport au tableau d'effectifs que le Service de gestion administrative avait jugé suffisant en 1971.

22.5 Les renseignements communiqués au Comité consultatif par les représentants du Secrétaire général ont amené le Comité à conclure que les difficultés auxquelles le Département se heurtait en matière de personnel étaient dues, dans une large mesure, au fait qu'on n'avait pas corrigé les défauts que le Service de gestion administrative avait découverts, notamment une répartition inégale du volume de

93/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 6 (A/8706), vol. I, titre II, par. 79 a).

travail, en partie imputable à la subdivision du Département en un grand nombre de petits services. Pour ne citer qu'un exemple, deux services s'occupent des questions relatives aux territoires sous tutelle : le secrétariat du Conseil de tutelle (Division des services de secrétariat) qui compte deux fonctionnaires (un administrateur et un agent des services généraux) et une "section" composée de trois fonctionnaires (deux administrateurs et un agent des services généraux), qui dépend de la Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique. Une utilisation plus souple du tableau d'effectifs permettrait peut-être de libérer un poste d'administrateur, dont le titulaire pourrait être affecté à d'autres tâches. Un examen critique de l'effectif de certaines des autres subdivisions, compte tenu des recommandations du Service de gestion administrative, pourrait également amener le Secrétaire général à répartir différemment les ressources en personnel, pour augmenter celles des services qui ont un gros volume de travail.

22.6 L'un des programmes pour lesquels le Secrétaire général demande des ressources supplémentaires est celui qui concerne la Direction exécutive et l'administration, où le Secrétaire général a créé une section de la coordination et des études, qui s'occuperait de la liaison et de la promotion de l'information, et qu'il se propose d'agrandir. Au paragraphe 22.8 du projet de budget, le Secrétaire général déclare qu'en application de la résolution 2909 (XXVII) de l'Assemblée générale, "le Département vient d'être chargé de rassembler et d'élaborer de manière suivie du matériel d'information, y compris des études et des articles". Le Comité consultatif a noté que, dans l'état des incidences administratives et financières correspondantes qu'il avait présenté (A/C.5/1456), le Secrétaire général n'avait pas demandé que le Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation soit renforcé; en fait, tant dans la résolution que dans l'état des incidences financières établi par le Secrétaire général, l'accent était mis sur les activités du Service de l'information. Les fonctionnaires du Département qui font des travaux de recherche à la Division de l'Afrique et à la Division des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique devraient pouvoir fournir au Service de l'information l'assistance spécialisée qui lui est nécessaire pour s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la résolution 2909 (XXVII) de l'Assemblée générale.

22.7 Cependant, le Comité consultatif a été informé par le Secrétaire général que l'évolution de la situation en 1972 et en 1973 a imposé des responsabilités supplémentaires au Département, en particulier du fait de l'accroissement des activités du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Après avoir analysé la situation, le Comité consultatif recommande d'augmenter en 1974 de 4 postes d'administrateur (1 P-5, 2 P-4, 1 P-2) et de 2 postes d'agent des services généraux (dont 1 G-5) le nombre des postes permanents du Département, pour le porter à un total de 61 (38 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 23 postes d'agent des services généraux). Le Comité est convaincu que tout nouveau renforcement de certains services pourrait être assuré grâce à une nouvelle répartition des effectifs dans le Département.

22.8 La recommandation que le Comité consultatif formule dans le paragraphe précédent et l'augmentation de l'abattement pour délais de recrutement qu'il a recommandée plus haut, au paragraphe 42 du chapitre premier, entraîneront une économie de 135 000 dollars pour la période biennale. Toutefois, le Secrétaire général a informé le Comité qu'il faudra un montant supplémentaire de 12 000 dollars

au chapitre 22 pour les dépenses communes de personnel, pour la raison qui est exposée plus haut, au paragraphe 77 du chapitre premier. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 123 000 dollars le crédit demandé au chapitre 22 pour le ramener à 2 707 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 22. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	123 000

Chapitre 23. Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	864 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	835 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	809 000

23.1 Les crédits demandés au chapitre 23 concernent le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Commissaire pour la Namibie, le Bureau chargé de délivrer les documents de voyage à Lusaka (Zambie) et l'appui au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, qui a été constitué en 1972 en application de la résolution 2872 (XXVI) de l'Assemblée générale.

23.2 Le crédit demandé pour la période biennale (864 000 dollars) dépasse de 55 000 dollars, soit de 6,8 p. 100, le total des crédits ouverts pour les deux années précédentes. Cette augmentation relativement réduite s'explique par le fait qu'à ce stade on ne prévoit pas d'affecter au Fonds pour la Namibie de somme prélevée sur le budget ordinaire, alors que pour 1972 et 1973 des crédits de 50 000 dollars et 100 000 dollars, respectivement, avaient été ouverts à cette fin (voir par. 23.25 à 23.27 du projet de budget). Si l'on tient compte de cette différence, le crédit demandé pour la période biennale 1974-1975 accuse une augmentation d'environ 31 p. 100 par rapport aux crédits ouverts pour 1972-1973.

23.3 Le chapitre 23 est l'un des trois chapitres qui constituent le Titre V (Egalité des droits et autodétermination des peuples) du budget sous sa nouvelle forme, les deux autres chapitres concernant les Organes directeurs (chap. 21) et le Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation (chap. 22). Le Comité consultatif est conscient de ce qu'il existe un rapport spécial entre l'ONU et la Namibie et reconnaît que le fait de présenter séparément les activités y relatives dans le chapitre 23 peut se justifier. Mais il ne semble guère y avoir de raison d'exclure de ce chapitre les dépenses du secrétariat du Conseil pour la Namibie, qui sont inscrites au chapitre 22, comme le Secrétaire général le signale dans le premier paragraphe du chapitre 23. En outre, certaines fonctions du Secrétariat qui intéressent la Namibie (renseignements et conseils à donner au sujet du territoire, édition, traduction et reproduction des documents du Conseil) sont confiées respectivement à la Division de l'Afrique et au Groupe

de l'édition du Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation (voir par. 22.16 et 22.37 à 22.45 du projet de budget). D'autres dépenses encore, relatives à la Namibie, sont inscrites au chapitre 4 (voir par. 4.54 et suivants et 4.96 et suivants du projet de budget). Il s'ensuit qu'il est impossible de déterminer, à partir du projet de budget-programme du Secrétaire général, le montant total des dépenses directement imputables aux activités relatives à la Namibie, même si l'on fait abstraction des services communs (information, administration, services généraux, services de conférence, etc.), qui sont regroupés dans le Titre VIII du budget. Cette situation n'est pas conforme à l'objectif que visait l'Assemblée générale lorsqu'elle a décidé d'adopter un système de budgétisation par programme 94/. En conséquence, le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général s'efforce, dans les projets de budget qu'il présentera à l'avenir, de regrouper les dépenses qui sont directement imputables aux activités relatives à la Namibie. Le Comité comprend bien qu'il ne sera pas facile d'identifier toutes ces dépenses, étant donné la répartition actuelle des responsabilités au Secrétariat, mais il est convaincu que des améliorations sont possibles si l'on fait l'effort nécessaire.

23.4 Le Secrétaire général demande pour le Conseil pour la Namibie un crédit du même montant que le crédit ouvert pour 1973 (à savoir 104 000 dollars par an), en attendant que le Conseil ait formulé son programme de travail pour 1974 et 1975. Comme le passage à un budget biennal et la décision d'établir un plan à moyen terme pour les activités de l'Organisation impliquent que la planification doit prendre plus d'importance, le Comité consultatif recommande instamment au Conseil d'organiser ses travaux de façon à établir à l'avenir son programme de travail en temps voulu pour que les dépenses correspondantes puissent être incluses dans le projet de budget.

23.5 L'augmentation qu'accuse le crédit demandé pour le Commissaire pour la Namibie (496 000 dollars pour la période biennale) est uniquement imputable à des augmentations probables des salaires et des prix. Toutefois, le Comité consultatif note que l'effectif du Commissariat sera en fait renforcé, puisque deux postes d'agent des services généraux, qui avaient été prêtés au Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation, seront restitués au Commissariat en 1974 (voir par. 22.5 du projet de budget).

23.6 Les crédits nécessaires pour le Bureau chargé de délivrer les documents de voyage à Lusaka sont estimés à 160 000 dollars pour la période biennale, alors que le total des crédits ouverts à cette fin pour 1972 et 1973 était de 97 000 dollars. L'augmentation est principalement imputable aux propositions tendant à créer en 1974 un poste P-2/1 (ce qui porterait à 5 l'effectif total du Bureau) et à reclasser de P-4 à P-5 le poste de chef du Bureau 95/ (voir par. 23.21 du projet de budget). Pour justifier ces changements, le Secrétaire général fait valoir les responsabilités accrues du chef du Bureau et l'accroissement du volume de travail

94/ Voir au chapitre premier du présent rapport (par. 9 à 22) l'examen de cette question pour l'ensemble du budget.

95/ Les recommandations du Comité consultatif relatives aux demandes de reclassement à Administrateur général (D-1) et aux classes inférieures figurent dans le paragraphe 63 du chapitre premier.

qu'impliquent la délivrance des documents de voyage, les activités financées par prélèvement sur le Fonds pour la Namibie et la diffusion d'informations sur la Namibie. En ce qui concerne la diffusion d'informations, le Comité consultatif note que les crédits demandés au chapitre 27 (Information) doivent permettre, entre autres, d'ouvrir un nouveau centre d'information des Nations Unies à Lusaka : ce centre devrait pouvoir assumer certaines des tâches d'information dont le Bureau chargé de délivrer les documents de voyage s'occupe actuellement. Pour ce qui est du Fonds pour la Namibie, le volume de travail en 1974 et 1975 dépendra vraisemblablement, dans une large mesure, du montant des décaissements à effectuer pendant ces deux années, montant qu'il est impossible de prévoir à ce stade. Quant à la délivrance des documents de voyage, les renseignements communiqués au Comité ne semblaient pas indiquer d'accroissement notable du volume de travail correspondant. Pour les raisons qu'il a exposées ci-dessus, le Comité n'est pas convaincu qu'il y ait suffisamment de raisons de créer le poste nouveau qui est demandé.

23.7 Le Secrétaire général ne prévoit pas de crédit dans le projet de budget pour verser une somme au Fonds pour la Namibie, mais il précise que, dans son rapport à l'Assemblée générale (vingt-huitième session) sur les opérations du Fonds, il proposera que l'Organisation continue à contribuer à ce fonds et indiquera les montants qui lui paraîtront nécessaires à cet effet pour 1974-1975.

23.8 Etant donné les observations qu'il a formulées au paragraphe 23.6 ci-dessus, le Comité consultatif recommande l'ouverture d'un crédit de 835 000 dollars au chapitre 23, soit une réduction de 29 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 23. Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	29 000

TITRE VI. JUSTICE INTERNATIONALE

Chapitre 24. Cour internationale de Justice

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	3 719 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	3 687 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	3 191 000

24.1 Le crédit demandé pour la Cour internationale de Justice pour 1974-1975 accuse une augmentation de 528 000 dollars, soit de 16,5 p. 100, par rapport au total des crédits ouverts pour 1972-1973. Cette augmentation est due principalement au relèvement des traitements des fonctionnaires permanents du Greffe (relèvement imputable à la fois aux réalignements monétaires et aux pressions inflationnistes) ainsi qu'à l'augmentation des crédits nécessaires pour le personnel temporaire et pour les travaux d'imprimerie.

24.2 Le Secrétaire général ne propose pas de changement dans le tableau d'effectifs du Greffe. Au paragraphe 24.5 du projet de budget, il donne des détails sur l'augmentation des traitements des agents des services généraux et sur les modifications probables du classement de La Haye aux fins de l'indemnité de poste. En calculant le montant des crédits nécessaires, le Secrétaire général n'a pas appliqué d'abattement pour mouvements de personnel. Le Comité consultatif reconnaît que dans le cas d'un service homogène ayant l'effectif du Greffe, il serait difficile d'appliquer au coût des postes actuels l'abattement normal pour mouvements de personnel. Cependant, l'expérience des dernières années montre que des postes peuvent devenir vacants, tant dans la catégorie des administrateurs que dans celle des agents des services généraux. Dans ces conditions, le Comité s'estime fondé à recommander un léger abattement global pour tenir compte de vacances de poste éventuelles au Greffe.

24.3 Le Secrétaire général a calculé le crédit demandé pour le personnel temporaire (220 000 dollars pour la période biennale) en présumant que la Cour aurait besoin de personnel pour assurer le service des réunions pendant trois mois de séances publiques et trois mois de séances privées par an (pour les réunions de caractère administratif de la Cour et pour deux affaires dont la Cour connaîtra, l'une en 1974 et l'autre en 1975). Le Comité consultatif a noté que le crédit ouvert à ce titre pour 1972 (70 000 dollars), année où la Cour a été saisie de trois affaires, a été suffisant parce que les débats ont été courts. Dans ces conditions, le Comité considère que, même en tenant compte de l'effet des réalignements des monnaies depuis 1972 et des pressions inflationnistes probables, il est possible de faire des économies sur le crédit demandé pour le personnel temporaire.

24.4 Au paragraphe 24.8 du projet de budget, le Secrétaire général explique que l'augmentation du crédit demandé pour les travaux d'imprimerie (134 000 dollars pour 1974-1975 contre 93 000 dollars pour 1972-1973) tient au fait qu'il faut rattraper le retard accumulé dans la publication des volumes de la série intitulée

Mémoires, plaidoyers et documents. Le Comité consultatif s'est rappelé qu'un crédit avait été ouvert à cette fin pour 1973 96/. Mais, comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 24.8 du projet de budget, ce programme de travaux d'imprimerie a dû être différé pour permettre l'impression de deux arrêts et d'un avis consultatif. Le Comité consultatif approuve le crédit demandé par le Secrétaire général pour les travaux d'imprimerie en 1974-1975.

24.5 Les traitements et indemnités des membres de la Cour ont été calculés conformément à la résolution 2890 B (XXVI) de l'Assemblée générale. A cet égard, le Comité consultatif s'est rappelé que le Secrétaire général avait présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, un rapport dans lequel il recommandait un relèvement des émoluments en question (A/C.5/1449). Dans ses observations correspondantes, le Comité consultatif avait suggéré que les émoluments des membres de la Cour soient réexaminés à la vingt-huitième session de l'Assemblée 97/. Le Comité a appris que le Secrétaire général présenterait un nouveau rapport sur la question plus tard dans l'année.

24.6 Pour les raisons qu'il a exposées plus haut dans les paragraphes 24.2 et 24.3, le Comité consultatif estime que le crédit demandé au chapitre 24 peut être réduit de 40 000 dollars. Toutefois, le Secrétaire général a informé le Comité qu'en recalculant le crédit nécessaire au chapitre 24 pour les dépenses communes de personnel, il s'était aperçu que ledit crédit avait été sous-estimé d'un montant de 8 000 dollars (voir chapitre premier, par. 76 et 77). En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 32 000 dollars le crédit demandé au chapitre 24, pour le ramener à 3 687 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 24. Cour internationale de Justice.....	32 000

96/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 19.6.

97/ Ibid., Supplément No 8A (A/8708/Add.1-30), document A/8708/Add.4, par. 6.

TITRE VII. ACTIVITES JURIDIQUES

Chapitre 25. Commissions, comités et conférences juridiques

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	1 097 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	997 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	885 000

25.1 Au chapitre 25 sont inscrits les crédits nécessaires pour les réunions que tiendront en 1974 et en 1975 la Commission du droit international, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et le Tribunal administratif des Nations Unies, ainsi que pour la réunion en 1974 de la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 25.2 du projet de budget, le coût des services fonctionnels fournis à ces organes apparaît au chapitre 26 (Service juridique) du projet de budget et le coût des services de conférence qui sont assurés par le personnel permanent est inclus dans le crédit demandé au chapitre 29.

25.2 Le crédit demandé pour la Commission du droit international (631 000 dollars pour la période biennale) dépasse de 143 000 dollars, soit de 29,3 p. 100, le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Pour calculer ce crédit, on est parti de l'hypothèse que la session annuelle de la Commission durerait, comme précédemment, dix semaines. Le crédit demandé se décompose comme suit : 66 000 dollars pour les honoraires du Président, des Rapporteurs spéciaux et des autres membres de la Commission /résolution 2489 (XXIII), Annexe, de l'Assemblée générale/, 158 000 dollars pour le recrutement de personnel pour assurer les services de conférence, 244 000 dollars pour les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Commission et des six fonctionnaires qui assureront les services de secrétariat et 163 000 dollars pour les frais d'impression.

25.3 Pour l'essentiel, les dépenses de la Commission dépendent donc directement de la durée de la session. Le Comité consultatif a appris que la Commission se réunissait en principe une fois par jour, l'autre moitié de la journée étant consacrée aux travaux de rédaction. Etant donné l'augmentation rapide du coût des réunions à Genève (où la Commission tient généralement ses sessions), le Comité consultatif suggère que la Commission envisage la possibilité de resserrer quelque peu son emploi du temps afin d'abrégier la durée totale de la session. En attendant que la Commission examine cette suggestion, le Comité consultatif ne recommande pas de réduction du crédit demandé à ce titre. Cependant, le Comité estime que le crédit prévu pour le personnel chargé de la documentation et d'autres services d'appui (13 fonctionnaires) est trop élevé et qu'il faudrait aussi réduire un peu le crédit demandé étant donné que les membres de la Commission ne seront pas tous en mesure d'être présents pendant toute la durée de la session. Pour ces raisons, le Comité consultatif recommande une réduction de 20 000 dollars pour la période biennale.

25.4 Le crédit demandé pour la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (261 000 dollars pour la période biennale) dépasse de 50 000 dollars, soit de 23,7 p. 100 le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Le crédit demandé se décompose comme suit : 125 000 dollars pour le recrutement de personnel pour assurer les services de conférence à Genève, 99 000 dollars pour les frais d'impression et 37 000 dollars pour les frais de voyage et indemnités de subsistance. Au paragraphe 25.14 du projet de budget, le Secrétaire général indique qu'il a calculé les montants demandés en partant de l'hypothèse qu'en 1974 la Commission et un de ses groupes de travail se réuniraient au Siège et que les deux autres groupes se réuniraient à Genève, les lieux de réunion étant intervertis en 1975. Le Comité consultatif estime qu'en ce qui concerne le recrutement de personnel temporaire pour assurer le service des réunions, des économies sont possibles si l'on utilise davantage le personnel linguistique permanent de Genève et si l'on diminue le montant du crédit prévu pour le personnel temporaire affecté aux services de documentation et autres services d'appui. En conséquence, le Comité consultatif recommande une réduction de 10 000 dollars pour la période biennale.

25.5 Le crédit demandé pour le Tribunal administratif des Nations Unies (65 000 dollars pour la période biennale) correspond au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973, déduction faite du crédit de 15 000 dollars qui avait été ouvert en 1972 pour couvrir les frais d'impression du volume IV des Jugements du Tribunal administratif.

25.6 Le crédit demandé pour la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels, qui doit se tenir en 1974 conformément à la résolution 2929 (XXVII) de l'Assemblée générale, s'élève à 140 000 dollars, soit 55 000 dollars pour les frais d'impression, 42 000 dollars pour les comptes rendus analytiques, 28 000 dollars pour le recrutement d'interprètes à titre temporaire et 15 000 dollars pour la mise au point et la correction d'épreuves de la documentation à établir après la Conférence. Le coût total de l'établissement de comptes rendus analytiques (y compris les frais de mise au point, de correction d'épreuves et d'impression) serait donc de l'ordre de 70 000 dollars. Le Comité a rappelé à cet égard que, dans son onzième rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1973, dans lequel il examinait les incidences financières de la décision de convoquer cette conférence, il avait recommandé d'examiner avec soin s'il y avait lieu de faire établir des comptes rendus analytiques 98/.

25.7 Le Comité consultatif note que le crédit demandé pour les comptes rendus analytiques ne se justifie que si l'établissement desdits comptes rendus est autorisé expressément pour les séances plénières de la Conférence et pour les séances du Comité plénier. Cette autorisation, qui est nécessaire aux termes du paragraphe 10 b) de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale, n'est pas donnée dans la résolution 2929 (XXVII) de l'Assemblée générale; toutefois, au paragraphe 3 de cette résolution, l'Assemblée a renvoyé à sa vingt-huitième session l'examen de diverses questions relatives à la Conférence qui appellent une décision de sa part.

98/ Ibid., document A/8708/Add.10, par. 3.

25.8 Dans ces conditions, le Comité consultatif juge prématurée l'inscription au projet de budget d'un crédit pour les comptes rendus analytiques (et de la partie des crédits qui correspond aux frais de mise au point, de correction d'épreuves et d'impression), et il recommande d'éliminer du projet de budget pour 1974-1975 le montant de 70 000 dollars mentionné dans le paragraphe 25.6 ci-dessus.

25.9 Les crédits ouverts pour 1972 et 1973 comprenaient aussi, pour la période biennale, un montant de 109 000 dollars pour le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression. Le Secrétaire général n'a pas demandé de crédit pour cet organe dans son projet de budget pour 1974-1975, l'autre de savoir si le Comité spécial poursuivrait ses travaux au-delà de 1973. Depuis lors, le Comité spécial a présenté à l'Assemblée générale, qui l'examinera à sa vingt-huitième session, une demande tendant à ce que son mandat soit prorogé 99/. Si l'Assemblée générale approuve cette recommandation, il faudra un crédit supplémentaire au chapitre 25.

25.10 Pour les raisons qu'il a exposées dans les paragraphes 25.3, 25.4 et 25.8, le Comité consultatif recommande de réduire de 100 000 dollars le crédit demandé au chapitre 25, pour le ramener à 997 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 25. Commissions, comités et conférences juridiques	100 000

Chapitre 26. Service juridique

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	5 074 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	5 046 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	4 116 000

26.1 Le crédit de 5 074 000 dollars demandé pour le Service juridique accuse une augmentation de 958 000 dollars, soit d'environ 23,3 p. 100 par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Cette augmentation est imputable, pour l'essentiel, à la hausse probable des coûts et à l'expansion envisagée du programme de publications du Service juridique (notamment pour permettre l'impression en 1974 du quatrième supplément au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies). Toutefois, outre ces augmentations, on prévoit pour la période biennale une dépense supplémentaire d'environ 150 000 dollars pour donner suite à la proposition du Secrétaire général d'attribuer au Service juridique 3 postes supplémentaires d'administrateur et 2 postes supplémentaires d'agent des services généraux et de reclasser 4 postes (dont 3 postes d'administrateur). Les crédits demandés ont, en outre, été calculés compte tenu du transfert à la Section des

99/ Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 19 (A/9019).

traités de 3 postes d'agent des services généraux qui, bien que leurs titulaires fussent employés à plein temps à la dactylographie du Recueil des Traités, figuraient jusqu'à présent au tableau d'effectifs du Service des conférences.

26.2 Les modifications proposées au tableau d'effectifs intéressent les services suivants :

a) Cabinet du Conseiller juridique : un poste supplémentaire d'agent des services généraux;

b) Section des traités : reclassement de 2 postes (un poste d'administrateur, un poste d'agent des services généraux);

c) Division des questions juridiques générales : 2 postes supplémentaires d'administrateur (un P-4, un P-3), un poste supplémentaire d'agent des services généraux;

d) Division de la codification : un poste supplémentaire d'administrateur (P-2/1), reclassement de 2 postes d'administrateur.

26.3 Outre les propositions susmentionnées en matière de personnel et l'expansion du programme de publications, d'autres petits changements sont prévus quant au volume de travail du Service juridique en 1974 et 1975. De plus, le Secrétaire général indique qu'il pourra être amené à présenter des demandes de crédits révisées a) pour la Section des traités, comme suite aux résultats d'une étude sur l'utilisation éventuelle d'ordinateurs pour l'enregistrement des traités, et b) pour le Service du droit commercial international, au cas où les travaux de la Commission du droit commercial international l'exigeraient (par. 26.18 et 26.37 du projet de budget).

26.4 A l'appui des demandes de postes supplémentaires qu'il présente pour le Service juridique, le Secrétaire général signale l'existence d'arriérés importants dans certains domaines, du fait que le Service est obligé d'affecter le personnel disponible aux tâches prioritaires (voir par exemple les paragraphes 26.3, 26.4 et 26.28 du projet de budget). Le Comité consultatif reconnaît que, dans certains cas, des travaux indispensables semblent avoir subi du retard /par exemple, l'impression du quatrième supplément du Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies, par. 26.30 e)/. Cependant, le Comité suggère que, dans d'autres cas, le Secrétaire général, plutôt que de demander des postes supplémentaires, examine plus attentivement s'il ne serait pas possible d'abandonner des travaux dont l'ordre de priorité est faible ou d'en réduire l'ampleur 100/ sans que cela nuise sensiblement à l'Organisation. Le Comité pense en particulier aux activités qui n'ont pas été expressément demandées par des organes inter-gouvernementaux. Une certaine concentration des efforts sur les secteurs prioritaires est toujours indispensable si l'on veut utiliser au mieux les ressources limitées dont dispose l'Organisation.

100/ La décision de ramener de 1 200 à 700 le nombre de pages du dernier supplément au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies montre bien que cette dernière solution est praticable.

26.5 Le Comité consultatif a tenu compte également des difficultés que le Service juridique a eues à pourvoir tous les postes approuvés. Au 1er juin 1973, 9 postes d'administrateur, sur un total de 49, demeuraient vacants, ce qui représente une proportion d'environ 18 p. 100. Ce chiffre relativement élevé s'explique en partie seulement par la politique de suspension du recrutement qui a été appliquée durant la majeure partie de l'année 1972; le Comité consultatif estime donc qu'il serait peu réaliste de n'en pas tenir compte du tout pour juger de la nécessité de créer de nouveaux postes.

26.6 Pour les raisons qu'il a exposées dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a conclu que les créations de postes pour 1974-1975 devraient se limiter aux 2 postes d'administrateur et au poste d'agent des services généraux demandés pour la Division des questions juridiques générales.

26.7 Les recommandations du Comité consultatif relatives aux postes que le Secrétaire général demande de reclasser à Administrateur général (D-1) ou à des classes inférieures figurent plus haut dans le paragraphe 63 du chapitre premier.

26.8 Etant donné le souci que lui cause, comme il l'a déjà dit, le coût de la publication du Recueil des Traités par les méthodes classiques 101/, le Comité consultatif espère que la recherche d'une formule plus économique impliquant l'utilisation d'ordinateurs sera couronnée de succès. Le Comité compte que le Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques sera étroitement associé à toutes les étapes de l'étude sur l'utilisation d'ordinateurs et qu'il sera consulté au sujet des incidences financières des différentes solutions qui pourront être proposées. Mais que l'on réussisse ou non à réduire le coût de la publication du Recueil des Traités en utilisant à cet effet des services d'ordinateur, le Comité appelle l'attention des gouvernements sur le fait que, s'ils fournissaient au Secrétaire général les traductions en anglais et en français des traités soumis pour publication, conformément au désir que l'Assemblée générale a exprimé dans sa résolution 482 (V) et, de nouveau, dans sa résolution 1092 (XI) 102/, il en résulterait des économies considérables pour le budget de l'Organisation.

101/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8A (A/8408/Add.1-30), document A/8408/Add.30; *ibid.*, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1-30), document A/8708/Add.26.

102/ Voir aussi la recommandation que le Comité consultatif a faite dans son rapport sur le programme de publications périodiques et sur les problèmes relatifs au Recueil des Traités de l'Organisation des Nations Unies (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1-30), document A/8708/Add.26, par.5).

26.9 Etant donné que le Corps commun d'inspection a conclu que le nombre des voyages des fonctionnaires était souvent excessif (A/8900), le Comité recommande de réduire de 3 000 dollars le crédit demandé au chapitre 26 pour lesdits voyages (25 000 dollars pour la période biennale, soit une augmentation de plus de 30 p. 100).

26.10 La réduction du nombre de postes nouveaux que le Comité consultatif a recommandée dans le paragraphe 26.6 ci-dessus ainsi que l'augmentation de l'abattement pour délais de recrutement qu'il a recommandée plus haut dans le paragraphe 42 du chapitre premier entraîneront une économie de 43 000 dollars. Toutefois, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'en recalculant le crédit nécessaire pour les dépenses communes de personnel, il s'était aperçu que ledit crédit avait été sous-estimé d'un montant de 18 000 dollars pour la raison exposée au paragraphe 77 du chapitre premier. Ainsi, l'économie nette sur les dépenses de personnel se trouve ramenée à 25 000 dollars. Compte tenu de la réduction du crédit demandé pour les frais de voyage (voir paragraphe précédent), le Comité consultatif recommande de réduire de 28 000 dollars le crédit demandé au chapitre 26, pour le ramener à 5 046 000 dollars.

Réduction recommandée :

Dollars

Chapitre 26. Service juridique..... 28 000

TITRE VIII - SERVICES COMMUNS

Chapitre 27. Information

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	23 129 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	22 708 000
Total des crédits ouverts en 1972 et 1973	19 469 000

27.1 Au chapitre 27, le Secrétaire général demande pour le Service de l'information des crédits d'un montant total de 23 129 000 dollars pour 1974 et 1975 - soit environ 4,5 p. 100 du montant total brut des crédits demandés pour la période biennale. Cela représente une augmentation de 3 660 000 dollars, soit 18,8 p. 100 par rapport au montant total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Le taux d'accroissement est à peu près identique à celui de l'ensemble du budget (19 p. 100).

27.2 Bien que, eu égard au nouveau mode de présentation du budget, le présent chapitre soit intitulé "Information", il ne porte que sur les dépenses du Service de l'information proprement dit, à l'exclusion de celles des services d'information d'un certain nombre d'éléments de l'ONU - CNUCED, ONUDI, PNUE, commissions économiques régionales et Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le montant total des dépenses de ces autres services est estimé, pour 1974 et 1975, à environ 1,4 million de dollars. Ainsi, les dépenses directes d'information s'élèvent à environ 24,5 millions de dollars pour la période biennale, soit 4,8 p. 100 du montant total des crédits demandés. Il reste que ce montant même ne représente pas le total général, puisqu'il ne comprend pas les dépenses de certains petits services du Secrétariat qui exercent des activités dans le domaine de l'information, ni celles des services communs et autres frais généraux (administration, gestion et services généraux, locaux, etc.), qui ne sont pas répartis par programme mais figurent dans des chapitres distincts.

27.3 Dans le rapport qu'il a présenté l'an dernier à l'Assemblée générale au sujet de l'examen et de l'évaluation des politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information, le Comité consultatif a mentionné la décision du Secrétaire général de formuler un programme de travail intégré pour le Service de l'information et a exprimé l'espoir que les détails du programme de travail seraient communiqués au Groupe consultatif élargi de l'information ainsi qu'à la Cinquième Commission lorsque celle-ci examinerait le projet de budget pour 1974 et les années suivantes 103/. Le programme de travail pour 1973 a été soumis en avril 1973 au Groupe consultatif et le Comité consultatif en a reçu le texte tel qu'il a été modifié à la suite des suggestions faites par le Groupe consultatif. Sur sa demande, le Comité consultatif a également reçu un aperçu préliminaire du programme de travail pour 1974.

27.4 Dans les crédits demandés au chapitre 27, il est tenu compte des propositions suivantes en matière d'effectifs :

103/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.9.

a) Pour le Service de l'information au Siège (chap. 27A) : addition de 5 postes d'administrateur et de 11 postes d'agent des services généraux, ainsi que 4 reclassements de postes, y compris un dans la catégorie des administrateurs;

b) Pour les centres d'information (chap. 27B) : addition de 2 postes d'administrateur et de 39 postes d'agent des services généraux, ainsi que 4 reclassements de postes d'administrateur.

En outre, le Secrétaire général propose qu'un poste P-4 et un poste P-2, inscrits au tableau d'effectifs des centres, soient transférés de façon permanente au Service de l'information du Genève (chap. 27C), en échange d'un poste P-5. Cet échange a déjà pris effet (voir par. 27.30 et 27.33 du projet de budget).

27.5 Certaines des propositions mentionnées ci-dessus reflètent les innovations suivantes, touchant les activités du Service de l'information :

a) Création, à la Division de la radio et des moyens visuels, d'une section de la promotion et de la distribution, en vue d'assurer une plus large diffusion des films et des programmes de télévision réalisés par l'ONU, et pour accroître les recettes tirées de ces activités (projet de budget, par. 27.14);

b) Accroissement de la production de programmes radiodiffusés destinés à l'Afrique et au Moyen-Orient (par. 27.15);

c) Création, au sein de la Division des relations extérieures, d'un groupe chargé d'établir quotidiennement une revue de la presse destinée au Secrétaire général (par. 27.21);

d) Organisation, de façon régulière, de réunions mondiales et régionales des directeurs des centres d'information de l'ONU, comme approuvé, en principe, par l'Assemblée générale dans sa résolution 2897 (XXVI) (par. 27.22) 104/;

e) Création de deux nouveaux centres d'information (à Lusaka et Nairobi) en vue de donner plus d'ampleur à l'information en Afrique australe (par. 27.26);

f) Affectation d'assistants d'information et d'assistants pour les références à tous les centres (par. 27.27 et 27.28).

27.6 Le Comité consultatif a examiné les propositions ci-dessus à la lumière des documents relatifs au programme de travail qui ont été mis à sa disposition.

27.7 L'année dernière, le Secrétaire général a fait part à l'Assemblée générale de son intention de procéder à une réorientation des activités du Service de l'information, dont les méthodes seraient désormais axées sur des centres d'intérêt plutôt que sur les moyens d'information en tant que tels (A/C.5/1452). Il

104/ Les incidences financières de cette proposition, estimées à 20 000 dollars en 1974 et à 80 000 dollars en 1975, figurent sous la rubrique "Divers" dans le tableau 27-2 (Division des relations extérieures) du projet de budget. Il serait plus approprié de les faire figurer sous la rubrique "Frais de voyage" dudit tableau, puisque cette proposition n'entraîne que des frais de voyage et des dépenses connexes.

indiquait que cette réorientation serait progressive, conception approuvée par le Comité consultatif car, indépendamment de l'opportunité d'évaluer les effets de cette réorientation à mesure qu'elle aurait lieu, le Comité était conscient de ses incidences administratives et du risque des doubles emplois dans les travaux du Secrétariat 105/. Dans le dernier projet de budget, le Secrétaire général mentionne cette décision (par. 27.2). Pour ce qui est de l'avenir, un des nouveaux postes d'administrateur demandés doit permettre d'aider le Sous-Secrétaire général à élaborer la nouvelle méthode axée sur des centres d'intérêt, à évaluer ses incidences sur le plan de la gestion et de la structure du Service et à coordonner le traitement des principaux thèmes par les divers moyens d'information, qui relèvent chacun de la compétence d'un élément distinct du Service. Toutefois, le projet de budget n'indique pas les mesures prises jusqu'ici pour appliquer la méthode fondée sur des centres d'intérêt, qu'il ne cherche pas non plus à évaluer dans la mesure où elle a été appliquée jusqu'ici. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que des groupes de spécialistes de l'information reçoivent actuellement une formation touchant les principaux thèmes d'activité de l'ONU et que, satisfait des résultats obtenus jusqu'ici, il a l'intention de poursuivre l'application de la nouvelle méthode. Il a tenu le Groupe consultatif de l'information au courant de ses intentions et des progrès réalisés. Le Comité consultatif ne peut juger de l'efficacité de l'entreprise, mais la Cinquième Commission, si elle le souhaite, pourra se renseigner sur ce point lorsqu'elle examinera les crédits demandés au chapitre 27.

27.8 Le Comité consultatif note avec satisfaction que le Secrétaire général a entrepris des analyses en vue d'évaluer les incidences des activités du Secrétariat dans le domaine de l'information (projet de budget, par. 27.2). Il a également été informé que le Secrétaire général a recours aux centres d'information pour l'aider dans cette entreprise, comme le Comité consultatif l'avait suggéré l'année dernière 106/. Jusqu'ici, toutefois, les activités d'évaluation ne semblent pas s'être traduites par des propositions de réorientation des efforts déployés dans le domaine de l'information 107/. Le Comité consultatif souhaiterait qu'au cas où il serait établi que certaines activités n'ont pas d'incidences en rapport avec leur coût, le Secrétaire général envisage la possibilité de les modifier utilement ou - à moins qu'il n'estime que l'Assemblée générale lui a clairement donné mandat de les entreprendre - d'y mettre fin. Ce n'est qu'en appliquant cette méthode que la stratégie dans le domaine de l'information pourra répondre aux nouvelles situations et être orientée de façon à avoir le maximum d'effet dans les limites imposées par les ressources budgétaires disponibles.

105/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.9, par. 3.

106/ Ibid., document A/8708/Add.9, par.5.

107/ Une exception est constituée par ONU - Chronique mensuelle, dont on est en train de modifier la présentation en se fondant sur les résultats d'une enquête menée auprès de ses abonnés.

27.9 Dans un domaine particulier, les demandes de crédits ne sont pas complètes : le Secrétaire général indique qu'il présentera peut-être à l'Assemblée générale des demandes de crédits révisées pour 1974 et 1975 lorsqu'il aura reçu des propositions touchant le financement à venir des activités du Centre de l'information économique et sociale (CIES). Comme il ressort du tableau 27-1, du projet de budget, les ressources extra-budgétaires ont, ces dernières années, constitué la principale source de financement du Centre. Toutefois, ces ressources ont diminué, passant de 1 042 000 dollars en 1972 à 851 000 dollars en 1973, et le Secrétaire général estime qu'en 1974 elles diminueront encore pour ne plus se chiffrer qu'à 693 000 dollars; pour 1975, on n'a pas prévu de ressources extra-budgétaires (voir également tableau 27-10 du projet de budget - postes permanents du Centre). Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif qu'il s'était entretenu du financement à venir du Centre à une réunion du Groupe consultatif de l'information, au mois d'avril. En juin 1973, il a présenté au Conseil économique et social, pour examen à sa cinquante-cinquième session, un rapport (E/5358/Add.1) dans lequel il a avancé l'idée que, pour permettre au Centre d'intensifier et d'élargir ses activités, les postes nécessaires à "l'exécution des fonctions centrales et permanentes du Centre" pourraient être financés à l'aide de crédits ouverts au budget ordinaire. Cela signifierait, en pratique, que le nombre de postes du Centre actuellement financés à l'aide des crédits ouverts au budget ordinaire passerait de 8 (4 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 4 postes d'agent des services généraux) à 18 (9 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 9 postes d'agent des services généraux). Les dépenses supplémentaires à imputer sur le budget ordinaire seraient de 210 400 dollars en 1974 et de 220 700 dollars en 1975, soit 431 100 dollars pour la période biennale.

27.10 Etant donné que cette proposition n'a pas encore été examinée par le Conseil économique et social, il serait prématuré que le Comité consultatif présente des observations détaillées. En fin de compte, il appartiendra à l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation de déterminer le montant des ressources qu'ils souhaitent allouer à la diffusion d'informations sur les activités de l'Organisation dans le domaine économique et social. A cet effet, il faudra tenir compte non seulement des activités du CIES, mais également de celles d'autres éléments du Service de l'information - qui produisent des documents d'information sur ces questions dans le cadre des tâches plus larges qui leur sont confiées - et de celles des spécialistes de l'information d'éléments tels que la CNUCED, l'ONUDI, les commissions économiques régionales et le PNUD 108/. Il conviendrait également de tenir compte du fait que si l'on place l'accent sur l'information économique et sociale, il faudra procéder à une modification de l'ordre des priorités pour ce qui est de la diffusion de l'information - domaine dans lequel les fonds sont nécessairement limités - et reconsidérer les efforts déployés dans le domaine des activités d'information consacrées à d'autres questions, en vue d'une nouvelle répartition des ressources existantes.

27.11 Le Centre de l'information économique et sociale n'est pas le seul élément du Service de l'information pour lequel le projet de budget indique une diminution

108/ Dans le cas des projets du PNUD, une part importante de l'information est diffusée par les services d'information des organisations qui font office d'agent chargé de l'exécution.

des ressources extra-budgétaires en 1974 et 1975. Pour la Division de la radio et des moyens visuels, le tableau 27-1 du projet de budget chiffre ces ressources à 289 000 dollars pour 1973, 176 000 dollars pour 1974 et seulement 62 000 dollars pour 1975 109/. Toutefois, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que ces chiffres représentaient des minimums, étant donné qu'ils ne tenaient compte que des ressources sur lesquelles on avait de bonnes raisons de tabler et qui étaient affectées à des projets donnés; il s'efforçait toujours d'obtenir des contributions volontaires pour 1974 et 1975 et espérait que les sommes disponibles pour ces années atteindraient le même niveau ou seraient plus élevées que par le passé. Le Comité consultatif pense qu'au cas où il n'en serait pas ainsi, l'effectif de la Division dont le coût est imputé sur le budget ordinaire serait plus nombreux qu'il n'est réellement nécessaire étant donné que l'ensemble du programme qu'il aurait à administrer et à appuyer serait moins important.

27.12 Au paragraphe 3 de sa résolution 2897 (XXVI), l'Assemblée générale a approuvé les propositions du Secrétaire général relatives à l'acquisition et au remplacement de matériel audiovisuel en 1972 et, à sa vingt-septième session, elle a approuvé la partie de ce programme quinquennal relative à 1973, dont le coût s'élèverait au total à près de 1,6 million de dollars. Les crédits demandés pour les années 1974 et 1975, qui s'élèvent à 357 000 et 255 000 dollars respectivement, figurent au chapitre 27 du projet de budget (tableau 27-2, Division de la radio et des moyens visuels, rubrique "Divers" 110/). Ces crédits sont les mêmes que ceux qui ont été prévus lorsque le programme a été soumis à l'Assemblée en 1971; bien que le prix de certains articles ait augmenté depuis, le Secrétaire général se propose, en contrepartie, de réaliser des économies en effectuant des ajustements dans le cadre du programme.

27.13 L'année dernière, le Secrétaire général a fait part de son intention de différer d'un an les mesures relatives à sa proposition antérieure visant à créer un "bureau régional de production" en Afrique (A/C.5/1452, par. 23). Aucun crédit n'est demandé pour 1974-1975 au titre de la création de ce bureau et le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général n'avait pas l'intention de donner suite à la proposition pour l'instant. L'ouverture prévue de nouveaux centres d'information à Lusaka et à Nairobi devrait, dans une certaine mesure, permettre une meilleure diffusion de l'information en Afrique, ce qui devait constituer la raison d'être du bureau.

27.14 On trouve au paragraphe 27.5 du projet de budget la ventilation des 16 postes nouveaux demandés pour le Service de l'information du Siège; les raisons de ces demandes sont exposées dans les paragraphes relatifs aux quatre programmes

109/ La façon dont ces ressources sont réparties n'est pas indiquée dans le tableau 27-7 du projet de budget, qui ne porte que sur les fonds provenant du budget ordinaire. Le Comité consultatif recommande d'indiquer, à l'avenir, la ventilation de ces ressources.

110/ Ce renseignement a été omis par erreur dans la note b/ du tableau 27-2. Le Comité consultatif suggère que les futurs projets de budget contiennent davantage de renseignements sur des questions comme celles qui sont mentionnées dans cette note.

en question. Sur la base de l'enquête à laquelle il a procédé, le Comité consultatif a conclu que ces raisons n'étaient pas toutes également valides. Dans certains cas, il n'a pas été prouvé que ces nouveaux postes étaient nécessaires, tandis que dans d'autres on pourrait faire appel davantage à des fonctionnaires affectés à des tâches de moindre importance, compte tenu du fait que les effectifs permanents du Service de l'information du Siège s'élèvent à 235 fonctionnaires (projet de budget, tableau 27-3). Le Comité approuve la création de 2 postes au Cabinet du Sous-Secrétaire général et prie instamment le Secrétaire général de procéder aussi rapidement que possible aux modifications qu'exige l'adoption des nouvelles méthodes fondées sur des centres d'intérêt, y compris les changements de structure éventuels (voir plus haut, par. 27.7). En outre, le Comité approuve la création d'un poste de P-2 pour le service créé en vue d'établir une revue de la presse à l'intention du Secrétaire général. Il estime qu'on pourrait continuer à fournir les postes d'agent des services généraux demandés pour ce service en procédant à une nouvelle répartition des effectifs. Le Comité recommande la création d'un poste d'administrateur (P-4) et de 4 postes d'agent des services généraux dans la Division de la radio et des moyens visuels, dont les titulaires se verraient confier celles des nouvelles fonctions envisagées qui, de l'avis du Secrétaire général, ont la priorité la plus élevée.

27.15 Le Comité estime que les crédits demandés pour les groupes spéciaux d'experts devraient être maintenus au niveau de 1973 (c'est-à-dire 40 000 dollars pour la période biennale) et que les crédits nécessaires pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit devraient être réduits de 70 000 dollars grâce à une organisation judicieuse du travail (projet de budget, note a/ du tableau 27-2).

27.16 L'enquête à laquelle il a procédé n'a pas convaincu le Comité que le montant des fonds consacrés aux voyages du personnel du Service de l'information devait être doublé comme le Secrétaire général le propose (projet de budget, tableau 27-2); le Comité recommande de réduire ces crédits de 38 000 dollars.

27.17 Lorsqu'il a présenté l'an dernier son rapport à l'Assemblée générale sur les activités du Service de l'information, le Secrétaire général a indiqué qu'il se proposait de procéder, au début de 1973, à une étude des effectifs des bureaux extérieurs du Service de l'information (A/C.5/1452, par. 23). Selon le projet de budget (par. 27.2), cette étude a été ensuite entreprise; les ressources en personnel demandées pour les centres d'information /voir plus haut par. 27.4 b)/ sont fondées sur les conclusions auxquelles le Secrétaire général était parvenu au moment où le projet de budget a été établi. Le Comité consultatif aurait souhaité que ledit projet de budget comprenne des renseignements sur la nature et la portée de l'étude et les conclusions auxquelles on avait abouti. En réponse à des questions, le Sous-Secrétaire général à l'information a informé le Comité qu'en réalité l'étude se poursuivait et qu'il se proposait d'effectuer de nouvelles visites des centres avant de parvenir à des conclusions définitives quant aux arrangements qui seraient le plus souhaitables. Comme le Comité l'a déjà indiqué, les propositions concernant le personnel des centres auraient pour effet de renforcer sensiblement leur capacité. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 8 de sa résolution 2897 (XXVI), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de nommer dans les centres "des spécialistes hautement qualifiés dans le domaine de l'information, qui consacrent toute leur attention à diffuser des informations et à susciter l'appui du public". Ce paragraphe était motivé par l'inquiétude de l'Assemblée devant certaines propositions tendant à confier de plus en plus souvent aux représentants résidents du PNUD les fonctions de

directeur des centres. Dans son projet de budget, le Secrétaire général considère que les 13 assistants d'information supplémentaires 111/ constituent les fonctionnaires de l'information qualifiés mentionnés par l'Assemblée dans sa résolution. Bien que recrutés localement, ces fonctionnaires seraient, pour reprendre les termes du Secrétaire général, des "spécialistes parfaitement qualifiés" dans le domaine de l'information (projet de budget, par. 27.27). Leur nomination permettrait d'en affecter un dans chaque centre d'information, y compris les centres qu'il est proposé de créer à Lusaka et à Nairobi, que le directeur du centre en question soit le représentant résident du PNUD ou un fonctionnaire du Service de l'information.

27.18 Le Comité consultatif s'est intéressé à la répartition actuelle du personnel dans les différents centres et a été informé que 13 centres avaient à leur tête un représentant résident du PNUD faisant également fonction de directeur de centre. Toutefois, ce n'est que dans trois de ces 13 centres (Bujumbura, Dakar et Monrovia) que le représentant résident ne dispose pas de fonctionnaires de l'information à plein temps, qu'il s'agisse d'administrateurs recrutés sur le plan international ou d'assistants d'information qualifiés recrutés localement. Neuf centres n'ont pas d'assistants d'information, mais seuls trois d'entre eux (mentionnés ci-dessus) ne sont pas dirigés par un directeur à plein temps. En conséquence, il suffirait de trois postes supplémentaires d'assistant d'information pour pouvoir affecter à chaque centre un assistant d'information ou un spécialiste de l'information à plein temps (administrateur) recruté sur le plan international.

27.19 Le Comité rappelle qu'au moment où la résolution 2897 (XXVI) a été adoptée, la nécessité de recruter du personnel supplémentaire pour les centres d'information n'a pas été mentionnée dans l'état des incidences financières présenté par le Secrétaire général. Le Comité est parvenu à la conclusion que le nombre de postes d'assistant d'information demandé peut être réduit de 7; les postes restants permettraient au Secrétaire général de renforcer l'effectif des centres de Bujumbura, Dakar et Monrovia et d'affecter un assistant d'information à trois autres centres où il estimerait que les besoins en personnel supplémentaire sont particulièrement urgents.

27.20 En ce qui concerne la proposition tendant à créer 17 postes d'agent local exerçant les fonctions d'assistant pour les références (projet de budget, par. 27.28), le Comité consultatif est parvenu à la conclusion qu'en réalité il n'y avait pas d'assistant pour les références dans 14 centres seulement. Toutefois, un certain nombre de ces centres sont dotés de 5 fonctionnaires ou plus, et presque la moitié d'entre eux disposent de 2 spécialistes de l'information à plein temps. Etant donné que les ressources en personnel nécessaires à chaque centre dépendent d'un grand nombre de facteurs, notamment le nombre de pays desservis, la mesure dans laquelle la population locale s'intéresse aux activités des Nations Unies, l'importance des moyens d'information locaux, etc., le Comité consultatif n'estime pas nécessaire d'affecter un assistant pour les références à chacun d'entre eux. Il recommande la création de 10 postes de ce type, qui seront attribués par le Secrétaire général compte tenu des besoins.

111/ Quatorze postes sont demandés en réalité, dont l'un serait attribué au Service d'information de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (projet de budget, par. 27.27).

27.21 Le Comité note que trois des reclassements de poste proposés dans les centres - ceux des directeurs des centres de Londres, New Delhi et Tokyo - sont conformes aux recommandations formulées par le Service de gestion administrative à la suite de son étude de 1969-1971 sur les effectifs des bureaux extérieurs du Service de l'information. Les recommandations du Comité concernant la question des reclassements de postes à la classe D-1 ou à une classe inférieure proposés au titre de tous les chapitres du budget figurent plus haut au paragraphe 63 du chapitre premier.

27.22 Au paragraphe 27.31 du projet de budget, le Secrétaire général indique que le PNUD a laissé entendre qu'il avait l'intention de renoncer aux arrangements concernant des partages de locaux et d'installations dans certains lieux d'affectation et qu'il se propose d'informer de nouveau l'Assemblée générale lorsqu'il disposera de renseignements supplémentaires, en présentant un état des incidences financières éventuelles. Le Directeur du PNUD a informé le Comité consultatif que les seuls lieux d'affectation où le PNUD avait l'intention de renoncer aux arrangements concernant les partages de locaux et d'installations étaient ceux où il avait fermé ou avait l'intention de fermer ses propres bureaux - par exemple, Copenhague, Tokyo et Sydney.

27.23 Dans des rapports antérieurs, le Comité consultatif a suggéré que le Secrétaire général demande aux gouvernements qui ne fournissent pas gratuitement des locaux aux centres d'information ou ne prennent pas à leur charge une partie des frais de location, ainsi qu'à des organisations privées et non gouvernementales d'envisager la possibilité de faire une telle contribution 112/. Le Secrétaire général n'a pas fait savoir s'il avait suivi cette suggestion et, dans l'affirmative, quel accueil lui avait été réservé.

27.24 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que le crédit prévu pour les dépenses communes de personnel au chapitre 27 a été surestimé de 61 000 dollars pour la raison indiquée plus haut aux paragraphes 76 et 77 du chapitre premier.

27.25 En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire comme suit le crédit demandé au chapitre 27 :

	<u>Dollars</u>
Réduction du nombre de postes nouveaux	210 000
Augmentation de l'abattement pour mouvements de personnel (chapitre premier, par. 42)	84 000
Groupes spéciaux d'experts	13 000
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	15 000
Frais de voyage	38 000
Surestimation des dépenses communes de personnel	<u>61 000</u>
TOTAL	<u>421 000</u>

27.26 Sur cette base, le crédit à ouvrir au chapitre 27 serait ramené à 22 708 000 dollars.

Réduction recommandée :

Chapitre 27. Service de l'information 421 000

112/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 181; Ibid, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 9-8.

Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	84 585 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	82 826 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	70 184 000

28.1 Le crédit demandé au chapitre 28 dépasse de 14 401 000 dollars, soit 20,5 p. 100, le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Le chapitre concerne onze activités différentes de l'ONU à New York et à Genève, en matière d'administration, de gestion et de services généraux, et la part de l'ONU dans quatre activités interorganisations. Le tableau ci-après indique le taux de croissance pour chacun de ces éléments :

	Crédits demandés 1974-1975	Total des crédits ouverts 1972-1973	<u>Augmentation</u>	
	Dollars	Dollars	Dollars	Pourcentage
A. Politique générale et direction	358 000	319 000	39 000	12,2
B. Service de gestion administrative	1 250 000	1 220 000	30 000	2,5
C. Service de vérification intérieure des comptes				
1. New York	1 170 000	1 018 000	152 000	14,9
2. Genève	<u>523 000</u>	<u>381 000</u>	<u>142 000</u>	<u>37,3</u>
	1 693 000	1 399 000	294 000	21,0
D. Service du traitement électro- nique de l'information et des systèmes informatiques	3 019 000	2 389 000	630 000	26,4
E. Bureau des services financiers	5 938 000	4 990 000	948 000	19,0
F. Bureau des services du personnel	4 853 000	4 142 000	711 000	17,2
G. Services administratifs et financiers (Genève)	3 852 000	2 597 000	1 255 000	48,3
H. Service de recrutement pour l'assistance technique				
1. New York	808 000	778 000	30 000	3,9
2. Genève	<u>564 000</u>	<u>475 000</u>	<u>89 000</u>	<u>18,7</u>
	1 372 000	1 253 000	119 000	9,5
I. Formation du personnel	2 933 000	2 604 000	329 000	12,6
J. Bureau des services généraux (New York)	42 366 000	37 241 000	5 125 000	13,8
K. Division des services généraux (Genève)	14 316 000	9 619 000	4 697 000	48,8
L. Participation de l'ONU au coût des activités de coordination administrative financées en commun	300 000	291 000	9 000	3,1
M. Participation de l'ONU aux dépenses relatives au Corps commun d'inspection	478 000	357 000	121 000	33,9
N. Participation de l'ONU aux dépenses du Secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ..	358 000	310 000	48 000	15,5
O. Centre international de calcul	1 499 000	1 275 000	224 000	17,6

28.2 Les observations du Comité consultatif sur les divers éléments du chapitre figurent dans les paragraphes qui suivent.

A. Politique générale et direction

28.3 Le crédit demandé à ce titre concerne le Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion. Aux paragraphes 28.5 et 28.6 du projet de budget, le Secrétaire général explique que, hormis une augmentation de 2 000 dollars pour les frais de voyage pendant la période biennale, l'augmentation des crédits demandés est imputable à celle du coût du maintien de l'effectif approuvé pour 1973, qui avait été déterminé sur la base des conclusions d'une étude menée en 1972 par le Service de gestion administrative. Le Comité consultatif n'a pas d'observations à faire à ce sujet.

B. Service de gestion administrative

28.4 Les ressources demandées par le Secrétaire général pour le Service de gestion administrative en 1974-1975 sont pratiquement les mêmes que celles de 1972-1973, l'augmentation des émoluments du personnel étant compensée par des diminutions concernant les consultants, les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit.

28.5 Au paragraphe 28.11 du projet de budget, le Secrétaire général propose que 15 postes (2 D-1, 2 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 1 G-5 et 7 G-4/1), financés jusqu'ici au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire, soient transformés en postes permanents en 1974, mais qu'en 1975 l'effectif soit réduit par la suppression d'un poste P-4 et d'un poste G-4/1.

28.6 Le Comité consultatif rappelle qu'une proposition tendant à transformer en postes permanents 9 des 15 postes en question a été faite par le Secrétaire général dans le projet de budget pour 1971 113/. Le Comité consultatif n'a pas été favorable à cette proposition, estimant qu'il faudrait déterminer l'effectif optimal du Service de gestion administrative une fois achevée l'étude approfondie de tous les services du Secrétariat et une fois connu, sur la base de l'expérience, le volume de travail normal du Service 114/.

28.7 S'il est vrai que l'étude approfondie sera achevée d'ici la fin de 1974, il est encore trop tôt pour mesurer le volume de travail normal du Service, comme en témoigne la proposition du Secrétaire général lui-même tendant à ce que l'effectif du Service soit diminué de 2 postes en 1975. De l'avis du Comité consultatif, le volume de travail normal du Service de gestion administrative dépendra de la mesure dans laquelle les divers départements seront disposés à faire appel à lui pour les aider à résoudre leurs problèmes d'organisation, de gestion et autres, ainsi que de la mesure dans laquelle le Service parviendra à mener à bien les tâches que le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion lui aura confiées. En dernière analyse, par conséquent, le volume de travail du Service de gestion administrative sera fonction de la confiance qu'il suscitera et de l'appui qu'il recevra du Secrétaire général et des hauts fonctionnaires.

113/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 6 (A/8006), chap. 3, par. 84.

114/ Ibid., Supplément No 8 (A/8008), par. 149.

28.8 Le Comité a conclu que l'on est encore dans une grande incertitude quant à la nature et au volume du travail que le Service de gestion administrative sera appelé à accomplir une fois qu'il aura achevé l'étude approfondie du Secrétariat. En conséquence, le Comité n'est pas en mesure d'appuyer intégralement la proposition du Secrétaire général. Il recommande que 7 des postes actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire, à savoir 1 D-1, 1 P-5, 1 P-3, 1 G-5 et 3 G-4/1, soient transformés en postes permanents et que les autres postes continuent d'être financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire, sous réserve de la réduction de 2 postes proposée par le Secrétaire général pour 1975.

C. Service de vérification intérieure des comptes

28.9 Sur les trois sections qui constituent le Service de vérification intérieure des comptes, deux (la Section du Siège et la Section des activités hors Siège) sont installées à New York, et la troisième à Genève. Le Comité consultatif a appris que la Section de Genève rend compte au Directeur du Service de vérification intérieure des comptes, et non au Directeur de l'Office des Nations Unies à Genève.

28.10 Le Secrétaire général demande 2 nouveaux postes d'administrateur pour le Siège (1 P-2 en 1974 et 1 P-3 en 1975) et propose 3 reclassements à Genève, la conséquence étant d'augmenter d'un poste (P-3) l'effectif des administrateurs et de réduire d'un poste celui des agents des services généraux. Sur cette base, le Service compterait en 1975 28 postes au Siège (dont 22 postes d'administrateur) et 12 postes à Genève (dont 8 postes d'administrateur).

28.11 Au paragraphe 28.15 du projet de budget, le Secrétaire général indique que, par suite de pénuries de personnel au Siège, les opérations de vérification n'ont, dans plusieurs secteurs, pas été aussi complètes que prévues. Le Comité consultatif a aussi appris que les arrangements entre le Comité des Commissaires aux comptes et le Service de vérification intérieure des comptes attribuent à ce dernier des responsabilités croissantes. En outre, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, dont relève directement le Service de vérification intérieure des comptes, attend de ce dernier qu'il effectue certaines vérifications des tâches. Le volume de travail à Genève augmentera aussi, en particulier du fait de la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Fonds pour l'environnement. Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport sur les dispositions administratives concernant le Fonds pour l'environnement, le Service de vérification intérieure des comptes aura la responsabilité d'examiner les opérations du Fonds en matière de personnel et en matière financière et fera rapport à ce sujet (A/C.5/1505, par. 13). Pour ces raisons, le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création des 2 postes nouveaux demandés par le Secrétaire général pour le Service de vérification intérieure des comptes à New York. Les observations et recommandations du Comité consultatif concernant les reclassements de postes demandés aux divers chapitres du projet de budget figurent plus haut aux paragraphes 47 à 64 du chapitre premier; le Comité est convaincu que lorsqu'il étudiera à nouveau la question des reclassements de postes à la lumière de ces recommandations, le Secrétaire général accordera la priorité voulue aux reclassements intéressant le Service de vérification intérieure des comptes de Genève.

28.12 Le crédit demandé pour les frais de voyage se chiffre à 21 000 dollars pour le personnel en poste au Siège et à 25 000 dollars pour le personnel en poste à Genève, soit un total de 46 000 dollars pour la période biennale, alors que le crédit ouvert pour 1972-1973 était de 34 000 dollars (15 000 dollars pour New York et 19 000 dollars pour Genève). Le Comité consultatif reconnaît que des faits nouveaux tels que la création du PNUF amèneront à procéder ailleurs qu'à New York et Genève à des tâches supplémentaires de vérification des comptes. Cependant, il estime que le crédit à ouvrir pour les frais de voyage peut être réduit de 5 000 dollars.

D. Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (New York)

28.13 Les crédits demandés pour ce service concernent le Cabinet du Directeur et le Centre de calcul de New York. Ils se chiffrent à 3 019 000 dollars pour la période biennale, soit 630 000 dollars de plus que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Il s'agit là d'une augmentation de près de 26,4 p. 100, chiffre relativement élevé qui s'explique surtout par les hausses de traitement et de prix, par la création proposée d'un certain nombre de postes et par le fait que le Cabinet du Directeur - dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session - n'est devenu opérationnel qu'en 1972.

28.14 Les dépenses visées au chapitre 28.D représentent moins de la moitié du total prévu au budget ordinaire pour le traitement de l'information. Pour 1974-1975, ce total est estimé à 7 591 000 dollars; la ventilation est donnée au tableau 28-14 du projet de budget.

28.15 Les principales propositions du Secrétaire général peuvent être résumées comme suit :

a) Cabinet du Directeur :

Création de 2 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, l'un en 1974 et l'autre en 1975.

b) Centre de calcul de New York :

- i) Transformation en postes permanents de 10 postes d'administrateur actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour le personnel temporaire affecté à des tâches générales;
- ii) Création de 3 postes d'administrateur et de 6 postes d'agent des services généraux (2 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux devant être créés en 1974 et le reste en 1975).

28.16 Il y aurait donc 21 postes permanents de plus (15 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 6 postes d'agent des services généraux), y compris les 10 postes précédemment financés au moyen des crédits ouverts pour le personnel temporaire. L'effectif inscrit au budget ordinaire du Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques passerait

donc du chiffre actuel de 34 (11 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 23 agents des services généraux) à 55 (26 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 29 agents des services généraux) 115/.

28.17 L'an dernier, le Secrétaire général a saisi l'Assemblée générale d'un rapport d'activité sur le traitement électronique de l'information et les systèmes informatiques dans les organismes des Nations Unies (A/C.5/1475); à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale sera saisie d'un rapport mis à jour. Le Comité consultatif pense que les demandes de crédits pour 1974-1975 devraient être considérées dans le contexte du nouveau rapport; en conséquence, il recommande qu'en attendant, les crédits soient maintenus au montant de 1973, ajusté en fonction des augmentations de prix et autres, et qu'il ne soit pas statué pour le moment sur les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs, y compris la transformation en postes permanents de postes actuellement financés au moyen des crédits ouverts pour le personnel temporaire.

E. Bureau des services financiers

28.18 Les crédits nécessaires pour le Bureau des services financiers sont estimés par le Secrétaire général à 5 938 000 dollars pour la période biennale, ce qui représente une augmentation de 948 000 dollars, ou 19 p. 100 par rapport au total des crédits ouverts pour 1972-1973. Comme il ressort du tableau 28-15 du projet de budget présenté par le Secrétaire général, les ressources extra-budgétaires du Bureau représentent environ le tiers de celles qui sont prévues au budget ordinaire; plus de la moitié de ces ressources extra-budgétaires sont destinées à la Division de la comptabilité, où elles sont affectées à des opérations qui ont trait principalement aux programmes opérationnels exécutés par l'ONU.

28.19 Malheureusement, le Comité consultatif ne disposait pas encore des résultats de l'étude des effectifs du Bureau réalisée par le Service de gestion administrative lorsqu'il a examiné le projet de budget du Secrétaire général pour 1974-1975, étant donné que le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion était encore en train d'examiner cette étude.

28.20 Au moment où le Comité a examiné les crédits demandés pour le Bureau des services financiers, le poste de Sous-Secrétaire général n'avait pas encore été pourvu d'un titulaire permanent. Cette situation, qui durait depuis près de 15 mois, a considérablement augmenté le volume de travail du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, du chef par intérim du Bureau des services financiers et des autres hauts fonctionnaires du Bureau des services financiers. Le Comité consultatif estime que cette situation n'est pas de nature à favoriser la bonne gestion financière de l'ONU et il prie instamment le Secrétaire général d'y remédier aussitôt que possible.

115/ Les chiffres pour les deux années ne tiennent pas compte d'un poste d'agent des services généraux affecté au Centre mais dont le coût est imputé sur le chapitre 3 des recettes (Administration postale de l'ONU).

28.21 Au paragraphe 28.37 du projet de budget, le Secrétaire général propose la création de 9 postes d'administrateur et de 3 postes d'agent des services généraux au cours de la période biennale, un total de 14 reclassements de postes et une augmentation du crédit prévu pour les consultants. L'augmentation du crédit demandé au titre des postes permanents est compensée en partie par une diminution du crédit demandé pour le personnel temporaire, dans la mesure où 5 nouveaux postes permanents d'administrateur demandés ont jusqu'ici été financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire.

28.22 Les postes nouveaux permanents proposés se répartiraient comme suit :

a) Cabinet du Sous-Secrétaire général :

1 poste d'administrateur (P-3)

b) Division du budget :

1 poste d'administrateur (D-1), 1 poste d'agent des services généraux (G-5)

c) Division de la comptabilité :

7 postes d'administrateur (1 P-4, 3 P-3 et 3 P-2/1; le poste P-4, deux postes P-3 et deux postes P-2/1 étant des postes actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire qui seraient transformés en postes permanents), 2 postes d'agent des services généraux.

28.23 Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création d'un poste D-1 à la Division du budget pour le chef du groupe s'occupant des activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. A propos de ce dernier poste, le Comité a appris que le poste du fonctionnaire en question avait récemment été financé au moyen d'un crédit correspondant à un poste emprunté à un autre service du Bureau des services financiers.

28.24 Par contre, le Comité n'est pas convaincu de la nécessité de créer un poste P-3 pour l'assistant spécial du Sous-Secrétaire général et un poste G-5 dans le groupe de la Division du budget qui s'occupe des services communs.

28-25 Lorsqu'il a examiné les effectifs nécessaires pour la Division du budget, le Comité a rappelé que, dans son trente et unième rapport sur le projet de budget pour 1973, il avait approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à créer un poste d'administrateur hors classe (P-5) et un poste d'administrateur général (D-1) pour un petit service de planification, de programmation et d'évaluation à la Division du budget 116/. Le Comité regrette que ces deux postes n'aient pas encore été pourvus.

116/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.30, par. 11.

28.26 Le Comité approuve la proposition du Secrétaire général tendant à transformer en postes permanents les 5 postes d'administrateur de la Division de la comptabilité (1 P-4, 2 P-3, 2 P-2/1) financés jusqu'ici au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire, étant donné que l'introduction de la budgétisation par programme augmentera le volume du travail des services de la Division. Le Comité recommande que le nombre des autres postes nouveaux demandés par le Secrétaire général soit réduit de 1 poste (P-2), c'est-à-dire ramené à 1 P-3 et 2 postes d'agent des services généraux.

28.27 Le Secrétaire général n'a proposé aucune modification du tableau d'effectifs du Groupe des traitements et indemnités. Toutefois, au paragraphe 28.49 du projet de budget, il indique que certaines des fonctions qu'assume actuellement le Groupe seront transférées à la Commission de la fonction publique internationale qui doit être créée en application de la résolution 3043 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972. Une fois que l'Assemblée générale aura approuvé le statut de la Commission et se sera prononcée sur les aspects administratifs et financiers de ses activités, le Secrétaire général présentera des demandes de crédit révisées pour le Groupe des traitements et indemnités.

28.28 Le crédit demandé par les experts et les consultants accuse une augmentation considérable, puisqu'il s'élève à 45 000 dollars alors que les crédits ouverts pour 1972 et 1973 se chiffraient à 14 000 dollars. La majeure partie du crédit demandé doit permettre de recruter deux consultants très qualifiés qui aideraient la Division de la comptabilité à accomplir plusieurs tâches que le Secrétaire général énumère au paragraphe 28.57. Le Comité consultatif note que l'une de ces tâches consisterait à élaborer un système de calcul des frais généraux. Des travaux très importants dans ce sens auront été réalisés en 1973, année choisie comme période expérimentale pour mettre à l'essai les techniques de calcul des prix de revient initialement élaborés par le Groupe spécial du CCQA sur un système de mesure des prix de revient (DP/L.251 et Add.1 et 2). En conséquence, et eu égard à la nécessité d'exercer un contrôle administratif rigoureux sur les crédits prévus pour les consultants, le Comité administratif recommande que le crédit demandé à ce titre soit réduit de 15 000 dollars pour la période biennale.

28.29 Le crédit demandé pour les frais de voyage accuse également une augmentation importante, puisqu'il passe de 20 000 dollars pour 1972-1973 à 34 000 dollars pour 1974-1975. Le Comité consultatif recommande de réduire ce dernier montant de 4 000 dollars.

F. Bureau des services du personnel, New York

28.30 Le montant estimatif des crédits demandés pour le Bureau des services du personnel (à l'exclusion du Service de recrutement pour l'assistance technique et du Service de formation du personnel) 117/ s'élève à 4 853 000 dollars pour 1974-1975, ce qui représente une augmentation d'environ 17,2 p. 100 par rapport aux crédits ouverts pour 1972 et 1973. L'augmentation est presque entièrement imputable à l'augmentation du coût du maintien, pendant la prochaine période biennale, de l'effectif actuel du Bureau ainsi qu'à la proposition de créer un certain nombre de postes. Cinq nouveaux postes d'administrateur sont demandés

117/ Ces deux services font l'objet des parties H et I du chapitre 28.

et il est proposé de transférer un poste du Service de recrutement pour l'assistance technique et de transformer en postes permanents 7 postes d'agent des services généraux qui sont actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. L'effectif du Bureau serait donc porté de 115 fonctionnaires (42 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 73 agents des services généraux) à 128 (48 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 80 agents des services généraux) 118/. Le crédit demandé pour le personnel temporaire accuse une diminution de 118 000 dollars par suite de la proposition de transformer en postes permanents les 7 postes d'agent des services généraux qui étaient jusqu'à présent financés au moyen de crédits ouverts à cette rubrique.

28.31 Le Secrétaire général indique dans le projet de budget que le Bureau des services du personnel n'a pas encore pris beaucoup de mesures pour donner suite aux recommandations formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur les problèmes de personnel à l'Organisation des Nations Unies (A/8454 et A/8826), bien qu'un certain nombre d'initiatives aient été prises dans le sens des recommandations faites par le Corps commun : c'est ainsi qu'un plan de recrutement à long terme a été établi en 1972 et soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session et que le Bureau négocie activement avec certains gouvernements en vue d'organiser des concours pour recruter du personnel pour le Secrétariat. Les dossiers des candidats sont actuellement traités sur ordinateur, un groupe de travail a été établi pour étudier les moyens d'évaluer le travail des fonctionnaires, on accorde plus d'attention au placement du personnel de façon à assurer une plus grande mobilité à l'intérieur du Secrétariat, et la formation du personnel est actuellement développée (voir chap. 28 I). Le Secrétaire général a l'intention de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale plus tard dans l'année, et le Comité consultatif espère que le rapport indiquera les mesures spécifiques qui seront prises pour appliquer les autres recommandations du Corps commun d'inspection.

28.32 En 1972, le Service de gestion administrative a fait une étude du Bureau des services du personnel. Ses recommandations sont encore à l'étude au Secrétariat et elles ne sont pas explicitement reflétées dans le projet de budget pour 1974-1975. Le Secrétaire général a néanmoins jugé prudent "de ne pas surseoir à un certain renforcement du personnel permanent du Bureau" en attendant de prendre une décision définitive au sujet du rapport du Service de gestion administrative (projet de budget, par. 28.78). C'est ce qui explique que des postes nouveaux soient demandés. En réponse aux questions qu'il a posées, le Comité consultatif a appris que le nombre de postes demandés pour le Bureau était le même que celui qui avait été recommandé par le Service de gestion administrative. On trouvera ci-après une récapitulation détaillée des postes nouveaux demandés pour 1974-1975 :

a) Cabinet du Sous-Secrétaire général : Un poste P-4 destiné à un fonctionnaire qui occupait jusqu'à présent un poste emprunté à un autre département, et 2 postes d'agent des services généraux qui résulteraient de la transformation en postes permanents de postes actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire (projet de budget, par. 28.82);

118/ Ces chiffres ne comprennent pas 2 postes dont le coût est imputé sur les crédits ouverts pour la CNUCED (chap. 14) et 2 postes dont le coût est imputé sur les crédits ouverts pour l'ONUDI (chap. 15).

b) Service de recrutement du Secrétariat : Un poste P-5 transféré du Service de recrutement pour l'assistance technique afin d'assurer le contrôle central des besoins de ces deux services (projet de budget, par. 28.93);

c) Service d'administration du personnel : 4 postes d'administrateur (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2), dont 3 postes pour régulariser la situation actuelle, lesdits postes étant à l'heure actuelle provisoirement prêtés à ce service par d'autres unités administratives du Bureau des services du personnel; 5 postes d'agent des services généraux qui résulteraient de la transformation en postes permanents de postes actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire (projet de budget, par. 28.97 et 28.98).

28.33 Deux autres ajustements n'entraînant pas de création de postes sont également proposés : l'échange d'un poste P-4 du Service d'administration du personnel contre un poste P-3 du Cabinet du Sous-Secrétaire général, et la transformation en postes permanents de 2 postes provisoires attribués au Service médical (1 P-4, 1 poste d'agent des services généraux). Le Comité consultatif approuve ces propositions.

28.34 Il aurait été utile au Comité consultatif, lorsqu'il a examiné les besoins en personnel du Bureau des services du personnel, de connaître les conclusions du Service de gestion administrative. Comme le Secrétaire général était encore en train d'étudier ces conclusions et qu'elles n'ont pas été communiquées au Comité, ce dernier s'est fondé sur le volume de travail probable du Bureau au cours de la prochaine période biennale - compte tenu, en particulier, de l'application accrue des techniques d'informatique aux questions de personnel et des conséquences probables de la création par l'Assemblée générale d'une commission de la fonction publique internationale - ainsi que sur les recommandations faites par le Corps commun d'inspection au sujet des politiques et des pratiques en matière de personnel.

28.35 Le Secrétaire général fait allusion au paragraphe 28.76 du projet de budget au fait que la création de la Commission de la fonction publique internationale influera sur le volume de travail du Bureau, mais il n'indique pas si cela se traduira en réalité par une augmentation ou une diminution des attributions du Bureau. Comme le mandat de la Commission n'a pas encore été arrêté, il est difficile de répondre à cette question. Mais il paraît vraisemblable que la Commission se verra confier certaines des tâches actuellement exécutées par le Bureau et par les services correspondants des autres organisations. Le Bureau devra fournir des données à la Commission, mais il ne sera pas chargé d'en assurer directement le service, puisque la Commission aura son propre secrétariat. Le Comité consultatif a également tenu compte du fait qu'en empruntant un nombre minimum de fonctionnaires à d'autres services (projet de budget, par. 28.82), le Département avait pu assurer le secrétariat du Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies, qui a examiné un grand nombre des questions qui seront vraisemblablement confiées à la commission envisagée.

28.36 Le Bureau des services du personnel utilise de plus en plus souvent les techniques d'informatique (projet de budget, par. 28.86 et 28.91) et l'on prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, il n'est pas fait état dans le projet de budget des économies que cette politique permettra de réaliser sur le nombre d'heures de travail ou sur d'autres dépenses. L'automatisation devrait permettre non seulement d'obtenir aux fins de la gestion et des activités opérationnelles des informations auxquelles il n'est pas facile d'accéder autrement, mais aussi

d'accomplir certaines tâches traditionnelles plus rapidement, avec moins de personnel et à moindres frais.

28.37 Comme il est indiqué au paragraphe 28.32 ci-dessus, 4 des 6 nouveaux postes d'administrateur demandés pour 1974-1975 sont destinés au Service d'administration du personnel, et 3 de ces 4 postes doivent permettre de régulariser la situation actuelle, les postes en question étant provisoirement prêtés à ce service par d'autres unités administratives du Bureau des services du personnel. Ces unités administratives se trouveraient donc avoir un personnel plus nombreux qu'en 1973, situation qui n'est pas mentionnée dans le projet de budget. On n'y a pas non plus indiqué quelles répercussions la proposition de transférer certaines des attributions du Service d'administration du personnel au Service de recrutement du Secrétariat aurait sur les besoins en personnel du premier (projet de budget, par. 28.92).

28.38 Dans ces conditions, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que le renforcement envisagé de l'effectif du Bureau des services du personnel allait plus loin qu'il n'était nécessaire à l'heure actuelle. Le Comité approuve la transformation en postes permanents des 7 postes d'agent des services généraux actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire, mais il recommande de ramener à 3 (1 P-5, 1 P-4 et 1 P-3) le nombre des nouveaux postes d'administrateur. Le Comité est prêt à revenir le cas échéant sur les conclusions ci-dessus lorsque le Secrétaire général aura achevé d'examiner les conclusions du Service de gestion administrative et aura présenté un rapport contenant ses propositions relatives au Bureau des services du personnel; à cet égard, le Comité appelle l'attention sur l'importance qu'il y a à faire en sorte que la structure du Bureau des services du personnel permette au Bureau de fonctionner en appliquant des techniques modernes en matière d'administration du personnel.

28.39 Le crédit demandé pour le Bureau des services du personnel comprend un montant de 30 000 dollars au titre des frais de voyage du personnel, ce qui représente une augmentation de 8 000 dollars par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Dans d'autres parties du présent rapport, le Comité consultatif a recommandé des réductions des crédits demandés au titre des frais de voyage du personnel en se fondant sur les conclusions du Corps commun d'inspection, qui a estimé que, dans bien des cas, les crédits prévus pour ces frais de voyage étaient excessifs (A/8900). Le Comité a toutefois appris que, dans ce cas particulier, l'augmentation du crédit devait permettre principalement de trouver de nouvelles sources de recrutement conformément aux recommandations du Corps commun /rapport sur les problèmes de personnel à l'Organisation des Nations Unies (A/8454, A/8826)/ et du Service de gestion administrative. Dans ces conditions, le Comité approuve le crédit demandé.

G. Services administratifs et financiers, Genève

28.40 Le crédit demandé par le Secrétaire général pour les services administratifs et financiers de Genève s'élève à 3 852 000 dollars, ce qui représente une augmentation d'environ 48,3 p. 100 par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 (2 597 000 dollars). C'est là le plus élevé des taux d'augmentation qu'accusent les diverses rubriques qui constituent le chapitre 28. Cette augmentation est imputable dans une large mesure à la réévaluation du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis ainsi qu'à l'augmentation générale des salaires et des prix (projet de budget, par. 28.105). Toutefois, un autre facteur important à cet égard est la proposition de créer cinq postes (2 postes d'administrateur et 3 postes

d'agent des services généraux) et de financer trois postes d'agent des services généraux au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Deux de ces nouveaux postes seraient attribués à un nouveau service de traitement électronique de l'information qui, au moyen d'un terminal, utiliserait les installations du Centre international de calcul de Genève pour un certain nombre d'applications en matière de gestion. La plupart des autres nouveaux fonctionnaires seraient affectés à la Division du personnel.

28.41 Le Comité consultatif a été informé que le nouveau poste terminal remplacera - à un coût moindre - l'ancienne machine comptable électronique à cartes magnétiques à Genève; le Comité avait émis des doutes quant à l'opportunité de continuer à utiliser cette machine 119/. Le Comité consultatif croit comprendre que la création d'un service de traitement électronique de l'information à l'Office de Genève avait été recommandée par le Service de gestion administrative à la suite de son étude de cet office. Le service en question aurait sept postes en tout (1 poste d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux), dont deux seulement seraient des postes nouveaux, les cinq autres postes étant pourvus grâce à la mutation de fonctionnaires de la Division des finances et de la Division du personnel qui y accomplissent actuellement des travaux analogues. Le Comité consultatif constate toutefois que de nouveaux postes sont demandés pour chacune de ces divisions. Le coût du nouveau service pour la période biennale est estimé à 296 000 dollars, mais ce montant ne comprend pas les dépenses que le Centre international de calcul devrait éventuellement engager pour traiter les données établies par le nouveau service. L'ordinateur du Centre fonctionne actuellement bien en deçà de sa capacité, mais toute utilisation sensiblement accrue de cette installation commune par l'Organisation des Nations Unies pourrait avoir des répercussions à l'avenir sur les prévisions de dépenses inscrites à la partie O du chapitre 28, où sont demandés les crédits nécessaires pour couvrir le coût de la participation de l'ONU aux dépenses du Centre. Le Comité a demandé pour quelle raison l'adoption des méthodes modernes de traitement et d'analyse de l'information était censée entraîner une augmentation, et non une diminution, des dépenses. Il a appris que, si l'on conservait les méthodes actuelles, il faudrait recruter un nombre considérable de fonctionnaires pour s'occuper du volume croissant de documents comptables, notifications administratives, etc. (voir également le projet de budget, par. 28.113 et 28.116). Cependant, étant donné les avantages techniques qu'offre le nouveau matériel, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que le nouveau service serait en mesure de fonctionner avec un effectif plus réduit. Il recommande de créer uniquement le poste de chef du service, ce qui ramènerait l'effectif du service à six fonctionnaires (1 administrateur et 5 agents des services généraux mutés d'autres services).

28.42 Pour la Division du personnel, le Secrétaire général demande trois postes nouveaux (1 poste d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux) et des crédits au titre du personnel temporaire afin de financer deux autres postes d'agent des services généraux. Les nouveaux postes d'agent des services généraux sont demandés en prévision d'un accroissement du volume de travail en matière d'administration du personnel (établissement des notifications administratives, des contrats de louage de services, des demandes au titre du congé dans les foyers, etc.). Le Secrétaire général déclare dans le projet de budget que ces deux postes

119/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 (A/8408), par. 190; *ibid.*, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 10.9.

continueront d'être nécessaires malgré l'automatisation prévue de la gestion de nombreuses données relatives au personnel, mais le Comité consultatif veut espérer que l'utilisation de l'ordinateur sera planifiée de façon à rendre inutiles de nouveaux postes de ce type; il recommande que l'on se borne à en créer un seul. Le Comité ne voit pas d'objection à la création d'un poste supplémentaire d'administrateur, dont le titulaire serait chargé d'adapter et de programmer les formules administratives en fonction de l'ordinateur.

28.43 Le Comité a été intrigué par le crédit qui est demandé pour du personnel temporaire afin de créer une "réserve" de deux postes d'agent des services généraux à Genève pour assurer la continuité du service lorsqu'il n'est pas possible, faute de candidats qualifiés, de pourvoir certains postes permanents du Secrétariat (projet de budget, par. 28.117). Si cette réserve était utilisée pour pourvoir des postes permanents devenus vacants, il ne serait pas nécessaire de demander des crédits supplémentaires, puisque les crédits nécessaires pour chaque poste approuvé sont inclus dans les ouvertures de crédit. En réponse aux questions du Comité, le Secrétaire général l'a informé que cette réserve serait utilisée non seulement pour pourvoir des postes permanents, mais aussi pour remplacer des fonctionnaires temporairement absents parce qu'ils sont en congé de maladie, en congé de maternité, etc. Le Comité consultatif n'est toutefois pas convaincu que le crédit demandé soit nécessaire.

28.44 L'une des rubriques du présent chapitre qui accuse une augmentation importante est celle qui concerne la participation de l'ONU aux dépenses qu'entraîne le Service médical commun que l'OMS gère à Genève. Ce service a pour objet d'assurer des services médicaux aux fonctionnaires des organismes des Nations Unies qui sont situés à Genève; la part desdites dépenses qui est à la charge de l'ONU serait portée de 110 000 dollars, en 1973, à 158 000 dollars en 1974 et 165 000 dollars en 1975, c'est-à-dire qu'elle atteindrait un total de 323 000 dollars pour la période biennale. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que cette augmentation était imputable non seulement à la hausse de certains coûts par suite, notamment, des réalignements monétaires, des augmentations de traitements, etc., mais aussi au fait que la participation de l'ONU aux dépenses du service était accrue pour tenir compte de l'augmentation récente du nombre de fonctionnaires de l'ONU en poste à Genève. Un facteur d'augmentation supplémentaire est la nécessité d'ouvrir un poste de premiers soins dans la nouvelle aile du Palais des Nations. Au paragraphe 28.66 ci-après, le Comité consultatif s'est efforcé d'établir à l'intention de l'Assemblée générale un état estimatif de toutes les dépenses supplémentaires occasionnées par la mise en service de la nouvelle aile.

H. Service de recrutement pour l'assistance technique

28.45 Le Service de recrutement pour l'assistance technique de New York fait partie de la Division du recrutement du Bureau des services du personnel. Pour 1974-1975, le Secrétaire général propose un effectif de six administrateurs et 18 agents des services généraux, soit un poste de moins qu'en 1973, du fait du transfert d'un poste P-5 au Service de recrutement du Secrétariat (voir plus haut, par. 28.32). Cette proposition semblerait incompatible avec le paragraphe 28.121 du projet de budget, où il est dit que, faute de personnel, aucun progrès n'a pu être réalisé en ce qui concerne la codification envisagée des procédures de recrutement et l'adoption de méthodes nouvelles en vue d'élargir la base du recrutement. Néanmoins, le Comité consultatif ne formule pas d'objection à l'encontre de la proposition du Secrétaire général, étant entendu que le Service devra être à même de s'acquitter de toutes ses tâches au moyen d'améliorations de ses méthodes de travail et d'un relèvement de sa productivité.

28.46 La tâche du Service de recrutement pour l'assistance technique de Genève consiste à avoir des entrevues avec les candidats au nom du Service de New York et à exploiter les sources de recrutement en Europe et ailleurs; l'effectif approuvé inscrit au budget ordinaire pour le Service est actuellement de cinq administrateurs et sept agents des services généraux. Le Secrétaire général propose d'ajouter un poste d'agent des services généraux en 1974-1975, dont le coût était précédemment couvert au moyen des crédits ouverts pour le personnel temporaire. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette proposition.

28.47 Comme son nom l'indique, le Service de recrutement pour l'assistance technique, tant à New York qu'à Genève, s'occupe principalement de recruter des experts pour des projets de financement essentiellement extra-budgétaire. A New York, cela se reflète dans le fait que le nombre des postes non inscrits au budget ordinaire est plus élevé que celui des postes permanents. A Genève, en revanche, 13 des 15 postes figurant dans le tableau 28-45 du projet de budget pour 1974-1975 sont inscrits au budget ordinaire et la majeure partie des frais de voyage occasionnés par le recrutement est aussi imputée sur le budget ordinaire (46 000 contre 10 000 dollars). Le Comité consultatif compte que l'étude des frais généraux actuellement en cours sur la demande du Conseil d'administration du PNUD servira à déterminer quels sont ceux des postes et des dépenses du Service de recrutement pour l'assistance technique qu'il est judicieux d'imputer sur le budget ordinaire et quels sont ceux qu'il convient d'imputer sur les fonds pour frais généraux.

I. Formation du personnel

28.48 Cet élément concerne toutes les activités de formation du personnel entreprises par le Secrétariat de l'ONU. Sur les 2 933 000 dollars demandés par le Secrétaire général pour la période biennale, 670 000 dollars ont trait à la direction du programme, 943 000 dollars aux cours de langues, 214 000 dollars à la formation au titre de la planification des carrières et 690 000 dollars au programme de formation d'administrateurs adjoints; le solde de 416 000 dollars concerne le programme d'études professionnelles, la formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe, le programme de perfectionnement d'interprètes à Moscou et la participation de l'ONU au programme de formation d'interprètes à Genève.

28.49 Le coût de la direction exécutive du programme représente près d'un quart du montant total du crédit relatif à la formation du personnel. Cependant, ce montant concerne aussi, d'une part, la formation d'administrateurs adjoints, dont la responsabilité incombe principalement aux services de recrutement et aux départements d'accueil, et d'autre part, les programmes de formation linguistique en russe et de perfectionnement d'interprètes à Moscou et le programme interorganisations de Genève, qui sont administrés par le service des conférences. Le coût des trois programmes directement administrés par le Service de la formation (cours de langues pour le personnel, formation au titre de la planification des carrières et programmes d'études professionnelles) est donc de 1 307 000 dollars. Sur cette base, les dépenses d'administration (670 000 dollars) représentent la moitié des dépenses directes de formation. Le Comité consultatif recommande d'envisager de rationaliser les dispositions administratives en vue d'en réduire le coût. Le service de gestion administrative devrait être en mesure de prêter son concours à une étude de cette nature. En attendant, le Comité ne peut approuver la création des trois postes (1 P-2 et 2 agents des services généraux) demandés par le Secrétaire général.

28.50 Comme il ressort du tableau figurant au paragraphe 28.135 du projet de budget, les cours de langues sont surtout dispensés à New York, représentant environ les trois quarts du coût total de ce programme. Le Secrétaire général propose d'augmenter les crédits pour New York en 1974-1975, les crédits relatifs aux autres principaux lieux d'affectation demeurant identiques ou inférieurs aux crédits ouverts pour 1973.

28.51 Vu l'ampleur des crédits demandés ces dernières années pour les cours de langues et l'importance que l'Assemblée générale attache à la question, le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général présente, au sujet de ces cours, un rapport dans lequel il indiquerait la relation entre l'effectif des classes linguistiques à New York et l'effectif total des fonctionnaires et dans lequel il indiquerait aussi combien des fonctionnaires en poste ont profité des cours dispensés et le niveau auquel ils sont parvenus. En attendant, le Comité ne formule pas d'objection à l'encontre de la proposition du Secrétaire général tendant à augmenter d'un le nombre des professeurs de langues à plein temps.

28.52 Le crédit demandé pour la formation au titre de la planification des carrières est très voisin du montant approuvé pour 1973, ajusté en fonction de la hausse des prix. Le crédit demandé pour le programme d'études professionnelles dépasse légèrement celui ouvert pour 1973. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à ces deux demandes de crédits.

28.53 De même, le Comité approuve le crédit demandé pour le programme de formation d'administrateurs adjoints, le programme de formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe, le programme de perfectionnement d'interprètes à Moscou et le programme interorganisations de formation d'interprètes à Genève, pour lesquels des montants prévus seraient identiques à ceux de 1973.

28.54 Le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général a saisi l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, de propositions révisées du Directeur exécutif de l'UNITAR, concernant la création d'une école de cadres des Nations Unies (A/8829 et Corr.1 et 2). Après avoir examiné ce rapport et les observations y relatives du Comité consultatif (A/8935), la Cinquième Commission a décidé de différer l'examen des propositions révisées et de revoir la question à la vingt-huitième session (A/8980, par. 90). Depuis, l'UNITAR a informé les organismes des Nations Unies qu'il n'a pas actuellement l'intention de procéder à la création de l'école des cadres des Nations Unies en tant qu'unité autonome; il se propose, à la place, d'offrir une formation en matière de développement et de gestion en tant qu'élément faisant partie intégrante des activités de l'UNITAR (DP/L.279). Le Comité consultatif pense que le Secrétaire général présentera un rapport sur la question à l'Assemblée générale, lors de la vingt-huitième session; il compte que, dans ce rapport, le Secrétaire général reliera la proposition de l'UNITAR aux programmes de planification des carrières et d'études professionnelles visés dans la section I du chapitre 28, de façon à éviter d'éventuels doubles emplois de cours et d'activités.

J. Bureau des services généraux, New York

28.55 Comme il ressort du tableau 28-1 du projet de budget, le crédit demandé pour le Bureau des services généraux du Siège accuse une augmentation proportionnellement moins élevée que ce n'est le cas pour la plupart des rubriques du chapitre 28. Pour la période biennale, ces crédits passeraient de 37 241 000 dollars (total des crédits ouverts pour 1972 et 1973) à 42 366 000 dollars, soit une augmentation de 5 125 000 dollars (13,8 p. 100 environ). Le Comité consultatif

a été informé que le coût des effectifs supplémentaires proposés pour le Bureau s'élève à 42 000 dollars pour 1974 et à 50 000 dollars pour 1975, soit un total de 92 000 dollars. Le Secrétaire général attribue la quasi-totalité de cette augmentation au coût plus élevé du maintien des effectifs et des services à leur niveau actuel. Un peu moins de la moitié du total de cette augmentation a trait aux services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes (projet de budget, par. 28.176 à 28.200).

28.56 Outre le transfert au Bureau des services généraux de 5 postes actuellement inscrits au tableau d'effectifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, il est proposé de créer 5 nouveaux postes, tous dans la catégorie des services généraux : 2 postes pour le Service des communications, des archives et des dossiers, un poste pour la section de la sécurité et de la sûreté et 2 postes pour le Service des missions. Il est proposé de reclasser 7 postes : un poste d'administrateur au Cabinet du Sous-Secrétaire général, 3 postes d'administrateur à la Section de la sécurité et de la sûreté et 3 postes d'agent des services généraux au Service des communications, des archives et des dossiers.

28.57 Le nouveau poste proposé pour la Section de la sécurité et de la sûreté correspond en réalité au rétablissement d'un poste omis par inadvertance dans le projet de budget pour 1973 (projet de budget, par. 28.170). Pour ce qui est du Service des communications, des archives et des dossiers, les 2 postes demandés correspondent à 2 postes supprimés en 1973 en application d'une recommandation du Service de gestion administrative; cette recommandation avait été formulée en fonction d'une hypothèse qui s'est avérée irréalisable, et le Secrétaire général demande donc que ces postes soient rétablis (projet de budget, par. 28.165). Deux nouveaux postes d'opérateur-radio sont demandés pour le Service des missions en raison de l'augmentation du nombre des messages à transmettre envoyés à Addis-Abeba et à Bangkok (projet de budget, par. 28.174). Le Comité n'a pas d'objection en ce qui concerne les 5 postes nouveaux demandés pour 1974-1975.

28.58 Le Secrétaire général a fait savoir au Comité consultatif que le Bureau des services généraux avait absorbé une certaine augmentation de son volume de travail sans avoir à faire appel à du personnel additionnel et que, sur la base de recommandations formulées par le Service de gestion administrative, il procédait actuellement à des études de gestion en vue de déterminer si, à l'avenir, de nouveaux accroissements du volume de travail pourraient être absorbés de façon analogue. Le Comité consultatif est porté à penser que dans les domaines où les activités se sont stabilisées, ces études suggéreront éventuellement des moyens de réduire l'importance des effectifs.

28.59 On trouvera dans la note b/ du tableau 28-48 du projet de budget 120/ une ventilation des principaux éléments des services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes et pour lesquels des crédits sont demandés à la section J du présent chapitre; de plus amples détails figurent aux paragraphes 28.176 à 28.200 du projet de budget. A une exception près (achat de mobilier et de matériel), ces crédits sont plus élevés que les crédits ouverts pour 1972 et 1973 et accusent une augmentation globale de l'ordre de 15,3 p. 100. Dans la plupart des cas, cette augmentation est attribuée à la hausse du coût des biens et services.

120/ Les dépenses relatives aux travaux d'imprimerie (qui ont été estimées à 40 000 dollars pour 1974-1975) ne figurent pas dans cette ventilation.

28.60 A la rubrique location des locaux, le Secrétaire général a calculé le crédit de 2 128 000 dollars qu'il demande sur la base des arrangements actuellement en vigueur. Il a l'intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport distinct sur les locaux à usage de bureaux de l'ONU, et peut-être sera-t-il alors à même de préciser dans quelle mesure l'Organisation pourra utiliser les bureaux qui doivent devenir disponibles dans le nouveau bâtiment que la United Nations Development Corporation doit construire en face des bâtiments du Siège 121/.

28.61 Dans les crédits demandés au titre de la location et de l'entretien des locaux figure une somme de 4 000 dollars pour l'entretien des caméras du Service de l'information; le Comité consultatif suggère que des postes de dépenses de ce genre soient imputés sur les programmes qu'ils concernent, ce qui ne devrait pas présenter de difficultés.

28.62 Le crédit demandé pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau est calculé sur la base d'un taux d'augmentation assez élevé (21,2 p. 100), que le Secrétaire général attribue exclusivement à la hausse des tarifs. Le Comité consultatif a cependant été informé que, ces dernières années, les répercussions de ces augmentations de tarifs ont été dans une certaine mesure compensées par les efforts délibérément entrepris pour réduire la consommation. Si ces efforts se poursuivent, le Comité estime qu'il devrait être possible de réaliser certaines économies dans les crédits prévus à cette rubrique.

28.63 Sur la base d'une série d'études effectuées notamment par le Corps commun d'inspection (A/9067) et, récemment, par un consultant, le Secrétaire général élabore actuellement des propositions visant à améliorer le réseau de communication de l'ONU. A l'exception des crédits prévus au chapitre 5 pour l'achat de nouveau matériel de télécommunications destiné à l'ONUST et au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (voir plus haut par. 5.6 et 5.7), ces propositions ne se reflètent pas dans le projet de budget pour 1974-1975, mais le Secrétaire général a l'intention de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

28.64 Au paragraphe 28.62 ci-dessus, le Comité consultatif a suggéré que le Secrétaire général diminue éventuellement les dépenses au titre de l'éclairage, du chauffage, de l'énergie et de l'eau pour 1974-1975 en réduisant la consommation. Le Comité est d'avis que si une action analogue s'exerçait dans d'autres domaines - par exemple, les fournitures et accessoires et l'achat de mobilier et de matériel - il devrait être possible de réaliser d'autres économies. Il recommande, en conséquence, que le crédit demandé au titre des services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes soit réduit de 250 000 dollars.

K. Division des services généraux, Genève

28.65 Il ressort du tableau 28-1 du projet de budget qu'en ce qui concerne le taux d'augmentation de ses prévisions de dépenses, la Division des services généraux se place au second rang de tous les services dont les dépenses sont inscrites au chapitre 28. Le montant du crédit demandé pour 1974-1975 s'élève à 14 316 000 dollars, soit 4 697 000 dollars de plus que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973.

121/ Décision prise par l'Assemblée générale le 19 décembre 1972 (2116ème séance).

Si l'on compare donc les deux périodes biennales, la différence enregistrée est de l'ordre de 49 p. 100. Elle est imputable non seulement à la hausse des coûts (y compris l'effet du réaligement du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis), mais également aux dépenses supplémentaires qu'entraînera la mise en service de la totalité des locaux du nouveau bâtiment du Palais des Nations, ainsi qu'à la création proposée de 31 nouveaux postes (un poste d'administrateur et 30 postes d'agent des services généraux). Si dans certains cas la création de nouveaux postes n'est nullement motivée par la mise en service du nouveau bâtiment, celle-ci est la raison d'être de la plupart d'entre eux.

28.66 Comme il convient que l'Assemblée générale sache à combien s'élèveront, au total, les dépenses supplémentaires qu'entraînera la mise en service du nouveau bâtiment du Palais des Nations, le Comité consultatif s'est renseigné sur le montant de ces dépenses, sur la base du projet de budget du Secrétaire général pour 1974-1975. Il a appris que pour la période biennale elles se chiffraient à 3 374 000 dollars, montant qu'il est possible de décomposer comme suit :

	<u>1974-1975</u> <u>Dollars</u>
<u>Postes permanents</u>	
(1 P-5 et 23 agents des services généraux pour 1974, 1 P-5 et 24 agents des services généraux pour 1975)	604 000
<u>Service médical commun</u>	
Augmentation de la participation de l'ONU au financement du service administré par l'OMS, cette participation passant de 29 à 35 p. 100; l'augmentation est imputable à la création d'un poste de secours dans le nouveau bâtiment et à l'augmentation du nombre de fonctionnaires soignés	55 000
<u>Personnel temporaire (somme forfaitaire)</u>	
Achats, transports et travaux divers	583 000
Groupe de la sécurité	231 000
Bâtiments et services techniques	396 000
<u>Travaux contractuels d'entretien</u>	
Bâtiments, parcs et jardins	73 000
Nettoyage	655 000
Entretien des installations	67 000
<u>Petits travaux d'aménagement</u>	5 000
<u>Eclairage, chauffage, énergie, eau</u>	
Electricité	283 000
Mazout et coke	144 000
Divers (eau)	43 000

Téléphone

/Représentant 40 p. 100 du montant total des dépenses
de téléphone pour 1974 (116 000 dollars) et 1975
(121 000 dollars)/ 95 000

Entretien, fournitures et services 46 000

Assurances générales 20 000

Matériel

Mobilier et matériel de bureau 14 000

Divers 60 000

3 374 000
=====

28.67 Pour 1973, l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture d'un crédit global d'un montant brut de 450 000 dollars (soit un montant net de 360 000 dollars environ) demandé au titre du personnel temporaire, pour couvrir les dépenses relatives au personnel chargé d'assurer l'entretien et le fonctionnement du nouveau bâtiment du Palais des Nations. Ce montant était suffisant pour couvrir les dépenses relatives à 63 fonctionnaires (plantons, mécaniciens, travailleurs manuels, gardes et techniciens). La nouvelle aile du Palais des Nations - y compris les salles et installations de conférence - doit être utilisée entièrement pour la première fois en 1974; le Secrétaire général propose donc que pour 1974 et 1975, les crédits nécessaires pour 74 postes de ce type soient à nouveau ouverts au titre du personnel temporaire, en attendant que l'expérience montre ce que seront les besoins à long terme. Le Comité consultatif note cependant que les prévisions de dépenses relatives à ces 74 postes se chiffrent à 565 000 dollars (montant net) pour 1974 et à 645 000 dollars (montant net) pour 1975 122/, soit en moyenne à 605 000 dollars ou 68 p. 100 de plus que le crédit ouvert pour 1973. Le Comité pense qu'il est possible de réduire le montant des dépenses prévues et recommande que le crédit global pour la période biennale soit fixé, au total, à 1 100 000 dollars (soit 110 000 dollars de moins que le crédit demandé par le Secrétaire général).

28.68 Le nouveau poste d'administrateur proposé (voir plus haut, par. 28.65) serait destiné à un fonctionnaire chargé de superviser l'exploitation sous contrat des restaurants et services annexes au Palais des Nations et les arrangements contractuels conclus avec les autres agences commerciales qui y sont exploitées, et qui serait également responsable du contrôle général du Service des visites et du magasin de souvenirs (projet de budget, par. 28.209). Le Comité consultatif reconnaît la nécessité d'un tel poste.

122/

	<u>1974</u> (Dollars)	<u>1975</u> (Dollars)
Service des achats, des transports et des travaux divers	271 000	312 000
Groupe de la sécurité	109 000	122 000
Service des bâtiments et services techniques	185 000	211 000
	<u>565 000</u>	<u>645 000</u>

28.69 Le Secrétaire général a demandé 12 nouveaux postes d'agent des services généraux pour le Service des achats, des transports et des travaux divers, dont cinq pour des fonctionnaires dont les postes étaient financés auparavant au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Il a motivé ces créations de postes en déclarant, d'une part, que le volume des services à fournir augmentera par suite de la mise en service de toutes les nouvelles salles et installations de conférence du nouveau bâtiment et, d'autre part, que cette unité administrative sera chargée de l'enregistrement, du courrier, du classement des dossiers et de la valise diplomatique, y compris la création d'un service centralisé de l'enregistrement. Toutes ces fonctions relevaient auparavant de la Division des documents de l'ancien Service des conférences et services généraux, dont la Division des services généraux a été détachée, conformément à une recommandation du Service de gestion administrative.

28.70 En réponse à ses questions, le Comité consultatif a appris que les effectifs actuels du Service des achats, des transports et des travaux divers en ce qui concerne les agents des services généraux et les travailleurs manuels (projet de budget, tableau 28-61) se répartissent comme suit :

Agents des services généraux :	1	assistant administratif
	1	secrétaire
	3	chauffeurs
	3	magasiniers
	38	plantons
	27	commis
	3	opérateurs de téléimprimeur
	5	commis superviseurs
	13	commis au courrier et à l'enregistrement
	4	commis à l'indexage
Total		98
Travailleurs manuels :	4	superviseurs
	3	lingères
	1	menuisier
	1	tapissier
	5	réparateurs de machines de bureau
	27	nettoyeurs et déménageurs
Total		41

28.71 Le Comité consultatif n'a pas d'objection en ce qui concerne la transformation en postes permanents de 3 postes d'agent des services généraux, actuellement pourvus à l'aide de crédits ouverts pour du personnel temporaire, destinés à 2 commis et 1 secrétaire. En revanche, il n'est pas pleinement convaincu à ce stade de la nécessité de transformer également en postes permanents 2 postes de planton; de même, sur la base des renseignements disponibles, il ne pense pas pouvoir accepter la création des 7 postes d'agent des services généraux pour lesquels jusqu'ici il n'était pas prévu de crédits au titre du personnel temporaire. Le Comité a l'intention d'examiner à nouveau cette question lorsqu'il se réunira à Genève au printemps de 1974.

28.72 Dix-sept des nouveaux postes demandés pour la Division des services généraux à Genève seraient destinés à des gardes du Groupe de la sécurité. Cette proposition découle de l'adoption d'une nouvelle politique de sécurité au Palais des Nations : étant donné l'ouverture imminente des nouvelles salles et installations de conférence et les incidents qui ont eu lieu au Palais des Nations, le Secrétaire général a décidé de renforcer considérablement les mesures de sécurité et d'avoir recours à du personnel spécialisé. Ainsi, le nombre de postes d'agent du Service de sécurité serait porté de 33 à 44, y compris 14 postes financés au moyen des crédits ouverts pour du personnel temporaire 123/. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette demande. Le Comité a l'intention, lors de la réunion qu'il tiendra à Genève au printemps de 1974, de demander, toutefois, si l'augmentation des effectifs du Groupe de la sécurité ne justifierait pas une réduction du nombre de fonctionnaires non spécialisés chargés auparavant de fonctions touchant à la sécurité.

28.73 En ce qui concerne le Service des bâtiments et services techniques, le Secrétaire général demande un nouveau poste d'agent des services généraux pour une standardiste chargée d'aider à assurer le service de la nouvelle aile du Palais des Nations; le Comité consultatif n'a aucune objection à cette demande.

28.74 Les crédits nécessaires pour les services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes sont inclus dans les demandes de crédits pour la Division des services généraux à Genève. Ils concernent les frais généraux de fonctionnement (location et entretien des locaux, éclairage, chauffage, énergie et eau, communications, etc.), les fournitures et accessoires et l'achat de mobilier et de matériel. Les montants demandés pour ces divers postes de dépense sont indiqués dans la note b/ du tableau 28-58 du projet de budget. Ils s'élèvent, au total, à 5 330 000 dollars pour la période biennale, ce qui représente une augmentation de 1 180 000 dollars par rapport au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973.

28.75 Le Comité consultatif, préoccupé par le montant élevé du crédit demandé pour les services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes, a demandé des renseignements supplémentaires à ce sujet. Le Secrétaire général a informé le Comité que les principales raisons de ce montant élevé étaient la nécessité d'assurer l'entretien et le bon fonctionnement de la nouvelle aile du Palais des Nations (voir plus haut, par. 28.66), le réalignement du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis et, enfin, la hausse des tarifs d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau ainsi que des services de communications, facteur qui n'est pas mentionné dans le projet de budget.

28.76 Comme il est noté au paragraphe 28.220 du projet de budget, les dépenses supplémentaires au titre des services communs qui sont imputables à la nécessité d'assurer l'entretien et le bon fonctionnement du nouveau bâtiment du Palais des Nations doivent augmenter de 649 000 dollars pendant la période biennale, compte non tenu du nouveau taux de change. Comme un grand nombre des dépenses supplémentaires découlant de la mise en service du nouveau bâtiment étaient déjà prévues dans le budget de 1973, la partie bureaux étant déjà en service, le Comité consultatif juge que l'augmentation demandée est hors de proportion avec l'importance des nouvelles installations et pense qu'il est possible de réaliser des économies en utilisant plus efficacement le personnel et les services, en exerçant un

123/ 1973 : 13 postes permanents, 20 postes financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire affecté à des tâches générales.

1974 : 30 postes permanents, 14 postes financés au moyen du crédit global dont il est question plus haut, au paragraphe 28.67.

contrôle sur l'utilisation de l'électricité, du chauffage, de l'énergie et de l'eau ainsi que des services de communications, etc. 124/. En conséquence, le Comité recommande que le crédit demandé pour les services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes soit réduit de 100 000 dollars pour la période biennale.

28.77 Le Comité a appris que l'on prévoit pour 1974 et 1975 les mêmes arrangements qu'en 1973 pour le nettoyage des locaux du Palais des Nations, qui est assuré, dans l'ancien bâtiment, par du personnel travaillant à temps partiel employé par l'ONU et, dans le nouveau bâtiment, par du personnel employé sous contrat. L'année dernière, le Comité consultatif avait examiné ces arrangements avec des fonctionnaires de Genève et avait été informé que le Secrétaire général se proposait de revoir ces dispositions à la fin de 1973, quand l'expérience permettrait de déterminer laquelle des deux méthodes de nettoyage pour l'ensemble des bâtiments du Palais des Nations - recours à du personnel employé sous contrat ou recours à du personnel employé par l'ONU - serait la plus économique. Le Comité consultatif présentera ses recommandations à ce sujet après qu'il se sera rendu à l'Office de Genève au printemps de 1974.

L. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses qu'entraînent les activités de coordination administrative financées en commun

28.78 Le crédit de 300 000 dollars demandé sous cette rubrique pour la période biennale doit permettre à l'Organisation des Nations Unies de payer sa part des dépenses qu'entraînent diverses activités financées conjointement par les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies en matière de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi. Il s'agit du Comité consultatif de la fonction publique internationale, du Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions), du Bureau d'études du Comité consultatif pour les questions administratives, du Programme d'enquêtes sur le coût de la vie exécuté par l'ONU pour le compte de toutes les organisations participantes, et du Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes.

28.79 Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 28.236 du projet de budget, ces organes, services et programmes, à l'exception du Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes, seront affectés par la prochaine création de la Commission de la fonction publique internationale. En attendant que l'Assemblée générale examine le projet de Statut de la Commission et le texte révisé y relatif du programme de travail et des propositions budgétaires, le Secrétaire général demande, pro forma, un crédit du montant approuvé pour 1973.

28.80 Au paragraphe 28.239, le Secrétaire général donne le détail des prévisions concernant le Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes (419 000 dollars pour la période biennale), dont les activités, ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent, ne seront pas influencées par la création de la Commission. Le Secrétaire général ne propose aucune modification

124/ Le Secrétaire général a informé le Comité qu'au Siège de l'ONU il avait réussi à réduire la consommation, dans le cas de certains services, pour compenser en partie le relèvement des tarifs unitaires (voir plus haut, par. 28.62).

de l'effectif ni de la classe des postes permanents du secrétariat du Bureau interorganisations. L'augmentation par rapport à 1973 (195 000 dollars) est attribuée entièrement à la hausse des coûts. Conformément à l'accord interorganisations portant création du Bureau, l'ONU doit prendre actuellement à sa charge un tiers des dépenses totales du Bureau : sur cette base, le montant nécessaire au chapitre 28 pour 1974-1975 sera de 140 000 dollars. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette demande.

28.81 Pour les raisons indiquées plus haut, au paragraphe 28.79, le Comité consultatif ne peut actuellement présenter d'observations touchant le solde du crédit demandé dans la section L du chapitre 28.

M. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses relatives au Corps commun d'inspection

28.82 Les dépenses du Corps commun d'inspection sont réparties entre les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies, proportionnellement aux montants de toutes origines dépensés par chaque organisation. Sur la base des dépenses de 1972, le Secrétaire général estime à 478 000 dollars le montant à imputer sur le budget ordinaire de l'ONU pour la période biennale. Le coût total du Corps commun d'inspection est estimé à 1 257 000 dollars. Le Comité consultatif note, d'après les paragraphes 28.245 et 28.246 du projet de budget, que l'augmentation par rapport à 1972-1973 est à attribuer principalement à la hausse des coûts, notamment à l'effet des réalignements des taux de change. Le Comité n'a pas d'objection au crédit demandé dans cette section du chapitre 28.

N. Participation de l'Organisation des Nations Unies aux dépenses du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

28.83 Le crédit de 358 000 dollars demandé pour la période biennale comprend le montant nécessaire pour couvrir le tiers des dépenses (traitements, dépenses communes de personnel et frais de voyage pour le congé dans les foyers) relatives aux fonctionnaires permanents du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Cette part des dépenses du secrétariat de la Caisse est imputée sur le budget ordinaire de l'ONU eu égard au fait que ces fonctionnaires gèrent également le régime des pensions de l'ONU et assurent le service du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies ^{125/}. Le crédit demandé a un caractère provisoire, les dépenses totales n'ayant pas encore été examinées par le Comité mixte. Le Comité consultatif présentera un rapport distinct sur cette question à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session.

28.84 Le Secrétaire général indique que le reste du crédit demandé (3 000 dollars pour la période biennale) correspond à la part du coût du service des réunions du Comité mixte qui est à la charge de l'ONU.

^{125/} Les dépenses correspondantes qui sont à la charge des institutions spécialisées sont imputées directement sur leurs budgets ordinaires respectifs.

formulées par le Comité aux paragraphes 47 et 64 du chapitre premier s'appliquent également à ces demandes.

28.90 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, pour les raisons indiquées aux paragraphes 76 et 77 du chapitre premier, le crédit demandé au chapitre 28 pour les dépenses communes de personnel a été surestimé de 186 000 186 000 dollars.

28.91 Les réductions recommandées par le Comité consultatif peuvent être résumées comme suit :

	<u>Dollars</u>
Postes permanents (par. 28.88)	987 000
Experts et consultants (par. 28.28)	15 000
Personnel temporaire (par. 28.43 et 28.67)	177 000
Achat de mobilier et matériel (par. 28.88)	35 000
Frais de voyage (par. 28.12 et 28.29)	9 000
Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes (par. 28.64 et 28.76)	350 000
Surestimation des dépenses communes de personnel	186 000
	<hr/>
	1 759 000

Le Comité a fait porter ses recommandations sur les crédits demandés pour les divers services, mais le Secrétaire général a le pouvoir, en vertu du règlement financier, de virer des crédits d'une rubrique à l'autre à l'intérieur d'une même ligne de crédit. En conséquence, la réduction de 1 759 000 dollars recommandée par le Comité consultatif doit être considérée comme s'appliquant à l'ensemble du chapitre et non à ses diverses subdivisions.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux	1 759 000

Chapitre 29. Services de conférence

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	62 969 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	61 806 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	51 903 000

29.1 Le chapitre 29 concerne les crédits nécessaires pour le Département des conférences à New York et le Service des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève. Le montant des crédits demandés pour 1974-1975 s'élève à 11 066 000 dollars, soit 21,3 p. 100 de plus que la somme des crédits ouverts pour 1972 et 1973. Pour les raisons qui sont exposées plus loin au paragraphe 29.15 le taux d'accroissement à Genève est plus élevé qu'à New York.

29.2 Tous les crédits nécessaires à l'ONU pour les services de conférence ne sont pas inscrits au chapitre 29. Le Secrétaire général demande d'autres crédits pour les services de conférence aux chapitres premier, 3, 6, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 18, 20, 24 et 25, pour un montant total de 24,2 millions de dollars.

29.3 Le Secrétaire général présente séparément les crédits qu'il demande pour le Département des conférences, à New York, et ceux qu'il demande pour le Service des conférences à Genève : le Comité consultatif les examinera donc séparément dans les paragraphes qui suivent. Le Comité estime, toutefois, par souci d'efficacité, que les deux services doivent être considérés comme faisant partie d'un tout, qu'il faut renforcer les arrangements de coopération entre les deux de façon à utiliser au mieux les postes permanents et à faire moins appel à du personnel engagé pour des périodes de courte durée lorsque le recours à cette catégorie de personnel est plus onéreux, et qu'il faut s'efforcer de rationaliser davantage le plan des conférences au Siège et à Genève.

29.4 L'effectif nécessaire pour assurer le service des conférences dépend du nombre de réunions prévues et du lieu où elles doivent se tenir au cours d'une année donnée, ainsi que du volume de documentation à traduire. Le Comité consultatif regrette que les renseignements fournis à l'appui des demandes formulées au chapitre 29 soient incomplets à bien des égards. Aucune donnée n'est fournie quant au nombre de conférences prévues pour 1974-1975; le Comité n'ignore pas que l'Assemblée générale sera saisie à sa vingt-huitième session d'un projet de calendrier des conférences, mais il pense qu'un minimum de renseignements aurait pu être fourni à ce sujet dans le cadre du projet de budget-programme. De même, le Secrétaire général n'indique pas quelles modifications interviendront, le cas échéant, en ce qui concerne le volume de travail des sections de traduction. Il n'y a pas non plus de renseignements concernant la production prévue du Service des publications. A ce propos, le Comité consultatif rappelle que dans plusieurs institutions spécialisées, les documents relatifs au budget et au programme contiennent de nombreux renseignements de cet ordre.

29.5 Il est vrai que des éléments périodiques tels que la convocation de grandes conférences influent sur la situation, mais les statistiques portant sur un certain nombre d'années peuvent néanmoins aider à évaluer le montant des ressources à mettre à la disposition des services de conférence de l'ONU pour leur permettre de s'acquitter de leur tâche. On trouvera indiqué dans le tableau ci-après le volume de travail du Département des conférences au Siège et du Service des conférences à Genève en 1970 : 1972 :

<u>New York</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>
Nombre de séances tenues	2 787	2 665	2 685
Nombre de périodes de travail d'interprète	19 106	18 264	19 539
Nombre de séances pour lesquelles on a établi :			
Des comptes rendus sténographiques ...	410	376	311
Des comptes rendus analytiques	1 020	1 011	1 031
Nombre de pages traduites et révisées (dans toutes les langues)	237 767	247 624	233 037
Nombre de pages dactylographiées (dans toutes les langues)	487 222	508 298	533 822
Nombre de pages éditées aux fins de leur inclusion dans les documents officiels .	99 174	115 112	121 160
Nombre de pages tirées reproduites dans les ateliers du Secrétariat	547 899 325	557 768 550	518 836 445

Genève

Nombre de séances tenues	3 727	4 205	4 634
Nombre de périodes de travail d'interprète	17 256	18 177	17 367
Nombre de séances pour lesquelles on a établi des comptes rendus analytiques ..	596	695	534
Nombre de pages traduites et révisées (dans toutes les langues)	137 556	147 036	127 863
Nombre de pages dactylographiées (dans toutes les langues)	359 043	400 636	333 189
Nombre de pages éditées	41 998	42 530	50 668
Nombre de pages tirées reproduites dans les ateliers du Secrétariat	225 101 093	233 792 780	231 302 220

29.6 Il ressort des statistiques données ci-dessus que le volume de travail relatif au service des conférences à New York s'est en grande partie stabilisé. A Genève, le nombre des séances continue d'augmenter, mais les autres indicateurs n'accusent guère de changement. Mais il ne faut pas oublier que la mise en service des nouvelles salles et installations de conférence à Genève entraînera peut-être une nouvelle augmentation du volume de travail dans cette ville.

29.7 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que la productivité des sections de traduction s'était sensiblement améliorée au cours des deux dernières années. Le Comité espère que les efforts faits dans ce sens ne se relâcheront pas. Les améliorations enregistrées jusqu'à présent sont imputables aux mesures prises par le Département lui-même. Toutefois, il se peut que des idées peut-être très utiles sur la façon dont la productivité pourrait être améliorée aient été avancées dans d'autres organisations (les institutions spécialisées, par exemple, ou des organisations intergouvernementales non apparentées à l'ONU telles que l'OCDE). C'est pourquoi, le Comité estime que l'on devrait également tirer parti de l'expérience acquise à l'extérieur du Département en vue d'améliorer la productivité.

A. Département des conférences

29.8 Pour le Département des conférences, le Secrétaire général demande un crédit de 45 338 000 dollars pour la période biennale, alors que les crédits ouverts pour 1972 et 1973 s'élevaient à 39 782 000 dollars. Cela représente une augmentation de 5 556 000 dollars, soit de 14 p. 100. Au paragraphe 29.4 du projet de budget, le Secrétaire général attribue la majeure partie de l'augmentation au relèvement des traitements et salaires et aux hausses de prix. Toutefois, le Secrétaire général demande, en outre, 17 postes nouveaux (tous pour 1974) et le reclassement de plusieurs postes. Les recommandations du Comité consultatif concernant les reclassements de postes figurent aux paragraphes 61 et 63 du chapitre premier.

29.9 Les postes nouveaux demandés pour le Département seraient répartis comme suit :

Services linguistiques chinois :	3 postes (P-2) de traducteur stagiaire
	8 postes (2 P-4, 3 P-3, 3 P-2) d'interprète et d'interprète stagiaire
Services linguistiques arabes :	1 poste (P-2) de correcteur d'épreuves d'imprimerie
Services linguistiques espagnol, français et russe :	3 postes (P-3) d'interprète
Service administratif :	2 postes (un P-4 et un G-5)

29.10 Le Comité consultatif reconnaît la nécessité de renforcer les services linguistiques chinois de l'ONU et approuve la proposition de créer 11 postes à cette fin. Toutefois, le Comité n'est pas convaincu que l'arrangement envisagé selon lequel cinq interprètes de langue chinoise seraient détachés à Genève, moyennant une dépense annuelle de 33 000 dollars au titre des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance, soit le plus économique. Le Comité a appris que le Secrétaire général examinait actuellement d'autres arrangements possibles et qu'il soumettrait un rapport sur cette question à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

29.11 Pour les raisons que le Secrétaire général expose au paragraphe 29.10 du projet de budget, le Comité ne voit pas d'objection à la proposition de créer un poste P-2 de correcteur d'épreuves d'imprimerie en arabe.

29.12 Comme il ressort du tableau reproduit plus haut au paragraphe 29.5, le volume de travail de la Section d'interprétation du Siège est demeuré pratiquement le même pendant les trois dernières années. C'est pourquoi le Comité n'est pas convaincu qu'il y ait vraiment lieu de créer les nouveaux postes d'interprète demandés pour les cabines espagnole, française et russe.

29.13 De même, le Comité consultatif ne peut approuver la proposition de renforcer le Service administratif, comme le Secrétaire général le demande, pour permettre au Département d'assumer des responsabilités plus grandes en ce qui concerne les questions relatives au personnel et les questions budgétaires. A cet égard, le Comité a tenu compte de ce que le Secrétaire général demande de créer des postes au Services d'administration du personnel (Bureau des services du personnel) qui détache des administrateurs du personnel auprès des divers services du Département (voir plus haut par. 28.32).

29.14 Au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit, le Secrétaire générale demande 972 000 dollars en tout pour la période biennale, alors que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 était de 760 000 dollars. La majeure partie de ce crédit est demandée pour les sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Le Comité consultatif sait que le Secrétaire général ne peut limiter ces dépenses que dans la mesure où les grandes commissions sont disposées à répartir leurs travaux plus également au cours de la session, évitant, de ce fait, d'avoir à tenir des séances de nuit ou de se réunir le samedi, lorsque la session touche à sa fin, et à mieux utiliser les heures normales de réunion. Le Comité estime néanmoins qu'il doit être possible de faire des économies dans ce domaine. En conséquence, il recommande de réduire de 72 000 dollars le crédit demandé pour la période biennale au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit.

29.15 Le Comité consultatif a appris que le crédit demandé pour les travaux contractuels de traduction était imputable aux efforts déployés pour éliminer l'arriéré des travaux de traduction. Au paragraphe 29.9 du projet de budget, le Secrétaire général déclare que cet arriéré a été pratiquement éliminé, sauf dans le cas des Sections de traduction arabe et chinoise. Pour ce qui est de la Section arabe, le Comité consultatif a approuvé plus haut au paragraphe 29.11 la proposition du Secrétaire général de créer un poste supplémentaire pour ladite section. Le Comité reconnaît qu'il faut faire un effort spécial pour diminuer et finalement éliminer l'arriéré de traduction en langue chinoise. Toutefois, le montant demandé par le Secrétaire général (480 000 dollars pour la période biennale) a été calculé compte tenu d'un volume de traduction similaire à celui qui avait

été prévu au budget pour 1972-1973, dans lequel il avait aussi fallu demander un crédit pour l'arriéré des travaux de traduction dans d'autres langues. En conséquence, le Comité recommande de réduire de 40 000 dollars le crédit demandé pour la période biennale.

B. Service des conférences, Genève

29.16 Le Secrétaire général estime le montant des crédits nécessaires pour le Service des conférences à Genève à 17 631 000 dollars, alors que le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 s'élevait à 12 121 000 dollars. L'augmentation se chiffre donc à 5 510 000 dollars, soit 45,5 p. 100. Tout comme les autres services qui se trouvent à Genève, le Service des conférences a été touché par la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse, ainsi que par l'augmentation rapide du coût de la vie. Toutefois, l'augmentation du crédit demandé est en grande partie imputable à la proposition de créer 29 postes d'administrateur et 13 postes d'agent des services généraux. Le Secrétaire général demande également plusieurs reclassements de postes.

29.17 Les postes nouveaux demandés peuvent se répartir en trois groupes :

a) Postes permanents demandés au lieu de crédits pour du personnel temporaire. Ce groupe comprend 8 postes d'interprète (1 P-5, 4 P-4 et 3 P-3) et 9 postes de traducteur (3 P-4 et 6 P-3), soit au total 17 postes d'administrateur.

b) Postes demandés pour une section chinoise de traduction. Ce groupe comprend 19 postes, dont 9 postes d'administrateur (3 P-4 et 6 P-3) et 10 postes d'agent des services généraux.

c) Un groupe de 3 postes d'administrateur et de 3 postes d'agent des services généraux, se répartissant comme suit :

- 2 postes d'administrateur (P-3) et 1 poste d'agent des services généraux pour la Section de la terminologie;
- 1 poste d'administrateur (P-3) pour la Section d'édition;
- 2 postes d'agent des services généraux pour la Division des documents.

29.18 Les postes permanents du Service des conférences à Genève ne représentent qu'une partie des ressources en personnel disponibles pour assurer le service des réunions et produire la documentation connexe à Genève. D'autres crédits sont prévus aux chapitres 3, 6, 14, 20 et 25, notamment pour recruter du personnel pour des périodes de courte durée, à la semaine ou au mois. Dans le tableau suivant, on s'est efforcé d'exprimer les ressources totales en années de travail.

1974

1975

	<u>Postes du</u> <u>Service des</u> <u>conférences a/</u>	<u>Postes de</u> <u>la CNUCED</u>	<u>Personnel</u> <u>a/ temporaire</u>	<u>Total</u>	<u>Service des</u> <u>conférences a/</u>	<u>Postes de</u> <u>la CNUCED</u>	<u>Personnel</u> <u>a/ temporaire</u>	<u>Total</u>
Interprètes	40	8	9	57	40	8	12	60
Traducteurs, réviseurs, éditeurs	108	32	33	173	108	32	40	180
Sténodactylographes ...	145	36	23	204	145	36	27	208

a/ Non compris le personnel d'encadrement.

29.19 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que la proposition tendant à demander des postes permanents au lieu de crédits pour du personnel temporaire n'entraînera pas de dépenses supplémentaires pour l'ensemble du budget, les crédits demandés au titre du personnel temporaire au chapitre 3 (pour la Conférence du Comité du désarmement) et au chapitre 6 (pour les sessions d'été du Conseil économique et social) ayant été réduits en conséquence. Le Comité consultatif a rappelé qu'à la vingt-septième session de l'Assemblée générale il avait attiré l'attention sur les difficultés résultant du déséquilibre entre les effectifs des services de conférence à New York et à Genève 127/. Dans ces conditions, et compte tenu des conséquences qu'aura probablement la mise en service des nouveaux bâtiments de conférences sur le calendrier des conférences à Genève, le Comité consultatif souscrit à la proposition du Secrétaire général résumée plus haut au paragraphe 29.17 a).

29.20 Le Comité approuve également la proposition figurant au paragraphe 29.17 b), qui tient compte de l'utilisation croissante du chinois à l'occasion de conférences et de réunions de l'ONU.

29.21 Les postes demandés au paragraphe 29.17 c) concernent des services pour lesquels l'Office de Genève a demandé d'importants crédits au titre du personnel temporaire. En outre, le Comité consultatif trouve que les travaux de terminologie entrepris à Genève ne devraient pas être faits indépendamment de ceux qui sont effectués par la Section de terminologie à New York. C'est pourquoi le Comité ne peut recommander à l'Assemblée d'accepter la proposition présentée par le Secrétaire général au paragraphe 29.17 c).

29.22 Le crédit demandé au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (34 000 dollars, contre un total de 26 000 dollars pour 1972-1973) est plus important que ne peut le justifier l'augmentation des coûts. Le Comité consultatif estime que le crédit prévu pour les heures supplémentaires ne devrait pas dépasser en termes réels le crédit ouvert à ce titre pour 1972-1973 et il recommande de réduire de 3 000 dollars le crédit demandé.

29.23 Etant donné la proposition de renforcer l'effectif des sections de traduction à Genève, le Comité consultatif recommande également de ramener le montant du crédit demandé pour les travaux contractuels de traduction de 154 000 dollars (contre 134 000 dollars pour 1972-1973) à 144 000 dollars, soit une réduction de 10 000 dollars. Dans ce contexte, le Comité a également tenu compte de la nécessité de renforcer les arrangements de coopération entre Genève et New York qu'il a mentionnée plus haut, au paragraphe 29.3.

29.24 Le crédit demandé pour le Service des conférences à Genève comprend un montant de 66 000 dollars pour la période biennale, pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'une équipe d'interprètes de langue chinoise qui serait détachée du Siège. Comme le Comité l'a indiqué plus haut, au paragraphe 29 10, le Secrétaire général étudie actuellement des solutions plus économiques et présentera ses conclusions à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session.

127/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.25, par. 6.

29.25 Au paragraphe 29.39 du projet de budget, le Secrétaire général indique qu'il a prévu des crédits pour l'achat de matériel et de fournitures pour la reproduction des documents dans les ateliers de l'Office. Il ressort de la note b) du tableau 29-11 que le coût du matériel que l'on se propose d'acheter au cours de la période biennale se chiffre à 169 000 dollars. Malgré l'importance de cette somme, le projet de budget ne contient aucune indication sur le type de matériel qui doit être acheté. En réponse aux questions qu'il a posées, le Comité a appris que l'on envisageait de remplacer plusieurs machines à ronéotyper par des modèles plus rapides et plus modernes, et d'acheter du matériel supplémentaire de photo offset. Le Comité consultatif recommande de réduire de 25 000 dollars le crédit demandé. Il espère qu'à l'avenir des renseignements plus détaillés seront fournis chaque fois que le Secrétaire général estimera que du matériel doit être acheté ou remplacé.

Récapitulation

29.26 Dans les paragraphes qui précèdent, le Comité consultatif a recommandé les réductions ci-après :

	<u>Dollars</u>
Réduction du nombre de postes permanents nouveaux au Siège et à Genève (par. 29.12, 29.13 et 29.21)	367 000
Augmentation de l'abatement appliqué pour recrutement différé (chap. premier, par. 42)	325 000
Reclassements de postes (chap. premier, par. 61)	4 000
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit - Siège (par. 29.14)	72 000
Travaux contractuels de traduction - Siège (par. 29.15)	40 000
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit - Genève (par. 29.22)	3 000
Travaux contractuels de traduction - Genève (par. 29.23)	10 000
Achat de matériel - Genève (par. 29.25)	25 000
	<hr/>
	846 000

En outre, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, pour les raisons indiquées aux paragraphes 76 et 77 du chapitre premier, le crédit demandé au chapitre 29 pour les dépenses communes de personnel a été surestimé de 317 000 dollars.

29.27 En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 1 163 000 dollars le crédit demandé pour la période biennale, qui serait ainsi ramené de 62 969 000 dollars à 61 806 000 dollars.

C. Reproduction de documents et publications par les soins du Secrétariat

29.28 Les services des publications à New York et Genève produisent la plus grosse partie des documents et publications de l'Organisation des Nations Unies. Les dépenses directement imputables à la production et à la distribution desdits documents et publications (à l'exclusion des frais de rédaction, de traduction, d'édition, etc.), pour la période biennale, peuvent être récapitulées comme suit :

	<u>Dépenses de</u> <u>personnel</u>	<u>Fournitures pour</u> <u>la reproduction</u> <u>(ateliers du</u> <u>Secrétariat)</u>	<u>Matériel de</u> <u>reproduction</u> <u>(ateliers du</u> <u>Secrétariat)</u>	<u>Total</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
New York	8 627 000	1 340 000	30 000	9 997 000
Genève	3 464 000	404 000	169 000	4 037 000
	<u>12 091 000</u>	<u>1 744 000</u>	<u>199 000</u>	<u>14 034 000</u>

29.29 Ces crédits sont consacrés à la production et à la distribution a) de documents, et b) de publications produites dans les ateliers du Secrétariat. Les premiers sont des documents miméographiés dont la plupart sont reproduits pour des conférences et réunions. Le Secrétaire général n'a pas essayé de répartir les dépenses qu'entraînent la production et la distribution de ces documents entre les activités des organes directeurs ou services auxquelles les documents se rapportent.

29.30 Par contre, le coût des publications (documents officiels sous leur forme définitive, brochures et autre matériel imprimé) est indiqué sous la rubrique "Imprimerie" dans les chapitres pertinents du budget. Cependant, les détails concernant le programme de publications pour 1974-1975 sont fort peu nombreux et très incomplets. Le Secrétaire général indique que les crédits demandés pour les dépenses d'imprimerie, tels qu'ils sont ventilés par programme dans divers chapitres; ont été calculés en fonction des prix des imprimeries commerciales et qu'ils s'élèvent au total à 10 943 000 dollars pour toute l'Organisation pour la période biennale. En fait, les publications ne sont pas toutes nécessairement imprimées à l'extérieur. Un volume considérable de publications est imprimé dans les ateliers du Secrétariat à New York et à Genève. Sous la rubrique "Imprimerie : économie réalisée grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat", le Secrétaire général estime à 3 760 000 dollars pour la période biennale la valeur (calculée en fonction des prix des imprimeries commerciales) des publications qui seront imprimées dans les ateliers du Secrétariat. Sur ce total, 2 360 000 dollars ont été ventilés entre divers chapitres du budget et un montant de 1,4 million de dollars est présenté comme une économie globale qui sera réalisée sur le coût des travaux contractuels d'imprimerie.

29.31 Le Secrétaire général présente le total de 3 760 000 dollars comme une économie qui sera réalisée sur le montant total brut des prévisions de dépenses. C'est là une procédure assez malcommode, mais le Comité consultatif a été informé qu'il est difficile de déterminer à l'avance quelles sont les publications qu'il faudra effectivement faire imprimer à l'extérieur et celles qui pourront être reproduites dans les ateliers du Secrétariat.

29.32 Le Comité consultatif constate que le Secrétaire général propose, pour l'économie réalisée grâce à la reproduction de publications par les soins du Secrétariat, le même montant pour 1974 et pour 1975, bien que les prix des imprimeries commerciales (en fonction desquels ladite économie est censée être calculée) risquent fort d'être plus élevés en 1975. Le Comité ne voit pas d'objection à cette méthode, pourvu qu'elle soit uniformément appliquée dans les divers chapitres du budget pour calculer les dépenses d'imprimerie sur le montant global desquelles ladite économie serait réalisée grâce à la reproduction de publications par les soins du Secrétariat. Toutefois, dans la pratique, les dépenses d'imprimerie prévues à certains chapitres du budget semblent comporter un facteur d'augmentation automatique des coûts. Dans ces conditions, conserver pour l'économie réalisée grâce à la reproduction de publications par les soins du Secrétariat, le même chiffre pour les deux années 1974 et 1975 équivaldrait à réduire le volume (exprimé par le nombre de publications) des publications reproduites par les soins du Secrétariat en 1975. Comme on n'a aucune raison de s'attendre à une diminution de la production, le Comité consultatif recommande d'augmenter de 5 p. 100, soit de 90 000 dollars, pour la porter à 1 970 000 dollars l'économie prévue pour 1975 grâce à la reproduction de publications par les soins du Secrétariat. Sur cette base, l'économie réalisée grâce à la reproduction de publications par les soins du Secrétariat se chiffrerait à 3 850 000 dollars pour la période biennale.

29.33 En ce qui concerne les crédits nécessaires pour les dépenses d'imprimerie, le Comité constate qu'au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution IA relatif à l'ouverture de crédits budgétaires pour la période biennale 1974-1975, le Secrétaire général propose que le montant total net des crédits ouverts aux divers chapitres du budget pour les travaux contractuels d'imprimerie soit géré comme un tout sous la direction du Comité des publications de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité consultatif a appris que, si le Secrétaire général demandait cela, c'était principalement parce que le programme de publications, en fonction duquel les crédits nécessaires sont calculés, subit souvent des changements considérables dans le courant de la période budgétaire (par exemple, du fait que des manuscrits sont soumis en retard).

29.34 Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général, à condition qu'elle ne s'applique pas aux crédits spécifiquement ouverts par l'Assemblée générale pour la production de publications déterminées. C'est ainsi qu'à sa vingt-septième session l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 50 000 dollars pour permettre de faire en 1973 une partie de l'arriéré des travaux d'impression relatifs au Recueil des Traités des Nations Unies 128/; s'il s'avère impossible, parce que des manuscrits auront été soumis en retard ou pour d'autres raisons, de faire imprimer le nombre requis de volumes du Recueil des Traités, le solde inutilisé de ce crédit devrait, de l'avis du Comité consultatif, être annulé à la fin de l'année; à ce moment-là, le Secrétaire général pourra demander à l'Assemblée générale de rouvrir les crédits nécessaires.

128/ Ibid., documents A/8708/Add.26 et A/8978.

Récapitulation des recommandations du Comité consultatif :

Dollars

Chapitre 29. Services de conférence

Réduction recommandée 1 163 000

Economie réalisée grâce à la reproduction de publications
par les soins du Secrétariat :

Augmentation recommandée 90 000

Chapitre 30. Bibliothèques - New York et Genève

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général 7 061 000

Crédit recommandé par le Comité consultatif 7 006 000

Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 6 026 000

30.1 Le Secrétaire général évalue le coût des services de bibliothèque à 7 061 000 dollars pour la période biennale, ce qui représente une augmentation de 1 035 000 dollars, soit un peu plus de 17 p. 100. Les dépenses de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à New York (chap. 30.A) représenteraient environ 5,4 millions de dollars et celles de la Bibliothèque des Nations Unies à Genève (chap. 30.B) environ 1,7 million de dollars.

30.2 Pour l'essentiel, l'augmentation des crédits demandés pour la prochaine période biennale est imputable à l'augmentation du coût des services, dont le volume demeurera sensiblement le même. Toutefois, le projet de budget prévoit en outre, pour la bibliothèque du Siège, la création de deux postes supplémentaires d'agent des services généraux et une augmentation des sommes destinées à rémunérer des travaux contractuels de façon à doubler le rythme actuel de reproduction des documents sur microfiches (projet de budget, par. 30.7); pour la bibliothèque de Genève, le Secrétaire général demande un crédit de 64 000 dollars pour recruter du personnel temporaire et acheter du matériel afin de désacidifier les archives de la Société des Nations, comme un consultant l'a recommandé (projet de budget, par. 30.15). Sur ce montant, 54 000 dollars seraient inscrits au budget ordinaire; le Secrétaire général obtiendrait le reste en augmentant le montant prélevé sur le Fonds de dotation de la bibliothèque.

30.3 Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif de l'importance qu'il attachait au développement des services de microfiches de la bibliothèque et du système automatisé d'information et de recherche documentaire qui est associé à ces services. Le Secrétaire général estimait qu'une expansion de ces activités permettrait aux bibliothèques d'offrir de bien meilleurs services aux usagers, notamment aux délégations et au Secrétariat lui-même. Un programme à court terme (1973-1975) avait donc été établi et des objectifs plus ambitieux à long terme avaient été définis. Ceux-ci étaient actuellement examinés par le Service de gestion

administrative à l'occasion de l'étude de l'utilisation et de la répartition des effectifs des bibliothèques. Les propositions faites dans le projet de budget pour 1974-1975 pour accélérer le programme de reproduction de documents sur microfiches ne représentaient qu'un progrès modeste sur la voie de la modernisation et de la rationalisation des travaux de bibliothèque : le Secrétaire général était d'avis d'agir avec prudence à cet égard parce que les frais risquaient d'être importants et qu'il fallait être sûr que les usagers des bibliothèques seraient prêts à utiliser les nouvelles techniques qui avaient été proposées.

30.4 Le Secrétaire général a indiqué en outre qu'il serait peut-être appelé à présenter ultérieurement une demande de crédit révisée pour le chapitre 30, afin de tenir compte des recommandations que le Service de gestion administrative formulerait à la suite de son étude des effectifs des bibliothèques. Le Comité consultatif suggère que, dans ce cas, le Secrétaire général donne plus d'informations sur le programme de travail futur des bibliothèques qu'il n'en a donné dans le projet de budget.

30.5 Le Comité consultatif est heureux que le Secrétaire général s'intéresse aux techniques modernes de rassemblement, de stockage et de recherche de l'information et qu'il reconnaisse qu'il faut apprécier, en fonction de leur coût, les avantages que l'Organisation est susceptible d'en retirer. Ce sont là des travaux qu'il faut évaluer et planifier à long terme. Le Comité espère que le Secrétaire général, lorsqu'il étudiera plus avant ces questions, ne manquera pas de rechercher si l'utilisation de méthodes automatisées ne permettrait pas d'exécuter certains des travaux de recherche et de référence des bibliothèques avec moins de personnel qu'il n'en faut quand on utilise les méthodes manuelles actuellement appliquées.

30.6 Le Comité ne voit pas d'objection à la proposition de doubler le rythme de la reproduction de documents sur microfiches à la Bibliothèque du Siège. Il considère toutefois que l'augmentation du crédit demandé pour couvrir le coût des travaux contractuels correspondants (dont le montant passerait de 30 000 à 76 000 dollars par an) est excessive, et il recommande de la réduire de 22 000 dollars.

30.7 Lorsque le Comité a examiné les crédits demandés au chapitre 30, le représentant du Secrétaire général a indiqué qu'il était préoccupé par le montant élevé des dépenses qu'il fallait engager pour fournir les documents et publications nécessaires aux 400 librairies dépositaires des Nations Unies dans le monde entier. Des études avaient montré que ces dépenses s'élevaient à 800 000 dollars environ par an, principalement pour l'impression, la manutention et l'expédition. Le Comité consultatif estime, comme le Secrétaire général, qu'il faut s'efforcer de réduire ces dépenses 129/.

30.8 Au paragraphe 30.6 ci-dessus, le Comité consultatif recommande une réduction de 22 000 dollars. L'augmentation de l'abattement appliqué pour recrutement différé, recommandée au paragraphe 42 du chapitre premier, entraînerait une économie de 6 000 dollars. En outre, le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que, pour les raisons indiquées aux paragraphes 76 et 77 du chapitre premier, le crédit

129/ Voir également les observations antérieures du Comité sur les économies qui pourraient être réalisées si les documents étaient fournis aux librairies dépositaires sous forme de microfiches (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1, par. 11-18).

demandé pour les dépenses communes de personnel a été surestimé de 27 000 dollars. En conséquence, le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 30 un crédit de 7 006 000 dollars.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 30. Bibliothèques - New York et Genève	55 000

TITRE IX. DEPENSES SPECIALES

Chapitre 31. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	17 313 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	17 313 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	17 226 000

31.1 Le crédit relatif aux obligations émises par l'Organisation des Nations Unies est demandé conformément aux dispositions de la résolution 1739 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1961, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 1878 (S-IV) du 27 juin 1963 et 1989 (XVIII) du 17 décembre 1963. Le crédit demandé pour 1974-1975 comprend 4 154 000 dollars pour assurer le service des intérêts afférents aux obligations non remboursées et 13 159 000 dollars pour le remboursement du principal. Le montant des crédits nécessaires à ce chapitre varie d'une année à l'autre du fait des fluctuations des taux de change, parce que certaines obligations sont libellées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

Chapitre 32. Dépenses diverses

Dollars

Crédit demandé par le Secrétaire général	762 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	752 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	1 595 000

32.1 Le Secrétaire général demande à ce chapitre les crédits qui doivent permettre de couvrir les dépenses relatives au cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée (160 000 dollars), aux subventions à verser à l'Ecole internationale des Nations Unies à New York (510 000 dollars), à la pension de retraite des anciens secrétaires généraux (62 000 dollars), au remboursement de dépenses de représentation à des fonctionnaires du Secrétariat, au Siège, qui ne reçoivent pas d'indemnité à ce titre (10 000 dollars) et aux frais bancaires (20 000 dollars); ce chapitre comprend également, pour mémoire, une rubrique pour les pertes nettes au change.

32.2 Le crédit demandé pour la période biennale 1974-1975 ne peut être comparé, pour l'ensemble du chapitre, avec le total des crédits ouverts pour 1972 et 1973, et ce pour deux raisons, à savoir, premièrement, la réduction progressive de la subvention versée à l'Ecole internationale des Nations Unies à New York (voir plus loin par. 32.5), et, deuxièmement, le fait que, bien que les pertes au change subies en 1972 aient été considérables, la rubrique relative à ces pertes ne figure que pour mémoire dans le projet de budget pour 1974-1975 parce que l'effet des fluctuations de change sur les dépenses au cours d'une période budgétaire donnée dépend de l'évolution de la situation dans le courant de la période budgétaire.

32.3 On ne peut pas dire que le chapitre 32 corresponde à un programme. Le Comité consultatif reconnaît qu'il était difficile au Secrétaire général de mettre les divers crédits demandés dans ce chapitre en rapport avec des programmes particuliers, mais il recommande que l'on cherche une nouvelle solution à ce problème lors de l'établissement du projet de budget pour 1976-1977. Le crédit demandé pour le cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, par exemple, pourrait être inscrit au chapitre concernant les Missions spéciales, puisque le cimetière utilise certains services et certaines installations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée. La pension de retraite des anciens secrétaires généraux pourrait être inscrite au chapitre 2, qui concerne les crédits demandés pour les services relevant directement du Secrétaire général. Le remboursement de dépenses de représentation à des fonctionnaires du Secrétariat au Siège et les frais bancaires pourraient être inscrits au chapitre 28, et le résultat des transactions monétaires pourrait être réintitulé gains ou pertes nets au change et être inscrit au chapitre 2 des recettes (Recettes générales). Le versement de subventions à l'Ecole internationale des Nations Unies à New York en application du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2612 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969, cessera en 1974.

32.4 L'augmentation (16 000 dollars), par rapport aux deux années précédentes, du crédit demandé pour la période biennale 1974-1975 pour le cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée est imputable au relèvement des traitements, dont l'augmentation fait plus qu'annuler la diminution des crédits nécessaires pour les travaux contractuels d'entretien du cimetière.

32.5 Le crédit demandé pour l'Ecole internationale des Nations Unies doit permettre de verser la quatrième (et dernière) tranche de 500 000 dollars de la contribution de l'ONU au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies, payable en 1974, ainsi qu'une subvention de 10 000 dollars pour aider à résorber le déficit d'exploitation de l'Ecole prévu pour l'année scolaire 1973/1974. Ces versements sont effectués en application du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2612 (XXIV) du 16 décembre 1969, par lequel l'Assemblée générale a décidé "en principe, de verser 2 millions de dollars au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies au cours d'une période de quatre ans" et a noté "que les subventions annuelles pour résorber le déficit d'exploitation de l'Ecole seront progressivement réduites à mesure que s'accroîtra le Fonds de développement". Dans son premier rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1973 130/, le Comité consultatif a dit qu'il comptait "qu'après 1973 il ne serait plus nécessaire d'inscrire une subvention au budget ordinaire au titre des dépenses d'exploitation de l'Ecole". En conséquence, le Comité recommande la suppression de la subvention de 10 000 dollars proposée pour aider à résorber le déficit d'exploitation de l'Ecole prévu pour 1973/1974. Le Comité consultatif estime que le moment est venu pour l'Ecole d'examiner à fond la structure des frais de scolarité qu'elle perçoit et ses dépenses d'exploitation, de manière à équilibrer son budget.

130/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1), par. 20-3.

32.6 Le crédit d'un montant total de 10 000 dollars (contre un crédit de 6 000 dollars ouvert pour 1972 et 1973) que le Secrétaire général demande pour rembourser des dépenses de représentation à des fonctionnaires du Secrétariat au Siège doit permettre de rembourser des dépenses de cet ordre aux administrateurs généraux (D-1) et autres administrateurs. Cette somme ne représente qu'une faible partie du montant total des crédits demandés dans le projet de budget pour la période biennale au titre des dépenses de représentation (489 000 dollars) 131/. Les autres demandes concernent les dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale (30 000 dollars), les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage (20 000 dollars), le remboursement de dépenses de représentation aux secrétaires généraux adjoints, sous-secrétaires généraux et directeurs (310 000 dollars), et le remboursement des dépenses de représentation des administrateurs généraux et administrateurs en poste ailleurs qu'au Siège (119 000 dollars, dont 40 000 dollars pour les centres d'information des Nations Unies, 27 000 dollars pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et 19 000 dollars pour l'ONUDI).

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 32. Dépenses diverses	10 000

131/ Chapitres 1, 2, 4, 5, 7 à 11, 13 à 16, 22 à 24, 26 à 29.

TITRE X. LOCAUX

Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

	<u>Dollars</u>
Credit demandé par le Secrétaire général	19 228 000
Credit recommandé par le Comité consultatif	18 828 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	21 218 000

33.1 Le chapitre 33 correspond à l'ancien chapitre 7 du budget de l'Organisation des Nations Unies. Les crédits demandés à ce chapitre sont destinés aux travaux de construction, de transformation et d'amélioration des locaux et aux gros travaux d'entretien de tous les locaux dont l'ONU est propriétaire, ainsi qu'à l'amortissement de tous les emprunts connexes. Les locaux en question se trouvent à New York, Genève, Bangkok, Addis-Abeba et Santiago.

33.2 Contrairement à ce qui est le cas pour la plupart des autres chapitres du programme et budget pour 1974-1975, le crédit demandé au chapitre 33 (19 228 000 dollars) est inférieur au total des crédits ouverts pour 1972 et 1973 (21 218 000) 132/. Cela tient essentiellement au fait que les crédits demandés pour 1975 au titre des travaux de construction à Bangkok et à Addis-Abeba et des gros travaux d'entretien à Genève sont considérablement réduits par rapport à 1974. Sur le montant total du crédit demandé au chapitre 33 (19 228 000 dollars), près de 17 millions de dollars sont destinés à des travaux de construction, 1,8 million de dollars environ à de gros travaux d'entretien et le reste à des travaux de transformation et d'amélioration des locaux.

A. Travaux de construction

33.3 Le crédit demandé pour le Siège de l'ONU à New York (5 millions de dollars) doit permettre de couvrir les annuités dues au titre de l'amortissement de l'emprunt de 65 millions de dollars contracté pour la construction du Siège.

132/ La réduction apparente de 2 millions de dollars environ du montant du crédit demandé est en réalité inférieure à la réduction effective, dans la mesure où le chiffre utilisé en ce qui concerne le crédit ouvert pour 1972 (9 569 000 dollars) est en fait inférieur de 2 millions de dollars aux crédits nécessaires pour ledit exercice. Cette différence tient au fait qu'à sa vingt-sixième session l'Assemblée générale a décidé de reporter sur le chapitre 7 du budget de 1972 un montant de 2 millions de dollars qui avait été ouvert au budget de 1971 pour de nouveaux travaux de construction au Siège mais n'avait pas été utilisé /Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8 (A/8708 et Corr.1)/, par. 7-1.

33.4 Le Comité consultatif n'a pas examiné en détail les demandes de crédit concernant l'agrandissement du Palais des Nations à Genève (7 201 000 dollars pour la période biennale 1974-1975, correspondant aux huitième et neuvième annuités dues pour couvrir le coût des travaux de construction et les dépenses connexes), attendu que le Secrétaire général se propose de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport détaillé sur ce projet, dans lequel il serait tenu compte de toutes les incidences financières des fluctuations monétaires. Le montant du crédit demandé a été calculé sur la base d'un taux de change de 3,40 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, qui est le taux de change utilisé dans l'ensemble du projet de budget. Sur cette base, le coût total des travaux d'agrandissement à la charge de l'Organisation des Nations Unies s'élèverait à 38 887 800 dollars (voir projet de budget, tableau 33-3) et non à 35 407 400 dollars, chiffre qui avait été soumis à l'Assemblée générale l'année dernière (sur la base d'un taux de change de 3,84 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis) (A/C.5/1445).

33.5 Bien que les travaux d'agrandissement du Palais des Nations doivent être achevés en 1973, le Secrétaire général a informé le Comité que certains travaux de finition seraient probablement effectués dans le courant de 1974. Même si tous les travaux sont achevés à la date prévue, le Secrétaire général pense que le paiement aux entrepreneurs de sommes d'un montant de 4 370 000 dollars sera reporté sur l'année suivante (projet de budget, tableau 33-3, troisième colonne), les contrats contenant des dispositions de garantie qui stipulent que les paiements finals ne sont effectués que 12 mois après l'achèvement des travaux.

33.6 En ce qui concerne les travaux de construction actuellement en cours à Bangkok et à Addis-Abeba, le Secrétaire général, dans le projet de budget, ne propose aucune modification de l'échelonnement des paiements pour 1974 et 1975 qu'il avait recommandé dans les demandes de crédit révisées qu'il a présentées à l'Assemblée générale, en décembre 1972, au sujet d'un certain nombre de chapitres du budget (A/C.5/1490 et Corr.1). Toutefois, il se propose de présenter à l'Assemblée, plus tard dans l'année, des rapports sur les progrès accomplis dans l'exécution de ces deux projets. Aucun d'eux ne doit être achevé avant 1975 et, dans le cas du projet d'Addis-Abeba, les derniers paiements, dont le montant est estimé à l'heure actuelle à 300 000 dollars, ne seront pas dus avant 1976 en raison des dispositions de garantie incluses dans les contrats (voir paragraphe précédent). En conséquence, ce montant peut être supprimé du projet de budget pour 1974-1975. Le Comité recommande que, dans son rapport sur l'état d'avancement du projet d'Addis-Abeba, le Secrétaire général étudie la question de savoir si le solde des paiements à effectuer en 1976 risque d'être supérieur à 300 000 dollars. Il existe également des dispositions de garantie en ce qui concerne le projet de Bangkok : les paiements finals ne seraient pas différés, mais l'entrepreneur déposerait un bon de cautionnement irrévocable.

33.7 Aucun crédit n'a été demandé pour la construction proposée d'un nouveau bâtiment au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine à Santiago (Chili), étant donné que l'on poursuit les négociations relatives au financement futur de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, au sujet duquel le Comité consultatif avait demandé des assurances dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième 133/. Le Secrétaire

133/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8A (A/8408/Add.1 à 30), document A/8408/Add.11.

général indique qu'il présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport sur l'issue de ces négociations.

33.8 A la suite du retard qui est intervenu dans le démarrage des travaux de construction du bâtiment de Santiago, la pénurie de locaux au siège de la CEPAL s'est aggravée et le Secrétaire général a informé le Comité qu'il présenterait à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, des propositions visant à résoudre ce problème.

33.9 Le Comité consultatif n'a pas d'objection à la demande du Secrétaire général tendant à ce que le crédit de 500 000 dollars ouvert en 1972 pour le nouveau bâtiment à Santiago, ainsi que le solde de 100 000 dollars résultant des économies réalisées dans le cas du programme de transformation et d'amélioration des locaux existants de la CEPAL, reste au compte réservé à la construction à Santiago (projet de budget, par. 33.15).

33.10 Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, sur l'agrandissement du Palais des Nations, le Comité consultatif s'est déclaré convaincu que certaines des augmentations des coûts auraient pu être évitées ou minimisées, si une plus grande vigilance avait été exercée dans l'exécution du projet et des marchés 134/. Le Comité juge nécessaire que le Secrétaire général exerce un contrôle central sur la gestion des projets de construction; il compte qu'un tel contrôle sera exercé à l'avenir pour tous les grands projets de construction en dehors du Siège.

B. Transformation et amélioration des locaux

33.11 Les crédits demandés à cette rubrique concernent exclusivement le Siège, où six projets sont proposés, représentant un coût total de 480 000 dollars. La quasi-totalité de cette somme est nécessaire pour quatre de ces projets : le réaménagement de la salle du Conseil économique et social pour y augmenter le nombre de places (100 000 dollars), la poursuite des travaux de modernisation des studios de radiodiffusion (125 000 dollars), l'installation d'un dispositif électronique de vote dans la salle de conférence No 2 (100 000 dollars) et la pose de plafonds insonores dans une partie du vingtième étage du bâtiment du Secrétariat (142 000 dollars). De l'avis du Comité consultatif, les plans concernant le réaménagement de la salle du Conseil économique et social et l'installation d'un troisième dispositif électronique de vote au Siège méritent des observations particulières.

33.12 Lorsque le Secrétaire général a présenté sa demande de crédit initiale de 100 000 dollars, le Conseil économique et social lui a demandé de lui communiquer sa proposition concernant le réaménagement de la salle du Conseil. Le Conseil a examiné cette proposition (E/5308) à sa cinquante-quatrième session. La proposition n'a pas donné satisfaction au Conseil, qui a demandé à un groupe de représentants des Etats membres de procéder à des consultations avec le Secrétaire général au sujet des arrangements qui permettraient d'augmenter le nombre de places dans la salle du Conseil, le Président du Conseil devant présenter un rapport sur l'issue

134/ Ibid., document A/8408/Add.10, par. 19 c).

de ces consultations à la cinquante-cinquième session (juillet-août 1973) (E/SR.1858). Le Comité consultatif n'a nullement l'intention de décourager la tenue de consultations entre le Secrétaire général et les utilisateurs des installations qu'il est invité à fournir. Mais il va de soi que ces consultations ne sauraient avoir pour effet d'annuler les décisions des organes administratifs et budgétaires de l'Organisation qui ont pour tâche d'examiner chaque proposition de ce type dans le contexte plus général de l'ensemble des besoins de l'Organisation et des ressources disponibles. C'est dans ce contexte que le Comité examinera en temps voulu toute proposition révisée que le Secrétaire général viendrait à présenter. En attendant, le Comité consultatif accepte le crédit initial de 100 000 dollars demandé par le Secrétaire général.

33.13 Le Comité consultatif a des réserves en ce qui concerne la proposition tendant à engager des dépenses de 100 000 dollars en vue d'installer un troisième dispositif électronique de vote au Siège. L'expérience des dernières sessions de l'Assemblée a montré que lorsque les grandes commissions doivent procéder à une série de votes, il est généralement possible, si le calendrier de leurs travaux a été établi avec soin, de les réunir exceptionnellement dans la salle de l'Assemblée générale ou dans la salle de conférence No 3, qui sont l'une et l'autre déjà équipées d'un dispositif électronique de vote, sans que cela présente un inconvénient majeur. En outre, depuis que le Secrétaire général a établi le projet de budget, le Conseil économique et social a indiqué qu'il souhaitait également un dispositif électronique de vote (E/SR.1858). Dans ces conditions, le Comité consultatif pense qu'il est nécessaire que le Secrétaire général, lorsqu'il examinera s'il y a lieu de développer les installations existantes, tienne compte de l'ensemble des besoins de l'Organisation, tant à New York qu'à Genève. Les résultats de cet examen devraient être communiqués à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session de façon qu'une décision puisse alors être prise et qu'il soit tenu compte de ses incidences financières dans le projet de budget pour la période biennale 1976-1977. De l'avis du Comité consultatif, le fait de différer la décision n'entraînera pas de conséquences graves pour l'Organisation. Au contraire, la remise à plus tard de projets dont l'intérêt n'est que marginal est une nécessité dans les circonstances actuelles, alors que l'inflation et les réalignements monétaires ont tendance à aggraver la situation financière de l'Organisation qui est déjà précaire.

C. Gros travaux d'entretien

33.14 A cette rubrique, le Secrétaire général demande des crédits d'un montant total de 1 777 000 dollars, dont la plus grande partie doit permettre le versement de la dernière annuité au titre du programme à long terme (1966-1974) d'entretien et d'amélioration des locaux du Palais des Nations 135/. A cause du changement intervenu dans la parité du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis, ce versement (1 438 000 dollars) dépasserait de 200 000 dollars le montant du crédit annuel dont l'Assemblée générale a autorisé l'ouverture dans sa résolution 2892 (XXVI). Le Secrétaire général a l'intention d'examiner le programme d'entretien

135/ Le Secrétaire général a présenté chaque année à l'Assemblée générale un rapport sur ce programme. Le rapport dont l'Assemblée a été saisie à sa vingt-septième session est contenu dans le document A/C.5/1444.

et d'amélioration des locaux dans le rapport qu'il doit présenter à l'Assemblée dans le courant de l'année sur l'agrandissement du Palais (voir plus haut, par. 33.4).

33.15 Le reste des crédits demandés pour les gros travaux d'entretien doit permettre de financer 13 projets au Siège de l'ONU à New York, dont la plupart seraient exécutés en 1974, et trois au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba.

33.16 Le fait qu'aucun crédit n'est demandé pour les gros travaux d'entretien à Genève en 1975 et qu'il n'est prévu qu'un montant relativement faible (96 000 dollars) pour le Siège de l'ONU à New York semble indiquer que le Secrétaire général n'accorde peut-être pas suffisamment d'attention à la planification en ce qui concerne ce type de travaux. Le Comité consultatif a appris que pendant un certain nombre d'années, le Secrétaire général avait prévu un roulement pour les travaux d'entretien des locaux du Siège, mais il reconnaît que dans le cadre d'un budget biennal, des besoins imprévus pourraient se faire jour au cours de la deuxième année de la période biennale. Le programme à long terme de Genève, qui portait sur une période de neuf ans, avait représenté un effort délibéré de planification, et l'on étudiait les besoins estimatifs après 1975 en matière de gros travaux d'entretien 136/. Etant donné que le coût des travaux d'entretien tend à être moins élevé quand les travaux sont effectués avant que les locaux ne se détériorent, le Comité consultatif recommande instamment au Secrétaire général de s'efforcer d'établir avant la prochaine période biennale des programmes d'entretien cohérents pour tous les bâtiments dont l'ONU est propriétaire, l'exécution de ces programmes pouvant être étalée, par roulement, sur deux périodes biennales successives. Les besoins correspondants pourraient alors être pris en considération non seulement dans le projet de programme et budget biennal mais aussi dans le programme de travail à moyen terme.

33.17 Compte tenu des observations qu'il a présentées plus haut, aux paragraphes 33.6 et 33.13, le Comité consultatif recommande de réduire d'un montant total de 400 000 dollars le crédit demandé au chapitre 33. Dans les rapports qu'il présentera ultérieurement à l'Assemblée générale, le Comité examinera les ajustements qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter au montant des crédits demandés, compte tenu des rapports que le Secrétaire général doit présenter sur les projets dont le coût est imputé sur le chapitre 33.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	400 000

136/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément No 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.8, par. 18 et 19.

TITRE XI. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre 34. Contributions du personnel

	<u>Dollars</u>
Crédit demandé par le Secrétaire général	64 030 000
Crédit recommandé par le Comité consultatif	62 730 000
Total des crédits ouverts pour 1972 et 1973	51 908 000

34.1 Lorsque l'Assemblée générale a adopté la résolution 2947 A (XXVII) relative à l'ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1972 et la résolution 3044 A (XXVII) relative à l'ouverture de crédits budgétaires pour l'exercice 1973, elle a suivi la procédure établie qui consistait à ouvrir des crédits correspondant au montant brut des dépenses de personnel aux diverses lignes de crédit considérées. Dans le projet de budget pour 1974-1975, le Secrétaire général a changé cette pratique. Il a estimé le montant net des dépenses de personnel imputées sur les divers programmes et il a présenté séparément, dans un nouveau chapitre de dépenses intitulé "Contributions du personnel", la différence entre le montant brut et le montant net des traitements. Le montant prélevé sera porté au crédit du Fonds de péréquation des impôts aux fins de répartition entre les Etats Membres conformément à la procédure décrite dans la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955. Au paragraphe 34.2 du projet de budget, le Secrétaire général explique qu'il a adopté cette nouvelle procédure pour faciliter les comparaisons avec le projet de programme de travail et de budget des autres organismes des Nations Unies.

34.2 Les contributions du personnel sont prélevées sur le montant brut des traitements aux taux fixés par l'Assemblée générale et consignés à l'alinéa b) de l'article 3.3 du Statut du personnel. Les recommandations que le Comité consultatif a faites quant à l'effectif des fonctionnaires et aux classes des postes à inscrire aux chapitres de dépenses du budget pour 1974-1975 entraînent une réduction de 1,3 million de dollars du montant des contributions du personnel à prélever sur les traitements.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 34. Contributions du personnel	1 300 000

PREVISIONS DE RECETTES

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	65 200 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	53 900 000
Total des prévisions approuvées pour 1972 et 1973	52 293 000

IS1.1 Le montant estimatif de 65 200 000 dollars représente le montant des contributions du personnel dont le Secrétaire général a calculé qu'elles seraient retenues, en vertu de l'article 3.3 du Statut du personnel, sur les traitements et autres émoluments des fonctionnaires dont le traitement net est inscrit aux divers chapitres de dépenses ou au chapitre 3 des recettes. Le montant ainsi prélevé sera crédité au Fonds de péréquation des impôts, le compte de chaque Etat Membre audit fonds étant crédité de la manière indiquée dans la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955. Les réductions que le Comité consultatif a recommandées dans le présent rapport quant au nombre des postes demandés entraînent une réduction de 1,3 million de dollars du montant des contributions du personnel qui seront prélevées en 1974-1975.

Réduction recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	1 300 000

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

	<u>Dollars</u>		
Prévisions présentées par le Secrétaire général	11 248 000		
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	11 248 000		
Total des prévisions approuvées pour 1972 et 1973	9 627 000		
IS2.1 Le Secrétaire général regroupe, dans le présent chapitre, les prévisions relatives aux recettes dont l'origine est indiquée ci-après :			
	<u>1974-1975</u> (Dollars)	<u>1972-1973</u> (Dollars)	Augmentation (Diminution) (Dollars)
Recettes provenant de loyers (New York et Genève)	356 000	320 000	36 000
Remboursements au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes	1 283 000	1 556 000	(273 000)
Intérêts bancaires	100 000	105 000	(5 000)
Vente de matériel usagé	120 000	130 000	(10 000)
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	470 000	470 000	-
Contributions d'Etats non membres	6 691 000	5 114 000	1 577 000
Services de télévision et services analogues	650 000	600 000	50 000
Remboursement d'une partie des frais de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	273 000	310 000	(37 000)
Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1 105 000	822 000	283 000
Recettes accessoires	200 000	200 000	-
Total	<u>11 248 000</u>	<u>9 627 000</u>	<u>1 621 000</u>

IS2.2 Lorsqu'il a examiné le chapitre 2 des recettes, le Comité consultatif a constaté que les tarifs appliqués et les loyers demandés par l'Organisation des Nations Unies pour les services qu'elle fournit ou les locaux qu'elle loue aux usagers n'étaient pas ajustés assez rapidement en fonction de facteurs tels que la hausse des prix et le réalignement des monnaies. A cet égard, le Comité consultatif recommande que les prévisions relatives aux recettes qui proviennent, à Genève, des loyers ainsi que de la reproduction et de la distribution de documents soient ajustées compte tenu de la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse.

IS2.3 La diminution des recettes prévues à la rubrique intitulée "Remboursements au titre du personnel et des services fournis" est imputable aux services de télécommunications. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 2.3, le PNUD paie désormais la moitié du coût de la location du câble sous-marin entre New York et Genève. Ce facteur ainsi que la réduction de certains tarifs commerciaux relatifs aux communications par télex ont amené l'ONU à baisser les tarifs qu'elle applique pour faire payer aux diverses institutions la transmission de télégrammes par le réseau des Nations Unies.

IS2.4 Le montant estimatif des contributions d'Etats non membres a été calculé en fonction de la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies. Si l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, accueille favorablement la recommandation que le Conseil de sécurité a faite dans sa résolution 335 (1973), les recettes prévues à cette rubrique devront être diminuées de 3,9 millions de dollars environ.

IS2.5 La diminution des recettes prévues au titre du remboursement d'une partie des frais de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili est imputable au fait qu'avec le versement venant à échéance en 1974 toutes les sommes dues auront été remboursées.

IS2.6 Au paragraphe 2.10, le Secrétaire général indique que les recettes prévues au titre du remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ont été calculées en fonction des remboursements effectifs des années précédentes. Les modalités de remboursement font l'objet de l'article 26 des statuts de la Caisse commune des pensions, lequel prévoit que la Caisse rembourse à l'organisation affiliée qui employait l'intéressé la moitié des cotisations qu'elle a versées 137/. Cet article ne prévoit pas le versement d'intérêts par la Caisse sur les sommes ainsi remboursables.

IS2.7 Pour les raisons qu'il a exposées plus haut dans les paragraphes IS2.2 et IS2.3, le Comité consultatif estime que les prévisions de recettes à inscrire au chapitre 2 des recettes peuvent être légèrement augmentées et il prie instamment le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cette fin. Le Comité a toutefois décidé de ne pas recommander d'augmentation, vu que, selon toute vraisemblance, les recettes prévues à la rubrique "Contributions d'Etats non membres" seront beaucoup moins élevées que le montant indiqué à l'heure actuelle (voir plus haut par. IS2.4).

137/ Ce texte a été approuvé par l'Assemblée générale dans la partie II de la résolution 2191 (XXI) du 15 décembre 1966.

Chapitre 3 des recettes. Activités productrices des recettes

	<u>Dollars</u>
Prévisions présentées par le Secrétaire général	6 314 000
Prévisions recommandées par le Comité consultatif	6 393 000
Total des prévisions approuvées pour 1972 et 1973	6 260 000

IS3.1 Le montant prévu au présent chapitre est un montant net, obtenu après imputation sur les recettes provenant des activités productrices de recettes de toutes les dépenses nettement imputables auxdites activités, y compris les dépenses afférentes au personnel s'occupant directement de ces activités. Au paragraphe 3.1 de son projet de budget-programme, le Secrétaire général rappelle que si toutes les activités inscrites à ce chapitre sont de nature commerciale, plusieurs d'entre elles (vente des publications, visites guidées, exploitation des restaurants et services annexes et du garage) ne sont pas des activités à but essentiellement lucratif.

Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale

IS3.2 A l'exception de la vente des publications et des services destinés aux visiteurs, toutes les activités productrices de recettes sont placées sous la direction du Service de gestion commerciale. Dans le tableau ci-après, les recettes provenant de chacune de ces activités représentent des recettes nettes, déduction faite des dépenses qui leur sont directement imputables. Les dépenses au titre du Service de gestion commerciale y figurent en tant que dépenses imputées sur le montant total des recettes nettes.

	<u>Montants estimatifs</u> <u>pour 1974-1975</u>	<u>Montants approuvés</u> <u>pour 1972-1973</u>	<u>Augmentation</u> <u>(diminution)</u>
	<u>Milliers de dollars</u>	<u>Milliers de dollars</u>	<u>Milliers de dollars</u>
Vente de timbres-poste	4 970	5 045	(75)
Magasin de souvenirs ..	700	690	10
Comptoir d'articles pour cadeaux	420	400	20
Restaurants et services annexes	-	(90)	90
Médailles commémo- ratives	700	700	-
Exploitation du garage	259	270	(11)
	<u>7 049</u>	<u>7 015</u>	<u>34</u>
<u>A déduire</u> : Dépenses afférentes au personnel d'administration	456	443	13
	<u>6 593</u>	<u>6 572</u>	<u>21</u>

IS3.3 Le montant des recettes brutes au titre de la vente de timbres-poste pendant un exercice déterminé est fonction de deux facteurs : le total des valeurs nominales des timbres émis, et le volume des ventes. Il est généralement vendu aux philatélistes un peu moins de timbres de valeur élevée que de timbres d'une valeur nominale inférieure, mais, en tout état de cause, il est plus avantageux d'émettre des timbres plus onéreux; toutefois, en émettant trop de timbres de valeur élevée, on porterait atteinte à l'estime dont jouissent les timbres-poste de l'ONU auprès des collectionneurs. Le Comité consultatif se félicite de ce qu'au paragraphe 3.6 de son projet de budget, le Secrétaire général indique qu'en 1973 il a fait entreprendre une étude et une analyse de marché en vue de déterminer les mesures qui devraient être prises pour augmenter la rentabilité à long terme et réduire les variations qu'enregistrent, d'une année à l'autre, les valeurs des timbres émis.

IS3.4 Le Secrétaire général indique au tableau 3-2 les prévisions de recettes et de dépenses relatives à la vente de timbres-poste. Il prévoit que pour 1974-1975, le volume des ventes progressera légèrement par rapport à 1972-1973. Toutefois, si l'on considère l'ensemble de la période biennale, les recettes nettes seront légèrement inférieures aux prévisions approuvées pour 1972-1973. Ceci est dû essentiellement à la forte augmentation du montant estimatif des dépenses de personnel imputées sur les recettes au titre de la vente de timbres-poste, en particulier entre 1973 et 1974. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création des trois postes supplémentaires d'agent des services généraux demandés pour Genève, si toutefois cette mesure s'accompagne d'une diminution des crédits demandés au titre du personnel temporaire et de l'absence de toutes dépenses nettes supplémentaires à inscrire à ce titre au budget. Le Comité n'est cependant pas convaincu qu'il soit nécessaire de prévoir pour 1976 un poste de plus d'agent des services généraux à Genève. Le Comité s'inquiète de l'augmentation prévue des dépenses totales de personnel, notamment du niveau élevé auquel sont maintenues les dépenses au titre du personnel temporaire. C'est pourquoi, compte tenu des observations qu'il a formulées au paragraphe 38 de son trente et unième rapport sur le projet de budget pour 1973 138/, le Comité recommande de réduire de 50 000 dollars le crédit demandé pour les dépenses de personnel.

IS3.5 Pour la vente de timbres-poste, les prévisions de dépenses au titre des communications, qui passent de 58 000 à 134 000 dollars, accusent également une augmentation appréciable que ne justifient ni l'augmentation des dépenses, ni le chiffre d'affaires prévu pour 1974-1975. Le Comité consultatif a appris que cette augmentation est en partie imputable au fait que le mode de présentation des dépenses engagées à Genève a été modifié. Le Comité recommande néanmoins que ce montant soit diminué de 24 000 dollars et soit donc fixé à 110 000 dollars pour la période biennale.

IS3.6 En ce qui concerne les autres dépenses imputées sur les recettes au titre de la vente de timbres-poste de l'ONU, on constate qu'il n'y a presque pas de changements entre les deux périodes biennales, à l'exception de quelques ajustements imputables à l'augmentation des coûts et aux réalignements monétaires.

138/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A (A/8708/Add.1 à 30), document A/8708/Add.30.

IS3.7 En ce qui concerne le Magasin de souvenirs et le Comptoir d'articles pour cadeaux, les montants estimatifs sont les mêmes que pour 1972-1973 et ont été évalués compte tenu du volume actuel des ventes. Le Comité consultatif note qu'alors que le chiffre d'affaires brut et les traitements du personnel du Magasin de souvenirs sont pratiquement identiques à ceux du Comptoir d'articles pour cadeaux, la commission versée à la United Nations Cooperative pour la gestion du Comptoir (17 000 dollars par an) est sans commune mesure avec celle que touche la Lido Shores Corporation pour la gestion du Magasin de souvenirs. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général revoie le contrat conclu avec la United Nations Cooperative et modifie en conséquence les montants estimatifs révisés qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

IS3.8 Les prévisions relatives aux restaurants et services annexes ont été établies en partant de l'hypothèse que ces services seraient financièrement autonomes. Le Comité consultatif est certain que le Secrétaire général fera en sorte que ce soit effectivement le cas.

IS3.9 Le Secrétaire général ne prévoit pas de différence en ce qui concerne le montant estimatif des recettes provenant des bénéfices réalisés sur la vente des médailles commémoratives. Il estime que les recettes nettes provenant de l'exploitation du garage diminueront progressivement, en partant de l'hypothèse qu'aucun changement de tarif n'interviendra alors que les dépenses de personnel augmenteront. Le Comité consultatif ne saurait souscrire à cette hypothèse qui constitue un exemple du retard avec lequel les prix sont ajustés en fonction de l'augmentation des dépenses, comme le Comité l'a mentionné plus haut au paragraphe IS2.2. Le Comité recommande que les tarifs de stationnement du garage soient révisés tous les deux ans; en conséquence, il recommande une augmentation de 5 000 dollars au titre de cette rubrique pour la période biennale.

Vente de publications

IS3.10 Le Secrétaire général prévoit que les recettes nettes provenant de la vente de publications passeront de 84 000 dollars pour 1972-1973 à 178 000 dollars pour 1974-1975, grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires brut, y compris les recettes de la Librairie. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session sur les activités productrices de recettes, le Comité consultatif a noté avec inquiétude la forte baisse prévue des recettes nettes provenant de la vente des publications en 1972 signalée par le Secrétaire général, et il a recommandé de prendre les mesures correctives voulues 139/. Le Comité est heureux de noter que le Secrétaire général prévoit maintenant une augmentation de cette catégorie de recettes.

Services destinés aux visiteurs

IS3.11 Le Service des visites, qui fonctionne à perte depuis 1969, devrait, d'après les prévisions du Secrétaire général, accuser un déficit de 457 000 dollars pour

139/ Ibid., document A/8708/Add.22, par. 9.

1974-1975 (contre un déficit de 396 000 dollars pour 1972-1973); pour 1974-1975, la quasi-totalité du déficit (à 12 000 dollars près) sera imputable à la Section des visites de New York.

IS3.12 Au paragraphe 3.20, le Secrétaire général indique qu'il a établi ses prévisions en partant de l'hypothèse que le nombre de personnes qui visiteront le Siège (New York) continuera à baisser, comme cela a été le cas depuis 1968. Il a donc entrepris une étude exhaustive portant sur les questions relatives à la gestion, à la promotion des ventes et au personnel, et il tiendra compte dans les prévisions révisées de toutes modifications résultant de cette étude. Le Comité consultatif espère qu'il sera possible de stimuler l'intérêt du public pour les visites guidées. Mais, au cas où cela s'avérerait impossible, le Comité consultatif estime qu'il deviendrait nécessaire de réduire les effectifs de la Section des visites (qui compte actuellement 20 postes) en vue de les ramener à un niveau mieux adapté au nombre décroissant de visiteurs.

Récapitulation

IS3.13 Pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes IS3.4, IS3.5 et IS3.9, le Comité consultatif recommande que le montant des prévisions de recettes à inscrire au chapitre 3 soit porté de 6 314 000 dollars à 6 393 000 dollars.

Augmentation recommandée :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 3 des recettes. Activités productrices de recettes	79 000

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulta a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
